

Université d'Oran 2
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

THESE

Pour l'obtention du diplôme de Doctorat en Sciences
En Sciences Economiques

Les Effets de la Dépense Publique

Sur la Croissance Economique et l'Emploi en Algérie entre 2000-2016

Présentée et soutenue publiquement par :
M. MILIANI YACINE

Devant le jury composé de :

M. BEKKAR BACHIR	MCA	Université d'Oran 2	Président
M. BOULENOUAR BACHIR	MCA	Université d'Oran 2	Rapporteur
M. BENABBOU SENOUCI	Professeur Ecole Supérieure d'Economie d'Oran		Examineur
M. FEKIR HAMZA	MCA	Université d'Oran 2	Examineur
Mme. DAOUD SOLTANA	Professeur Université Mohamed BOUDIAF USTO		Examineur
M. CHERIF TOUIL NOUREDDINE	MCA	Université de Mostaganem	Examineur

Année 2018/2019

Remerciement

Je remercie tout d'abord mon directeur de thèse Monsieur BOULENOUAR BACHIR qui a accepté d'assurer la direction de ce travail de recherche. Le constant intérêt qu'il a manifesté pour ce travail, les orientations qu'il m'a prodigué, sa disponibilité et ses encouragements ont été autant de facteurs déterminants dans l'élaboration de ce travail. Qu'il trouve ici la marque de ma plus sincère reconnaissance.

Je remercie également monsieur FEKIR HAMZA, maître des conférences à l'université d'Oran 2, qui trouve ici l'expression de ma profonde gratitude pour l'aide et les conseils dont il a fait preuve à mon égard.

Durant la préparation de cette thèse j'ai pu bénéficier de multiples conseils et discussions avec notre défunt professeur MAMMAR BELKHEIR de l'université d'Oran 2, dont je tiens à lui rend ici l'expression de ma gratitude et ma reconnaissance pour les moments qu'il a bien voulu me consacrer.

J'exprime encore mon remerciement aux membres de jury d'avoir accepté de participer à l'évaluation de ce travail.

Dédicaces

- *A la mémoire de mes parents ;*
- *A ma femme et mes quatre enfants ;*
- *A mon frère et à ma sœur.*

LISTE DES ABREVIATIONS :

- **ADF** : Test de Dickey-Fuller augmenté.
- **DB** : Déficit budgétaire.
- **DGB** : Direction générale du budget.
- **DS** : Differency stationnary.
- **EB** : Excédent budgétaire.
- **EMP** : Emplois.
- **EQB** : Equilibre budgétaire.
- **FMI** : Fonds Monétaire International.
- **FRR** : Fond de régulation des recettes
- **G** : Dépenses publiques.
- **LG** : Logarithme dépenses publiques
- **LPIB** : Logarithme produit intérieur brut
- **MCO** : Moindre Carrée Ordinaire.
- **ONS** : Office National des statistiques.
- **PAS** : Programme d'ajustement structurel.
- **PCSC** : Plan complémentaire de soutien à la croissance économique.
- **PIB** : Produit Intérieur Brut.
- **PNDA** : Plan National de Développement Agricole.
- **PSRE** : Plan de soutien à la relance économique
- **R & D** : Recherche et développement.
- **SB** : Solde budgétaire.
- **TS** : Trend Stationary.

Table des matières

Remerciement et dédicaces

Liste des abréviations

Introduction Générale..... 01

Chapitre I : Les Fondements Théoriques de l’Interventionnisme Economique par la

Dépense Publique 08

Introduction 09

Section.1. : Le rôle économique et social de l’Etat 11

1.1. Définition et caractéristique de l’intervention de l’Etat.....11

1.1.1. La Notion de l’intervention de l’Etat..... 11

1.1.1.1. Définition générale et économique de l’Etat 11

1.1.1.2. L’Intervention de l’Etat dans une politique économique conjoncturelle..... 14

1.1.2. Les Caractéristiques de l’intervention de l’Etat 15

1.2. Le développement théorique de l’intervention économique et social de l’Etat 16

1.2.1. L’Etat-gendarme : La doctrine du courant Libéral..... 17

1.2.2. L’Etat partisan : l’approche Marxiste..... 18

1.2.3. L’Etat-providence : La doctrine interventionniste du courant Keynésien. 19

1.2.4. Crise de l’Etat-providence..... 22

1.2.5. L’Etat-régulateur : Une redéfinition du rôle de l’Etat..... 23

1.3. Justification économique de l’intervention de l’Etat..... 24

1.3.1. Les déficiences du marché 25

1.3.2. L’existence des biens collectifs 25

1.3.3. L’aggravation des inégalités sociales 25

1.4. Les grandes fonctions de l’Etat..... 26

1.4.1. Une fonction d’allocation des ressources..... 26

1.4.2. Une fonction de stabilisation ou de régulation..... 26

1.4.3. Une fonction de redistribution..... 27

Section.2. Eléments conceptuels de la dépense publique 30

2.1. Notion de la Dépense Publique.....30

2.1.1. La Définition juridique des dépenses publiques..... 32

2.1.2. La Définition socio-économique des dépenses publiques..... 33

2.1.3. La Définition actuelle de la dépense publique 33

2.2. Classification économique de la dépense publique..... 34

2.2.1. Les dépenses ordinaires	35
2.2.1.1. Les dépenses de fonctionnement	35
2.2.1.2. Les dépenses de transfert	35
2.2.2. Les dépenses d'investissement.....	37
2.2.2.1. La distinction selon le caractère productif	37
2.2.2.2. La distinction selon le secteur.....	38
Section.3. La dépense publique entre contestations et justifications des théories économiques	38
3.1. La dépense publique dans les contestations du courant libéral.....	34
3.1.1. La dépense publique dans la théorie classique.....	34
3.1.2. La dépense publique dans le courant néo-classique.....	41
3.1.2.1. Les services collectifs indivisibles.....	44
3.1.2.2. Les services de tutelle	44
3.2. Les justifications des dépenses publiques dans la théorie keynésienne.....	45
Conclusion.....	49
<u>Chapitre II : Le Rôle de la Dépense Publique dans les Modèles de Croissance Economique et de Création d'Emploi :</u>	50
Introduction	51
Section.1: Présentation de l'Approche économique de la croissance	53
1.1 Définition et mesure de la croissance économique.....	53
1.2 Les facteurs économiques de la croissance et la fonction globale de production.....	55
1.3 Les limites de l'approche utilisée dans la mesure de la croissance.....	58
Section.2 : Développement théorique des modèles traditionnels de la croissance économique.....	59
2.1. Le modèle de croissance chez les classiques.....	60
2.1.1. La division internationale d'Adam Smith (1776).....	61
2.1.2. Le principe de la population de Thomas Malthus (1796)	61
2.1.3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)	62
2.1.4. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit selon Marx (1844)	62
2.2. Le modèle de Harrod et Domar (l'approche Keynésienne).....	63
2.2.1. Le modèle de Domar (1946)	65
2.2.2. Le modèle de Harrod	68
2.3. Les modèles de croissance dans la représentation néoclassique.....	70
2.3.1. Accumulation de capital sans progrès technique	73
2.3.2. L'état stationnaire du stock de capital.....	76

2.3.3. La règle d'Or de l'accumulation de capital	79
2.3.4. Le progrès technologique dans le modèle de Solow	81
2.3.5. Le modèle de Solow et l'intervention de l'Etat.....	83
2.3.6. Les limites du modèle de Solow.....	85
Section.3 : Les théories de la croissance endogène	86
3.1. Le modèle de base de la croissance endogène : Le modèle AK.....	88
3.2. Les sources de la croissance économique endogène	91
3.2.1. Les externalités de capital physique et de l'accumulation des connaissances	91
3.2.2. Les externalités technologiques.....	93
3.2.3. Le capital humain	96
3.2.4. Le capital public	98
Section.4 : Travaux empiriques sur les liens entre dépense publique et croissance économique.....	104
4.1. Les études empiriques sur les effets de taille des dépenses publiques sur La croissance.....	105
4.2. Les études empiriques sur les liens structurels des dépenses publiques et La croissance économique.....	108
Section.5 : Cadre théorique des effets de la Dépense publique sur emploi	110
5.1. Les effets directs de la dépense publique sur l'emploi.....	111
5.2. Les effets indirects de la dépense publique sur l'emploi.....	112
5.3. Les travaux théoriques contemporains de la relation dépense publique-croissance- Emploi.....	117
5.3.1. La loi d'Okun et ses extensions.....	117
5.3.1.1. La méthode des différences premières.....	117
5.3.1.2. La méthode du triple écart	118
5.3.1.3. La méthode de la tendance ajustée et de l'élasticité	118
5.3.2. L'approche de l'emploi en termes de croissance endogène	120
5.4. Les travaux empiriques de la relation dépense publique-croissance-Emploi.....	117
Conclusion.....	123

<u>Chapitre III : Analyse de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie</u>	126
Introduction	127
Section.1 : Etat des faits des principales étapes de la politique économique Algérienne	128
1.1. La période de l'économie socialiste et de la planification centralisée (1962-1988).	129
1.2. La période des réformes de libéralisation économique (1989-1993).....	134
1.3. La période de l'ajustement structurel (1994-1998).....	136
1.4. La période de la transition vers l'économie de marché (depuis l'année 2000)	138
Section.2 : Evolution des dépenses publiques et de croissance économique en Algérie..	143
2.1. Evolution des dépenses publiques en Algérie.....	143
2.1.1. Les dépenses publiques en Algérie durant la période 1970-1999	144
2.1.2. Les dépenses publiques e Algérie durant la période 2000-2016	148
2.1.2.1. Période de 2001 à 2005	149
2.1.2.2. Période de 2006 à 2009	151
2.1.2.3. Période 2010 à 2016.....	153
2.2. Evolution et sources de la croissance économique en Algérie.....	156
2.2.1. Les sources sectorielles de la croissance économique en Algérie.....	157
2.2.1.1. Le secteur de l'agriculture	160
2.2.1.2. Le secteur des Hydrocarbures	160
2.2.1.3. Le secteur de l'industrie.....	161
2.2.1.4. Le secteur bâtiments travaux publics hydrauliques (BTPH)	162
2.2.1.5. Le secteur des services.....	163
2.2.2. Evolution comparée du taux de croissance PIB et des dépenses publiques.....	167
Section.3 : Etude de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique en Algérie	171
3.1. Les critères de choix du modèle.....	173
3.2. Présentation du modèle et définition des variables.....	173
3.3. La période étudiée.....	173
3.4. Etude de la stationnarité des séries.....	173
3.4.1. La stationnarité de la série PIB.....	173
3.4.2. La stationnaritéb de la série G.....	178
3.5. Estimation et validation des résultats du modèle.....	180
3.5.1. Test d'Hétéroscedastiscité des erreurs	182
3.5.2. Test de la normalité des erreurs (Jarque-Bera).....	182

3.5.3. Test de stabilité de CUSUM.....	183
3.6. Analyse de la fragilité de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique.....	184
Section.4 : Etude des effets de la dépense publique sur l'emploi en Algérie.....	187
4.1. Evolution du marché de travail en Algérie entre 2000-2016.....	188
4.2. Emploi dans le cadre du budget de l'Etat.....	193
4.2.1. L'emploi dans les administrations et les établissements public	193
4.2.2. Les emplois dans le cadre des dispositifs de soutien de l'Etat.....	193
4.2.3. Estimation de l'effet direct de la dépense publique sur l'emploi.....	195
4.2.3.1. Méthodologie de l'estimation	196
4.2.3.2. Résultats et analyse de l'estimation	196
4.3. Les emplois dans le cadre du programme de soutien à la croissance économique...200	
4.3.1. Evolution de l'emploi dans les branches d'activité.....	200
4.3.2. Estimation et analyse de la relation entre l'activité et l'emploi.....	202
Conclusion.....	207
<u>Conclusion Générale</u>.....	209
Liste des Tableaux et Figures.....	207
Bibliographie.....	207
Annexes.....	207

Introduction Générale

Introduction Générale :

Dans le contexte actuel de la mondialisation où chaque Etat aspire à la croissance économique et la création de l'emploi, il s'impose à chacun l'utilisation optimale des instruments de la politique économique. Parmi ces instruments, on trouve les dépenses budgétaires qui sont souvent considérées comme le principal levier conjoncturel des objectifs de la politique économique.

Cependant, la place des dépenses publiques en tant qu'outil de politique macroéconomique de stabilisation de l'activité économique, a fait l'objet de nombreux débats entre les économistes obéissants à divers courants de pensée économique, particulièrement à la suite de la grande dépression des années trente. Avant cette date, les dépenses publiques avaient longtemps été considérées comme une destruction des richesses issues des recettes générées par l'investissement public, des impôts collectés et des emprunts.

De la théorie classique des dépenses publiques essentiellement basée sur la notion d'effet d'éviction, à la théorie keynésienne, fondée sur la notion de soutien à la demande agrégée. Le débat sur l'efficacité des dépenses publiques et leur impact sur la croissance économique et le niveau d'emploi a évolué entre ces deux principaux courants antagonistes de la théorie macroéconomique.

La littérature économique issue de cette opposition idéologique a pris de l'ampleur, tant par le nombre élevé d'analyse théorique que d'études empiriques.

Sur le plan théorique, les néoclassiques s'opposent à l'intervention de l'Etat dans l'économie en la considérant comme source de déséquilibre de marché due au financement des déficits publics par la monnaie génératrice d'inflation et au financement par l'emprunt ou par émission de titres ce qui provoque un effet d'éviction¹.

Cette approche stipule que l'accroissement des dépenses publiques est une promesse des difficultés économiques dans le futur avec une baisse du bien-être. En effet, la manière utilisée par le gouvernement pour financer ses dépenses affecte le niveau de consommation, d'investissement et d'exportation. Ainsi, l'accroissement des dépenses publiques est compensé par une baisse des investissements privés. Pour remédier à cette situation, il faut que les agents privés prévoient rationnellement les accroissements des charges futures.

¹ B. DIROU et JP.TESTENOIRE, « Approche néoclassique, approche keynésienne : effet d'éviction est une baisse de l'investissement et de la consommation privée qui est provoquée par une hausse des dépenses publiques », Site Etudier, 2014.

Tandis que pour les keynésiens, c'est avec la parution de la théorie générale de Keynes (1936) qu'une nouvelle dimension est apportée au débat avec ce qui est convenu d'appeler le principe de l'effet multiplicateur des dépenses budgétaires². Selon ce principe, dans une économie, la variation de l'une des composantes de la demande initiée par une variation de la dépense publique provoque une variation plus élevée du revenu national.

Ainsi, lorsque le revenu national baisse et que les dépenses privées diminuent, l'Etat doit soutenir l'économie en effectuant des dépenses supplémentaires. Ces dépenses vont soutenir la demande effective qui influe à son tour sur le niveau de la production et par voie de conséquence l'emploi.

Le modèle Keynésien s'inscrit dans le cadre d'une " théorie de la contrainte ", selon la quelle l'Etat n'est plus le simple ensemble d'individus qui décident d'agir collectivement de l'analyse néoclassique mais un véritable agent économique placé au dessus des autres agents économiques et à qui il peut imposer ses vues. Il a un rôle qui lui est propre et qui est guidé par la recherche de l'intérêt général. Son action ne se limite pas à répondre à des demandes de services collectifs, exprimées à partir de préférences individuelles, mais consiste à effectuer des choix et à mettre en œuvre des mesures qu'il juge utiles pour la collectivité.

Dans le cadre de ces deux principaux courants antagonistes (Néo-classiques et Keynésiens) de la théorie macroéconomique, les dépenses publiques sont étudiées soit en effet d'éviction des investissements privés, soit en effet multiplicateur budgétaire.

Sur le plan empirique, les études sur le rôle de l'Etat dans la relance économique ont souvent cherchées à analyser le sens, la nature et la signification de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique et le plein emploi. Les résultats de cet impact restent controversés, le fait de faire valoir que le premier est à l'origine des seconds ou vice versa constitue l'objet d'un travail de recherche où les résultats empiriques diffèrent selon les pays et les modèles utilisés.

A partir de la fin des années quatre-vingt, une nouvelle génération de théorie dite de croissance endogène redéfinit complètement le concept de l'intervention de l'Etat en économie. Ces nouvelles théories de croissance constatent que l'influence des dépenses publiques sur la croissance économique dépend de la composition des dépenses publiques « Landau (1983); Romer (1986,1990); Barro (1990); Barro et Sala-i-martin (1992,1995);

² J. de LARGENTAYE, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, version Française, éd : Payot, 1942, Paris.

Levine et Renelt (1992); Easterly et Rebelo (1993); Devarajan et al. (1996); Tanzi et zee (1997); Kneller, Bleaney et Gemmell (1999); Knight et al (1999); Fan, Zhang L. et Zhang X. (2002); Wagstaff (2002); Nabukpo (2007); Mansouri (2003); Savage Schlottman et Wimmer (2006); Afonso et Furceri (2010); Chakraborty et Nandi (2011) ».

Ces travaux sont apparues en réponse aux modèles de croissance exogène, en particulier le modèle de Solow, qui fondait la croissance sur le progrès technique, mais n'expliquait pas l'origine de ce progrès.

Deux autres études empiriques constatent une relation de causalité à double sens. Une première, « Cheng et Wei (1997); Ouattara (2007), une causalité unidirectionnelle de la croissance vers les dépenses publique Ghali (2000); Islam (2001); Aregbeyen (2008); Chimobi (2009), Tang (2010) ». Une deuxième étude trouve des relations de long terme et de court terme entre les dépenses publiques et la croissance économique « Ram (1986); Aschauer (1989); Morley et Perdakis (2000); Ashipala et Haimbodi (2003); Kacou (2004), Ben Hassad (2006) ». Ces résultats vont être détaillés par la suite dans la partie théorique de cette thèse.

En Algérie, à l'instar des autres pays en développement caractérisés par une économie à domination publique, l'Etat intervient de plus en plus dans la sphère économique par ses dépenses publiques dans le but d'améliorer la croissance économique et crée de l'emploi.

Au-delà des fondements historiques et idéologiques qui ont marqué les différentes phases de l'évolution économique et sociale de l'Algérie. Plusieurs raisons justifient l'implantation de l'Etat dans l'activité économique : la forte capacité de financement de l'Etat, grâce au monopole qu'il exerce sur les ressources naturelles, lui attribue la place d'acteur principal dans la formation du capital mais aussi dans la dynamique économique en générale en raison de la faiblesse du stock du capital du secteur privé et de l'instabilité politique et sociale à côté d'une marquante vulnérabilité des secteurs économiques hors hydrocarbures.

Dès les années 2000, cette implantation de l'Etat dans l'activité économique s'est encore renforcée grâce à un contexte favorable du marché mondial des hydrocarbures. La situation financière a été assainie et des programmes de soutien à la croissance et à l'emploi ont permis de réunir les conditions d'une relance économique.

Lors de ce contexte, les dépenses publiques ont fortement augmenté traduisant clairement l'effort consenti par les pouvoirs publics dans la mise en place d'importants projets

structurants (autoroutes, hôpitaux, logements, production d'énergies...) porteurs d'une dynamique génératrice de richesse. En parallèle, les dépenses de subvention et de consommation sociale ont également augmenté, dépassant même celles des investissements. Ces dépenses ne sont pas financées par emprunt ni par la fiscalité ordinaire mais plutôt par la fiscalité pétrolière et par le fonds de régulation des recettes (FRR) créé en 2000 pour stabiliser les recettes budgétaires d'exportation.

Avec une telle utilisation excessive de la dépense publique, fondée sur la notion de soutien de la demande agrégée afin d'augmenter la croissance économique et d'atteindre le plein emploi. Le modèle de croissance Algérien est supposé être encadré par le mécanisme du multiplicateur des dépenses.

Les théoriciens du développement économique notamment ceux de la pensée Keynésienne ont traité la question du multiplicateur en considérant le capital public comme un ensemble de facteurs qui influence sur l'activité économique, à travers ses externalités positives.

Empiriquement, l'impact des dépenses publiques sur la croissance en Algérie est évalué par quelques travaux comme celui de Zakane (2004)³ qui établit une faible élasticité de la production par rapport aux infrastructures (0,07), qu'il établit une faible élasticité de la production par rapport aux infrastructures notamment aux infrastructures économiques. Dans le même sens, Benabdellah (2008)⁴ relève aussi une faiblesse du stock d'infrastructures et note son effet négatif sur la croissance. Cependant, le rapport du fonds monétaire international (FMI) (2006)⁵ établit une relation positive et significative de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique, notamment la croissance du produit intérieur brut hors hydrocarbures (PIB HH), néanmoins il montre l'absence de causalité entre ce dernier et les dépenses publiques courantes. (Mwase, 2006, pp. 57-65).

Toutefois, vu la place de l'Etat dans le système économique Algérien, même s'il a été difficile pour ces travaux de mettre en évidence les différents canaux par lesquels la dépense publique peut influencer sur la croissance, il existe des raisons fortes pour que l'évolution de la dépense publique dans sa globalité représente une variable importante qui influe sur la croissance. Cependant, le débat sur son estimation réelle d'influence reste ouvert.

³ Ahmed ZAKANE, « L'Impact des dépenses d'infrastructures sur la croissance en Algérie : Une approche en séries temporelle multi variées VAR », Les cahiers du CREAD n°87/2009.

⁴ Y. BENABDELLAH, « Le développement des infrastructures en Algérie : quel effets sur la croissance économiques et l'environnement de l'entreprise », Les cahiers du CREAD, 2008.

⁵ FMI, Mai 2006.

Problématique :

Notre travail de recherche s'attachera pour l'essentiel à analyser dans une période de long terme les effets des dépenses publiques sur la croissance économique et la création de l'emploi en Algérie.

En d'autre terme, cette thèse s'attellera à répondre à la question suivante :

« *Quel est l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique et le niveau de l'emploi en Algérie ?* »

Notre principal objectif consiste à analyser les effets des dépenses publiques sur le niveau de la croissance économique et celui de l'emploi en Algérie, en démontrant la mesure et l'ampleur de cet impact.

Compte tenu de l'objectif de la thèse, nous nous sommes appuyés sur les hypothèses suivantes :

Hypothèses de recherche :

H1 : *Les dépenses publiques exercent un effet positif sur la croissance économique en Algérie.*

H2: *Les dépenses publiques permettent également une augmentation du niveau de l'emploi en Algérie par le biais de leur impact sur la croissance économique.*

Délimitation du Sujet :

Pour répondre à cette question et vérifier ces hypothèses, nous nous sommes fixés un cadre d'analyse qui permet de délimiter le champ dans lequel s'effectuera cette recherche.

Tout d'abord, la réalisation d'un travail scientifique exige qu'il soit délimité dans le temps tout comme dans l'espace de sorte à avoir des solutions aux problèmes qui se posent. De ce fait, nous avons jugé bon que ce travail couvre la période allant de 2000 à 2016, et l'espace considéré est l'Algérie.

Concernant le choix des termes, nous entendons par dépenses publiques toutes les dépenses qui participent à la formation du capital public financier, physique et humain. De ce fait, ces dépenses sont supposées être de nature à exercer leurs effets sur la fonction de production macroéconomique. Deuxièmement, Dans le cas de l'économie Algérienne, et vu le nombre des débats controversés au tour de ce sujet, nous limiterons notre analyse, au seul facteur de dépenses publiques comme variable endogène dans l'analyse de la croissance économique et la création de l'emploi.

Plan Général de la Thèse :

Le présent travail est répartie en trois chapitres, il est donc organiser comme suit :

Première chapitre : consacrée à l'analyse théorique des différentes conceptions retenues dans les fondements de l'interventionnisme économique par les dépenses publiques. Ainsi, la première section de ce chapitre présente les conceptions économiques et sociales de l'Etat. Cette section devrait servir d'introduction pour les deux autres sections qui abordent successivement les aspects théoriques des dépenses publique : classification, contrôle et exécution. La troisième section passe en revue les différentes approches de la dépense publique dans les courants de la pensée économique.

Deuxième chapitre : Dans ce chapitre, nous tentons de mettre en relief le rôle des dépenses publiques dans la promotion de la croissance économique et l'emploi. La première section présente l'approche économique de croissance. La deuxième section développe les modèles traditionnels de la croissance (modèles classiques, modèles néo-classiques et modèle keynésien). La troisième section présente les nouveaux modèles de croissance appelés modèles de croissance endogène en montrant leurs apports en matière de redéfinition de l'intervention des pouvoir public pour soutenir, d'un côté, le processus de croissance auto-entretenu, et d'un autre côté les programmes d'aide à la création de l'emploi. La quatrième section illustre quelques travaux empiriques sur les liens entre la dépense publique et la croissance économique. En fin, la cinquième section tente de faire une présentation du cadre théorique des effets de la dépense publique sur l'emploi notamment dans les pays en développement.

Troisième chapitre : Ce chapitre a pour but d'analyser l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie durant la période 2000-2016. Pour ce faire, nous tenterons dans une première section, de parcourir les principales étapes de l'histoire de l'économie algérienne en mettant l'accent sur le rôle qui a été joué par l'Etat dans le développement économique et social. La deuxième section va porter sur une analyse descriptive de l'évolution des variables formant la relation de notre première hypothèse, à savoirs, l'impact de la dépense publique sur la croissance économique. La troisième section va se consacrer à la vérification de cet impact en utilisant un modèle économétrique de régression linéaire simple. Tandis que dans la quatrième section nous allons analyser la qualité de la relation entre la dépense publique et l'emploi par l'intermédiaire de la croissance du produit intérieur brut durant la période 2000-2016.

***Premier Chapitre :
Les Fondements Théoriques de
l'Interventionnisme économique
par la dépense publique***

Introduction :

Le rôle de l'Etat dans l'économie a connu un changement majeur au cours du vingtième siècle. En effet, avant la mise en œuvre de la politique américaine du New Deal¹ et la diffusion à la fin des années trente des idées keynésiennes, l'Etat par le biais de sa politique budgétaire avait pour objectif de faire assurer les fonctions régaliennes et certains services généraux indispensables au bon fonctionnement du système économique, ce qui limitait l'interventionnisme des pouvoirs publics. On pensait alors que le budget de l'Etat ne pouvait pas avoir une fonction régulatrice de l'activité économique.

Ce n'est qu'à la fin de la seconde guerre mondiale et la mise en application des politiques d'inspiration keynésienne que la relance économique a pu être influencée par la politique budgétaire et particulièrement par l'augmentation des dépenses publiques.

La dépense publique a toujours eu de l'intérêt au sein des débats des courants de la pensée économique, aussi bien libérale, socialiste et bien évidemment keynésienne. Et cela, pour deux raisons majeures : la première tient au fait que l'Etat, tout en étant un agent particulier, influence l'activité économique de manière directe et/ou indirecte. Ainsi, chaque action de l'Etat quel que soit ses motivations se traduit nécessairement par une dépense. Dans ce cadre le comportement politique et économique de l'Etat reste largement tributaire de sa puissance financière.

La deuxième raison s'explique par « la loi de croissance continue des dépenses » d'Adolph Wagner². Celui-ci explique que la fonction de production s'accompagne d'une augmentation des dépenses publiques plus que proportionnelle à celle du produit intérieur brut. En effet, sa taille s'est multipliée, pour le moins, trois à quatre fois dans beaucoup de pays durant les cinquante dernières années.

Cependant, les débats théoriques sur la dépense publique déclinent trois principales approches³ : La première concerne les adeptes d'un minimum d'Etat (se limiter aux fonctions régaliennes) ces économistes préconisent de ce fait, une baisse des dépenses publiques afin de dégager les excédents budgétaires ou au minimum d'équilibrer les finances publiques. La deuxième est celle des partisans de l'interventionnisme public. Les économistes de cette approche définissent l'Etat en tant qu'agent économique productif qui est censé produire les

¹ Le New Deal (ou Nouvelle donne) est le nom donné à la politique mise en place dans les années 1930 aux Etats-Unis pour faire face à la crise économique de 1929. Elle a été mise en place par le président américain Franklin en plusieurs phases entre (1933 et 1938).

² La loi de Wagner, éd : Alternatives économiques du 01/09/2016 N°004. Voir : <https://www.alternatives-economiques.fr>.

³ Pour ce qui est de l'intérêt de la dépense publique dans les analyses théoriques de la pensée économique, nous allons procéder, par la suite (Chapitre1), de façon détaillée à l'explication de ce point.

biens et services non rentables mais indispensables à un bon fonctionnement des affaires et de l'activité des entreprises privées. La troisième approche est à mi-chemin de ces deux visions opposées, elle est composée des économistes de la synthèse (dont les chefs de file sont Samuelson et Hicks). D'un côté, elle défend certaines idées soutenues par les partisans d'un minimum d'Etat et d'un équilibre budgétaire et de l'autre côté, elle considère qu'en raison des imperfections du système économique libéral, l'Etat devrait intervenir pour soutenir l'activité.

Toutefois, on doit rappeler que, traditionnellement la plupart des théories de la pensée économique reconnaissent l'impact des dépenses budgétaires sur l'activité économique, sauf que les débats sont plutôt centrés sur la détermination d'un niveau souhaitable de la dépense publique. Par exemple, dans le schéma du multiplicateur keynésien, les dépenses publiques accélèrent les fluctuations conjoncturelles et permettent à l'économie, en cas de récession, de retrouver son chemin de croissance.

De plus, l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques n'est pas uniquement dictée par des déficiences d'ordre conjoncturelles, elle est souvent une nécessité imposée par des défaillances au modèle de concurrence pure et parfaite.

Dès lors, pour mieux appréhender les aspects théoriques fondamentaux de l'intervention de l'Etat par ses dépenses publiques, ce chapitre est structuré en trois sections. Dans la première sont présentés : la conception de l'Etat dans son rôle économique et social, sa légitimité, son développement à travers les courants de la pensée économique ainsi que ses moyens d'action. La deuxième section est réservée à une présentation détaillée sur les éléments conceptuels de la dépense publique (définition, classification et destination). La troisième section est consacrée à une comparaison entre les contestations et les justifications de la place qu'occupent les dépenses publiques dans les principales théories économiques, à savoirs les libéraux (classiques et néoclassiques) et les keynésiens.

Section.1. : Le rôle économique et social de l'Etat :

Pendant très longtemps, l'Etat a eu un rôle important à jouer au sein des économies à travers son intervention dans le fonctionnement de l'activité économique et sociale. Cette intervention prend trois formes principales : production de biens et services, redistribution des richesses au niveau social, réglementation et régulation des systèmes économiques. Ces trois grandes fonctions sont diversement représentées d'un pays à l'autre, l'action de l'Etat étant très présente dans certaines économies et moins interventionniste dans d'autres.

Toutefois, selon l'époque ou le lieu, cette intervention varie grandement, ainsi, si l'Algérie comme la plupart des pays issues du système socialiste sont historiquement des économies de tradition interventionniste, par contre la plupart des pays occidentaux attribuent à l'Etat une place plus restreinte.

L'économiste français, Jean-Paul Fitoussi précise que « généralement l'intervention de l'Etat accroît l'efficacité économique chaque fois qu'il existe une externalité, qu'elle soit positive ou négative »⁴.

Sur le plan international, l'Etat a également un rôle important à jouer dans la prévention et la relance des économies après les crises financières à l'instar de celle qualifiée de Subprimes. En outre, l'Etat assure le rôle de régulateur de l'économie et veille au bon fonctionnement des mécanismes de l'économie de marché, il est ainsi un acteur économique majeur dans la plupart des pays.

Pour mieux appréhender le rôle de l'Etat dans l'économie, sa légitimité ainsi que ses moyens d'intervention, nous allons voir successivement dans cette section, comment peut-on définir l'Etat par rapport à la place qu'il doit tenir dans l'activité économique, le développement historique de son intervention, la conception de l'Etat dans les différentes théories économiques, les grandes fonctions de l'Etat ainsi que ses instruments d'interventions ?

1.1. Définition et caractéristique de l'intervention de l'Etat :

1.1.1. La Notion de l'intervention de l'Etat :

1.1.1.1. Définition générale et économique de l'Etat :

Dans ce point, nous allons essayer à travers un certain nombre de définition de présenter la notion d'Etat comme un agent économique et justifier son intervention, mais nous partons d'abord d'une définition juridique et sociologique de l'Etat qui permet d'entrevoir un certain nombre de caractéristiques essentielles au traitement de sa notion économique.

⁴ Jean Paul Fitoussi, « La démocratie et le marché », éd : Grasset, 2004, p.59.

La plupart des auteurs admettent que le terme d'Etat représente une construction théorique et une réalité historique très complexe à définir. Si l'on prend la définition classique du sociologue Allemand Max Weber, « l'Etat se caractérise par l'existence d'un pouvoir de contrainte physique qui permet d'assurer la pérennité de l'organisation politique et juridique, d'une population et d'un territoire »⁵. Ce point de vue, donne à l'Etat l'unique statut de l'organisateur de la vie politique et sociale, par lequel il exerce le monopole de la contrainte physique légitime sur un territoire et une population donnée. Cette légitimité provient d'un Etat de droit doté de règles stables et d'une administration mise au service du bien être générale.

D'un point de vue juridique, « l'Etat peut être considéré comme l'ensemble des pouvoirs d'autorité et de contrainte collective que la nation possède sur les citoyens et les individus en vue de faire prévaloir ce qu'on appelle l'intérêt général, et avec une nuance éthique le bien public ou le bien commun »⁶. L'Etat est considéré également comme « une personne morale de droit public, souveraine sur un territoire donné ».⁷

Pour le juriste Raymond Carré de Malberg, « l'Etat est une communauté d'homme d'où résulte pour le groupe envisagé dans ses rapports avec ses membres une puissance suprême d'action et de commandement »⁸. Il souligne ainsi la double considération de la notion de l'Etat, qui correspond à un mode d'organisation sociale bien défini et à un ensemble d'institutions caractérisées par la détention du monopole de fixation des règles de droit, des politiques de conduite et de l'emploi de la force publique.

Sur le plan économique, il existe deux façons de considérer l'Etat : Soit, comme une conception restrictive qui ne retient que les administrations centrales, c'est-à-dire les ministères, et les grands organismes publics (Etat au sens strict). Soit, comme une conception plus large qui regroupe l'Etat et les administrations publiques locales (régions, départements, communes) ainsi que les organismes de sécurité sociale.

A travers ces instances, l'Etat agit sur l'évolution économique de façon à en améliorer les principaux indicateurs (croissance, emploi, équilibre extérieur et stabilité des prix). Son intervention s'est imposée progressivement pour faire face aux dysfonctionnements du marché et l'absence de régulation automatique qu'il était censé garantir. La régulation intentionnelle de l'économie ne peut échapper aujourd'hui à la nécessité d'élaborer une politique économique et

⁵ Max weber, « Economie et Société », éd : University of California press, 1922, p.97.

⁶ Bernard Chantebout, « Le pouvoir et l'Etat dans l'œuvre de Georges Burdeau », éd : Economica, 1993, P.51.

⁷ Jean-Yves CAPUL & Olivier GARNIER, « Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales », éd : Hatier, 2011, p.202.

⁸ R. Carré de Malberg, « Contribution à la théorie générale de l'Etat », reproduit au recueil de textes, p.32-36 (Behrendt.C, Bouhon.F, Introduction à la théorie générale de l'Etat, Bruxelles, Faculté de droit de l'Université de Liège, 2^{ème} édition, 2009, p. 76).

de déterminer les moyens à mettre en œuvre pour influencer les performances économiques d'un pays.

Sur ce point, il convient à noter qu'on a recours au concept de politique économique chaque fois qu'il s'agit d'évoquer l'action de l'Etat dans les activités économiques. La plupart des tentatives de définition ont approché ce concept en se référant aux grands domaines économiques tels que la production, la répartition, la consommation. Ainsi, l'économiste J. Saint-Geours définit la politique économique comme « une action générale du pouvoir politique central, consciente, cohérente et finalisée, s'exerçant dans le domaine de l'économie, c'est-à-dire portant sur ce qui touche à la production, à l'échange, à la consommation des biens et services et à la constitution du capital »⁹.

Une autre définition de la politique économique est proposée par les économistes Christian Deblock et Afef Benesaïeh : « l'ensemble des institutions et des instruments sur lesquels peut s'appuyer un gouvernement pour prendre les décisions les plus appropriées afin d'assurer la prospérité économique du pays »¹⁰.

Une troisième définition est proposée par le Lexique d'économie et de sciences sociales qui définit la politique économie comme « un ensemble de décisions cohérentes prises par les pouvoirs publics et visant à atteindre, grâce à l'utilisation de divers instruments, des objectifs relatifs à la situation économique générale du pays »¹¹.

Il est donc clair que toute action de l'Etat qui s'exerce dans le domaine de l'économie, relèverait de la politique économique quels que soient ses effets positifs ou négatifs. Mais tout d'abord, une politique économique consiste à faire des choix car il faut choisir des objectifs puis il faut choisir des instruments cohérents avec ces objectifs. Ces choix sont faits souvent en opposant la politique conjoncturelle à la politique structurelle.

Cependant, nous nous intéresserons beaucoup plus à la politique économique conjoncturelle qui représente un ensemble de mesures à court terme qui vise à déterminer et à rétablir la fluctuation des grands équilibres macroéconomiques (les quatre objectifs du carré magique) et cela grâce à l'utilisation des instruments de la politique budgétaire notamment la dépense publique.

⁹ J. Saint-Geours, « La politique économique des principaux pays de l'occident », dans Christian de Boissieu, (Principe de politique économique), deuxième édition : Economica, 1980.

¹⁰ Christian Deblock et Afef Benesaïeh, « L'Economie », dans Pierre P. Tremblay, (L'Etat administrateur, modes et émergences), presse de l'Université de Québec, Québec, 1997, p.246.

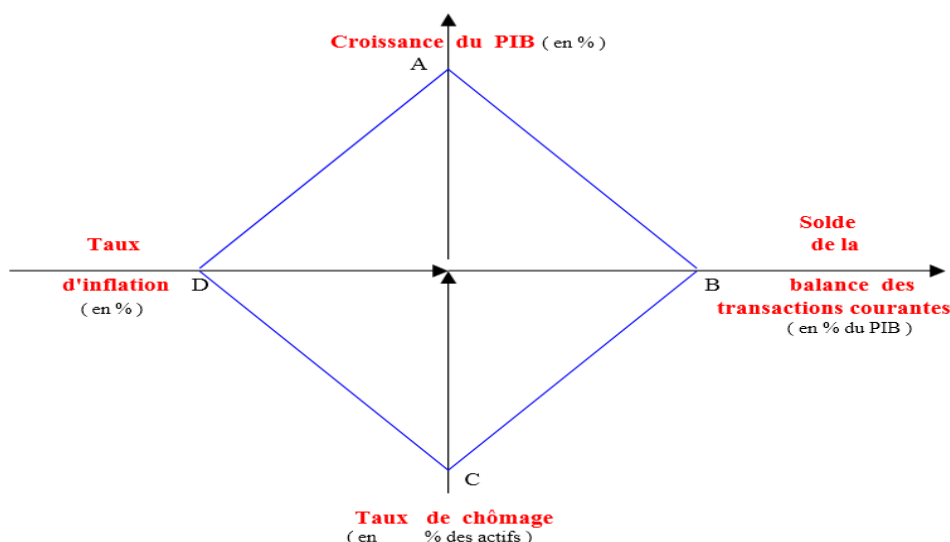
¹¹ Jean-Yves CAPUL & Olivier GARNIER, op.cit, p. 359.

1.1.1.2. L'Intervention de l'Etat dans une politique économique conjoncturelle :

Le besoin d'une présentation des principes généraux de l'intervention des pouvoirs publics à travers la politique économique conjoncturelle se situe par rapport au choix de notre sujet, que nous allons essayer d'aborder et d'apporter des réponses à sa problématique par la suite.

La politique économique dans son registre poursuit divers objectifs. Mais dans la politique conjoncturelle on résume souvent les quatre principaux objectifs à l'aide d'une représentation graphique appelée « Carré Magique »¹², proposée en 1971 par l'économiste britannique Nicholas Kaldor : la croissance économique avec l'objectif d'une croissance élevée, le plein emploi par la création direct ou indirect d'emplois, la stabilité des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat des agents économiques et l'équilibre des comptes extérieurs en favorisant la compétitivité des produits locaux.

Figure.1 : Le carré magique de Nicholas Kaldor :



Ces quatre objectifs paraissent difficiles à atteindre simultanément, d'où l'expression "magique", car leur réalisation peut faire face à un certain nombre de contraintes. En effet, une forte croissance permet le retour au plein-emploi mais s'accompagne généralement d'une hausse des prix (inflation) et d'une hausse des importations, qui creusent le déficit de la balance commerciale.

¹² Carré Magique : C'est l'économiste Keynésien Nicholas Kaldor (1908-1986) qui est à l'origine de cette théorie. Le Carré magique est une représentation graphique de la santé économique d'un pays. Ce graphique présente les quatre grands objectifs de la politique économique conjoncturelle d'un pays que sont : La croissance, le plein emploi des facteurs de production, l'équilibre extérieur de la balance commerciale et la stabilité des prix. Le schéma de cette théorie représente les quatre indicateurs propres à ces objectifs. On peut alors prendre pour une série de pays, ces quatre indicateurs et les faire figurer sur le schéma. L'objectif est d'élargir au maximum la surface de ce quadrilatère pour atteindre le carré magique et avoir une situation économique favorable.

La politique conjoncturelle est mise en place après une analyse de la situation économique du pays. En fonction de l'objectif recherché, on distingue la politique de relance et la politique de rigueur (ou d'austérité) :

- Politique de relance : est une politique d'inspiration keynésienne avec un objectif de stimulation de la croissance et de lutte contre le chômage. Cette politique est mise en œuvre à l'aide d'une politique budgétaire et monétaire expansionnistes¹³.
- Politique de rigueur : est une politique d'inspiration libérale avec un objectif de la maîtrise de l'inflation et la réduction du déficit budgétaire. Cette rigueur se résume dans trois principaux éléments (salariale : freinage de la croissance des salaires, budgétaires : réduction des dépenses de l'Etat et monétaire : limitation des crédits et hausse des taux d'intérêt).

De ce fait, la politique conjoncturelle peut être procyclique ou contracyclique. Elle est procyclique lorsque l'Etat agit dans le sens de la conjoncture pour l'amplifier, par exemple, prendre des mesures de relance pour stimuler la demande et la croissance économique en période de récession. Et elle est contracyclique lorsque l'Etat intervient pour contrer une évolution conjoncturelle indésirable, par exemple, prendre des mesures d'augmentation des taux d'intérêt pour diminuer les tentions inflationnistes. La mise en œuvre de ces deux formes de politiques conjoncturelles nécessite des politiques complémentaires : politique de revenu, politique fiscale, politique de l'emploi...

1.1.2. Les Caractéristiques de l'intervention de l'Etat :

Après une présentation d'une triple signification de la définition de l'Etat : juridique sociologique et principalement économique. On considère d'une manière générale que l'Etat est la forme la plus élaborée de la vie commune d'une société humaine. Il dispose à lui seul le caractère de la souveraineté, l'autorité suprême qui a le pouvoir de fixer toutes les règles économiques et sociales à l'intérieur du territoire et de se présenter comme interlocuteur exclusif dans les rapports avec l'étranger.

D'après les définitions de l'Etat, citées ci-dessus, il en résulte trois caractéristiques essentielles. Ces caractéristiques sont les suivantes :

- Une personnalité juridique : l'Etat est doté de la personnalité morale, ce qui lui permet d'être un sujet de droit international et la source d'un pouvoir politique délégué à des

¹³ Une politique budgétaire expansionniste se traduit par une hausse des dépenses publiques, une baisse des impôts et un creusement du déficit budgétaire (celui-ci est considéré comme favorable parce qu'il stimule la demande globale. Il s'agit d'un agrégat macroéconomique qui regroupe l'ensemble des biens et services qui sont achetés par l'ensemble des agents économiques : ménages, entreprises, administrations publiques...). Une politique monétaire expansionniste se traduit par une baisse des taux d'intérêt, une progression des crédits et de la masse monétaire.

gouvernants. Le système étatique peut être organisé pour qu'il existe d'autres personnes morales distinctes de l'Etat mais qui naissent de son autorité et de son organisation, il s'agit bien des collectivités territoriales (communes, départements, régions) et des établissements publics (universités, hôpitaux, etc.)

- Une personne souveraine : Louis de Fur, à la fin du 19^{ème} siècle, définit la souveraineté comme « la qualité de l'Etat de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit, et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser »¹⁴.

Elle permet de déterminer l'existence d'un Etat et lui confère la capacité de prendre des mesures de protection des intérêts politiques et économiques nationaux. La puissance économique d'un Etat fait aujourd'hui partie intégrante du mécanisme qui lui permet d'asseoir sa souveraineté au niveau international. Cependant, il existe de nombreuses limites à la souveraineté étatique de type conventionnel (traités internationaux), ou relatif aux coutumes internationales (les normes impératives de droit international s'imposent à tous les Etats).

- Une puissance publique : le terme de puissance publique désigne les moyens dont un Etat ou une personne publique dispose pour assurer la sécurité du territoire et des citoyens, ainsi que l'application des lois et règlements. En économie, la puissance publique intervient directement ou indirectement dans un objectif d'amélioration générale de la situation économique. Elle est donc au centre de décisions en effectuant des choix dans l'ordre des moyens de l'activité économique nationale. Elle peut décider de produire des services non marchands et des biens collectifs. Mais elle peut aussi décider de produire des biens ou services marchands en tant que propriétaire d'entreprises publiques.

1.2. Le développement théorique de l'intervention économique et social de l'Etat :

La notion de l'intervention de l'Etat a évolué au cours de l'histoire où quatre formes principales d'intervention se sont succédé : Etat-Gendarme, Etat-partisan, Etat-Providence et Etat-régulateur. Chronologiquement, on peut dire que chacune de ces quatre formes d'interventions, correspondes à l'un des trois grands courants de la pensée économique, le reste de théories se résume dans des variantes de ces grands courants. Il s'agit des approches : Libérales (classique et néo-classique), marxiste et keynésienne.

¹⁴ Louis de Fur, « Etat fédéral et confédération d'Etats », 1896, p.443. Ouvrage disponible sur le site Internet Archive. Reproduction par la bibliothèque nationale de France (BNF), 2015.

1.2.1. L'Etat-gendarme : La doctrine du courant Libéral.

Au début du 19^{ème} siècle, la pensée libérale dominait à travers la théorie de « la main invisible » d'Adam Smith et à ce titre, les classiques prônaient les seules fonctions régaliennes de l'Etat, à savoir le maintien de l'ordre (police), la justice et la défense nationale. Ces trois activités correspondes à ce qu'on appelé l'Etat gendarme ou l'Etat protecteur. Toute autre dépense publique, surtout dans le secteur économique, ne répondait pas, selon les classiques, au rôle de l'Etat et portait atteinte à la liberté individuelle, à l'initiative privée et aux lois naturelles de l'économie du marché.

Ainsi, il faut promouvoir le laisser-faire et laisser les marchés s'autoréguler par le biais de l'unique et seule loi de l'offre et la demande. L'Etat ne devait donc, en aucun cas, tenir un rôle interventionniste.

D'autres auteurs de l'école libérale ne reconnaissent également aucune activité économique à l'Etat. Robert Malthus, considéré par bon nombre d'économistes comme annonciateur du keynésianisme, soutient dans son essai sur le principe de la population¹⁵, que les aides sociales de l'Etat sont néfastes car elles ne permettent pas de faire reculer la pauvreté. David Ricardo, quand à lui, célèbre pour ses théories de la rente, du profit et des avantages comparatifs, démontre dans son ouvrage principal : principes de l'économie politique et de l'impôt¹⁶, que les pays ont intérêt beaucoup plus au libre-échange et à la spécialisation internationale. Il considère aussi que les prélèvements faits par l'Etat sont des sommes perdues pour le capital productif et que les impôts comme les emprunts ont pour effet de réduire la capacité de produire.

Enfin, Jean-Baptiste Say, principal économiste classique français, se retrouve entre le courant classique et le courant néoclassique au moins du point de vue de la période historique. Il est notamment connu pour avoir élaboré « la loi des débouchés »¹⁷ ou « la loi de Say ». Selon Say et conformément à sa loi, toute offre crée sa propre demande. L'économie dont il est question est une économie d'offre et il est impossible, dans le cadre de cette logique, que

¹⁵ MALTHUS Thomas Robert, « Essai sur le principe de la population », Ed : Gonthier. Bibliothèque médiations, 1963, Paris, p.236.

¹⁶ RICARDO David, « Des principes de l'économie politique et de l'impôt », Ed : Flammarion, Pris, Traduit en français par MM. Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud en 1847 sur le texte de la 3e édition anglaise de 1821.

¹⁷ Cet énoncé est attribué à l'économiste Jean-Baptiste Say (1767-1832). On appelle généralement la « loi des débouchés ou la loi de Say » référence à la proposition « l'offre crée sa propre demande ». C'est la production qui ouvre des débouchés aux produits, en d'autre terme, l'achat d'un produit ne peut être fait qu'avec la valeur d'un autre.

surviene une crise de surproduction. De ce fait, même si il y a déséquilibres des marchés des biens et services, ceux-ci ne peut être que ponctuels et non durables et en conséquences l'Etat n'a pas à intervenir.

Le courant néo-classique, né à la fin du 19^{ème} siècle, et à leur tête Léon Walras (1834-1910), développent une formalisation mathématique poussée de l'économie. Ces analyses mathématiques qui ont donnée naissance à la microéconomie et ont été reprises par de nombreux économistes depuis cette époque, emploient une base fondée sur l'individualisme, la formation des prix de production et la distribution des revenus.

Pour cette théorie, l'Etat est considéré comme la somme d'individus agissant collectivement. De ce fait l'intérêt collectif est vu comme l'intérêt individuel comme à plusieurs personnes. Donc l'Etat ne doit pas être considéré comme un centre unique car les pouvoirs publics n'ont pas de fonction unique à partir de laquelle pourrait être construit un comportement rationnel.

Ce supposé théorique se trouve aussi dans la « théorie des choix publics » qui est considéré comme une branche de la théorie néo-classique, partant du principe que les organes politiques et sociales de l'Etat (partis, parlement, syndicats...) sont motivés par la maximisation de leur utilité personnelle ce qui mène systématiquement le processus de prise de décision vers des politique de gaspillages. L'Etat est donc la résultante de tous les conflits interne à l'organisation sociale.

Depuis 1970, la renaissance des thèses libérales avec des économistes tels que Milton Friedman (théorie du revenu permanent) et Thomas Sargent (théorie des anticipations rationnelles) soutienne et prouve, encore une fois, que les interventions de l'Etat étaient déstabilisantes pour l'économie, que les agents économiques réagissaient toujours aux décisions économiques de l'Etat et que moins d'Etat était mieux Etat.

1.2.2. L'Etat partisan : l'approche Marxiste.

L'approche marxiste est issue de la critique de la pensée économique classique car elle est à la fois une explication de la société capitaliste et une remise en cause de celle-ci. Pour les marxistes, l'Etat n'est en fait qu'un instrument de domination de la classe dirigeante des capitalistes sur l'ensemble de l'économie. Sous cet angle, l'utilisation de la politique économique qui est une forme d'intervention des pouvoir publics prend en charge une partie des intérêts du capitalisme, pour lui permettre de survivre.

En effet, selon cette approche, l'Etat est l'aboutissement d'un processus déclenché par l'antagonisme des classes dans un premier mouvement, une classe établit son pouvoir qui correspond à sa situation économique, puis une seconde phase commence durant laquelle la classe qui occupe la position dominante cherche à maintenir sa domination sur l'autre classe pour éviter d'être dépossédée par elle. Puisqu'elle freine ainsi une évolution inévitable elle devient oppressive et l'appareil de l'Etat n'est autre chose que l'instrument de cette oppression. C'est l'Etat bourgeois.

Cependant, il existe une alternative à la société de classe. L'Etat doit disparaître progressivement et laisser la place à une société socialiste (une société sans classe sociale), c'est-à-dire une société qui va se gérer elle-même. L'idée de la totalité sociale chez Marx, réside dans la propriété collective des moyens de production où le secteur public est chargé de lutter contre la baisse du taux de profit et de gérer l'essentiel de l'activité sociale mais qui n'est pas rentable d'un point de vue capitaliste. Il s'agit essentiellement des politiques sociales, des indemnités de chômage et de la production non marchande. L'économie de marché serait donc remplacée par l'économie collective.

Par ailleurs, les marxistes estiment, contrairement aux anarchistes, que l'Etat doit néanmoins jouer un rôle important pour faire face aux classes dominantes qui n'abandonneront jamais leurs privilèges et leurs propriétés aisément.

De ce point de vue, l'Etat doit continuer pendant la phase transitoire du socialisme, de jouer un rôle important aussi longtemps que les antagonismes de classes ne seront pas disparus avec les classes elles-mêmes. Enfin, pour Marx, les transformations sociales sont le résultat de luttes longues et difficiles où le contrôle de l'Etat est décisif pour opérer les changements souhaités.

Fort malheureusement pour les deux courants précédents, l'autorégulation des marchés et la totalité sociale n'ont toujours pas fonctionnés d'une part. Et d'autre part, il y a l'existence des biens dits publics que les libéraux ont négligés et qui nécessitent toujours l'intervention parfois directe ou indirecte de l'Etat dans l'économie.

1.2.3. L'Etat-providence : La doctrine interventionniste du courant Keynésien.

Contrairement au développement des deux approches précédentes sur la relation entre l'Etat et l'économie. L'Etat-providence et sa doctrine interventionniste est un concept que nous allons essayer de développer avec beaucoup d'intérêt car il représente la forme d'intervention la plus adaptée au traitement de notre sujet.

Bien avant la pensée Keynésienne, l'idée d'Etat-providence est le produit d'un processus historique qui abouti à l'idée de conscience sociale. S'il est difficile de dater précisément l'apparition des notions de solidarité et de cohésion sociale, certains événements comme la révolution française de 1848 favorisent l'émergence de la question de l'injustice sociale et par conséquent un véritable danger pour l'ordre social.

Il faut donc définir de nouveaux droits qui permettent aux pauvres de se préserver contre les risques que fait courir la société. Face à ces risques, une appellation des assurances sociales est apparue pour la première fois en Allemagne, avec Bismarck notamment, entre 1883 et 1889.

C'est dans cette époque, que le terme d'Etat providence a été employé par le député libérale Emile Ollivier en 1870, qui exprimait son mépris pour la prétention de l'Etat à se substituer à la providence divine.

Selon Pierre Rosanvallon, l'Etat providence se désigne par « l'intervention de l'Etat dans le domaine social par l'intermédiaire du système de la sécurité sociale, lequel vise à garantir un niveau minimum de bien-être à l'ensemble de la population »¹⁸. Cette explication est moins péjorative et beaucoup plus éloignée que l'expression forgée par Emile Ollivier qui se rapproche de celle de l'Etat régalien.

Si l'Etat providence correspond au sens strict au système de protection sociale, au sens large il a un rôle plus étendu dans le champ économique. La réalité historique nous a montrés que l'Etat a toujours intervenu et que son rôle a dépassé les limites du simple protecteur du système de sécurité sociale en pratiquant des politiques protectionnistes ou en prenant en charge, directement ou indirectement, des investissements difficilement rentables (infrastructures) pour le secteur privé, mais indispensables à la collectivité, par exemple améliorer le domaine de l'éducation afin de fournir une main-d'œuvre suffisamment qualifiée pour faire face aux besoins de l'industrie.

Parmi les nombreuses explications données au rôle croissant de l'Etat dans la vie économique et sociale, on trouve celle de l'économiste allemand Adolph Wagner (la loi de Wagner émise à la fin du 19^{ème} siècle)¹⁹. Celui-ci a montré que les dépenses de l'Etat augmentent

¹⁸ Marc Montoussé et Dominique Chamblay, 100 fiches pour comprendre les sciences économiques, éd : Bréal, 2005, Paris.

¹⁹ En 1872, dans son livre : les fondements de l'économie politique, Adolph Wagner explique le principe d'aujourd'hui connu sous le nom de *loi de Wagner*. Ce principe signifie que la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut PIB (concept détaillé ultérieurement : chapitre 2) augmente avec le revenu par tête. A ses yeux, l'augmentation des dépenses publiques s'explique par l'apparition de deux catégories de besoins : plus l'économie se développe, plus l'Etat doit investir en infrastructures publiques et d'autre part, plus le niveau de vie de la population augmente, plus celle-ci accroît sa consommation de biens dits supérieurs (loisirs, culture...).

plus rapidement que la production en raison des éléments suivants : l'amélioration du niveau de vie entraîne un accroissement des dépenses consacrées à l'éducation, le développement économique s'accompagne d'investissements très importants et enfin, la réglementation s'accroît avec l'industrialisation et l'urbanisation. Ce principe montre que le concept de l'Etat providence par le biais de sa dépense publique joue un rôle plus que social car l'ampleur des domaines d'intervention de ce dernier lui donne une place unique et indispensable pour la mise en œuvre d'une politique de régulation économique.

Avec la crise de 1929, le modèle libéral a montré ses limites notamment par une crise de surproduction qui a fait plonger les marchés boursiers. L'autorégulation de ces marchés n'a pas eu lieu car l'offre ne créait pas sa propre demande comme le prétendaient les classiques en l'occurrence Jean-Batiste Say.

Pour faire face à l'ampleur de cette crise, l'économiste John-Maynard Keynes, dans son ouvrage intitulé « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », a encouragé les Etats à voter et à appliquer des budgets en déficits afin de relancer les économies détruites par la crise. La théorie keynésienne a montrée que l'Etat sans être ultra-dirigiste, devait réduire les inégalités et soutenir la croissance économique dans un cadre de politique de relance qui s'effectue par des dépenses publiques supplémentaires et de réduction d'impôt.

C'est à ce moment de l'histoire que l'intervention de l'Etat-providence au sens large se concrétise sous le principe de la légitimité de l'action de l'Etat dans l'économie. Ce concept se concrétise encore plus pendant les trente glorieuses (1946-1976)²⁰, où l'Etat-providence se présente comme le système économique le plus efficace pour inverser la tendance des crises et par la même occasion assainir l'instabilité du capitalisme.

Elle développe l'idée selon laquelle la dépense publique doit être orientée vers le financement des divers prestations et à l'augmentation des revenus des plus démunis qui se traduits automatiquement par une augmentation équivalente de la consommation, de l'investissement et donc d'une augmentation de la demande comme facteur de la croissance.

Sauf que dans ce cadre, le comportement de l'Etat reste largement tributaire de sa puissance financière car son omniprésence se manifeste avec la façon part laquelle, il fournit à la collectivité des prestations innombrables souvent très couteuses, dans des domaines aussi

²⁰Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1976 est une expression créée par Jean Fourastié en 1979. « L'expression désigne la période de forte croissance économique et l'amélioration des conditions de vie qu'a connue la grande majorité des pays développés ».

variés que la sécurité, la santé, l'éducation, la recherche, les transports, l'énergie, les communications ainsi que la préservation de l'environnement.

Mais pour que ce système soit réellement efficace, l'Etat doit organiser son budget de façon qu'il soit dans un équilibre optimal car les risques d'une difficulté de financement de la protection sociale, les doutes quant à son efficacité et à sa légitimité caractériseraient, selon le courant libéral, une crise de l'Etat-providence.

1.2.4. Crise de l'Etat-providence :

Après la crise économique mondiale de 1973, l'augmentation du niveau des dépenses publiques pour agir sur la conjoncture, apparaît beaucoup moins efficace que dans les années 1960. Les dépenses de santé absorbaient la quasi-totalité des ressources des ménages, de même, l'importance du chômage se traduit par une forte augmentation des dépenses pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Aux exigences sociales s'ajoutent rapidement des contraintes d'emploi et de croissance économique, ce qui engage l'Etat directement dans de lourds programmes d'investissements publics. Cet engagement de l'Etat dans l'activité économique, notamment pour certains pays occidentaux comme la France ou des pays en voie de développement comme l'Algérie, à surtout encourager la création d'une administration opaque et bureaucratique.

Au début des années 1980, la plupart des économistes notamment ceux du courant libéral ont remis en question le principe de l'Etat-providence à cause du niveau élevé des prélèvements obligatoires qu'il implique et de son effet néfaste sur l'initiative.

Les années qui ont prouvé la capacité des Etats-providence à développer simultanément l'économie et le social semblent révolues et le thème de sa crise se hisse au premier plan des débats politiques et académiques. Ces pays étaient soumis à de fortes pressions économiques, politiques et sociales. Ils étaient incapables de faire face aux défis que leur pose l'évolution des économies modernes et de traiter correctement leurs problèmes internes.

Le diagnostic en est posé, notamment par Pierre Rosanvallon²¹, dans son ouvrage où il développe une réalité d'une triple crise de l'Etat-providence, en disant qu'elle est à la fois financière mais, en même temps, crise d'efficacité et crise de légitimité. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce diagnostic :

- Une crise financière : la fin de la forte croissance des trente glorieuses remet en cause le mode de financement de la sécurité sociale en surenchérissant le coût du travail. Dans le

²¹ Pierre Rosanvallon, la crise de l'Etat-providence, édition le seuil, 1981, Paris.

même temps, la prise en charge sociale et économique des victimes de la récession et l'importance des taux d'intérêt accroît les dépenses et les déficits publics ;

- Une crise d'efficacité : l'Etat ne parvient pas à résoudre le problème de la montée du chômage et la persistance des inégalités ;
- Une crise de légitimité : identifiée par Rosanvallon, un peu plus conceptuelle et philosophique, mais bien réelle selon lui. Elle tient à l'affaiblissement de cohésion et de valeur collectif des cadres devant la montée d'un certain individualisme, dans un moment où les trajectoires d'emploi sont moins homogènes et plus personnalisées et où le risque semble plus difficile d'être pris en charge socialement. Par ailleurs les mesures mises en place sont perçues moins comme des avantages que comme un frein à la relance économique.

Face à ces différents éléments de crise, les économistes réfléchissent à des pistes de réformes qui vont donner une redéfinition du rôle économique et social de l'Etat, en particulier sur le financement de la protection sociale. Donc, le désengagement de l'Etat ne peut concerner tous les domaines d'intervention des pouvoirs publics. Souvent, le rôle social de l'Etat se renforce et certaines de ses interventions économiques sur la croissance de longue période et l'emploi apparaissent légitimes.

1.2.5. L'Etat-régulateur : Une redéfinition du rôle de l'Etat.

Les critiques qui ont marqué la fin de l'Etat-providence, indiquent la nécessité de mettre en place un système de réformes économiques qui attire l'attention sur le fait que l'intervention de l'Etat doit être régulée à une forme de contrôle sans remettre en cause de façon globale l'ensemble de ses actions.

La formule de « l'Etat-régulateur » prend alors une signification nouvelle, celle d'une conception arbitraire du rôle de l'Etat dans l'économie. La théorie de la régulation est née en France dans le courant des années 1970 autour d'auteurs tels que Michel Aglietta, André Orléans, Bernard Billaudot et Robert Boyer²². Ce courant a émergé entre les principes de deux grandes théories économiques (néoclassiques et keynésiennes) et qui va constituer le fondement d'une approche théorique nouvelle.

D'une part, la théorie de la régulation met en évidence une volonté de rupture avec les standards des théories néoclassiques à savoir, les conditions optimales pour un équilibre général sont celles du capitalisme et de la concurrence pure et parfaite dans un marché.

²² Robert Boyer, *Théorie de la Régulation : les fondamentaux*, édition : la découverte, 2004, Paris, pages 108-111.

Toutefois, ces derniers ne prennent en compte qu'un seul modèle de capitalisme et voient que les marchés sont régulés de manière autonome. Alors que la théorie de la régulation argumente dans le sens d'une multitude de capitalismes particuliers et adapte et considère les marchés comme étant le résultat d'un équilibre négocié entre plusieurs institutions fondamentales. Cette proposition revient pour soutenir l'approche keynésienne qui démontre qu'aucun mécanisme ne conduit pas lui-même à la croissance et au plein emploi.

D'autre part, l'Etat régulateur ne peut être un Etat dirigiste car la conception volontariste d'un Etat et sa capacité à ordonner le développement économique n'a pas de place au nouveau contexte économique et social qui obéit au principe de la mondialisation. L'ouverture des frontières et l'interpénétration croissante des économies, notamment au niveau européen, ont poussé à lever des contraintes et des réglementations nationales faisant obstacle aux échanges et pesant sur l'activité économique de manière générale.

Enfin, La mondialisation, l'union européenne et les impératifs de modernisation de l'économie ont conduit l'Etat à renouer à certains de ses instruments pour les confier à des institutions supranationales (la banque centrale européenne, l'organisation mondiale de commerce...) ou à des autorités administratives indépendantes.

Malgré ces remises en cause dans le rôle économique et social de l'Etat, mais les attentes à son égard n'ont pas diminué. Confrontés à un environnement complexe et en mutation rapide, les agents économiques privés (ménages et entreprises) attendent généralement de l'Etat, qu'il soit un « Etat régulateur ».

Ce nouveau rôle signifie que l'Etat reste présent dans l'économie, mais de manière différente. Il consiste à superviser les changements du système économique, en établissant certaines règles et en intervenant de manière permanente pour amortir les tensions, régler les conflits et assurer le maintien d'un équilibre d'ensemble par la régulation. L'Etat ne pose donc plus en acteur dans les activités économiques mais en arbitre du jeu économique.

1.3. Justification économique de l'intervention de l'Etat :

En générale, l'intervention de l'Etat en économie n'est pas une évidence en soi. D'un point de vue économique, cette intervention est justifiée pour des raisons d'efficacité et d'équité. La théorie économique explique comment une économie non contrôlée, où les décisions économiques sont prises par des individus qui poursuivent leur intérêt personnel, fonctionne efficacement moyennant un certain nombre de conditions (la main invisible). L'intervention

publique est généralement justifiée lorsque certaines de ces conditions ne sont pas satisfaites et encore plus pour des considérations d'ordre éthique.

Nous justifions alors cette intervention par les principales raisons qui sont classées par ordre économique et social dans les trois points suivants :

1.3.1. Les déficiences du marché :

Le marché ne fonctionne pas toujours de façon à sauvegarder les intérêts de tous les agents, à assurer sa survie et à éviter des crises. C'est pourquoi l'Etat doit intervenir pour protéger les intérêts communs et assurer le fonctionnement optimal de l'économie.

1.3.2. L'existence des biens collectifs :

A côté des biens privés qui sont l'objet de l'économie marchande, il existe des biens dits collectifs ou publics qui ont les caractéristiques suivantes :

- Une fois produits, ils profitent à tous les usagers de la même façon sans que la consommation de l'un puisse nuire celle de tous les autres (par exemple l'éclairage public) ;
- Dès qu'un bien public est mis à la disposition de l'un tout le monde en bénéficie. D'où la difficulté d'en faire payer le prix aux usagers car ceux-ci va recourir systématiquement à la non-révélation des préférences.

Dés lors, la production de tels biens ne peut être assurée que par les pouvoirs publics et à ce titre, quelconque discrimination ne peut être acceptée lors de la consommation des produits collectifs destinés pour le bien être général.

1.3.3. L'aggravation des inégalités sociales :

Le développement et l'expansion du capitalisme a laissé beaucoup de personnes sans emplois, sans couverture de santé, sans logement, ainsi que l'explosion des ménages nombreux avec des revenus insuffisants. Pour assurer le minimum vital à tous ces personnes, les Etats modernes se sont lancés dans de vastes politiques sociales.

Face à ces trois principales raisons qui justifient largement, à notre avis, l'intervention des pouvoirs publics. Les Etats ont développé des fonctions spécifiques que nous allons aborder avec beaucoup d'intérêt dans le point suivant, à savoir, la stabilisation en cas de déficience du marché, l'allocation pour produire les biens collectifs et la redistribution pour atténuer les inégalités sociales.

1.4. Les grandes fonctions de l'Etat :

Comme on l'a montré précédemment, l'action des pouvoirs publics poursuit trois objectifs : produire des biens et services non assurés par le marché, lutter contre les déséquilibres économiques et réduire les inégalités. A ces objectifs l'Etat accomplit plusieurs fonctions. L'économiste américain Richard Musgrave²³, dans son ouvrage « théorie des finances publiques » de 1959, fait la synthèse du rôle de l'Etat providence en déterminant trois fonctions principales de l'Etat, à savoir : l'allocation des ressources, la régulation de l'activité économique et la redistribution des revenus. Ces fonctions connaissent aujourd'hui de profondes mutations.

1.4.1. Une fonction d'allocation des ressources :

En économie, on déduit qu'en situation de rareté (non-abondance ou quantité limitée), l'Etat peut intervenir par sa fonction qui consiste en une affectation (allocation) des recettes budgétaires à des dépenses d'ordre collectif afin d'atteindre des objectifs jugés économiquement et socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché.

Ainsi, le but de cette fonction est de faire face à un certain nombre de lacunes. Premièrement, il s'agit de l'allocation optimale des ressources entre les agents économiques en facilitant le fonctionnement des mécanismes de marché notamment la concurrence, modifie les règles du jeu lorsque celles du marché ne s'appliquent pas, remplacer l'entreprise lorsque le marché ne peut exister pour faire face à la satisfaction des besoins collectifs (c'est le cas des infrastructures routières qui demandent des investissements coûteux et engendrent des effets externes positifs évidents). La fonction d'affectation des ressources consiste donc à rétablir un usage optimal des ressources à chaque fois que le jeu du marché s'écarte de l'optimum.

En deuxième lieu, cette fonction sert également à financer les services non marchands comme la justice, l'éducation, la santé, la police et services publics divers...indispensable au fonctionnement de la société.

1.4.2. Une fonction de stabilisation ou de régulation :

Cette fonction de l'Etat qui est connue comme un produit de la théorie keynésienne, trouve son importance dans la stabilisation et le maintien des grands équilibres économiques, que se soit : le plein-emploi, une forte croissance économique, un taux d'inflation nul et un équilibre

²³Cet économiste américain d'origine allemande (1910-2007), a publié en 1959 « The Theory of Public Finance », Ed : McGraw-Hill. Extrait du professeur Jacques Généreux, Revue Alternatives Economiques, N°219, novembre 2003, Paris.

des échanges extérieurs. Il s'agit de ramener l'économie à son niveau d'équilibre souhaité grâce aux initiatives publiques.

Ces actions publiques sont exercées soit sur l'offre (production), soit sur la demande globale (dépenses publiques : un terme qu'on va détailler ultérieurement). Sur le plan temporel, à court terme, c'est la demande globale qui est susceptible de réagir dans le cadre de la mise en place des politiques conjoncturelles via la monnaie et le budget. En revanche, à long terme, c'est des actions sur l'offre qui font recours aux structures de l'économie.

Parallèlement, la fonction de régulation est la fonction de l'Etat la plus contestée par les économistes du courant libéral parce que ces derniers voient que l'action de l'Etat est inefficace pour la stabilisation des équilibres macroéconomiques.

Par contre, la fonction de régulation est vue au cœur de la politique économique keynésienne, c'est-à-dire les politiques économiques conjoncturelles qui confèrent à l'Etat la responsabilité de mobiliser les politiques budgétaires et monétaires pour améliorer les performances macroéconomiques d'un pays sur une court période. Par exemple : pour lutter contre le chômage, il faut recourir aux politiques de relance en ramenant le niveau de la demande globale au niveau de l'offre et en situation d'inflation réduire cette demande au niveau de l'offre mesurée avec des prix stables.

En pratique, la mise en œuvre de ce genre d'actions, doit être basé sur des modèles économétriques de plus en plus adaptés aux ambitions économiques et sociales d'un pays.

1.4.3. Une fonction de redistribution :

Au nom d'équité et de justice sociale, l'Etat exerce une fonction de redistribution des revenus et des richesses pour répondre à la répartition primaire opérée par le marché. La répartition secondaire effectuée par l'Etat accorde aux individus des transferts sociaux en espèces et en nature afin d'améliorer la satisfaction de leurs besoins et réduire les inégalités.

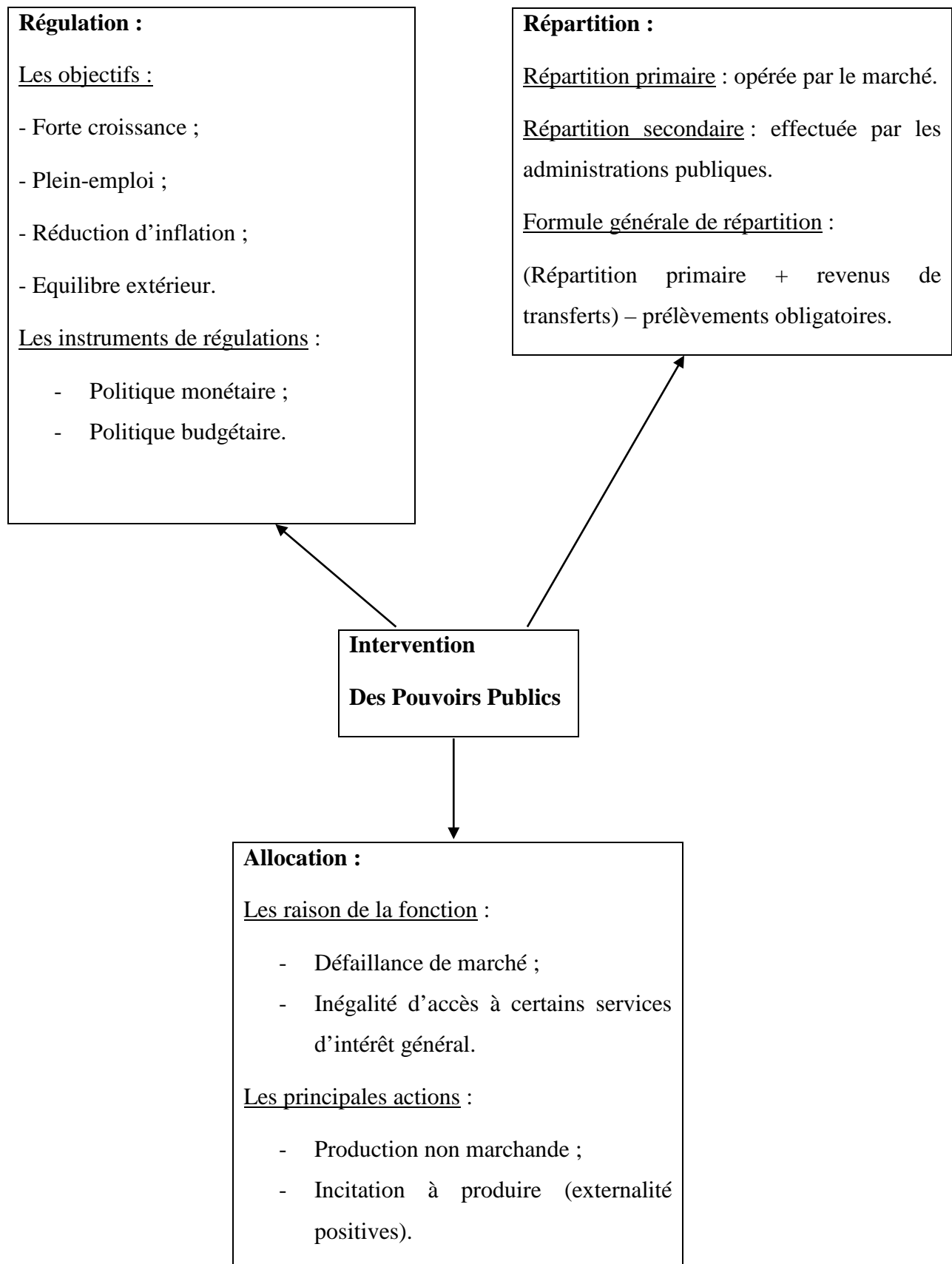
Cela permet d'assurer le bon fonctionnement de l'Etat-providence et d'instaurer une démocratie économique en permettant au plus grand nombre l'accès aux biens essentiels afin d'éviter l'exclusion sociale.

Non seulement ces redistributions sont des politiques de solidarité à des fins sociales, mais en plus, elle est selon la théorie keynésienne efficace d'un point de vue économique. En effet, la redistribution permet d'augmenter la consommation totale car les ménages défavorisés ont une propension à consommer supérieur à celle des ménages favorisés.

La fonction de redistribution peut être horizontale ou verticale. La redistribution horizontale désigne les flux de transferts sociaux (c'est-à-dire l'ensemble des revenus de transferts et des prélèvements obligatoires qui les finances) au bénéfice des ménages ou des individus victimes des risques sociaux, au sens large, c'est la règle de : on prend aux riches pour donner aux pauvres. Par ailleurs, la redistribution verticale désigne les flux des transferts sociaux destinés à la faveur des agents économiques défavorisés par la répartition primaire, celle du marché.

Voici un schéma, qui résume l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie à travers ses trois grandes fonctions :

Figure.2 : L'Intervention des pouvoirs publics par ses grandes fonctions.



Dans le cadre des fonctions définies plus haut, il est clair que l'Etat, dans un but d'orientation économique, intervient directement ou indirectement par l'instrumentalisation traditionnelle des deux politiques économiques : la politique monétaire et la politique budgétaire. Pour cette dernière, l'Etat utilise son budget, grâce à ses recettes, pour réguler la pression fiscale ou bien relancer son économie grâce à la variation de ses dépenses publiques.

Ainsi, nous allons traiter la partie théorique de la dépense publique qui est considérée comme l'un des deux leviers de la politique budgétaire et la troisième composante de la demande globale (la demande globale est la résultante de quatre composantes : la consommation, les dépenses d'investissement, les achats de biens et services du gouvernement et les exportations nettes. $DG = C + I + G + (X-M)$).

Section.2. Eléments conceptuels de la dépense publique :

Dans l'action des pouvoirs publics, les dépenses publiques ont pris depuis les trente glorieuses, une place de plus en plus considérable. L'extension de son importance a correspondu à un élargissement des objectifs assignés à la politique économique en générale et à la politique budgétaire en particulier.

On étudiera dans cette section le contenu de la conception des dépenses publique avant d'explorer sa considération dans les différentes approches théoriques. C'est donc identifier la notion de dépense, Qu'est-ce qui est considéré comme étant une dépense publique ? Quelle est sa nature et sa destination ?

2.1. Notion de la Dépense Publique :

Les changements dans la notion des dépenses publiques constituent l'un des aspects les plus importants de l'évolution contemporaine de la finance publique et de leurs conséquences économiques.

Au sens strict, les dépenses publiques « sont des dépenses de l'Etat inscrites dans le budget de l'Etat ». Au sens large, le traité de Maastricht et le Pacte de croissance et de stabilité les définissent « comme étant l'ensemble des dépenses des administrations publiques (APU : Etat, collectivités locales, organismes de sécurité sociale) »²⁴.

Il faut noter que chez les classiques, on parlait beaucoup plus de charges alors que chez les néoclassiques, on parle de dépenses, qui sont une expression encore plus large. Chez les premiers les dépenses sont dites administratives c'est-à-dire celles nécessaires au fonctionnement

²⁴ Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER, Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, éd : Hatier, 2008, p 27.

des services publics indispensables (justice, police, l'armée et la diplomatie). Contrairement aux classiques, chez les modernes, les dépenses publiques correspondent aux dépenses économiques et sociales à travers les financements et les subventions dans plusieurs domaines.

Ceci dit, la place faite aux dépenses publiques est paradoxale. D'une part on y attache une très grande importance car elles sont définies comme le point de départ de toute l'activité financière, selon le principe : l'Etat dépense d'abord, c'est-à-dire calculer ses recettes en fonction de ses dépenses et non ses dépenses en fonction de ses recettes.

Selon cette vision classique de la politique budgétaire, l'Etat établit les besoins de son budget prévisionnel par la définition des sommes qu'il devra prélever sur les citoyens, les charges que ceux-ci devront supporter pour permettre le fonctionnement des organes dirigeants de la communauté nationale.

Les dépenses publiques se caractérisent en effet par leur caractère impératif et obligatoire, elles ont pour but d'assurer le bon fonctionnement des services publics et l'existence même de l'Etat. Le contenu des dépenses publiques a donc un caractère fondamentalement juridique au sens propre du terme.

C'est dans cette logique purement administrative de la notion des dépenses publiques que s'inscrit le professeur M. Duverger, il fait remarquer que si cette notion paraît claire à première vue, elle est en réalité beaucoup plus complexe à cerner²⁵. Pour lui, « les dépenses publiques regroupent l'ensemble des dépenses effectuées à la fois par des collectivités publiques territoriales supérieures et secondaires, des établissements publics nationaux et locaux, des sociétés nationales, des sociétés d'économie mixte et des organismes subventionnés par les prélèvements parafiscaux, alors que les dépenses budgétaires ne recouvrent qu'une partie seulement de celle-ci ».

Dans ce contenu les dépenses publiques ne sont pas mesurées par un agrégat spécifique, mais plutôt, évaluées à partir des comptes des administrations publiques (APU)²⁶ de la comptabilité nationale. De ce point de vue elles ne sont pas considérées comme un problème financier, mais plutôt comme un problème administratif ou politique.

D'autre part, la conception moderne de la dépense publique est radicalement différente à celle des classiques, du moment où on donne moins d'importance aux chiffres des dépenses publiques par rapport à leur contenu. On ne leur accorde également plus le caractère primordial que leur donnaient les classiques.

²⁵ Maurice DUVERGER, « Finance publique », Ed : PUF, 1978, Paris, p. 46.

²⁶ INSEE : Les administrations publiques (APU) sont l'ensemble des organismes dont la fonction principale est la production de services non marchands, la redistribution des richesses nationales ou la régulation de l'économie.

Dire que le contenu de la dépense publique importe plus que son chiffre serait peut-être exagéré, au moins sur le plan général, mais avec une action interventionniste ciblée comme la démontre l'approche keynésienne, le contenu importe au moins autant que le chiffre.

Selon le professeur Eric Oliva²⁷, « l'interventionnisme public est une politique d'incitation financière (subventions, réduction d'impôts). Les agents économiques ne sont pas mis en présence d'une obligation impérative d'agir, mais leurs intérêts les invitent à se comporter selon la volonté des gouvernants ».

Mais, les effets économiques d'une telle politique budgétaire sont difficiles à anticiper, parce que chaque décision peut avoir à la fois des effets positifs et des effets négatifs, éventuellement à des échelles de temps différents, d'importante influence du contexte international et par-dessus tout, d'intérêt public financier qui est beaucoup plus large que l'intérêt public tel qu'il est défini en droit administratif.

Dans cette optique, les dépenses publiques pourront venir compléter les dépenses privées, comme ces dernières peuvent parfois concourir à la réalisation d'une dépense publique, notamment par la technique des fonds de concours ou par des dons et legs.

Passons à présent à une définition juridique et socio-économique des dépenses publiques:

2.1.1. La Définition juridique des dépenses publiques :

La définition classique des dépenses publiques est essentiellement juridique. « Ce qui donne à une dépense le caractère public c'est la qualité juridique de l'auteur de la dépense, le fait qu'il s'agit d'un organe ou d'une institution publique »²⁸. Toutes les dépenses des collectivités publiques sont des dépenses publiques, tandis que toutes les dépenses des particuliers et des collectivités privées (associations, sociétés, etc.) sont des dépenses privées. C'est donc la nature juridique d'une collectivité, son caractère de personne publique morale, qui définit la dépense publique.

Dans cette perspective, Ahmed SILEM et J-M ALBERTINI, définissent « les dépenses publiques comme étant celles effectuées par la puissance publique (gouvernement, collectivités locales) ».²⁹

Le régime juridique appliqué doit être conforme à l'objet des dépenses publiques. Par conséquent, lorsque l'Etat procède à une dépense, soit pour l'acquisition d'un bien, soit pour assurer le fonctionnement d'un service publique, soit pour s'acquitter d'une dette, le régime de cette opération ne relève pas du droit budgétaire mais d'un droit spécifique (droit administratif,

²⁷ Eric OLIVA, « Finance publique », 3^{ème} Ed : Sirey, 2015, Paris, p.18.

²⁸ -Idem P.42.

²⁹ Ahmed SILEM et J-M ALBERTINI, Lexique d'Economie, éd : Dalloz, 2004, Paris, p.349.

droit social, droit économique...). Elles sont prévues et autorisées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires. Ainsi, elles figurent dans le budget de l'Etat qui doit être voté à chaque année civile par le parlement.

2.1.2. La Définition socio-économique des dépenses publiques :

Si l'idée de personnalité morale de l'Etat et des collectivités publiques partait essentiellement d'un concept juridique, celle de la définition actuelle part d'une idée socio-économique : « les dépenses publiques se définissent ici comme l'action de l'Etat dans la vie sociale et l'activité économique en particulier, en utilisant ses pouvoirs de commandement pour satisfaire des besoins collectifs de la communauté ou plus exactement des besoins public »³⁰.

Contrairement aux besoins subjectifs déterminés par chaque agent économique individuellement selon son échelle de satisfaction. Les besoins public sont des besoins objectifs : besoins de sécurité, d'hygiène et d'éducation, etc. Ils s'imposent comme une nécessité dont le caractère impératif est apprécié par l'Etat et leur satisfaction est indépendante au coût. D'ailleurs, la nature des satisfactions obtenues qui se traduit souvent par l'utilisation d'un service, ne fait pas le sujet d'une évaluation précise du montant de la dépense. Exemple : continuer sans cesse à distribuer la rémunération du personnel ou à financer du matériel, sans pouvoir obtenir par un véritable calcul économique un coût précis.

2.1.3. La Définition actuelle de la dépense publique :

Elle part de l'idée que l'Etat doit, pour garantir le bien être de la population et la réalisation des affaires du pays, effectuer ses dépenses sur la base caisse et sur le principe que ne tolérant pas de déficit budgétaire. C'est-à-dire la prise en compte de la notion de bonne gouvernance.

Dans ce contexte, la dépense publique est celle qui est faite par l'Etat ou par les collectivités publiques dans la limite des recettes réellement réalisées, en vue de garantir au pays la stabilité économique et social et la promotion des affaires.

Elle vise également à assurer le fonctionnement rationnel de l'Etat par la mise en place d'une politique économique basée sur un certain nombre d'orientation budgétaire.

Cette grande importance relative à la dépense publique correspond à un élargissement des objectifs assignés à la politique économique en général et à la politique budgétaire en particulier. Selon Richard Abel MUSGRAVE, dans son ouvrage « la théorie des finances publiques »³¹, toute dépense publique concourt à la réalisation d'un ou plusieurs des objectifs suivants :

³⁰ Alain BARRERE, Economie et institutions financières : Tome I, éd : Dalloz, 1965, Paris, p. 137.

³¹ R.A. MUSGRAVE, The theory of public finance, a study in public economy, New York, Mc Graw Hill, 1959.

- Assurer un taux de croissance de l'économie compatible avec le respect des équilibres fondamentaux, tant externes qu'internes ;
- Corriger les injustices résultant du libre fonctionnement de tout secteur de l'activité économique régie par les principes de l'économie de marché concurrentiel ;
- Assurer la production optimale de certains biens et services.

Cependant, il est question de connaître la destination de ces dépenses. Par classification, on distingue généralement les dépenses publiques ordinaires (rémunération des fonctionnaires, aides à l'emploi ou aux agriculteurs...) des dépenses publiques en capital (investissement).

2.2. Classification économique de la dépense publique :

Comme on l'a déjà expliqué, la théorie économique contemporaine cherche à répartir les dépenses, non pas par les catégories de départements ministériels et de services publics, mais suivant leur influence sur la vie économique et sociale de la nation. A cet égard, la classification prend en compte la nature de la dépense et non pas son auteur, elle a donc une portée générale et s'applique à l'ensemble des dépenses publique, quelle que soit leur origine.

On notera, qu'une telle classification ne va pas sans ambiguïté, dès lors qu'il s'agit de préciser le contenu exact de ces catégories de dépense. Pour être opératoire et permettre des comparaisons, il faut une délimitation rigoureuses et une analyse exhaustive des dépenses dans les différents postes.

Les dépenses publiques peuvent faire l'objet d'une présentation économique, financière ou administrative. La classification de type économique a pour but de montrer à quoi l'Etat emploi ses ressources en considérant avant tout l'activité économique nationale et le rôle des dépenses publiques à son égard.

Dans le cadre de ce travail de recherche, il faudra noter que les dépenses publiques qui seront évoquées relèveront de la classification seulement économique, qui se résume en deux grandes catégories : les dépenses ordinaires (dépenses de fonctionnement, dépenses de transferts) et les dépenses d'investissement (ou dépenses en capital).

2.2.1. Les dépenses ordinaires :

Elles sont composées des dépenses de fonctionnement et des dépenses de transferts, en fonction de leur nature :

2.2.1.1. Les dépenses de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement sont les dépenses les plus ordinaires et traditionnelles des finances publiques. Elles représentent les dépenses de consommation courante rendue nécessaire par le bon fonctionnement des services publics et la vie de l'Etat, certaines de ces dépenses sont des consommations directes comme l'achat des biens et services : des automobiles, des machines, du mobilier et d'entretien du matériel, etc.

D'autres dépenses correspondent à des salaires, versés aux fonctionnaires, aux personnels des diverses entreprises publiques ou encore des dépenses relatives aux intérêts de la dette publique. Ces dépenses, en grande partie sont des dépenses de personnel qui vont permettre de stimuler la consommation en augmentant le pouvoir d'achat des fonctionnaires mais également leur niveau d'épargne.

En Algérie, le niveau du pouvoir d'achat est lié de façon directe avec l'Etat qui se place, et de loin, le premier employeur garantissant une stabilité d'emploi³², contrairement au secteur privé, il ne peut licencier son personnel lorsqu'il veut réduire ses dépenses, ce qui constitue un avantage important en période de chômage.

Donc cette première catégorie des dépenses publiques sont par excellence celles qui diminuent réellement le produit social et le revenu national, ce sont les dépenses réelles au sens strict du terme. Elle correspond uniquement aux activités des services publics et des administrations. Par contre, elle n'implique aucun transfert de capital du secteur public au secteur privé, ou à l'intérieur même du secteur public, elle ne concerne en somme que l'emploi des revenus de l'Etat.

2.2.1.2. Les dépenses de transfert :

Dans sa deuxième intervention de dépense budgétaire, l'Etat est obligé de consacrer une partie de son budget à des dépenses de redistribution dans des secteurs qu'ils jugent nécessaire

³² D'après le rapport de l'Office national des statistiques (ONS) de 2015, N°726 : En fonction du secteur juridique, l'enquête de ONS indique que depuis 2013, le secteur privé connaît une montée progressive en matière d'emploi atteignant 58% de l'ensemble des employés en 2015, mais avec des contrats de travail déterminés et une domination de la catégorie des employeurs et des indépendants que représente 28,7% de l'ensemble de la population occupée. Cela veut dire, que l'Etat est de loin le premier employeur de la catégorie des salariés avec des contrats de travail à durée indéterminée, dont les effectifs de la fonction publique qui s'élèvent à plus de 2 millions de personnes, soit 20% de la population active.

d'aider, à savoir des particuliers ou encore à des organismes de droit public ou de droit privé. Ces dépenses sont appelées : les dépenses de transfert.

Elles sont des dépenses inscrites au budget d'une personne publique, mais qui ne correspondent à aucune consommation de sa part, mais par contre, elles auront un effet direct sur la consommation des personnes en bénéficiant. Il ne s'agit pas, comme nous l'avons vu dans les dépenses de fonctionnement, de véritables charges, mais d'opérations de déplacement et de redistribution des revenus d'un secteur à un autre sans contrepartie de la part de celui qui en bénéficie.

Pour ce faire, l'Etat opère une redistribution directe entre les différents agents par des prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts) et des transferts (aides, subventions, prestations sociales...) qui touchent des domaines sociaux, économiques, éducatifs et culturels, territoriaux et internationaux.

L'objet des dépenses de transferts de l'Etat sont très variés, nous allons donc voir en quoi ils consistent :

- Les dépenses de transfert à caractère social : il s'agit de l'intervention propre à l'Etat-providence, à travers la redistribution des revenus, justifié principalement par des impératifs de protection sociale et de justice sociale permettant d'alléger la charge financière liée à certains risques sociaux (risque de santé, risque de vieillesse, risque de famille, risque d'emploi, risque de pauvreté) qui peuvent toucher la couche sociale la plus démunie (personne âgées, handicapés, chômeurs, aide au logement, aux employés à faible salaire). Dans la plus part des pays, le secteur social est cependant, l'un des plus importants en matière de redistribution des dépenses budgétaires, mais il ne représente pas la totalité des transferts car ces dépenses non pas toutes une finalité sociale.

- Les dépenses de transfert à caractère économique : la part du secteur économique dans ces dépenses, correspond aux subventions versées par l'Etat, soit aux entreprises publiques qui sont déficitaires, soit à des entreprises du secteur privé en difficulté ou celles inscrites dans des programmes nationaux de promotion à l'investissement, soit au secteur agricole, soit encore aux actions en faveur de la formation professionnelle. Au point de vue de l'économie moderne, l'accumulation des déficits publics réduisent le potentiel des politiques budgétaires³³, à cette raison, l'engagement de l'Etat par les transferts d'ordre économique devient très limité, car on lui interdit de plus en plus d'intervenir dans le domaine économique.

³³ Xavier Greffe, Comprendre la politique économique, éd : Economica, Paris, 1993, Page 36.

- Les dépenses de transfert à caractère éducatif et culturel : Elles recouvrent les aides diverses aux familles pour l'enseignement notamment l'aide financière versée aux établissements d'enseignement privé, les bourses d'enseignement et autres interventions sous forme des subventions versées à diverses associations culturelles.

- Les dépenses de transfert aux caractères territoriaux et extérieurs : Les premiers concernent les subventions de fonctionnement versées aux collectivités locales et qui permettent à l'Etat de corriger les déséquilibres régionaux et de mener une politique d'aménagement du territoire plus juste basé sur le principe de l'égalité de la répartition du revenu national. Pour ce qui est du secteur extérieur, il regroupe les cotisations versées par l'Etat aux organisations internationales dont il est membre (comme sa participation au fonctionnement de l'ONU, au fonds monétaire international, l'Union africaine...).

2.2.2. Les dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement appelées aussi les dépenses de production ou les dépenses en capital, sont d'un point de vue économique, considérées comme des dépenses particulièrement dignes d'intérêt car elles correspondent théoriquement à la création d'une richesse nouvelle et d'un effet positif sur l'activité économique notamment sur la production et l'emploi.

Elles correspondent également à la création d'un bien nouveau. Cependant, ce bien peut présenter plus au moins d'intérêt selon la perspective envisagée. On peut distinguer en effet les investissements selon leur caractère directement ou indirectement productif, ou selon le secteur où l'investissement est réalisé :

2.2.2.1. La distinction selon le caractère productif :

- Une première distinction oppose les investissements civils et les investissements militaires. Les premières sont évidemment plus productifs, mais ils ne sont guère plus importants que les seconds qui, jusqu'à ces dernières années, bénéficiaient en général d'une priorité sur les premiers.
- Une deuxième distinction concerne, d'une part, les investissements directement rentables : construction d'une autoroute, développement des télécommunications...et d'autre part, les investissements non directement rentables, qu'on appelle également les investissements collectifs : hôpital, université, centre culturel.

2.2.2.2. La distinction selon le secteur :

Par ordre d'importance, les investissements civils sont réalisés dans le secteur économique (énergie, transport, agriculture, industrie) puis, dans le secteur socioculturel, administratif et enfin, dans le secteur de logement et de l'urbanisme.

Il faut préciser que, dans une politique de relance, la plupart de ces investissements ne sont pas exécutés directement par l'Etat mais sous la forme de subventions d'investissements. Ce sont les entreprises publiques, les collectivités locales, ou encore des organismes ou des entreprises privées, qui réalisent l'investissement avec l'aide financière de l'Etat.

Section.3. La dépense publique entre contestations et justifications des théories économiques:

L'efficacité des politiques budgétaires dans la relance ou la stabilisation de l'activité économique était toujours au centre du débat entre les auteurs interventionnistes et non-interventionnistes. Ainsi, l'exécution de la dépense publique comme élément central de cette politique peut donner lieu à des approches divergentes.

L'objet de cette section est de présenter une littérature relative aux débats théoriques qui concernent la question du degré d'intervention par les dépenses publiques, ou l'utilité même de cette intervention, dans les activités économiques. Il convient donc de faire le contour théorique et l'analyse détaillé au sujet de la dépense publique pour chaque école principale de pensée. Pour cela, nous avons retenu deux théories principales : d'une part les opposants ou les non interventionnistes, à leur tête la théorie classique et néo-classique, et d'autre part les partisans ou les interventionnistes qu'on peut les présentés à travers la théorie Keynésienne.

3.1. La dépense publique dans les contestations du courant libéral :

Le débat de l'intervention de l'Etat dans l'économie été toujours au centre des préoccupations des économistes libéraux qui voyaient l'instrumentalisation des dépenses publiques comme une source de déséquilibre du marché. Pour eux, l'utilisation de ces dépenses doit se contenter aux fonctions régaliennes de l'Etat (la défense, la justice et la diplomatie) en prenant en charge la fourniture des services publics indispensables à la communauté et qui ne pourraient pas être fourni par les opérateurs privés.

3.1.1. La dépense publique dans la théorie classique :

L'école classique qui dominait la théorie économique au 19^{ème} siècle à montrer peu d'intérêt à la formulation de la théorie de la dépense publique contrairement à celle de la valeur

et de la distribution. La dépense publique était généralement traitée comme un phénomène exogène au modèle décrivant l'activité économique de la société. Elle relève, plutôt, des décisions publiques prise sur la base d'un certain nombre de principes qui échappent à la compétence de l'économiste.

La raison à cela réside dans la principale philosophie économique de cette école qui considère que la dépense publique doit être utilisée uniquement pour le fonctionnement de la machine étatique au sens strict du terme et que l'activité économique doit être réservée au secteur privé.

Nous allons discuter cette philosophie à partir des théories des deux grands économistes classiques (Adam Smith et Davide Ricardo) qui partagent un ensemble de principes communs parmi lesquels l'idée que les dépenses publiques remplissent des fonctions sociales utiles qui, en général, ne peuvent ou ne sont pas inapproprié à effectuer par le secteur privé.

Cependant, pour accomplir ces fonctions sociales utiles, les pouvoirs publics consomment une partie de la richesse sociale qui a été produite et, en ce sens, les dépenses publiques sont improductives. Ces économistes classiques partagent également le point de vue que l'égalité de l'épargne et de l'investissement s'installe automatiquement sans médiation de tout mécanisme d'équilibre introduit par des politiques économiques.

Nous commençons avec Smith qui dans le 3^{ème} chapitre de son livre de la richesse des nations (1776)³⁴ discute des effets économiques de la dette publique et sa relation avec le financement de la dépense gouvernementale. Dans les cinquante neuf pages de ce chapitre, Smith affirme suite à des études empiriques sur des pays comme l'Angleterre, le Portugal et les Pays-Bas que les gouvernements ne devraient pas subir les déficits budgétaires pour financer les dépenses en capital, parce que l'accumulation du déficit budgétaire est considérée comme nuisible pour la nation, même si elle est entièrement destinée aux investissements nationaux.

La raison à cela est que les Etats vont recourir à la dette et que bientôt le besoin de rembourser cette dette entraînera une augmentation de l'impôt, entraînant la fuite du capital national et la dévaluation de la monnaie avec des effets négatifs sur les autres producteurs nationaux.

³⁴ Adam Smith, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », Version française : deuxième Edition par le Marquis Garnier, Tome quatrième, Paris, 1822, pp. 495-554.

Pour Smith, un accroissement de la dépense publique retarde sévèrement le progrès naturel d'une nation vers la richesse et la prospérité³⁵, puisque les ressources qui pourraient être utilisées de manière productive par le secteur privé de l'économie sont détournées par l'Etat afin de financer ses activités improductives. Par conséquent, Smith a proposé des budgets équilibrés où toutes les dépenses gouvernementales sont financées que par l'impôt et non par les déficits budgétaires qui ne peuvent être justifiés que dans les situations d'urgence, comme celles qui surviennent pendant les guerres ou les catastrophes naturelles. Dans de telles circonstances, Smith fait valoir que la méthode de financement des dépenses publiques (c'est-à-dire, par l'imposition ou l'émission d'obligations publiques) est cruciale pour l'accumulation du capital.

L'analyse de Ricardo partage le point de vue de Smith sur le caractère improductif des dépenses publiques et sur le fait que leur financement par emprunts publics ou par l'impôt diminue le produit d'investissement et nuit à la capacité de la société à accumuler des richesses³⁶. Selon Ricardo, il existe des cas où les modes de financement des dépenses gouvernementales sont équivalents. Par exemple, si le déficit budgétaire est causé par des investissements publics dont la fourniture d'infrastructures en général, il s'ensuit que les résultats peuvent ne pas être différents si ces dépenses sont financées par l'impôt ou l'emprunt public.

Suite à ce constat, la plupart des économistes dont Robert Barro et les nouveaux économistes classiques soutiennent que l'une ou l'autre méthode de financement des dépenses publiques, c'est-à-dire soit par l'imposition ou par l'emprunt aboutit aux mêmes résultats finaux. Ils attribuent à Ricardo l'idée de l'équivalence de ces deux modes de financements de la dépense publique dans le théorème dit d'équivalence Ricardienne³⁷, qui est particulièrement populaire dans la littérature des finances publiques ainsi que dans la macroéconomie moderne.

Ces économistes majoritairement de l'école classique supposent que dans une économie fermée, le remboursement de la dette se fera par l'augmentation de l'impôt futur, ce qui signifie que, sur la base de l'hypothèse des anticipations rationnelles, les particuliers augmentant leurs économies en achetant les obligations émises par le gouvernement. En d'autres termes, le montant de l'épargne correspond à la taille du déficit public et par conséquent, le taux d'intérêt reste le même, ce qui signifie qu'il n'y aurait pas d'effet d'éviction sur les investissements et les

³⁵ Ibid, p. 674.

³⁶ Il est intéressant de noter que Ricardo n'a pas de chapitre distinct dans ses « Principes » qui se réfèrent à la dette publique, il ne parle que de façon passagère de cette question dans ses déclarations générales, voir : Nancy CHURCHMAN, « David Ricardo on Public Debt », éd : Palgrave Macmillan, 2001, pp.129-135.

³⁷ Théorème de l'équivalence ricardienne ou la neutralité d'équivalence de Ricardo-Barro. Elle est une théorie économique énoncée en premier lieu par David Ricardo, puis reprise par Robert Barro en 1974. Selon cette théorie, il y aurait, sous certaines conditions, équivalence entre l'augmentation de la dette publique d'aujourd'hui et l'augmentation des impôts requis demain pour le remboursement de cette dette et le paiement des intérêts.

consommations privés provoquée par une hausse de la dépense publique, dès lors la demande globale reste la même.

Il existe un mécanisme de fonctionnement similaire dans le cas d'une économie ouverte, où le remboursement de la dette publique s'effectue par la vente d'actifs à des agents économiques internationaux. Une telle possibilité soulève, une fois de plus, la question du revenu gouvernemental futur limité.

Ricardo prétend que si ces méthodes de financement des dépenses publiques sont principalement équivalentes par rapport aux résultats dans le court terme, elles ne sont pas dans le long terme. Il considère que, lorsque le déficit public est financé par l'impôt, il, peut produire à court terme les mêmes résultats que ceux qui seraient causés par l'emprunt public. Mais à long terme l'impact est plus dure car les résultats ruineux des emprunts publics sur la capacité d'accumulation de la richesse de la société sont encore pires que ceux causés par la fiscalité, puisque la dette publique drainent l'épargne prêt à être investie de manière productive, tandis que la fiscalité diminue les revenus actuels.

Sur la base de ce postulat, disant que chez les classiques aucun financement des dépenses publiques n'est justifié ni sur le plan théorique ni sur le plan économique réel car ils considèrent que ces dernières ne sont pas productives.

3.1.2. La dépense publique dans le courant néo-classique :

Fondée sur une analyse micro-économique de producteurs et de consommateurs supposés rationnels, la théorie néoclassique a toujours ignoré l'efficacité des méthodes de la finance publique dans le processus de relance économique réelle.

Les néoclassiques cherchent à montrer que toute extension de l'activité économique publique serait compensée par une diminution de l'activité économique privée et d'une baisse du bien-être. Selon eux, le développement des interventions économiques et sociales de l'Etat conduit à des excès de réglementations, de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires et mènent par la suite à un alourdissement de la fiscalité ou à un déficit budgétaire financé par l'emprunt.

En effet, cette approche stipule que l'accroissement des dépenses publiques par la voie de la fiscalité ou de l'emprunt public met en doute l'efficacité de la politique budgétaire comme moyen de relance économique, parce que plus l'Etat emprunte, plus il aura affaire au remboursement des intérêts et du capital, car l'accroissement de la dette publique accroît les dépenses publiques, décroît les impôts et accroît les intérêts de la dette. Il n'y arrivera qu'en

procédant à de nouveaux emprunts et ceci le conduit dans une crise d'endettement dont il n'est pas sûr de dépasser.

Ainsi l'hypothèse néoclassique relative à l'accroissement des dépenses publiques se résume dans la manière utilisée par le gouvernement pour financer ces dernières. Une manière donc qui affecte le niveau de consommation, d'investissement, d'exportation et qui décourage l'activité productive qui aurait donc effet d'éviction de certains investissements privés suite à la réduction de leurs capitaux.

Parmi les thèses relatives à l'effet d'éviction par l'emprunt public on trouve celle de R.BARRO³⁸, qui s'appuie sur l'hypothèse des anticipations rationnelles des agents économiques. Il soutient que la consommation globale des ménages est plus garantie par l'augmentation des dépenses privées que par le financement des dépenses publiques par emprunt, car les ménages se rendent parfaitement compte que pour rembourser cet emprunt et en payer les intérêts, l'Etat devra prélever des impôts. En prévision des impôts futurs qu'ils devront alors supporter, les ménages épargnent davantage et considèrent que les titres d'emprunt public qu'ils acquièrent ne constituent pas une richesse nette mais seulement une créance sur eux même.

De la même façon que dans l'emprunt public, dans le domaine des prélèvements obligatoires, les économistes de l'offre insistent beaucoup sur le fait que plus les revenus du travail sont imposables, plus les individus sont incités à réduire leur temps d'activité rémunérée car les impôts diminuent les gains retirés de celle-ci. De même, plus les impôts qui touchent les revenus du capital et les bénéfiques des entreprises sont lourds, moins les agents économiques concernés sont incités à épargner, à investir ou à développer leur entreprise. C'est ce phénomène que l'économiste A.Laffer a cherché à illustrer par un graphique³⁹ qui repose sur l'idée selon laquelle lorsque les taux d'imposition sont élevés ils réduisent l'assiette, c'est-à-dire la base sur laquelle ils reposent.

Il est donc clair que chez les néoclassiques, l'efficacité du recours à l'emprunt public et aux prélèvements obligatoires comme instruments de relance de la demande globale est donc nulle car la consommation globale est affectée par des agents privés qui prévoient rationnellement les accroissements des charges futures.

³⁸ Alain EUZEBY & Marie-Luise HERSCHTEL, « Finances Publiques : Une approche économique », éd : Dunod, Paris, 1990, P31.

³⁹Ce graphique connu sous le terme « courbe de LAFFER », est une modélisation économique fondée sur l'idée que la relation positive entre croissance du taux d'imposition et croissance des recettes de l'Etat s'inverse lorsque le taux d'imposition devient trop élevé. Une augmentation de l'impôt conduirait alors à une baisse des recettes de l'Etat, parce que les agents économiques seraient incités à moins travailler.

Pour remédier à cette situation, les économistes de l'offre proposent de réduire les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques, en particulier les transferts sociaux afin de laisser s'exprimer les incitations à travailler, à épargner et à investir et de redynamiser ainsi l'activité productive.

Ces thèses ont fait l'objet de plusieurs critiques, parmi celles-ci c'est qu'elles ne voient dans les impôts que leur aspect prélèvement et négligent les impacts positifs que les dépenses publiques peuvent avoir sur l'activité économique. De plus, même s'il est vrai que les transferts sociaux peuvent donner lieu à certains abus ou gaspillages, il ne faut sans doute pas se priver de l'importance de la protection sociale qui est considérée comme facteur de cohésion sociale et que les populations des pays où elle est très développée y sont très attachées.

Cependant, les hypothèses que nous essayons de justifier dans ce travail de recherche, nous laisse dire que si telle était l'attitude des classiques et des néoclassiques à l'égard de la dépense publique, il n'empêche que depuis la fin du 19^{ème} siècle, l'analyse de ce concept n'a cessé de connaître d'importantes contributions aussi bien sur le plan théorique d'empirique.

Les premières contributions qui s'inscrivent dans le cadre d'une économie normative trouvent leur source dans les travaux de l'école Italienne (Maffeo Pantaleoni, Antonio De Viti de Marco et Ugo Mazzola)⁴⁰, et certains auteurs anglo-saxons (Arthur Cecil Pigou et Erik Lindahl)⁴¹, qui admettent par la voie des calculs mathématiques la relation des finances publiques avec la satisfaction des besoins collectifs par la taxation et la fixation des prix des biens publics. Ces économistes, rappelons-le, sont considérés comme des fondateurs de l'économie du bien-être, courant qui se propose d'opérer les choix nécessaires afin d'aboutir à une sorte de conciliation entre l'utilité sociale et l'utilité individuelle.

Par contre, les contributions récentes des néoclassiques semblent être plus logiques. Elles s'attachent à la construction d'une théorie individualiste du choix optimal de la dépense publique. Cette théorie s'intéresse à l'analyse du processus d'affectation des ressources ainsi qu'à la détermination de fiscalité optimal et ses effets sur le financement et la redistribution dans le cadre d'une économie de concurrence pure et parfaite.

L'exceptionnelle justification de la théorie néoclassique relative à la finance publique n'est survenue que par rapport aux déficiences du marché vis-à-vis de la fourniture de certains services et des conditions de réalisation d'une situation optimale au sens de PARETO. On

⁴⁰ Marc Leroy, « Pareto, fondateur à redécouvrir de la sociologie des finances publiques », éd : Sociologie (théories et recherches), novembre 2004. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4859>.

⁴¹ Christophe Dormans, « L'Indispensable de la pensée économique », éd : Studyrama, Paris, 2002, p.100.

rappellera qu'une situation est optimale au sens de PARETO s'il est impossible d'améliorer le bien-être d'une personne sans diminuer simultanément celui d'une autre personne⁴².

Cette théorie suppose la réunion de plusieurs conditions et en particulier l'existence d'une concurrence pure et parfaite, une parfaite indépendance des fonctions d'utilité des consommateurs et des fonctions de producteurs, c'est-à-dire l'absence d'effets externes, et l'inexistence de biens figurant dans la fonction d'utilité de plusieurs individus, c'est-à-dire de biens ou de services indivisibles.

Ces conditions, très restrictives, ont conduit les auteurs néoclassiques à mettre en évidence certaines déficiences du marché relatives à l'allocation optimale des ressources et à justifier par ces déficiences les interventions de l'Etat par la voie des finances publiques. Ils s'intéressent en particulier à deux grandes catégories de services : les services collectifs indivisibles et les services dits de tutelle.

3.1.2.1. Les services collectifs indivisibles :

Ce sont des services dont l'offre est indivisible, c'est-à-dire que lorsqu'ils sont produits ils bénéficient immédiatement à l'ensemble des membres d'une collectivité territoriale donnée. Précisément, ces services présentent deux caractéristiques majeures qui justifient leur fourniture par les pouvoirs publics et leur financement par les dépenses publiques :

- Le processus de production jointe, qui est une conséquence immédiate de l'indivisibilité de l'offre : une fois produite, une même unité de service est mise dans une égalité de disposition de tous les individus qui se trouvent sur le territoire de la collectivité concernée. Ils en bénéficient simultanément et il n'y a pas de rivalité de consommation car la consommation des uns n'affecte pas celle des autres.
- L'impossibilité d'exclusion, c'est-à-dire l'impossibilité de priver le bénéfice de ces services aux personnes qui n'en paieraient pas le prix. Ces services ne sont donc pas rentables et ne peuvent donc pas être fournis par des entreprises.

3.1.2.2. Les services de tutelle :

Présentés par R.MUSGRAVE⁴³ sous l'appellation de « merit wants », ces services sont divisibles et peuvent donc techniquement être soumis au processus de l'exclusion par les prix. Ils pourraient être fournis à travers les mécanismes du marché mais les pouvoirs publics les

⁴² Alexis JACQUEMIN et Henry TULKENS, « Fondements d'économie politique », De Boeck 2^{ème} édition, Bruxelles, 1996, p.213.

⁴³ R.MUSGRAVE, op.cit, premier chapitre.

prennent à leur charge et les financent par des prélèvements obligatoires car ils les estiment absolument nécessaires pour les individus.

C'est le cas de la sécurité sociale ou de l'éducation publique. L'Etat agit en tant que tuteur des individus en leur imposant ses propres préférences et en procédant à des choix qu'il estime bénéfiques pour eux. Ce sont des services dont la production s'oppose aux conditions de réalisation d'un optimum de PARETO, car il aurait un accroissement d'importantes économies externes liées à leur impact positif sur l'activité économique ou sur la cohésion sociale. Ces effets externes bénéfiques justifient d'après l'analyse néoclassique un financement public, total ou partiel, de la production de ces services.

Ce n'est qu'à propos de ces deux catégories de services que les néoclassiques forment une conception de la dépense publique et admettent son rôle dans la réalité distincte des individus, conception qui est celle de l'analyse keynésienne, une analyse qui justifie le rôle des finances publiques dans un angle plus large.

3.2. Les justifications des dépenses publiques dans la théorie keynésienne :

Contrairement à l'analyse des écoles libérales, la justification du rôle des dépenses publiques est plus large dans l'analyse théorique keynésienne. Pour cette dernière, le niveau des dépenses publiques et des prélèvements fiscaux constituent des instruments importants de politiques économiques de relance ou de stabilisation.

En effet, la théorie keynésienne montre que l'Etat peut tirer partie des effets positifs et négatifs du niveau des dépenses publiques pour influencer la demande des agents économiques. Il s'agit alors de montrer que la régulation de la conjoncture, visée par la politique budgétaire, peut s'opérer dans un sens restrictif ou expansionniste.

Lorsque le gouvernement alourdit la fiscalité ou réduit la dépense publique, pour répondre à une situation d'inflation ou de déficit extérieur important, la politique budgétaire sera considérée comme restrictive. Par contre lorsqu'il augmente la dépense publique dans le but par exemple de stimuler la demande en cas de situation de chômage important ou d'une baisse de l'activité économique la politique budgétaire sera considérée comme expansionniste. Dans le besoin de relancer l'activité économique (l'approche expansionniste), les éléments utilisés sont centrés sur la précision des relations quantitatives existantes entre les dépenses publiques d'une part, le niveau de la production et de l'emploi d'autre part.

Ainsi, pour Keynes et ses partisans, c'est le fait de dépenser qui stimule l'activité économique. Cette idée est venue suite à la grande crise de 1929, et l'âge d'or de sa mise en

œuvre se trouve dans les résultats obtenues par de nombreux pays développés et en voie de développement⁴⁴.

Ces résultats favorables à l'activité économique étaient réalisés grâce à l'exercice d'un élément fondamental de la théorie keynésienne à savoir, l'effet multiplicateur⁴⁵. Ce mécanisme, appelé aussi le multiplicateur keynésien permet au pouvoir public de soutenir la demande par une dépense initiale (G) qui déclenchera des séries de dépenses successives :

- L'activité économique repose sur le niveau de la demande effective anticipée par les agents économiques ;
- Si la consommation augmente, la demande qui s'adresse aux entreprises augmente ;
- Cet accroissement des ventes pousse les entreprises à investir pour reconstituer leur stocks de produits finis ;
- La hausse de l'investissement entraîne une hausse de l'emploi ;
- Cette hausse de l'emploi se traduit par une hausse des revenus distribués dans l'économie ;
- Cette hausse des revenus entraîne un accroissement de la consommation...

Cependant pour Keynes, la variation de la dépense globale dont celle du pouvoir public doit répondre aux exigences de la théorie de l'équilibre du revenu qui est à la base du modèle IS-LM. Pour établir l'équilibre keynésien, il faut d'abord distinguer les dépenses prévues des dépenses effectives, à savoirs : $PE = C + I + G$. Où la dépense prévue PE est la somme de la consommation C , de l'investissement prévu I et des dépenses publiques G .

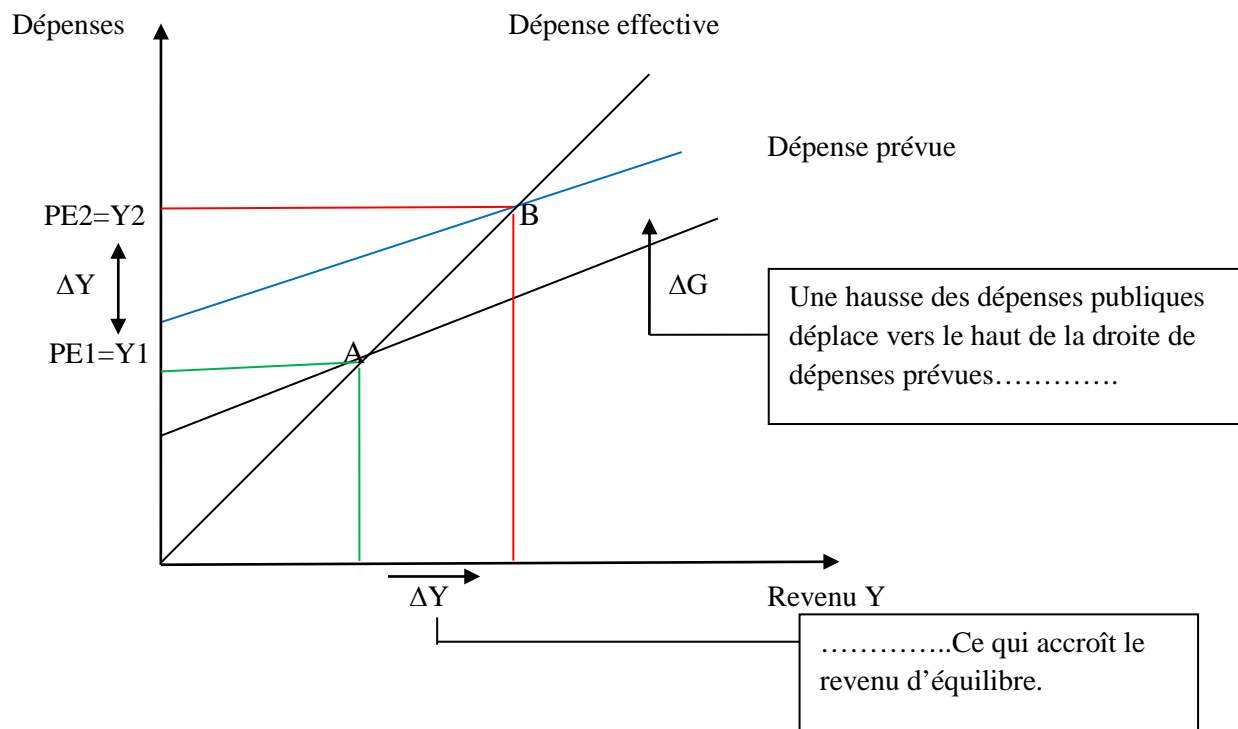
Comme on le voit dans le graphique suivant, dans une situation d'équilibre keynésien, la dépense effective égale à la dépense prévue (PE), ce qui fait que chaque augmentation de dépense publique (ΔG) induit un glissement proportionnel vers le haut de la droite de la dépense prévue pour tout niveau donné de revenu, ce qui va forcément modifier l'équilibre d'une économie d'un pays.

⁴⁴ Travaux d'auteurs comme W.BEVERIDGE, B.HANSEN, J.HICKS, T.HAAVELMO, N.KALDOR, M.EVANS et beaucoup d'autres... Sur ce point, voir X.GREFFE, Economie publique, éd : Economica, Paris, 1975.

Voir aussi : Jean-Louis COMBES, Lavinia MUSTEA, « Une analyse des multiplicateurs budgétaires : Quelles leçons pour les pays en développement et émergents ? », éd : monde en développement Vol.42-2014/3-n°167.

⁴⁵Jean-Yves CAPUL et Oliver GARNIER, op.cit, « Le multiplicateur est un processus économique général montrant que l'augmentation d'une grandeur économique entraîne l'accroissement plus important d'une autre grandeur. L'effet multiplicateur est un élément fondamental de la théorie économique keynésienne », p.328.

Figure n°3 : Dépenses publiques et l'équilibre keynésien



Dans sa définition classique, le multiplicateur des dépenses publiques désigne le rapport entre la variation d'une dépense et celle du revenu qu'elle produit. Lorsque la demande s'accroît, cet accroissement s'exprime à travers l'augmentation de la production, qui elle-même, va générer une augmentation de la demande. La demande provoque la production qui amène à la création de plus d'emploi avec de nouveaux salaires et par conséquent, de nouvelles demandes vont apparaître.

Ce mécanisme repose sur une observation du caractère double de la dépense : une dépense pour un agent économique est un revenu pour un autre.

- Le revenu est consommé ou épargné, et la partie du revenu qui est consommée (dépensée) devient un revenu pour d'autres agents. Ce revenu sera à son tour en partie dépensé...
- Si la relation entre le revenu et la consommation est stable, les vagues des revenus et des dépenses successives peuvent se mesurer facilement. Plus de dépenses c'est plus de revenu pour ceux qui vendent les produits ce qui permet à ces derniers de dépenser à leur tour d'avantage...

En terme technique, le multiplicateur exprime l'augmentation du revenu et de la production résultant d'un accroissement des dépenses publiques sans que le volume fiscale

(l'impôt) soit modifié. Son fonctionnement peut se présenter comme suite : une hausse des dépenses publique (ΔG) induit une hausse équivalente du revenu (Y). Cet accroissement du revenu se traduit à son tour par une hausse de la consommation égale à $c \times \Delta G$, où (c) est la proportion marginale à consommer. Cette hausse de la consommation augmente à son tour la dépense et le revenu. Cette deuxième hausse du revenu, égale à $c \times \Delta G$, entraîne un nouvel accroissement de la consommation, cette fois à concurrence de $c \times (c \times \Delta G)$, ce qui accroît une nouvelle fois la dépense et le revenu. Ainsi, cette boucle « consommation-revenu-consommation » se poursuit indéfiniment : $\Delta Y = (1 + c + c^2 + c^3 + \dots) \times \Delta G$.

Le multiplicateur des dépenses publiques est donc : $\Delta Y / \Delta G = (1 + c + c^2 + c^3 + \dots)$ cette expression du multiplicateur est un exemple des séries géométriques infinies. Algébriquement, nous pouvons écrire la valeur du multiplicateur comme suit : $\Delta Y / \Delta G = 1 / (1 - c)$.

Par ailleurs, la variation du volume de la fiscalité (ΔT) exerce également des effets sur le revenu. Une baisse des impôts accroît tout de suite le revenu disponible (on appelle cette expression le multiplicateur fiscal).

Cependant, selon la théorie keynésienne standard, l'augmentation des dépenses publiques exerce un effet plus important sur la variation du revenu qu'une réduction d'impôt du même montant. L'effet multiplicateur de la fiscalité, prise dans son ensemble est plus faible que celui des dépenses publiques. La raison est simple : lorsque l'Etat dépense une unité de monnaie, celle-ci sera dépensée en totalité alors que, par crainte du lendemain, la réduction d'impôt d'une unité de monnaie accordée aux ménages génère une épargne privée positive.

En effet, dans un plan de relance économique national en 2009, les conseillers économiques de l'administration de la présidence des Etats-Unis d'Amérique, estime qu'un dollar de dépenses publiques génère environ 1,57 dollar de PIB⁴⁶ supplémentaire alors que le multiplicateur fiscal est de 0,99 dollar seulement. Ainsi une augmentation des dépenses publiques en infrastructure, santé, éducation et autres projets publics est la meilleure démarche pour relancer la demande agrégée et créer des emplois.

⁴⁶ PIB : produit intérieur brut est un indicateur de croissance économique qui sera traité avec plus de détaille dans le deuxième chapitre.

Conclusion :

Au terme de ce chapitre, un récapitulatif nous semble le meilleur moyen de rendre compte des fondements théoriques de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique. Même si, la conception et la portée de l'Etat font souvent l'objet de controverses, il y a un certain consensus quant à l'importance du rôle de ce dernier dans l'économie.

En effet, en ce qui concerne le rôle de l'Etat, toutes les théories économiques contemporaines s'accordent pour dire que l'Etat joue un rôle de régulateur important à travers les mécanismes de sa politique budgétaire : il répare les échecs du marché, redistribue le revenu, fournit une assurance sociale contre des risques comme le chômage et la vieillesse ou les coûts des soins médicaux.

Mais le résultat théorique qui semble jouer le plus en faveur de l'intervention de l'Etat est celui qui émane du modèle keynésien. Pour ce dernier, les dépenses publiques constituent l'instrument le plus important d'une politique économique conjoncturelle de relance ou de stabilisation. En effet, suite à l'accroissement rapide des fluctuations de l'activité économique grâce aux évolutions des progrès technologiques, à l'unification des marchés internationaux et à l'intensification de la concurrence, l'Etat utilise les dépenses publiques pour rétablir ce que l'on appelle les grands équilibres du carré magique. Toutefois, cette utilisation des dépenses publiques doit intervenir en privilégiant l'efficacité économique et en évitant le gaspillage.

Par ailleurs, les économistes néoclassiques reconnaissent que leur modèle de référence, compte tenu de ses hypothèses de base est incapable de prendre en charge un certain nombre de problèmes liés aux rendements d'échelle croissants des biens collectifs et de leurs externalités. Ces problèmes pourront être, selon ces mêmes auteurs, résolus par l'Etat qui permettra ainsi à l'économie, de s'approcher le plus possible de sa frontière des possibilités de production c'est à dire de l'optimum de Pareto.

Brièvement, alors que les classiques et les néo-classiques de la première génération ont une attitude plutôt hostile à l'intervention de l'Etat dans l'activité économique, les keynésiens ainsi que la nouvelle génération des classiques voient en ce dernier, à travers la politique qu'il se doit de mener, un élément fondamental qui contribue positivement au lissage des fluctuations conjoncturelles.

***Deuxième Chapitre :
Le Rôle de La dépense publique
dans les modèles de croissance
économique et de création
d'emploi***

Introduction :

La dépense publique est souvent présentée comme un instrument traditionnel de la politique économique de par son utilisation pour atteindre les objectifs et assigner la stabilisé de l'activité économique. Conformément à la logique keynésienne, les dépenses publiques peuvent exercer une influence significative sur les variables économiques fondamentales notamment la croissance économique et le plein emploi.

La nature de l'impact des dépenses publiques sur les variables économiques a fait l'objet d'un grand débat tant sur le plan théorique qu'empirique. En effet, la littérature économique recense deux approches complètement opposées :

La première, plus connue sous le nom de loi Wagner qui stipule que la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut augmente avec le niveau de vie des individus (les consommateurs). Les dépenses publiques sont donc considérées comme un résultat issu de la croissance économique. Il s'agit donc d'un facteur endogène.

La deuxième approche est d'inspiration keynésienne qui suppose que la dépense publique agit sur la croissance économique et l'emploi par l'effet du multiplicateur consistant à stimuler la demande effective par une injection de dépenses publiques. Les dépenses publiques sont donc considérées comme un facteur exogène caractérisé par la nature d'une politique économique.

Entre ces deux approches, il existe une différence fondamentale : dans la première, la croissance économique justifie l'augmentation des dépenses publiques. Tandis que dans la deuxième, l'augmentation des dépenses publiques explique la hausse du revenu national. Ce sens de causalité a fait l'objet d'une longue controverse, étant donné que plusieurs problèmes de nature économétrique sont apparus avec des conclusions divergentes¹.

En effet, de nombreuses études ont tenté d'évaluer la contribution des dépenses publiques dans la croissance économique dans le but d'assurer le plein emploi. Bien que, ces études soient anciennes remontant à Harrod (1947), Meade (1952), Nurkse (1952), Hirshman (1958), Rosentein et Rodan (1964), Arrow et Kurz (1970), elles ont été renouvelées par la théorie de la croissance endogène. Une théorie pour laquelle, le taux de croissance à long terme est déterminé par les politiques publiques et quelques autres facteurs à développer ultérieurement.

¹ Les nombreuses études ayant validé la loi de Wagner (Peacock et Wiese, 1961, Bird, 1971, Beck, 1982) n'ont pas traité la question de la stationnarité des séries temporelles. Ce qui rend leurs conclusions fragiles. Toutefois, une étude plus récente de Martinez-Mongay (2002) établit une relation positive entre le niveau de dépenses publiques et le revenu par habitant pour les pays de l'OCDE entre 1960 et 1999.

Les travaux de Romer (1986), Lucas (1988) et Rebelo (1991), se basaient sur une redéfinition du capital pour intégrer les ressources humaines dans le but d'éviter des rendements d'échelle négatifs. D'autres travaux à l'instar de Diamond (1989) montrent que les dépenses en capital dans le secteur de l'éducation, de santé et de logement ont un effet positif sur la croissance. Barro (1991) met l'accent sur le rôle productif des dépenses publiques. Ces dernières faciliteraient : l'accumulation du capital humain, développeraient les infrastructures publiques, la circulation des biens, des personnes et des informations.

De nombreuses études à l'instar de Aschauer (1985), Calvo (1985), Findlay-Wilson (1987) ont fait état d'effet positif des dépenses publiques sur la croissance économique, et plus particulièrement sur la fonction de production du secteur privé par rapport à ses dépenses d'équipement ainsi que sur le bien-être des consommateurs.

Afin d'étudier l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique et l'emploi, ce chapitre est structuré en cinq sections : La première a comme principal objectif de présenter d'une manière générale l'approche économique de la notion de croissance par rapport aux fluctuations économiques. La deuxième section est consacrée au développement théorique des modèles traditionnels de la croissance économique : les modèles traditionnels des classiques, le modèle d'Harrod et de Domar puis le modèle de Solow fondateur de la théorie néoclassique de la croissance. En troisième section on analysera d'abord les nouvelles théories de croissance, qualifiées de croissance endogène, ensuite, on va mettre l'accent sur le rôle des dépenses publiques dans les modèles de croissance endogène. La quatrième section de ce chapitre va porter sur un nombre de travaux empiriques sur les liens dépenses publiques et croissance économique. Et enfin, nous exposons à travers les théories économiques le lien de corrélation existant entre la croissance économique et l'emploi par le biais de l'effet du multiplicateur des dépenses publiques.

Section.1: Présentation de l'Approche économique de la croissance :

La notion de croissance est un phénomène de civilisation qui présente des aspects politiques, sociaux et juridiques d'une portée considérables. L'approche économique de la croissance exclut ces divers aspects de son domaine d'analyse, ses prétentions se limitent dans le recensement et l'explication d'un certain nombre de facteurs susceptibles à l'augmentation de la production en longue période. Ainsi les instruments de mesure de la croissance économique ont connu également une longue histoire et continuent d'alimenter les débats sur leurs efficacités et leurs pertinences. On se propose dans cette section de présenter une introduction à la notion de croissance économique, concept clé de la richesse nationale. Nous présentons d'abord la définition et la mesure de la croissance économique, ensuite ses liens avec la fonction globale de production ainsi que ses limites.

1.1. Définition et mesure de la croissance économique :

Depuis Adam Smith et son ouvrage de la richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. La croissance est ainsi associée à plusieurs qualificatifs : illimitée, limitée, instables... la croissance économique peut se définir comme « un accroissement durable de sa dimension de production, accompagné de changement de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie ». Il ne faut pas donc confondre croissance et expansion, qui désigne l'augmentation de la production et de la richesse d'un pays au cours d'une courte période.

Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension d'une unité économique, pour une nation, le produit global net en termes réels »², c'est-à-dire où les valeurs nominales sont corrigée par rapport à l'inflation.

Simon Kuznets, l'inventeur de l'agrégat produit intérieur brute en 1934 et prix Nobel d'économie en 1971, affirme, quant à lui, « que la croissance économique d'un pays est essentiellement un phénomène quantitatif, il la définit comme étant une augmentation à long terme de la capacité à fournir des biens économiques de plus en plus divers à sa population »³. Dans ses travaux, Kuznets va même au-delà en disant « qu'il y a croissance lorsqu'il y a un

² Jean-Marc HUART, « Croissance et développement », éd : Bréal, Paris, 2003, P. 12. Définition prise de François Perroux en 1961.

³ Simon KUZNETS, croissance économique moderne : conclusion et réflexion, conférence de prix Nobel. Source : <http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/1971/kuznets-lecture.html>

accroissement durable de la population et du produit par habitant ». En d'autre terme lorsque la croissance du produit intérieur brut est supérieure à la croissance de la population.

Pour mesurer la croissance économique, on fait souvent recours à des agrégats permettant de quantifier la production nationale, tels que le PIB (produit intérieur brut), le PNB (produit national brut) ou le RN (revenu national). L'indicateur le plus utilisé est le produit intérieur brut, qui est considéré comme le résultat final de l'activité de production des unités productrices d'un pays. Il est calculé en additionnant les valeurs ajoutées de différents agents économiques. Seul les biens et services finaux sont inclus au PIB, tandis que les biens intermédiaires de production sont exclus. Cette méthode permet d'éviter que la même production entre plus d'une fois dans le calcul du produit intérieur brut.

Ainsi pour mesurer la croissance économique réelle, il faut calculer le PIB à prix constant où il convient d'éliminer l'effet de variation des prix pouvant bien masquer une stagnation qu'un recul de la production en période d'inflation. Pour cette raison, les économistes préfèrent utiliser le terme de PIB en volume (résultat d'un effet quantitatif) comme indicateur de la croissance. Le taux de la croissance se définit alors comme la variation relative du PIB en volume d'une année

sur l'autre :
$$\frac{\text{Valeur du PIB T2} - \text{Valeur du PIB T1}}{\text{Valeur du PIB T1}} \times 100.$$

La mesure de la croissance est également considérée comme un phénomène d'évaluation de longue période, se déroulant dans le temps mesuré en décennies (sur des phases de 20 ou 50 ans). Cependant, les comparaisons du processus de croissance économique entre période ou entre différents pays, sont souvent exprimé par un taux d'accroissement annuel moyen de la production plutôt que par une augmentation en termes absolus.

Désignons par Y_0 le produit intérieur brut en volume au cours de l'année de départ de la période considérée, par Y_t le produit de l'année terminale, par n le nombre d'années et par r le taux de croissance annuel moyen. Nous pouvons poser : $Y_t = Y_0 (1 + r)^n$ cette relation est une fonction exponentielle qui se calcule par les logarithmes.

Nous avons en effet : $\log Y_t = \log Y_0 + n \log (1 + r)$

D'où l'on tire : $\log (1 + r) = \frac{\log Y_t - \log Y_0}{n}$;

Si nous faisons application de cette formule au produit intérieur brut en volume dans un pays 'X', sur une période 1995-2010, en utilisant les indices sur la base 2004 = 100, il vient :

$$\text{Log}(1+r) = \frac{\log 138 - \log 69}{15}$$

$$\text{Log}(1+r) = \frac{2,13988 - 1,83885}{15} = 0,02$$

D'où : $1+r = 1,05$ et $r = 0,05$

Autrement dit, le taux de croissance du produit intérieur brut en volume a été de l'ordre de 5% par an sur la période 1995-2010.

C'est la valeur de ce taux moyen que la théorie économique se doit d'expliquer, ceci étant, une question se pose immédiatement : quels sont les facteurs les plus marquants qui doivent entrer dans toute explication de variation de croissance économique.

1.2. Les facteurs économiques de la croissance et la fonction globale de production :

L'accroissement de la production suppose à la fois que la capacité de produire se développe et que cette capacité de produire soit utilisée. Sur ce point, une difficulté peut être remarquée lorsqu'on raisonne sur une période relativement courte car il se peut que la capacité de production nationale et l'utilisation de cette capacité évoluent d'une manière divergente. Par exemple, lorsqu'une économie sort d'une phase de récession, l'accroissement de la production peut provenir essentiellement d'une meilleure utilisation d'une capacité de production constante qui est restée partiellement inemployée durant la récession. Peut-on affirmer dans ce cas que l'économie est en situation de croissance ?

Certains auteurs estiment que le critère de la croissance est l'augmentation de la capacité de production, autrement dit l'expansion du volume de production correspondant au plein-emploi des facteurs. Il est cependant assez difficile de dissocier l'augmentation de production qui résulte d'un accroissement de la capacité de celle qui provient d'une meilleure utilisation des moyens de production existants.

D'une manière générale, le volume de la production dépend de la quantité et de la qualité des ressources productives employées. Dans cette perspective, les principaux facteurs qui déterminent le niveau et l'accroissement du produit global sont les suivants :

- La quantité de capital : dès les origines de la civilisation, il est apparu que l'homme produisait davantage s'il disposait d'outils et il est toujours vrai que plus d'outillages signifie une production plus importante. Aussi bien l'investissement et l'accumulation du capital ont-ils toujours été considérés dans la pensée économique comme la principale

source de la croissance économique. Ces capitaux servent à augmenter les capacités de production et peuvent provenir soit de l'épargne intérieure soit des capitaux étrangers.

- Le volume de la population et la qualité de la main-d'œuvre (travail) : le nombre de la population d'un pays et la volonté de ses travailleurs déterminent l'offre de travail qui est un élément clé de la production grâce à son rôle imminent dans la croissance économique. Cependant, tout dépend de son exploitation aux niveaux quantitatif et qualitatif, qu'il s'agisse aussi bien de son état sanitaire ou de son degré de formation technique. Selon certains auteurs, l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre aurait joué dans le processus de croissance un rôle plus décisif que l'augmentation du stock de capital au cours des dernières décennies⁴.
- Le progrès technique et l'innovation : outre le capital et le travail, deux principales facteurs de croissance économique. Il existe un autre facteur qui impact la croissance économique à savoir le progrès technique et technologique qui engendre continuellement de nouvelles opportunités d'investissement et modifient la nature des biens et des services mis à la disposition de la population. Il se manifeste à travers l'émission de nouveaux produits, l'utilisation de nouveaux procédés de fabrication et de nouvelles méthodes organisationnelles, de même que le développement de nouveaux marchés.
- D'autres facteurs de croissance : la dépense publique, le climat de consommation, la démographie et la gouvernance sont aussi des éléments qui ont vocation à stimuler la croissance. En effet, les dépenses productives de l'Etat, telle que les infrastructures, peuvent influencées positivement le rythme de développement de la technologie ou du capital humain, ce qui permettra de créer de la richesse dans une économie.

La combinaison de ces facteurs permet de distinguer généralement deux grands types de croissance. Une croissance dite extensive, lorsqu'elle résulte d'une utilisation d'une plus grande quantité de facteurs de production (plus de travail et d'équipement conduit à plus de croissance) et une croissance dite intensive lorsque l'augmentation de la production provient d'une utilisation plus efficace des facteurs de production existants.

Dans ces deux types de croissance, si les agents économiques font preuve d'un comportement rationnel, il doit exister une relation stable entre le volume du produit réel (Y), le stock de capital (K), la quantité de travail employée (L) et l'état des techniques de production

⁴ Robert E. Lucas, 1988, sur la base des contributions de Becker 1964 et Uzawa 1965, considère l'accumulation de capital humain comme le déterminant essentiel de la croissance économique. Source : Rapport OCDE, 2010, sur « Evaluation de l'impact des principaux déterminants de la croissance régionale », p.87.

(T). Cette relation représente une fonction globale de production qui s'écrit de la façon suivante :
 $Y = f(K,L,T)$.

La fonction globale de production utilisée dans l'analyse de la croissance présente certaines caractéristiques simplificatrices :

La première caractéristique de la croissance est d'être un phénomène de longue période, cela mène à dire qu'aucun des facteurs recensés n'est un facteur fixe. On sait que dans les analyses de courte période, le stock de capital et l'état des techniques de production sont considérés comme des grandeurs données constantes. Dans la longue période au contraire, toutes les grandeurs recensées sont des variables, à l'exception de l'analyse de Ricardo qui introduit explicitement le facteur terre dans le raisonnement de la croissance malgré que la quantité de la terre reste toujours fixe, à long comme à court terme.

Lorsque les quantités employées de tous facteurs augmentent dans la même proportion, il est très fréquemment supposé que la production s'accroît elle aussi dans cette même proportion⁵, c'est l'hypothèse des rendements d'échelle à la forme constante. Cette hypothèse qui s'impose d'elle-même lorsque la combinaison productive est considérée comme fixe, se justifie également dans le cas d'une combinaison productive variable, si en effet les facteurs étaient combinés d'une manière optimale, il est logique d'accroître l'échelle des opérations en maintenant cette combinaison optimale.

La deuxième caractéristique montre que le processus de croissance se caractérise non seulement par une augmentation de la production mais par un accroissement de la capacité de produire et que ces deux augmentations sont étroitement liées entre elles. Il convient de préciser que les valeurs prises par les variables, en particulier le produit et la quantité de travail utilisée, sont les valeurs correspondant au plein-emploi, à la pleine utilisation de la capacité de production des biens et des services.

Cette remarque a son importance lorsqu'on veut vérifier empiriquement une hypothèse en s'appuyant sur des statistiques, on devra normalement utiliser les documents relatifs aux seules périodes de plein-emploi ou de haute conjoncture.

La troisième caractéristique met en évidence la dépendance de la croissance à la combinaison des facteurs de production. Si le produit intérieur est une fonction du stock de capital, du volume de la main-d'œuvre disponible et de l'état des progrès techniques, le taux de

⁵ Joan.ROBINSON, « L'Accumulation de capital », éd : Macmillan & Co, 1969, p.99.

croissance de plein-emploi doit dépendre des taux de croissance respectifs de ces trois facteurs.

Ceci peut s'écrire comme suite :
$$\frac{1}{Y} \frac{dY}{dt} = f \left(\frac{1}{K} \frac{dK}{dt}, \frac{1}{L} \frac{dL}{dt}, \frac{1}{T} \frac{dT}{dt} \right)$$

La question intéressante, notamment en matière de politique économique est de savoir quelle est la contribution de chacun des taux de croissance des facteurs au taux de croissance économique et dans quelle mesure ces différentes influences sont indépendantes les unes des autres.

1.3. Les limites de l'approche utilisée dans la mesure de la croissance :

Dans la forme sous laquelle se présente la fonction globale de production on trouve des difficultés d'implication et d'exclusion des éléments censés d'être utilisées dans l'approche de croissance économique. Ces difficultés se résument dans les limitations suivantes :

- L'analyse de la croissance ne tient compte que des facteurs économiques proprement dits. Comme nous l'avons déjà souligné supra, la croissance se considérait comme un phénomène social, elle dépendait de facteurs : sociologiques, politiques et psychologiques (attitude et comportement des groupes sociaux, nature du pouvoir politique, psychologie favorable à la compétition...). Ces facteurs sociaux varient d'un pays à un autre et d'une période à un autre, leur action peut contribuer à expliquer : les écarts entre les taux de croissance des différentes nations, les disparités des niveaux de développement, les accélérations ou les ralentissements du rythme d'accroissement de la production. Cette action peut difficilement être ignorée, mais du fait qu'elle n'est pas quantifiable, elle ne peut se manifester que sous la forme d'un résidu non expliqué lorsque l'influence des facteurs plus spécifiquement économique aura été isolée.
- Une augmentation de croissance économique n'est pas synonyme d'une augmentation du niveau de vie. D'abord, pour apprécier le niveau de vie d'un pays, on rapporte le PIB à la population totale, on obtient le produit par tête (PIB par habitant) =
$$\frac{\text{PIB}}{\text{Population Totale}}$$

l'augmentation de ce dernier ne représente pas forcément un indice de développement. Elle peut en effet s'accompagner d'une dégradation des conditions de vie (pollution, nuisance...), des équipements collectifs ou encore d'une aggravation des inégalités de répartition de richesse. En outre, une mesure du bien être par le seul indicateur du PIB par tête peut induire en erreur. C'est pourquoi, le programme des Nations Unis pour le développement calcule depuis 1990, un indicateur pour le développement humain (IDH). Ce dernier prend compte les facteurs suivants : le niveau de santé représenté par le niveau

d'espérance de vie ; le niveau d'éducation appréhendé par le taux d'alphabétisation et le nombre moyen d'années d'études ; le niveau de revenu moyen obtenu à partir du PIB par habitant corrigé par la non-prise en compte des revenus les plus élevés.

- Une autre limite du taux de croissance tient à des problèmes de mesure. On sait que le PIB ne mesure qu'une partie de la production économique en excluant une partie de l'économie informelle et il ne tient pas compte également des activités domestiques.
- Il existe encore une autre difficulté de mesure. On a expliqué auparavant que dans le PIB on élimine l'influence des prix sur la croissance pour ne conserver que l'augmentation des quantités mesurées en valeur, mais des produits nouveaux apparaissent d'une période à l'autre alors qu'ils n'ont pas de prix lors de la période de base, tandis que d'autres disparaissent. En outre, les prix relatifs entre les biens peuvent se modifier. Cette difficulté de mesure oblige les organismes des statistiques de réviser régulièrement les comptes nationaux en procédant à des changements de période de base (celle à partir de laquelle se calculent les évolutions en volume).

Malgré toutes ces limites et en tenant compte de leurs conséquences, l'analyse de la croissance économique à travers ses facteurs et ses sources représente une étape importante en direction d'une meilleure connaissance du phénomène étudié.

Section.2 : Développement théorique des modèles traditionnels de la croissance économique :

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance économique et des fluctuations cycliques à la période de la grande dépression des années 1930. A cette époque l'attention des théoriciens comme des hommes politiques avait été orientée vers les problèmes de courte période, il s'agissait alors de rechercher les causes de la crise et de trouver les moyens de restaurer le plein-emploi.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la question du chômage n'offrait plus le même caractère d'urgence. Mais celui du développement à long terme et de ses perspectives dans le cadre d'une économie centrée sur un système d'accumulation du capital qui a entraîné une diminution du taux de rendement du capital et sombrer dans le sous-emploi, comme le craignait J.M.Keynes⁶.

⁶ KIICHIRO Chris, KOGIKU, « Introduction aux modèles macroéconomiques », Sirey, Paris, 1971, P.157.

Aussi bien n'est-il pas surprenant que l'étude des conditions d'une croissance équilibrée au niveau du plein-emploi a été effectuée à l'aide des instruments d'analyse keynésienne. En effet, les premiers modèles post-keynésiens de Harrod et Domar définissent ces conditions mais d'une façon stricte qui exclue les ajustements par les prix et la flexibilité des techniques de production à fin de permettre de faire ressortir le caractère instable de tout processus de croissance. Cependant ce modèle est considéré comme un modèle pessimiste quant à la possibilité d'une croissance durable assurant le plein-emploi. Cette considération est due principalement aux problèmes de rigidité et de coordination identifier par Keynes. Des problèmes que nous allons détailler par la suite.

En réaction au modèle de Harrod-Domar, les néoclassiques proposent à travers Robert Solow en 1956, un modèle de croissance qui est à la base des modèles contemporains. Le modèle de Solow est un modèle de nature optimiste car il conçoit que la croissance équilibrée peut être durable et stable. Cet optimisme ne peut se réaliser que par la présence de facteurs exogènes tels que l'augmentation de la population et le progrès technique.

Cependant, la simplicité du modèle de Harrod-Domar et l'optimisme posé par le modèle de Solow dans la question de la croissance équilibrée a fait introduire un véritable débat dans la plupart des nouvelles théories de la croissance qui ne partagent pas les mêmes avis que de ceux des théories traditionnelles de croissance.

Les débats s'appuient sur des sources de critiques telles que, le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer, ou encore, le taux de croissance de long terme d'une économie soit donné et déterminé par des variations exogènes du progrès technique et par la progression de la population, ce qui donne à ce modèle une insatisfaction claire vis-à-vis de l'évolution des comportements des agents économiques.

Dans le but d'analyser le développement théorique des principales phases des modèles traditionnels de croissance économique. Cette deuxième section s'articule autour de trois grandes approches : les théories classiques, keynésiennes et néoclassiques.

2.1. Le modèle de croissance chez les classiques :

Si les évolutions les plus récentes de la théorie de la croissance économique tendent vers une parfaite explication de cette dernière, c'est grâce au rapprochement qui a pu s'opérer avec les courants les plus anciens de la pensée économique.

Ainsi, les auteurs classiques ont posé les premiers repères d'une théorie de la croissance. Ils insistaient tous sur le rôle fondamental de l'accumulation du capital dans la croissance économique, c'est-à-dire la quantité de moyens de production mis à la disposition des travailleurs. Ainsi, l'augmentation de la richesse par tête provient de celle du capital par tête. Dans cette dynamique, le taux de profit joue un rôle de première place.

Cependant, la plupart des économistes de l'école classique pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable car toute production devait, selon eux, inexorablement converger vers un état stationnaire. Nous commencerons par évoquer les raisons de cette pensée à travers les évolutions contextuelles de l'école classique :

2.1.1. La division internationale d'Adam Smith (1776) :

Si Adam Smith développe dès les premières pages de son livre (*la richesse des nations*) la présentation et l'analyse de la division de travail et de ses effets c'est parce qu'il considère que cette dernière est un facteur et un élément principal de la croissance économique. Selon Smith, la division du travail augmente la productivité du travail pour trois raisons simples :

- Accroissement de l'habileté de chaque ouvrier ;
- Disparition des pertes de temps qui accompagnaient le passage d'une opération à une autre ;
- Invention de machines qui facilitent et abrègent le travail et qui permettent à un homme de fournir le travail de plusieurs.

Cette division du travail doit être comprise de manière très large parce qu'elle porte non seulement sur la division des travaux élémentaires mais aussi sur la division verticale du travail (séparation du travail de conception et d'exécution) et sur la division du travail entre firmes (spécialisation). Cette dernière se trouve renforcée par la participation du pays dans le commerce international. L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée qui dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché.

2.1.2. Le principe de la population de Thomas Malthus (1796) :

Dans son essai sur le principe de population, Malthus considère que la croissance est limitée en raison de la pression démographique qui conduirait l'économie à un point où les travailleurs atteindraient un niveau minimal de subsistance.

Le travail est rémunéré par le salaire, qui ne peut être inférieur au niveau de subsistance par peur d'une forte mortalité ou d'un déclin de la population. Par contre, lorsqu'il est supérieur,

entraîne une expansion démographique. Celle-ci à son tour détend la situation sur le marché du travail, ramenant le salaire à son niveau de subsistance, ce qui permet le développement de la population. Ce mécanisme de régulation par la démographie, qui est au centre de la théorie de Malthus, peut être placé dans une dimension plutôt sociale qu'économique. Mais cette théorie est aussi considérée chez les autres auteurs classiques dans leurs analyses sur la création de richesse⁷.

2.1.3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817) :

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt, Ricardo a démontré la dépendance de la croissance économique au concept de rendement décroissant, c'est-à-dire qu'au fur et à mesure que le capital s'accumule le retour sur les investissements diminue.

Ce concept est démontré à partir d'une approche Ricardienne, d'une économie unisectorielle (agricole), précisant que la terre est un facteur fixe (facteur à quantité inchangée) et source d'une rente pour ses propriétaires, contrairement aux deux autres facteurs (travail et capital). Ricardo affirme dans ce modèle que plus des terres sont exploitées pour faire face à l'accroissement de la population, moins elles seront fertiles et les rendements diminueront. L'exploitation des ressources est donc rentable pour un petit nombre de personnes mais lorsque la population augmente et nécessite l'exploitation d'autres ressources, celles-ci sont moins productives. Cette théorie rejoint celle de Thomas Malthus qui soutient que la hausse de la population engendre la réduction des ressources disponibles.

En effet, si les ressources sont de moins en moins disponibles, le coût de production va donc s'élever entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière ce qui provoque une baisse tendancielle du profit jusqu'à atteindre le niveau auquel cesse l'investissement. L'arrêt de l'investissement entraîne celui de la croissance économique, on atteint ainsi, l'état stationnaire.

Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les profits de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

2.1.4. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit selon Marx (1844) :

En considérant que la croissance économique n'est pas un phénomène durable, les conclusions de Karl Marx rejoignent celles des classiques. Mais l'analyse de ce dernier est sans

⁷ Paul SAMUELSON & William NORDHAUS, « Economie », Chapitre 17 : Le processus de croissance économique, éd : Economica, 2000, Paris, pp.521-524.

doute la plus riche sur ce thème que celle des classiques. L'originalité de cette analyse trouve sa source dans la généralisation, à tous les secteurs, de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit⁸ qui constitue un élément fondamental à la composition organique du capital.

Selon Marx, cette composition connaît une progression rapide pendant la croissance. Les salaires progressent peu, alors que le progrès technique conduit à une augmentation du nombre d'équipement par travailleur. Le taux de plus-value peut également croître, en raison en particulier du progrès technique, mais Marx estime qu'il ne peut augmenter que faiblement. Ainsi le taux de profit ne peut que diminuer à long terme.

En fait, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires minimum) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste.

Pour résumer la vision des classiques par rapport à la croissance économique, on peut dire que l'apport des classiques ne constitue pas en lui-même une théorie de la croissance basée sur des modèles formelle. Il s'agit, en fait, d'un ensemble d'idées rentrant dans un cadre plus global qui touche à l'analyse de l'activité économique dans son ensemble notamment à travers l'explication des agrégats tels que, la valeur, l'état stationnaire, la division du travail, le commerce extérieur etc.

2.2. Le modèle de Harrod et Domar (l'approche Keynésienne) :

Lors d'un contexte d'instabilité du capitalisme créée par la crise de 1929, la théorie keynésienne s'est démarquée par la construction des premiers modèles économiques formalisés de la croissance. Les auteurs post-keynésiens à leurs têtes, Evsey Domar (1942) et Roy Harrod (1947) sont à l'origine de ces modèles. Ils discutent de la possibilité d'une croissance équilibrée, où la demande croît au même rythme que les capacités de production, ce qui garantit le plein-emploi. Cependant, ils visent à faire ressortir le caractère instable de tout processus de croissance économique, en particulier le fonctionnement spontané des économies de marché qui débouchent presque inévitablement sur le chômage.

Selon Keynes dans la théorie générale (1936), les caractères instables du processus de croissance sont dus à deux raisons principales : des rigidités nominales qui interdisent aux salaires et aux prix de s'ajuster ; des défauts de coordination qui conduisent les agents à avoir des

⁸ Le taux de profit : est défini chez Marx par le rapport entre la plus-value (pl) et l'ensemble du capital avancé (capital constant, noté c, défini comme la somme de la dépréciation du capital et des matières nécessaires pour produire et capital variable, noté v, correspondant aux salaires versés aux travailleurs) $\pi \frac{pl}{c+v}$.
Source : Marc MONTOUSSE, Analyse économique et histoire des sociétés contemporaines, éd : Bréal, 2007, p.180.

anticipations de dépenses dont la somme ne permettra pas le plein usage des capacités d'offre notamment de la main-d'œuvre⁹.

Il faut signaler que Harrod et Domar prolongent les critiques invoqués par Keynes et au même temps, utilisent ses mécanismes qui ne portaient que sur le court terme et dans lequel les capacités de production sont fixées. En fait, le modèle de Harrod et Domar ne pose pas que la question de la stabilité de la croissance mais également celle de ses sources.

Ils arrivent par des voies détournées, à la réponse simple suivante : à condition que le taux d'épargne national (part du revenu épargnée) soit égal au produit du coefficient de capital et du taux de croissance de la force de travail (effective). Sous cette seule condition, une économie pourrait équilibrer son stock de capital et son offre de travail de telle sorte que la croissance ainsi équilibrée pourrait se perpétuer sans insuffisance d'offre de travail ni excès d'offre de travail et chômage croissant.

Le doute de cette hypothèse s'installe dans la possibilité de fixer trois variables sur une longue période : taux d'épargne, taux de croissance de la force de travail et coefficient de capital. Le taux d'épargne était une donnée liée aux préférences des agents ; le taux de croissance de l'offre de travail était une donnée démographique et sociologique et enfin, le coefficient de capital était une donnée technologique et technique. Chacune de ces données pouvait varier dans le temps plus ou moins de façon indépendante. Dans ce cas, la réalisation d'une croissance équilibrée devait avoir des circonstances vraiment miraculeuses.

Cette conclusion laisse Harrod et Domar très pessimistes quant à la possibilité d'une croissance durable et assurant le plein emploi. Il est donc clair que le modèle montre qu'il n'y a aucune raison que la croissance soit équilibrée et qu'une telle situation est très improbable.

Cependant, ils n'attribuent pas cela à des facteurs techniques mais aux problèmes de rigidités et de coordination identifiés par Keynes. En particulier, il n'existe pas de lieu où les agents puissent se communiquer leurs projets d'investissement et coordonner leurs anticipations de demande. Ils sont donc éloignés des nouvelles théories qui se concentrent sur la technologie.

La croissance équilibrée serait un chemin étroit, qui ne pourrait être maintenu qu'à l'aide de plusieurs aspects, d'où l'intervention de l'Etat. Une intervention justifiée et démontrée par le principe de l'effet multiplicateur keynésien. Ceci explique également les conclusions de Harrod et Domar en matière d'intervention des pouvoirs publics dans l'activité économique pour assurer

⁹ Dominique GUELLEC & Pierre RALLE, « Les nouvelles théories de la croissance », éd : La découverte, 2003, Paris, p.30. Source : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. J.M.Keynes.

la relance de la demande dont les effets positifs devraient permettre l'utilisation des capacités de production inemployées.

Démonstration du modèle :

Nous rappelons que la modèle repose sur l'hypothèse d'une rigidité du coefficient de capital ($v = K/Y$), il faut augmenter dans les même proportions la quantité de travail et de capital pour produire d'avantage. Pour cela, une hausse de l'investissement est nécessaire, mais elle a deux effets indépendants :

- Un effet de revenu sur la demande (multiplicateur keynésien) ;
- Un effet de capacité, c'est-à-dire une hausse de l'offre dans une proportion fixée par le coefficient de capital.

2.2.1. Le modèle de Domar (1946) :

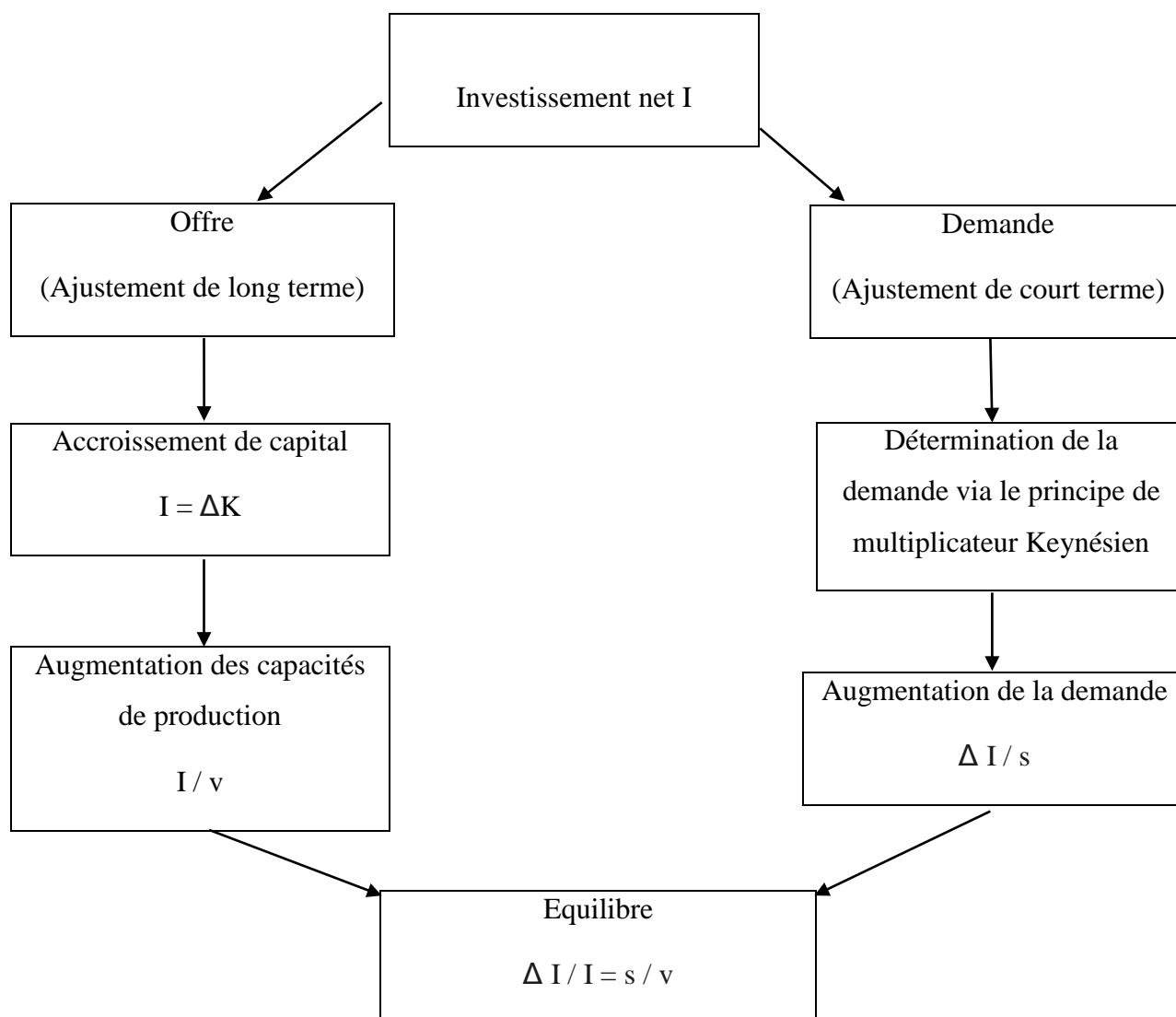
Le point de départ de Domar est de considérer que l'investissement est à l'origine d'une double influence sur la croissance économique¹⁰.

Du côté de la demande (à court terme), c'est la variation du montant de l'investissement qui déterminé par le biais de principe du multiplicateur keynésien ($\Delta I \rightarrow Y \rightarrow R \rightarrow C$ et S), le niveau de revenu et de la demande globale. L'effet revenu associé à une augmentation de l'investissement $\Delta I = \Delta I [1/(1-c)]$ c'est-à-dire $\Delta I [1/s]$ où $s = 1-c$, sachant que c et s représentent respectivement les propensions marginales à consommer et à épargner.

De côte de l'offre (à long terme), c'est l'investissement qui accroît la capacité de production. L'effet capacité stipule que l'investissement doit engendrer une stimulation de la capacité de production, via le mécanisme de l'accélérateur. L'investissement accroît les capacités de production dans une proportion égale à $1/v$ où v est le coefficient de capital et correspond à l'inverse de la productivité moyenne du capital soit $v = K/Y$ (où K est le stock de capital et Y la production). L'effet de capacité est donc égal $I(1/v)$.

¹⁰ Pierre Alain MUET, « Les théories contemporaines de la croissance », revue de l'OFCE, 1993, p.14.

Figure 4 : Schéma du modèle de Domar.



Dans le schéma ci-dessus, on remarque que le taux de croissance de l'investissement pour lequel les deux effets (offre et demande) se compense, de telle façon que la progression de l'offre et celle de la demande soient compatibles. La condition d'équilibre est donc :

$$\Delta Y = \Delta I/s \text{ et } \Delta Y = I/v$$

Il devient donc :

$$\Delta I / I = s/v$$

Mais en regardant $\Delta Y = \Delta I/s$ et $\Delta Y = I/v$, on constate que l'effet d'offre de l'investissement est proportionnel à cet investissement, alors que l'effet sur la demande est proportionnel à la variation de l'investissement, ce qui laisse supposer que rien ne garantit que la croissance de la demande soit suffisante pour valider la croissance de l'offre. Rien ne garantit donc que la croissance soit équilibrée.

Plus précisément, en postulant, comme le fait Domar, que le coefficient de capital est constant, le taux de croissance de l'investissement est égal au taux de croissance $\Delta I / I = g$, l'équation signifie donc que pour que la croissance soit équilibrée, il faut qu'elle soit égale au rapport s/v . Or, la propension à épargner, le coefficient de capital et le taux de croissance de la production sont indépendants les uns des autres. Il n'y a donc aucune raison pour que le taux de croissance permettant une croissance équilibrée se réalise.

En particulier, Domar distingue deux situations :

- Si l'augmentation de la demande est supérieure à l'augmentation de l'offre, c'est-à-dire si $g > s/v$, alors le déséquilibre engendrera de l'inflation ;
- Si l'augmentation de la demande est insuffisante par rapport à celle de l'offre, c'est-à-dire si $g < s/v$, alors le déséquilibre engendrera une crise déflationniste.

Autrement dit, en partant d'un niveau d'investissement d'équilibre, correspondant à une situation de plein emploi, si l'investissement croît à un taux inférieur à s/v , alors les capacités de production augmenteront plus que la demande ce qui résulte un chômage. C'est cette situation qui paraît la plus probable à Domar, parce qu'il était marqué par la crise de 1929. Il trouve ainsi en longue période, les conclusions que Keynes formulait pour la courte période (l'équilibre de sous-emploi est le plus probable dans une économie de marché).

Domar retrouve également Keynes dans les conclusions relatives à l'Etat et à son rôle essentiel de régulateur de la demande globale. En effet, l'équation $\Delta Y = m \times \Delta I$ (où le multiplicateur d'investissement m vaut $\frac{1}{1-c}$) est valable pour toute dépense autonome. L'Etat peut ainsi stimuler la demande, sans augmenter l'investissement et donc sans accroître les capacités d'offre restaurant ainsi l'équilibre de plein emploi. De même, l'Etat peut modifier par sa politique fiscale, notamment la répartition des revenus de manière à accroître les revenus des plus pauvres, qui épargnent également le moins, au détriment des plus riches. Cela a pour effet de diminuer la propension à épargner de l'économie, le ratio $\frac{s}{v}$ baisse.

Ce modèle reste quand même limité au sens où il n'est pas un modèle réellement dynamique. En particulier, il prend en compte qu'un seul facteur dans la fonction de production, à savoir le capital en négligeant le facteur travail qui est très important. Et en plus il n'incorpore aucune fonction d'investissement, il ne fait que transposer deux conditions d'équilibre de courte période sur la longue période.

Le modèle de Roy Harrod, en incorporant une fonction d'investissement élémentaire, dépasse en partie cette limitation qui est celle de Domar, même si leurs conclusions sont proches.

2.2.2. Le modèle de Harrod :

Le modèle de Harrod est considéré comme le modèle de référence de la théorie keynésienne de la croissance économique. Selon P.A. Muet¹¹, ce modèle s'est construit en posant deux problèmes, dont l'un est la stabilité de la croissance, l'autre est la possibilité de maintenir le plein emploi.

Pour vérifier ces deux problèmes, Harrod a travaillé sur l'hypothèse de l'existence d'un taux de croissance garanti de l'économie (g_w). Le taux de croissance garanti est le taux de croissance qui permet à l'économie de suivre un sentier d'équilibre. Sur ce sentier de croissance, les agents économiques planifient en permanence un montant d'investissement qui correspond exactement à la fraction du revenu national qui a été épargnée.

Pour déterminer la valeur de g_w , Harrod associe les deux effets principaux qui dans les modèles macroéconomiques lient l'investissement et la consommation, à savoir, le mécanisme du multiplicateur (effet de demande) et le principe de l'accélérateur (effet d'offre) :

- Premièrement, l'effet du multiplicateur durant la période de sous-emploi vise l'orientation du système par une politique économique réduisant la propension à épargner (s) des agents qui se traduit par une décision d'investissement assurée par les dépenses publiques ;
- Deuxièmement, le taux d'intérêt peut être utilisé comme un moyen pour agir sur l'intensité capitalistique de l'investissement, par un effet sur coût, et donc de manière indirecte sur le coefficient de capital (v) requis pour les entrepreneurs.

A partir de ces deux mécanismes, le taux de croissance garantie s'écrit de la manière suivante : $g_w = \frac{s}{v} = n$ (taux de croissance naturel)

Or, ce taux de croissance garantie a peu de chance de se réaliser. Sa réalisation empirique implique l'égalité entre trois types de taux de croissance :

$$g_e = g_w = g_n$$

« g_e » est le taux de croissance effectif (taux de croissance observé sur une période) ; « g_w » taux de croissance garantie et le « g_n » taux de croissance naturel, qui correspond à $n + a$.

¹¹ Ibid., pp. 15-17.

Où :

- n : dépend de la croissance démographique puisque le coefficient de travail (L/Y) est stable par hypothèse de fonction de production.
- a : correspond au taux de croissance de la productivité de travail (ce taux intègre également l'hypothèse d'un effet qualitatif du facteur travail).

On a donc : $gn = n + a$

En ajoutant les anticipations de croissance dans la détermination de l'investissement, Harrod arrive à la conclusion que la relation précédente déterminant le taux de croissance par rapport du taux d'épargne au coefficient de capital (taux garanti) est fondamentalement instable.

En réalité, il n'existe pas un mécanisme spontané permettant de faire diriger la croissance effective vers la croissance garantie. Au contraire, les écarts ont tendances à ce creuses car ils sont cumulatifs. Harrod utilise ainsi, l'expression « croissance sur le fil de rasoir » : les anticipations des agents (y^e) ont tendances à accentuer les déséquilibres plutôt que de les réduire.

C'est la faiblesse de la demande qui est à l'origine de la baisse de ces anticipations. Pour réviser cette situation de baisse d'anticipation, il suffit que l'Etat crée une demande à travers l'augmentation des dépenses publiques (G).

Pour Harrod, l'intervention de dépense publique a pour effet d'optimiser la liaison entre la croissance et le plein-emploi. Il dégage alors un paradoxe qu'il amène au cœur de l'opposition entre théorie keynésienne et classique. Ainsi l'économie qui se trouve en situation de chômage keynésien revient de façon systématique dans une zone de chômage classique où les anticipations sont révisées à la hausse.

En confrontant le taux de croissance garanti qui équilibre l'offre et la demande sur le marché des biens et services et le taux de croissance naturel qui permet de maintenir l'équilibre du marché du travail :

$$ge = gw > gn,$$

En confrontant ces deux taux de croissance, le rythme élevé de croissance pourra permettre de réduire le chômage, après une importante récession. Mais lorsque l'économie tend vers le plein emploi, le taux de croissance effectif (ge) sera limité par le gn (taux de croissance naturel), ce qui fait que la croissance réelle devient inférieure au taux garanti. Harrod en déduit, en s'appuyant sur l'instabilité précédemment évoquée, que l'économie tendra peu à peu vers la dépression du fait d'une insuffisance de la demande.

2.3. Les modèles de croissance dans la représentation néoclassique :

Face au modèle keynésien de Domar et Harrod, qui montrent le caractère profondément instable de la croissance économique suite aux problèmes de rigidité de la fonction de production en raison de ses coefficients fixes. Les auteurs de la théorie néoclassique proposent un modèle de croissance qui permet une plus grande marge de flexibilité et de substitution entre les facteurs de production¹² et qui permet également de garantir l'existence et la disponibilité d'une infinité de combinaisons productives, tout en conservant l'essentiel du paradigme Walrasien¹³ : productivité marginale, concurrence parfaite, ajustement par les prix, rendements non croissants...

Pour les néoclassiques, la flexibilité des prix, des salaires et des intérêts fait tendre le modèle vers l'équilibre, puisque la concurrence sur tous les marchés offre les mécanismes automatiques d'ajustement aux quantités. Une flexibilité qui peut résoudre les problèmes de coordination des agents économiques et assuré le plein emploi des capacités de production.

Ce modèle a été développé successivement par Ramsey (1928), Solow (1956), Swan (1956), Cass (1965) et Koopmans (1965). Parmi ces auteurs néoclassiques, Robert Solow (prix Nobel en 1987)¹⁴ est celui qui a apporté le plus de réponses aux prédictions pessimistes de Domar et Harrod, en construisant un modèle de croissance équilibrée qui dépasse la rigidité de la technique de production que ces derniers retenaient.

D'inspiration néo-classique, le modèle de Solow se fonde sur une fonction dynamique de production à deux facteurs substituables dans le temps : le capital (K) et le travail (L). Ainsi, la fonction de production du modèle néoclassique s'écrit de la façon suivante :

$$y(t) = f[K(t), L(t)]$$

La production résulte donc exclusivement de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre) dans un temps donné. Pour Solow, l'hypothèse de substituabilité de ces facteurs est particulièrement importante car elle montre que la croissance mène au plein-emploi. Par exemple, s'il y a du chômage le prix du travail baisse. Profitant des faibles salaires, les entrepreneurs peuvent remplacer du capital par du travail et donc crée des nouveaux emplois, ce qui mène à une diminution du chômage.

¹² Dwight H. PERKINS, Steven RADELET et David L. LINDAUER, « Economie de développement », Traduction de la sixième édition américaine par Bruno Baron-Renault, éd : Ouvertures économiques, Paris 2008, p. 149.

¹³ Rémy HERRERA, « Dépenses publiques et croissance économique pour sortir de la science-fiction néoclassique », éd : L'Harmattan, Paris, 2010, p.32.

¹⁴ Robert Solow est considéré comme la figure pensante de la théorie néoclassique de la croissance économique. Il a eu un prix Nobel en 1987, après avoir publié un article intitulé : *A Contribution to the Theory of Economic Growth* » qui est paru en 1956 dans le Quarterly Journal of Economics.

Cependant, l'augmentation des facteurs de production (capital, travail) explique qu'une part de la croissance, car il est remarqué que dans le processus de production, et à un moment donné, ces facteurs connaissent séparément des rendements décroissants¹⁵ à un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production.

Toutefois, Solow note que sur le long terme cette situation est irréaliste car les économies modernes n'atteignent jamais le stade des rendements décroissants, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

Autrement dit, la plus grande part de la croissance est due à un facteur résiduel, à savoir le progrès technique, dont on ne connaît pas vraiment l'origine parce qu'il est considéré comme une variable exogène, que le modèle ne l'explique pas mais la considère comme donnée.

Le fondement de Solow attribue donc l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logistiques, infrastructures...). Lorsque l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existant, chaque travailleur peut produire d'avantage parce qu'il dispose d'un équipement plus performant.

Avant de passer à la présentation dynamique du modèle de Solow, il est important de noter que la grande force qu'a eu ce modèle, de par son influence sur les analyses de la croissance économique, réside dans la reproduction de la pluparts des faits stylisés de Kaldor¹⁶ :

- Le revenu par tête croît de façon continue ;
- Le capital par tête est croissant au cours du temps ;
- Le taux de rendement du capital est constant sur longue période ;
- Le rapport capital/produit est constant sur longue période ;
- Les parts du capital et du travail dans le revenu national sont constantes ;
- Les taux de croissance de la productivité du travail différent entre les pays.

Démonstration du modèle de Solow :

Dans sa version la plus simple, le modèle de Solow montre comment l'accumulation de l'épargne, la croissance démographique et le progrès technique influe sur le niveau de la

¹⁵ Loi des rendements décroissants (connue également sous le nom de loi de proportion variable, loi des rendements non proportionnels ou loi des rendements marginaux décroissants) : est le principe selon lequel le rendement marginale obtenu par l'utilisation d'un facteur de production supplémentaire (terre, capital, travail) diminue toutes choses égales par ailleurs (les autres facteurs restants fixes). Référence : <https://www.alternatives-economiques.fr/loi-rendements-decroissants/00068037>.

¹⁶ Gilles de TRUCHIS, « La croissance et le modèle de Solow », 2014, p.13, www.Varennes-ecofin.com/materials.

production et sa croissance au fil du temps. Pour démontrer cette influence, Solow a structuré son modèle à partir des hypothèses suivantes :

- *Hypothèse 1* : Les pays produisent un seul bien homogène $Y(t)$ qui sert à la consommation $C(t)$ et à l'investissement $I(t)$, en vue de créer ou d'accroître le capital physique.

$$Y(t) = C(t) + I(t) \quad (1)$$

- *Hypothèse 2* : La production se fait en concurrence pure et parfaite de façon que la valeur de cette production permette de rémunérer exactement le capital et le travail. En d'autres termes, la rémunération d'une unité de capital est égale à la productivité marginale de capital (Pmk) et la rémunération d'une unité de travail est égale à la productivité marginale de travail (PmL). En notation mathématique, nous écrivons :

$$Y(t) = pmK.K(t) + pmL.L(t) \quad (2)$$

- *Hypothèse 3* : Le progrès technologique de production est exogène et peut être représenté par une fonction de production néoclassique basée sur des facteurs substituables utilisés jusqu'ici :

$$Y(t) = f[K(t), L(t)] \quad (3)$$

L'intégration du progrès technologique dans cette fonction de production est comme suite :

$$Y(t) = f[K(t), L(t) \times a] \quad (3.1)$$

Où a représente la variable de l'efficacité de travail. Celle-ci reflète l'état des connaissances de la société considérée sur les méthodes de production.

Le terme $(L(t) \times a)$ mesure donc le nombre des travailleurs efficaces dans un temps donné. En d'autre terme L mesure le nombre de travailleurs dans une population active alors que $L \times a$ mesure à la fois le nombre des travailleurs dans une économie et la technologie qu'ils utilisent.

A travers cette hypothèse Solow, critique la neutralité du progrès technique au sens de Harrod, qui considère l'implication de cette variable par une simple augmentation du nombre d'unités de travail, or qu'il faut remplacer le taux de croissance de la population active par le taux de croissance de la population active plus celui de son efficacité.

- *Hypothèse 4* : Dans le modèle de Solow, la demande du secteur productif émane de la consommation et de l'investissement. Autrement dit, la production par travailleur y se répartit entre la consommation par travailleur c et l'investissement par travailleur i :

$$y(t) = c(t) + i(t) \quad (4)$$

Cette équation n'est autre que l'identité comptable de revenu national de l'économie. On peut remarquer qu'elle omet les dépenses publiques (que ce modèle a pour l'instant ignorées) ainsi que les exportations nettes. En générale, c'est une économie fermée qui exprime y , c et i en termes de quantités par travailleur. A partir de là, Solow fait l'hypothèse que la fonction de consommation qui est une fonction de consommation de type Keynésienne a la forme simple suivante :

$$C(t) = cY(t) \Rightarrow s(t) = (1 - c)Y(t) = sY(t) \quad (4.1)$$

Elle peut également prendre la forme suivante :

$$c(t) = (1 - s)Y(t) \quad (4.2)$$

Où c : est la proportion marginale à consommer. Et s : est le taux d'épargne à une valeur comprise entre 0 et 1.

Cette fonction de consommation indique que la consommation est proportionnelle au revenu. Chaque année, une fraction $(1 - s)$ du revenu est consommée et une fraction s épargnée. Notons que cette fraction épargnée peut, au niveau d'un pays, être influencé par les différentes politiques économiques mises en œuvre.

- *Hypothèse 5* : Le taux de participation à l'emploi de la population est constant. Si la population croît au taux n , l'offre de travail $L(t)$ augmente aussi à ce taux n . Cela mène à dire que la croissance de la population dans le temps fait augmenter l'offre de travail.

$$\frac{dL(t)}{L(t)} = n \quad (5)$$

Dans cette hypothèse, Solow considère le chômage comme presque nulle, puisque si l'offre de travail est très importante, le taux de salaires s'ajuste en diminuant. Inversement, si l'offre de travail est trop faible, le taux de salaire augmente.

2.3.1. Accumulation de capital sans progrès technique :

Rappelons que dans le modèle de Solow, il y a qu'un seul bien en économie. Ce bien est produit, consommé et investi en vue de créer ou d'accroître le capital. A cet égard, le processus d'accumulation du capital, par lequel est défini la croissance de l'économie, est assuré par le réinvestissement de l'épargne. Sous condition que le taux de ce dernier est constant dans le temps.

On obtient alors l'équation suivante :

$$s = I(t) \text{ or } s = sY(t) \text{ (Identité d'une économie sans Etat)} \Rightarrow I(t) = \Delta K(t) = sY(t) = sf[k(t), l(t)] \quad (6)$$

Plus le volume du capital Δk est important, plus les niveaux de la production fk et de l'investissement I sont élevés. Pour Solow, cette équation qui intègre à la fois les fonctions de production et de consommation, relie le stock du capital existant à l'accumulation du capital nouveau.

Par ailleurs on sait que :

$$k(t) = \frac{K(t)}{L(t)} \Rightarrow \log k(t) = \log K(t) - \log L(t) \quad (6.1)$$

D'où :

$$\frac{d \log(k(t))}{dt} = \frac{d \log(K(t))}{dt} - \frac{d \log(L(t))}{dt} \text{ donc: } \frac{\Delta k(t)}{k(t)} = \frac{\Delta K(t)}{K(t)} - n \quad (6.2)$$

On prenant en compte l'hypothèse 5, le taux de croissance du travail offert est constant, et si n est

ce taux de croissance :

$$n = \frac{d \log(L(t))}{dt} \quad (6.3)$$

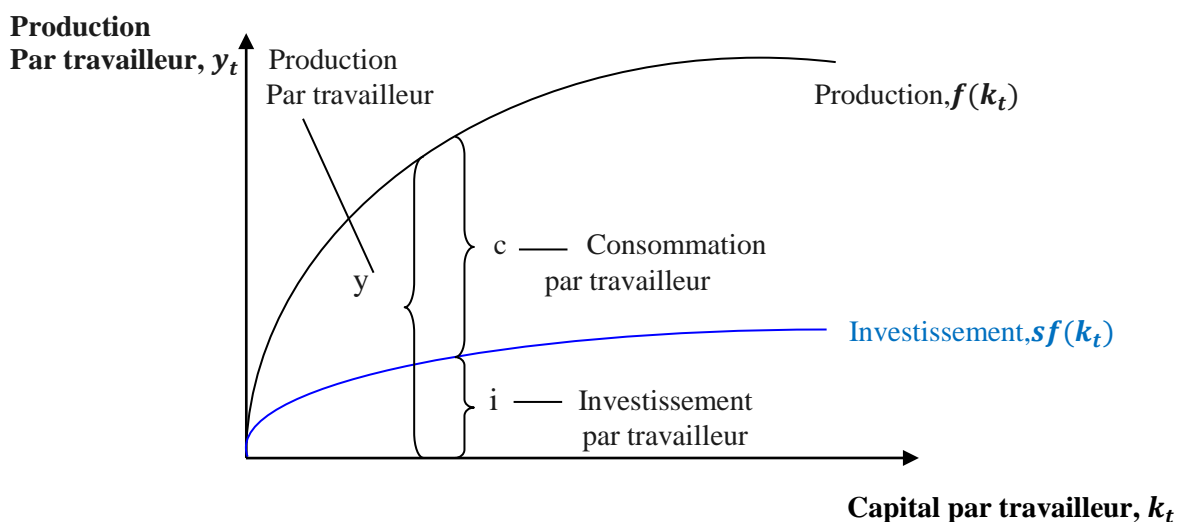
On peut écrire l'égalité de l'équation (6.2) de la façon suivante :

$$\Delta k(t) = \frac{I(t)}{K(t)} k(t) - nk(t) \text{ Ou : } \Delta k(t) = \frac{I(t)}{K(t)} \frac{K(t)}{L(t)} - nk(t) \quad (6.4)$$

$$\text{Soit : } \Delta k(t) = \frac{sf[K(t),L(t)]}{L(t)} - nk(t) \quad (6.5)$$

La figure 1, représente graphiquement comment le taux d'épargne s détermine la répartition de la production entre la consommation et l'investissement pour toute valeur donnée de k .

Figure n 5 : Taux d'épargne, consommation et investissement



Cette figure, établit la liaison entre la production, l'investissement et la consommation. Pour tout niveau de capital $k(t)$, la production est $f(k(t))$, l'investissement $sf(k(t))$, et la consommation $f(k(t)) - sf(k(t))$. Soit $c(t) = (1 - s)y(t)$, où s est le taux d'épargne. La dépense totale s'énonce alors : $y(t) = c(t) + i(t) = (1 - s)y(t) + i(t)$. Soit encore : $i(t) = sy(t) = sf(k(t))$ l'investissement par tête est égal à l'épargne par tête.

Après l'application du réinvestissement de l'épargne, il y a un deuxième élément qui provoque la variation du stock de capital : le taux d'amortissement (δ). Pour introduire l'amortissement dans le modèle, il est supposé qu'une fraction donnée δ du stock de capital devienne obsolète chaque année, ce qui donne $\delta k(t)$.

Il est possible donc d'exprimer l'impact de l'investissement et de l'amortissement sur le stock de capital à l'aide de l'équation suivante :

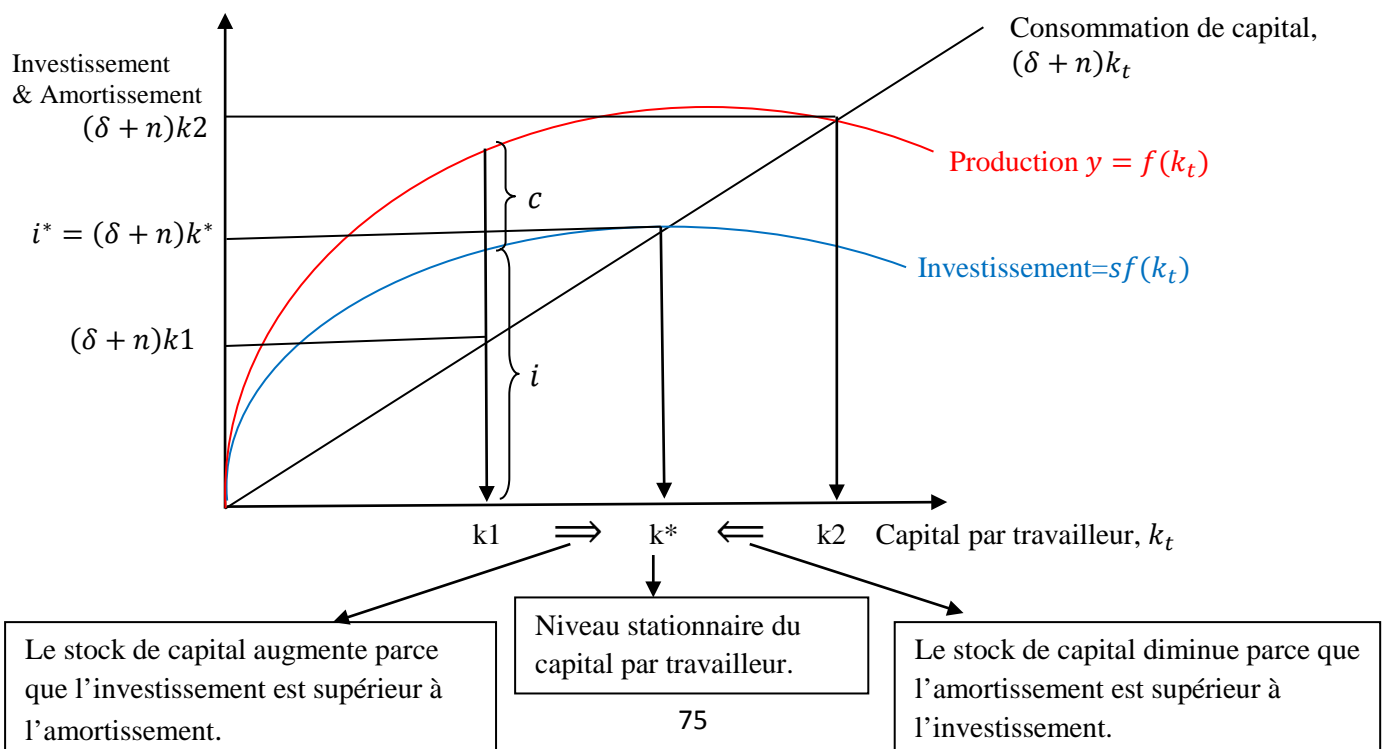
$$\Delta k(t) = I(t) - \delta k(t) \quad (6.6)$$

Les équations (6.5) et (6.6) caractérisent le modèle de Solow, car elles expriment la conclusion dynamique et fondamentale du modèle de la variation du stock de capital. Ce réaménagement peut être écrit comme suit :

$$\Delta k(t) = sf[k(t)] - [(n + \delta)k(t)] \quad (6.7)$$

La figure 2, affiche la relation entre l'investissement et l'amortissement pour divers niveaux du stock de capital $k(t)$.

Figure n 6 : Sentier de la croissance équilibrée



Ce graphique reprend de manière très simple toutes les données de l'économie en fonction du capital par tête. Il indique qu'il existe un seul stock de capital k^* (stock de capital stationnaire) pour lequel le volume de l'investissement est égal au volume de l'amortissement et au taux de participation de la main d'œuvre. En d'autre terme, pour ce niveau du stock de capital, $\Delta k(t) = 0$ de telle sorte que le stock de capital $k(t)$ et la production $f(k(t))$ cessent de croître ou de se réduire et restent constants dans le temps.

Ce niveau de stock de capital est dite stationnaire ou encore l'écart entre les deux courbes : $sf(k_t)$ et $(\delta + n)k_t$. A l'interaction de ces deux courbes nous avons :

$$\frac{\Delta k(t)}{\Delta(t)} = 0 \implies \Delta k(t) = 0, k(t) = k^* (6.8)$$

Si le stock de capital par tête ne change plus à cause de cet état stationnaire, alors il est clair que les différentes grandeurs de l'économie croissent à une vitesse constante (capital par tête, production par tête, consommation par tête ont un taux de croissance nul).

2.3.2. L'état stationnaire du stock de capital :

Comme nous venons de le voir, l'état stationnaire est un phénomène important à deux considérants. D'une part, une économie qui atteint cet état ne bouge plus. D'autre part, une économie qui ne l'a pas atteint tend vers lui. En d'autres termes, quelque soit son stock de capital de départ, toute économie atteint un jour son stock de capital par tête stationnaire (k^*). Ce qui implique que le produit par tête y ne change pas et qu'une fois atteint ce niveau, l'économie est à l'équilibre de long terme.

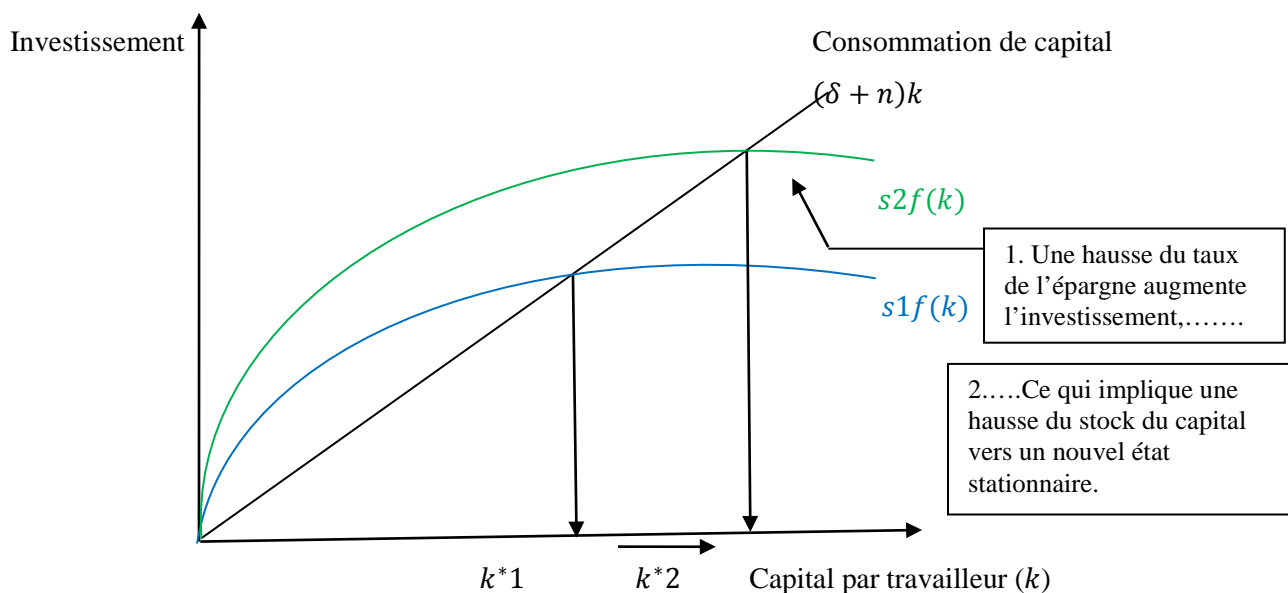
La question qui se pose alors est de savoir quels sont les taux de croissance des diverses variables à l'état stationnaire ? Autrement dit, quel est le régime de croissance d'une économie sur le long terme ?

Le modèle de Solow abouti à plusieurs réponses, la plus importante se résume dans l'influence du taux d'épargne (s) et du taux de croissance démographique (n) sur la détermination du stock de capital d'état stationnaire.

Une hausse du taux d'épargne implique une augmentation du volume de l'investissement pour tout stock de capital donné. « Si le taux d'épargne est élevé, l'économie se dote d'un stock de capital important qui lui permet de produire un volume élevé de production. Si le taux

d'épargne est faible, la modicité du stock de capital ne permet à l'économie que de produire un volume de production moins important »¹⁷.

Figure n 7 : Hausse du taux d'épargne.

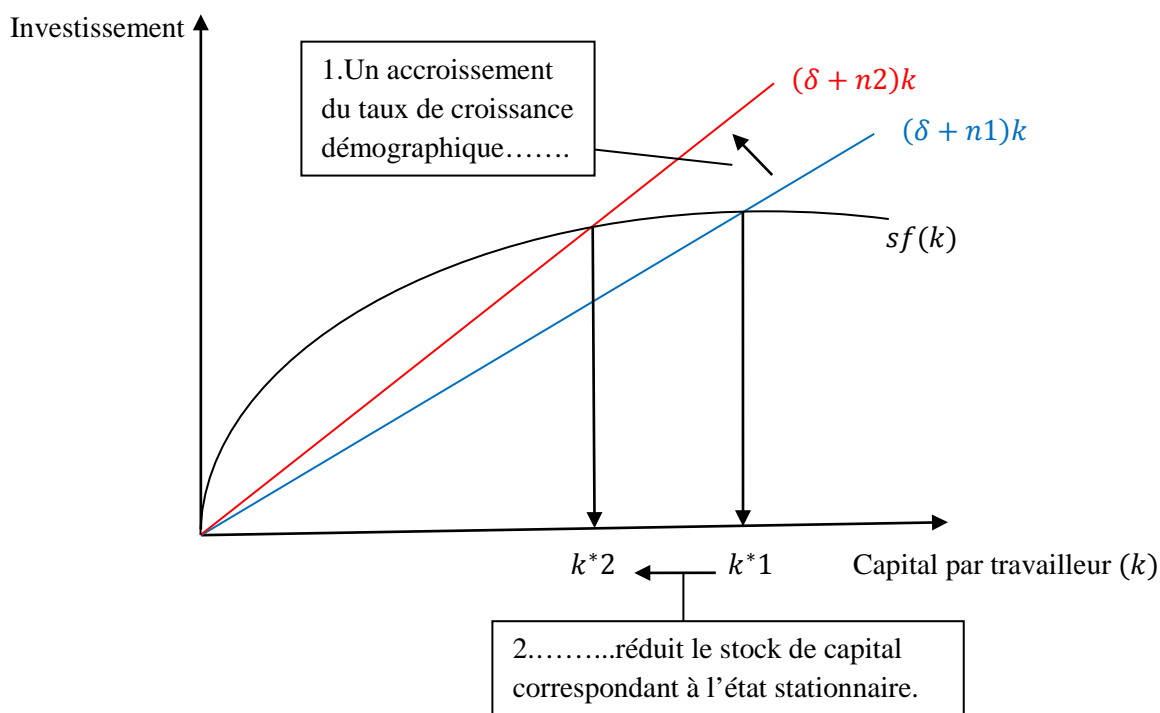


Dans le cas d'une augmentation de l'épargne, il y aura une augmentation du taux d'investissement, qui devient supérieur à la consommation de capital et l'équilibre stationnaire va s'élever. Il existe alors, pour chaque valeur de s , une valeur unique de k^* , constante au cours du temps. $s f(k^*) = (\delta + n)k^*$ (7)

On constate qu'une fois l'économie atteint un niveau de capital par tête égal à k^* , le rythme de croissance de k et de y est égal à n , le taux de croissance de la population. C'est-à-dire qu'une augmentation de n ($n_1 > n_2$) impose une pression plus forte sur l'accumulation du capital en augmentant le dénominateur du capital par tête. L'effet sur l'état stationnaire de l'économie peut de nouveau être analysé par le graphique suivant :

¹⁷ Gregory N. MANKIOW, « Macroéconomie », éd 5: Ouvertures économiques, 2010, Bibliothèque nationale de Paris, p.265.

Figure n 8 : Hausse du taux de croissance de la population



Toute hausse du taux de croissance démographique de (n_1 à n_2) déplace vers le haut la droite représentant la croissance démographique et l'amortissement. Au nouvel état stationnaire k^*2 le volume de capital par travailleur est inférieur à celui de l'état stationnaire initial k^*1 .

Le modèle de Solow prévoit donc que les économies caractérisées par des taux de croissance de population plus élevés sont dotées de volumes de capital par travailleur inférieurs et bénéficient donc de revenus également inférieurs.

Cela nous indique que les niveaux du PIB par habitant sont inversement proportionnels à la croissance démographique. Notons qu'un changement du taux de croissance démographique, tout comme une variation du taux d'épargne, a un effet de niveau sur le revenu par personne mais n'affecte pas le taux de croissance du revenu par personne correspondant à l'état stationnaire.

A ce stade de réflexion, nous avons examiné le modèle de Solow pour montrer comment les taux d'épargne et de croissance démographique déterminent les niveaux stationnaires de capital et de revenu d'une économie. Cette analyse nous mène à penser qu'un taux d'épargne élevé est toujours une bonne chose et qu'une augmentation du taux de la population est toujours une mauvaise chose. Pourtant, si le taux d'épargne d'un pays est de 100%, ce qui induit un stock de capital et un revenu plus élevés, à quoi tout cela sert-il si rien n'est consommé ? D'autant plus s'il y a une forte demande engendrée par une croissance constante de la population.

Cependant Solow a étudié le niveau d'accumulation du capital optimal en termes de bien-être économique, en posant la question : quel état stationnaire les pays doivent-ils choisir ? Il a donc cherché quel est le meilleur sentier, celui où le niveau de la consommation est maximal. Ce niveau, appelé k_{or}^* , est régi par la règle d'or du niveau d'accumulation du capital¹⁸.

2.3.3. La règle d'Or de l'accumulation de capital :

En matière de théorie de la croissance, la règle d'or consiste en une série de paramètres qui caractérisent une économie de façon que la consommation par tête soit la plus grande possible. Mais comme les biens consommés doivent être produits, et comme la production nécessite des investissements (donc de l'épargne), le partage que la règle d'or cherche à résoudre est celui du partage optimal entre consommation et épargne à chaque période.

Ce partage optimal peut alors conduire à rechercher un état stationnaire particulier et à mettre en place les politiques économiques adaptées.

Pour trouver la consommation stationnaire par travailleur, Edmund Phelps repart d'abord de l'identité comptable du revenu national :

$$y = c + i \quad (8)$$

Où c^* peut s'obtenir en rappelant : $c = y - i$ (8.1)

Soit : $c^* = f(k^*) - sf(k^*) = f(k^*) - \delta k^*$ (8.2)

Cette équation nous montre que la consommation stationnaire est la différence entre la production stationnaire et l'amortissement stationnaire. Elle exprime que l'accroissement du capital a deux effets opposés sur la consommation stationnaire : une production accrue, mais une affectation également accrue de cette production au remplacement du capital amorti.

Quand est atteint le stock de capital correspondant la règle d'or, la productivité marginale du capital est égale au taux d'amortissement :

$$PMK = \delta \quad (8.3)$$

- Si $PMK - \delta > 0$, toute hausse du stock de capital accroît la consommation et k^* doit être inférieur au niveau que dicte la règle d'or ;
- Si au contraire, $PMK - \delta < 0$, le capital nouveau fait baisser la consommation et k^* est supérieur au niveau correspondant à la règle d'or.

¹⁸ Edmund PHELPS, « The Golden Rule of Accumulation : A fable for Growthmen », éd : American Economic Review, 51 (septembre 1961), pp.638-643.

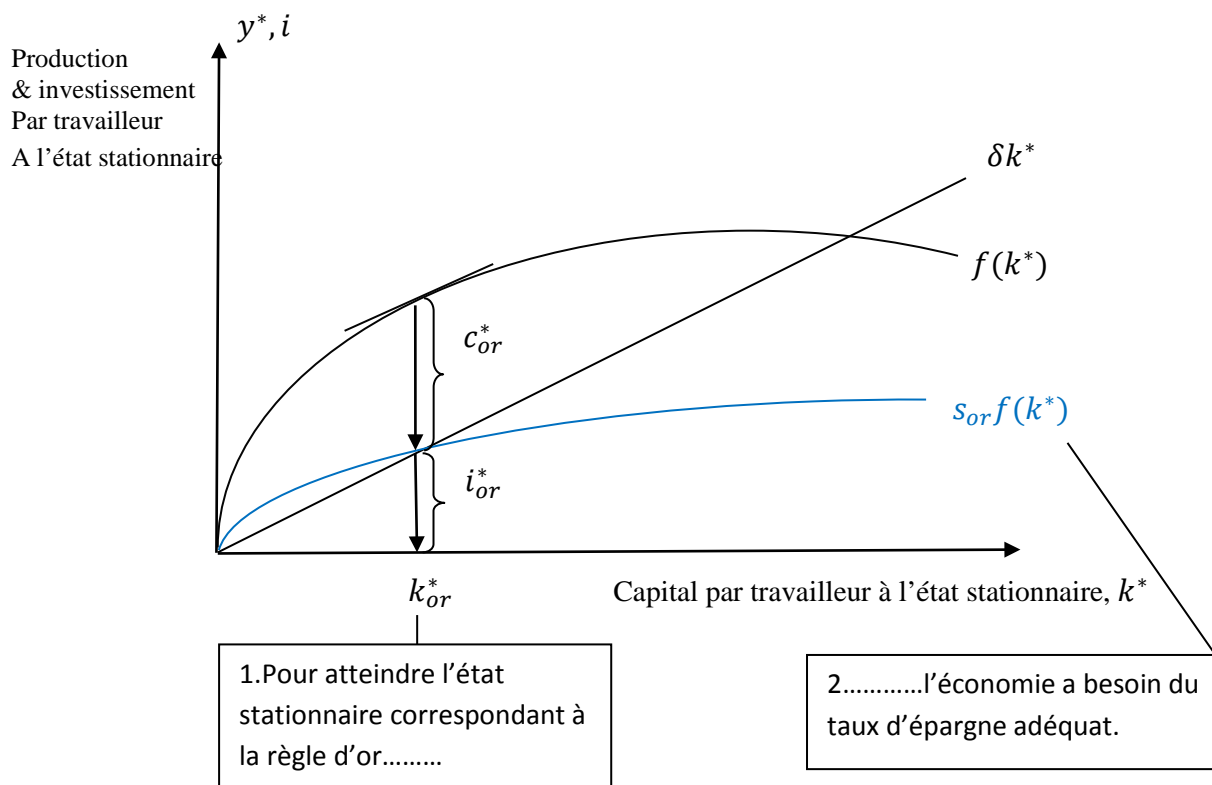
C'est pourquoi la condition suivante décrit la règle d'or :

$$PMK - \delta = 0 \quad (8.4)$$

Cependant l'économie ne converge pas spontanément vers l'état stationnaire dicté par la règle d'or. Le choix d'un stock de capital correspondant à l'état stationnaire, tel que le veut la règle d'or, passe par la détermination d'un taux d'épargne précis et qui répond à un objectif d'une politique économique donnée.

La figure suivante représente graphiquement l'état stationnaire lorsque le taux d'épargne est fixé au niveau qui permet d'obtenir le volume de capital dicté par la règle d'or :

Figure n 9 : Le taux d'épargne et la règle d'Or



D'après ce graphique, il existe un seul taux d'épargne qui permet d'obtenir le stock de capital k_{or}^* dicté par la règle d'or. Toute variation du taux d'épargne déplace la courbe $sf(k)$, et entraîne de ce fait l'économie vers un état stationnaire doté d'un niveau de consommation inférieur. Ce qui montre que le bien-être optimal dépend du niveau du taux d'épargne adéquat à l'état stationnaire.

2.3.4. Le progrès technologique dans le modèle de Solow :

Dans la partie qui suit, on tiendra compte du progrès technologique, troisième source de la croissance économique du modèle de Solow. Pour ce dernier, le progrès technique est un facteur exogène au modèle permettant d'augmenter les capacités de production de toute économie donnée au cours du temps.

En effet, si de nouvelles technologies sont introduites, les travailleurs deviennent plus efficaces. Il faut moins de travail pour produire la même quantité de biens, cela implique qu'une partie du facteur travail redevient disponible.

Pour le modéliser, il est supposé d'améliorer l'efficacité du travail :

$$Y = f(K, L \times E) \quad (9)$$

Où E représente une nouvelle variable dénommée *efficacité du travail* et peut représenter l'état des connaissances, de l'éducation ou de la santé par exemple.

Le terme $(L \times E)$ mesure le nombre de travailleurs efficaces. Il intègre le nombre de travailleurs L aussi bien que l'efficacité de chacun des travailleurs E .

A présent, la fonction de production dépend des facteurs suivants : *le capital et les travailleurs efficaces*.

Solow pose donc l'hypothèse que si le progrès technique croît au taux g , l'efficacité des travailleurs va croître au même taux de g (croissance du facteur travail). L'interaction entre L et E implique que le nombre de travailleur efficaces $L \times E$ croît au taux $n + g$.

Cela mène à considérer l'équation d'accumulation du capital qui devient :

$$\Delta k = k_{t+1} - k_t = sf(k_t) - (\delta + n + g)k_t \quad (9.1)$$

Avec :

$$k_t = \frac{K}{(L \times E)} \quad (9.2)$$

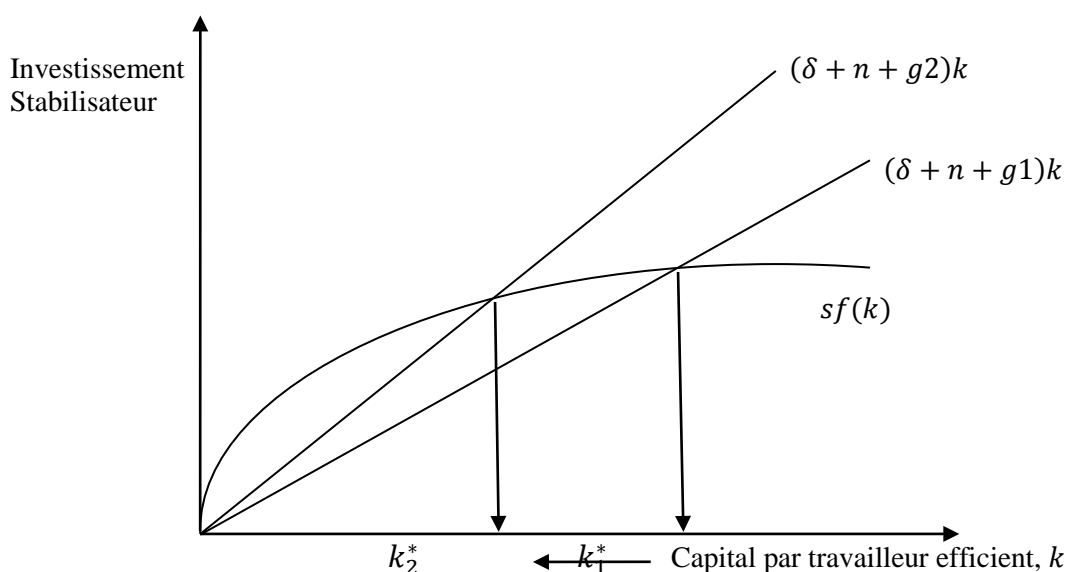
L'investissement stabilisateur comprend désormais trois termes :

- Afin de garder k constant, δk doit remplacer l'investissement déprécié ;
- Fournir du capital aux nouveaux travailleurs à hauteur de nk ;
- Doter en capital générés par le progrès technique, les nouveaux travailleurs efficaces doivent être à hauteur de gk .

« Si l'efficience du travail E à la valeur arbitraire de 1 est maintenue constante, alors g est égale à 0 et les nouvelles définitions qui en résultent de k et de y se réduisent aux précédentes. Cependant, si l'efficience du travail augmente, il faut tenir compte du fait que k et y désignent des quantités par travailleur efficace, et non plus par travailleur effectif. »¹⁹

Comme le montre la figure 6, la hausse du nombre des travailleurs efficaces induite par le progrès technologique tend à réduire k :

Figure n 10 : Le progrès technologique et le modèle de Solow



Ce graphique affecte d'une manière très proche de celle que nous avons étudiée pour la croissance démographique au taux n dans l'analyse de l'état stationnaire. Il existe donc pour chaque niveau donné du capital k , exprimé par k^* , un niveau donné de travailleur efficace et de production par travailleur efficace. Toutefois, l'investissement $sf(k)$ compense exactement les réductions de k induites par l'amortissement, la croissance démographique et le progrès technologique.

Comme k est constant et $y = f(k)$ l'est aussi ;

Et on sait également que $y = \frac{Y}{L \times E}$;

Et $\frac{Y}{L} = y \times E \Rightarrow Y = y \times E \times L$

Cela permet à formuler deux conclusions importantes :

¹⁹ Gregory N. MANKIW, op.cit, p.294.

- E croît au taux g , $\frac{Y}{L}$ augmente également au taux g .
- E croît au taux g et L croît au taux n , Y augmente également au taux $n + g$.

On dira alors que la relation $(\delta + n + g)k$ représente l'investissement nécessaire à stabiliser le capital. Autrement dit, pour Solow, cette relation représente l'équilibre de long terme de l'économie.

2.3.5. Le modèle de Solow et l'intervention de l'Etat :

Dans le modèle de Solow, l'épargne et l'investissement d'un pays influent de manière significative sur le niveau de vie de ses habitants. Cependant, pour maximiser la consommation et le bien-être des individus, il existe un taux d'épargne spécifique qui produit l'état stationnaire correspondant à la règle d'or et assurant ainsi une croissance équilibrée optimale. Nous rappelons que pour Solow, cette action est placée dans les mécanismes autorégulateurs du marché.

Dans la partie qui suit, notre attention sera portée sur la vision, la réflexion et le fondement du modèle de Solow quant à l'intervention de l'Etat. C'est la raison pour laquelle, il nous semble nécessaire d'identifier les mécanismes permettant à l'Etat d'atteindre un niveau de taux d'épargne qui peut être jugé d'optimal.

En effet, les politiques économiques des pouvoirs publics ont un double impact sur la modification de la propension à épargner : un impact direct à travers l'épargne de l'Etat lui-même et un impact indirect qui transite par l'incitation à épargner qui émane de cet Etat. L'épargne de l'Etat est la différence entre les recettes et les dépenses publiques. Si ces dernières excèdent les premières, l'Etat encourt un déficit budgétaire qui n'est rien d'autre qu'une épargne publique négative. A l'inverse, si l'Etat dépense moins que ses recettes, il se dote d'un excédent budgétaire, ceci lui permet de résorber une partie de la dette nationale et du même fait de stimuler l'investissement.

L'Etat influe également l'épargne privée de diverses manières. Bien que le modèle de Solow n'en tienne pas compte, les décisions d'épargne des ménages dépendent de la rémunération de l'épargne : plus celle-ci est élevée, plus il est attirant d'épargner. De plus, une exemption fiscale d'une partie de l'investissement est une des manières d'accroître le rendement et d'encourager l'épargne privée. Or qu'un prélèvement d'impôt élevé sur les revenus du capital décourage l'épargne privée en réduisant ce rendement.

Cependant, les économistes ne sont pas d'accord sur l'efficacité réelle de telles mesures. Certains ont proposé d'accroître l'incitation à épargner en remplaçant la taxation des revenus du capital par une taxation sur la consommation.

Ainsi, le modèle de F.Ramsey est légèrement différent du modèle de Solow. Dans ce dernier le taux d'épargne est exogène, ce qui est une limite importante dans le modèle de Ramsey car il considère que « pour assurer le retour à une croissance équilibrée optimale, l'économie ne peut à elle seule garantir un taux d'épargne optimal permettant d'atteindre tendanciellement un niveau maximum de consommation correspondant à celui qui fait tendre la productivité marginale du capital vers le taux de croissance »²⁰.

Pour cette fin, il faut déterminer une combinaison de consommations présentes et futures par un indice de choix inter-temporels. En générale, une somme actualisée des consommations à un horizon infini susceptible de satisfaire un programme de croissance donnée. Mais si les conditions initiales ne sont pas celle de la règle d'or, un tel sentier de croissance optimale peut s'avérer impossible.

C'est dans ce contexte cerné qu'une intervention de l'Etat peut être justifiée du point de vu de certains auteurs néoclassiques, mais d'une manière indirecte. En supposons que si l'intervention de l'Etat passe par une taxation proportionnelle sur le revenu et que ces recettes fiscales financent des dépenses publiques productives (investissement), et pour le reste, des dépenses non productives (consommation). Par le poids et la structure du budget, l'Etat est donc en mesure d'agir sur la proportion à épargner. Dans le cas où l'intensité capitaliste est inférieure à sa valeur optimale, l'Etat peut soit prélevé des impôts supplémentaires, soit modifier la structure du budget en augmentant ses dépenses productives, afin de faire converger l'économie vers le sentier de la règle d'or.

De ce fait, l'Etat ne mène pas à proprement parler des politiques d'épargne, mais la politique économique (budgétaire et monétaire) a un impact sur les comportements d'investissement et de consommation, comme on le verra dans la section suivante. Il pourra seulement se réserver la possibilité de sélectionner des actions qu'il juge optimales collectivement.

Bien que la politique économique soit considérée comme utile et sous certaines conditions pertinentes. Pour les défenseurs du modèle de Solow, la question de l'intervention de l'Etat reste cependant étroitement attachée aux conséquences du financement de la dépense

²⁰ Rémy HERRERA, op.cit, page35.

publique, plutôt qu'à l'étude de son impact sur la croissance. Une telle orientation ne peut conduire qu'à insister sur des dépenses génératrices d'effet d'éviction opérant au détriment de l'épargne privée, puisque la taxation sur les produits qui les finance réduit l'épargne.

2.3.6. Les limites du modèle de Solow :

Pour les néoclassiques, le modèle de Solow et de ses successeurs est optimiste grâce à deux raisons principales :

La première décrit un monde où la croissance est régulière car il suppose que les problèmes de coordination sont résolus (l'épargne est égale à l'investissement et le plein emploi des facteurs de production est postulé) et convergent vers un état stationnaire stable caractérisé par la constance de ces grandeurs. Par contre, cet optimisme du modèle de Solow s'avère inadéquat à l'explication d'une croissance économique soutenue à long terme, du moment où cette croissance ne peut avoir lieu que si la population active croît et au même taux que la croissance démographique. S'effectuant à un rythme des données exogènes, la croissance est indépendante des choix d'allocation des ressources par les agents économiques, comme leur décision d'épargne sur laquelle existe une marge de manœuvre pour l'action publique.

La deuxième raison décrit également un monde où la croissance est naturelle, cela signifie qu'elle ne dépend pas de la sphère économique, mais des avancés du progrès technologique considéré, dans ce modèle, comme facteur exogène et par corollaire, la croissance l'est aussi.

Cependant, il est regrettable que les déterminants du progrès technologique ne soient pas mieux compris, d'autant plus que les économistes néoclassiques ont toujours su que ce dernier dépendait d'efforts de recherche, eux-mêmes liés à des comportements économiques. Ils ont eu conscience que l'offre de travail dépendait (quantitativement et qualitativement) de comportements économiques. Mais cela n'était pas intégré dans leur modèle, ce qui est pour les nouvelles théories de croissance une faiblesse majeure. Cela signifie également que la croissance peut être optimale sans intervention extérieure, notamment d'intervention publique.

De plus, sur le plan international, ce modèle implique l'idée que du faite de l'existence des rendements décroissants du capital, les pays les plus pauvres doivent rattraper les pays les plus développés et par conséquent les écarts du niveau de vie par tête doivent se réduire au cours du temps.

Cette question de la convergence des économies a fait l'objet de nombreuses études empiriques²¹ qui ont montré que, depuis la seconde guerre mondiale des phénomènes de convergence étaient observables au sein des pays industrialisés, notamment la croissance rapide enregistrée par « les quatre dragons » de l'Asie orientale, depuis les années soixante. A cet égard, la thèse néoclassique selon laquelle la mobilisation conjointe des facteurs capital et travail qui a permis un tel rattrapage s'est trouvée.

Toutefois, si le modèle de Solow semble être pertinent dans les analyses de convergence où l'effet de rattrapage des économies est assez proche (des pays de l'OCDE et des pays du sud-est asiatique), il devient incapable d'expliquer l'absence de rattrapage entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

En effet, l'observation empirique ne permet pas de généraliser la thèse du rattrapage car l'absence de convergence claire, voire la divergence élevée constatée avec les pays les plus pauvres ont permis de percevoir les limites de la démarche du modèle de Solow.

Ce modèle aboutit également à d'autres conclusions paradoxales :

- Il se limite à l'hypothèse simplificatrice qu'il n'existe qu'un seul type de capital. Or, il en existe de multiples types de capital d'où les investissements en capital public.
- Le niveau du taux d'épargne affecte le niveau de capital par tête, mais pas la croissance.
- L'équation fondamentale de Solow montre qu'à l'équilibre, toute l'épargne est utilisée pour doter en capital les travailleurs nouveaux et non pour accroître la dotation de chacun.

C'est en partie pour pallier à ces insuffisances et aussi pour combler l'écart du modèle de Solow par rapport aux faits stylisés énoncés par Kaldor que se sont développés ce que l'on appelle les théories de la croissance endogène.

Section.3 : Les théories de la croissance endogène :

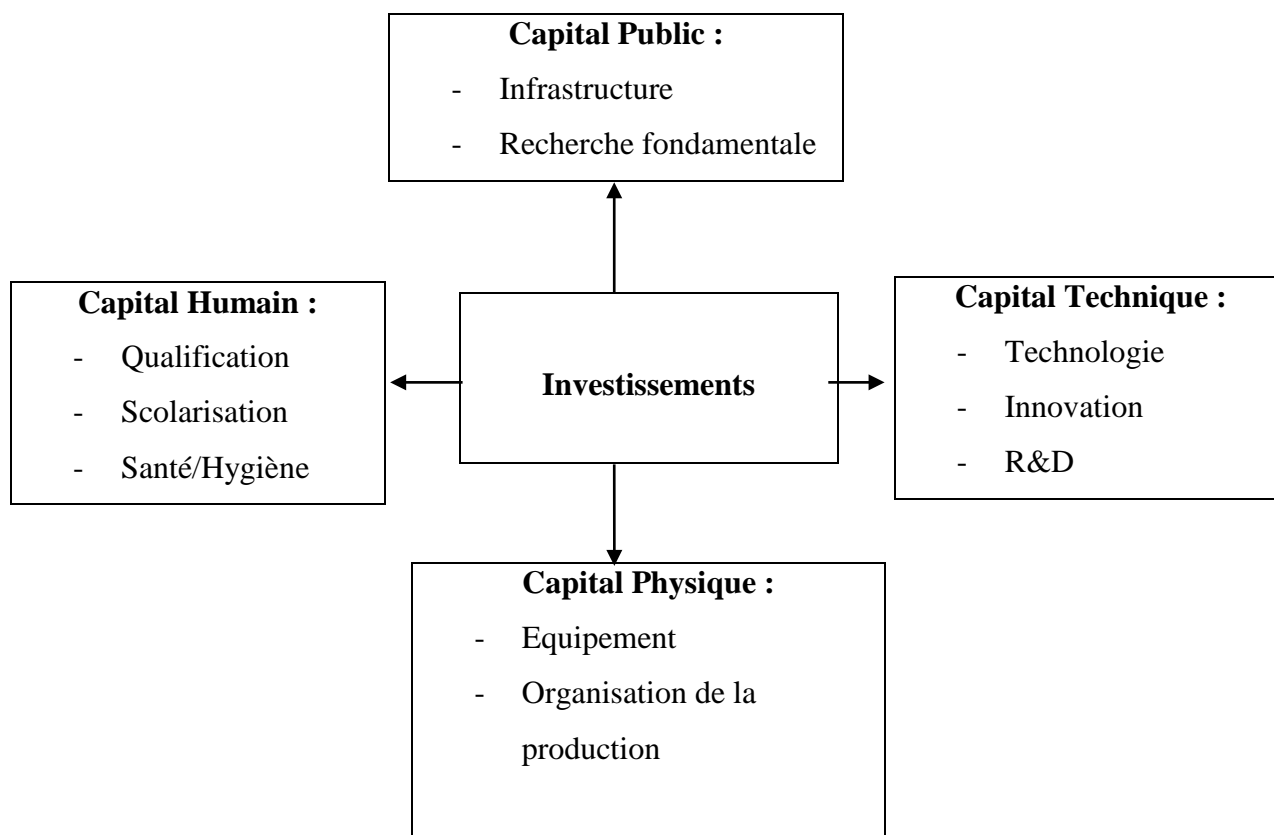
En réaction aux hypothèses néoclassiques (l'indépendance des principales variables de la croissance et la convergence à long terme des économies), difficilement vérifiables sur le plan pratique, s'est développée à partir des années 80, une nouvelle génération de modèles de croissance regroupés sous le vocabulaire des théories de la croissance endogène.

²¹ Idem, page 37. Voir : « Denison(1962), Nelson et Plosser (1982), Maddison (1987, 1991), Jorgenson (2005) et Arrow (1962). Ces auteurs ont remis en cause l'application du modèle de Solow en développant des études empiriques basées sur des tests économétriques.

Les modèles de croissance endogène essaient d'expliquer la croissance autrement que le modèle de Solow, en supposant que l'augmentation de la productivité globale des facteurs provient d'une activité économique. Cela signifie par exemple, que les agents choisissent d'accumuler des connaissances pour influencer sur les facteurs de production et leur combinaison ainsi que sur la quantité et la qualité des biens et services. La croissance économique qui en résulte permet, en retour, une nouvelle accumulation du savoir, elle-même source de croissance additionnelle. La croissance n'est donc pas expliquée par un résidu extérieur mais par des facteurs qui sont endogène au modèle.

Les défenseurs de la théorie de croissance endogène analysent la croissance par la dépendance de plusieurs facteurs : Le premier est l'accumulation des connaissances qui donne une place importante à la recherche et développement. Le deuxième facteur est le capital humain qui s'ajoute au capital physique. Troisième facteur est le progrès technologique qui prend la forme d'un accroissement de la variété et de la qualité des produits. Les pouvoirs publics avec leur intervention sur les rendements collectifs réels, sont le dernier facteur de croissance.

Figure n° 11 : Les composants de la croissance endogène.



Source : Réalisé par nous même.

Cette théorie se distingue du modèle de Solow et des autres modèles néoclassiques par deux principaux éléments :

- La productivité des agents économiques qui accumulent des capitaux augmente et d'autres agents économiques en bénéficient sans en payer le prix (possibilité de bénéficier d'externalités positives) ;
- Des rendements d'échelle croissants apparaissent, puisque de nombreux agents économiques perçoivent ces externalités positives, ils permettent une croissance à long terme et auto-entretenu (plus de production et de revenus, donc plus de moyens d'accumuler ces capitaux, qui sont à l'origine de plus de croissance).

Afin de cerner l'essentiel de la production scientifique des théories de la croissance endogène, on se limitera dans ce point, à exposer les principaux modèles qui caractérisent ces théories. Pour cela, on abordera successivement : le modèle AK permettent d'identifier les mécanismes de base de la croissance endogène, ensuite on analysera les sources de la croissance à savoir : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'accumulation de ces variables dépend des choix des politiques économiques.

3.1. Le modèle de base de la croissance endogène : Le modèle AK

Le paradoxe du modèle de croissance néoclassique réside dans l'hypothèse des rendements factoriels décroissants avec l'existence d'une concurrence parfaite sur le long terme. Cependant, la concurrence parfaite ne peut être réalisée car le rendement de l'investissement à travers son taux de croissance du stock de capital par tête diminue lorsque ce stock devient plus élevé.

De ce fait, le point de départ de la croissance endogène consiste à poser une nouvelle hypothèse où la productivité marginale du capital ne s'annule pas quand le stock de capital devient grand. Le capital est un facteur qui fait l'objet d'une accumulation volontaire de la part des agents économiques, il suffit donc, pour obtenir une croissance auto-entretenu, que cette volonté d'accumulation ne soit pas freinée par une productivité marginale décroissante.

Le développement de cette hypothèse repose sur la compatibilité des rendements d'échelle croissants avec les conditions d'une concurrence parfaite. Pour illustrer cette démarche, le modèle le plus simple est le modèle AK.

La première variante du modèle de croissance endogène appelé AK, a été présenté par les célèbres articles de Paul Romer (1986) et de Robert E. Lucas (1988), que nous allons développer

ultérieurement, ensuite par une formulation plus moderne avec Serge Rebelo (1991), qui met l'accent sur un seul bien de production et une fonction linéaire avec un seul facteur (capital). Il justifie ce choix de modèle par l'assimilation de capital travail au capital humain, donc le facteur capital est cumulable, ajouté au capital physique, ce qui renvoie au concept du capital élargi K .

Rebello reprend le modèle de Solow en reformulant la fonction de production ainsi que l'équation d'épargne :

$$Y = AK \quad (1) \qquad \Delta K = sY - \delta K \quad (2)$$

Où Y est la production, K représente le stock de capital élargi, s le taux d'épargne et A est une constante positive mesurant la quantité produite par unité de capital.

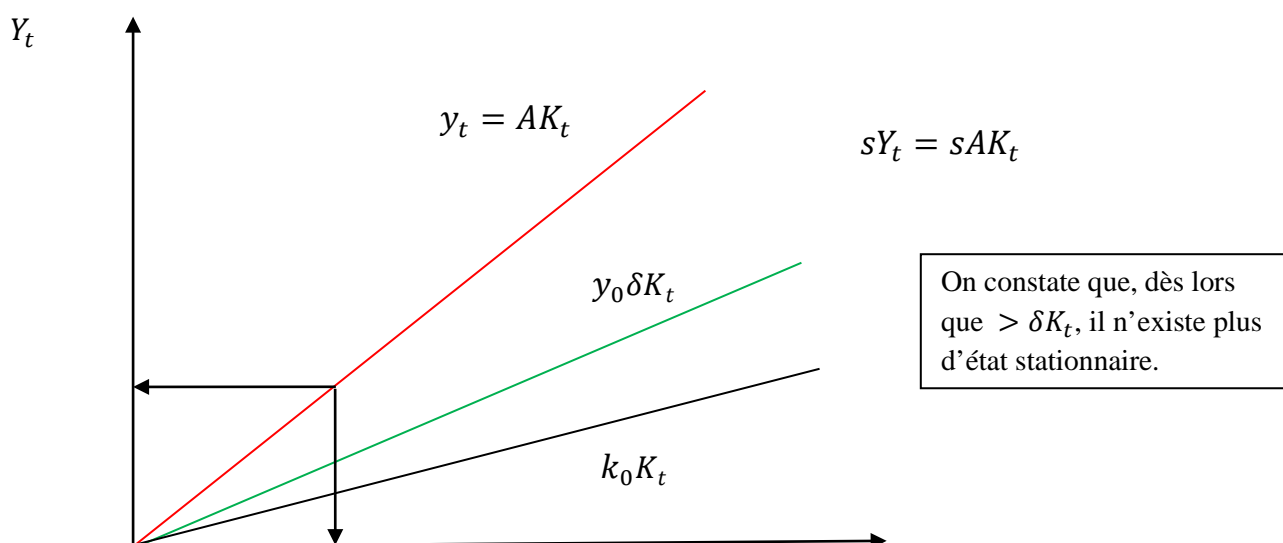
Il faut noter que toute unité additionnelle de capital génère A unités supplémentaires de production pour tout stock de capital donné. Cette absence de rendement décroissant du capital est la différence essentielle par rapport au modèle de Solow.

D'après l'équation (2), la variation du stock de capital (ΔK) est égale à l'investissement (sY) diminué de l'amortissement (δK). En combinant l'équation (1) avec celle-ci, on obtient :

$$\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta K}{K} = sA - \delta \quad (3)$$

On remarque que, aussi longtemps que $sA > \delta$, l'économie croît indéfiniment même sans l'hypothèse de progrès technologique exogène. La croissance est alors auto-entretenue et son rythme dépend directement du comportement des agents, c'est-à-dire du taux d'épargne, et de la productivité marginale du capital.

Figure n° 12 : Représentation graphique du modèle de croissance AK



On voit donc qu'une simple modification de la fonction de production peut fondamentalement changer les prévisions relatives à la croissance économique. Dans le modèle de Solow, l'épargne induit une croissance temporaire, qui cesse lorsque le rendement décroissant du capital amène l'économie à un état stationnaire dans lequel seul le progrès technologique exogène peut la faire croître encore. Dans le modèle endogène AK, au contraire, l'épargne et l'investissement génèrent à eux seuls une croissance durable.

Par ailleurs, la fonction de production AK rejoint celle de Harrod-Domar où la production dépend linéairement du capital. La différence avec celui-ci est que sous l'effet d'une économie concurrentielle avec N entreprises, les mécanismes de marché assurent le plein emploi. Cependant, une fonction de production AK suppose que :

$$Y = \min(AK, BL) \quad (4)$$

Où L est le travail, B est un paramètre d'échelle et Min désigne la fonction minimale. On retrouve dans ce cas les résultats de Harrod et Domar. Si sA est élevé, la croissance rentre dans une pénurie de main-d'œuvre et si sA est trop faible, le stock de capital décroît et avec lui le niveau de l'emploi. Seule une valeur précise de sA assure le plein emploi telle que $AK = BL$, mais il n'y a aucune raison pour que cette valeur soit réalisée.

Le modèle présenté a fait l'objet de critiques, et il présente réellement deux limites :

La première remarque est relative à la question de la convergence des connaissances entre divers pays. A ce sujet, les partisans du modèle AK répondent que « les études empiriques sur la convergence des connaissances sont très mitigées et que par ailleurs le but est plus d'expliquer les écarts de croissance entre les pays plutôt que de savoir s'ils vont ou ne vont pas converger vers le même niveau de vie »²². D'un autre côté, le taux de croissance dépend principalement de la productivité marginale du capital, qui peut différer d'un pays à l'autre à cause des politiques économiques, des infrastructures etc...

A partir de cette réflexion, le modèle AK considère le facteur connaissance que comme du capital et qu'une croissance positive à long terme n'est pas compatible avec une telle convergence.

La deuxième remarque est relative au manque d'explication et de l'intérêt particulier donné aux sources de la croissance endogène. Si le modèle AK permet d'entrevoir les

²² Voir les travaux empiriques de : R.Barro & Sala I.Martin (1990), Quah (1990 et 1990b), R.E.Lucas (1990), King & Rebelo (1989), Summers & Heston (1984). Source : Patrick Artus, « Croissance endogène : revue des modèles et tentatives de synthèse », édition : revue économique, année 1993, pp. 189-1990.

mécanismes d'apparition d'une croissance auto-entretenu à travers une fonction de production unitaire avec un capital élargi. Il laisse inexplorés les sources et les déterminants de cette croissance développées à la fin des années 1980.

3.2. Les sources de la croissance économique endogène :

La théorie de la croissance endogène ne s'est pas limitée au modèle simplifié $Y = AK$. Elle s'est efforcée de construire des modèles à plus d'un secteur de production afin de mieux rendre compte des déterminants du progrès technologique. Ces modèles sont caractérisés par une diversité des sources retenues suivantes : investissement en capital physique, en capital technologique endogène, en capital public et en capital humain dont l'apprentissage par la pratique ; la division du travail ; recherche et innovation.

Ces sources ont de longue date et ont été identifiées par les économistes, mais la croissance endogène les formalise pour la première fois, et permet donc de mieux comprendre leurs effets. Nous allons donc aborder trois types de modèles :

3.2.1. Les externalités de capital physique et de l'accumulation des connaissances :

Les externalités positives liées à l'investissement de capital physique et à l'accumulation des connaissances sont reconnues dans le modèle fondateur de Paul Romer (1986), comme des sources endogènes de croissance économique.

Les entreprises produisent dans le cadre de rendement d'échelle non croissant et pourtant, dans le contexte macroéconomique elles profitent des rendements d'échelle qui leur sont exogènes. L'investissement de chacune à non seulement pour effet d'accroître sa production, mais aussi d'accroître la productivité des autres firmes du fait de l'existence d'externalités technologiques positives issues de la diffusion des connaissances, des apprentissages et du capital physique lui-même. Parmi les formes d'apprentissage, citons : l'amélioration des équipements en place, les travaux d'ingénierie et l'augmentation de la compétence des travailleurs.

La réflexion de l'endogénéisation des externalités du progrès technique dans les nouveaux modèles de croissance économiques trouve ses origines dans les travaux empiriques de Kaldor (1957) et Arrow (1962)²³, qui ont mettent en relief les effets positives de l'expérience sur le niveau de production. C'est dans ce contexte que Romer présente son modèle caractérisé par

²³ Ahmed ZAKANE, op.cit. Page 62.

externalité technologique produite par l'accumulation du facteur capital qui n'est pas spécialement le capital physique car l'auteur utilise le concept connaissance dans sa formulation.

Dans ce modèle, il existe un nombre constant N entreprises identiques, c'est-à-dire ayant toutes la même fonction de production :

$$y_{it} = k_{it}^{1-\beta} (A_t l_{it})^\beta \quad (1)$$

Où y_{it} est le niveau de la production, k celui du capital, l celui du travail. Les indices i et t représentent l'entreprise et le temps. A est commun à l'ensemble des entreprises et qui dépend du capital global $\sum k_i$: c'est le niveau de la technologie ou de la connaissance qui est donnée pour chacune d'entre elles. Cette fonction de production est à rendements d'échelle constants pour chaque entreprise.

Le niveau technologique est une fonction du stock de capital total, soit :

$$A_t = A^{\frac{1}{\beta}} (\sum_{i=1}^n k_{it})^\alpha \quad (2)$$

En sachant que A est un paramètre, on peut donner plusieurs interprétations à cette relation. Soit un effet d'apprentissage, soit l'existence de complémentarité entre entreprises. Ainsi, la productivité d'une activité étant plus élevée quand une autre activité est développée (les chemins de fer et la sidérurgie au 19^{ème} siècle).

Avec n constant et $\beta < 1$, la fonction de production de l'entreprise i peut être réécrite sous une forme qui nous permettra de ressortir les caractéristiques du modèle :

$$y_{it} = (k_{it})^{1-\beta} [A^{1/\beta} (\sum_{i=1}^n k_{it})^\alpha l_{it}]^\beta \quad (3)$$

Comme toutes les entreprises sont identiques, elles ont forcément une symétrie dans la répartition des facteurs de production. A partir de cette supposition que la production totale de l'ensemble de l'économie s'écrit :

$$\sum_{i=1}^n y_{it} = (\sum_{i=1}^n k_{it})^{1-\beta} [A^{1/\beta} (\sum_{L=1}^n k_{it})^\alpha \sum_{i=1}^n l_{it}]^\beta \quad (4)$$

$$= (\sum_{L=1}^n k_{it})^{1-\beta} A (\sum_{L=1}^n k_{it})^{\alpha\beta} (\sum_{L=1}^n l_{it})^\beta \quad (5)$$

$$= A [\sum_{L=1}^n k_{it}]^{1-\beta+\alpha\beta} (\sum_{L=1}^n l_{it})^\beta \quad (6)$$

Il faut souligner que le rendement marginal privé du capital est obtenu sans tenir compte de l'impact du capital sur la connaissance : $r_{it} = (1 - \beta)(k_{it})^{-\beta} (A_t l_{it})^\beta \quad (7)$

En posant la production agrégée :

$$\sum_{L=1}^n y_{it}, \sum_{L=1}^n k_{it} = k_t \text{ et } \sum_{i=1}^n l_{it} = L_t \quad (8)$$

Après l'utilisation de (6) et (8), la fonction de celle-ci, s'écrit alors :

$$y_t = A(k_t)^{1-\beta+\alpha\beta} (L_t)^\beta \quad (9)$$

Ce qui permet d'obtenir le rendement marginal social du capital, à savoir :

$$r_t^* = (1 - \beta + \alpha\beta) A L_t^\beta (k_t)^{\beta(\alpha-1)} \quad (10)$$

Sous ses deux formes (7) et (10), il apparaît que le rendement social est supérieur que le rendement privé, ce qui s'explique par la présence de l'externalité.

Cependant, cette conclusion ne répond pas de façon définitive aux exigences de la croissance endogène car il reste toujours difficile de définir une croissance auto-entretenu sans une stricte proportionnalité entre stock de capital et connaissance. Ce qui nous donne trois cas de figures :

- Si $\alpha < 1$, il n'y aura pas de croissance car la production augmente avec le capital à un rythme de plus en plus lent ;
- Si $\alpha > 1$, la croissance est explosive, ce cas de figure ne peut référencer comme observation empirique ;
- Si $\alpha = 1$, il y a une stricte proportionnalité entre stock de capital et connaissance ce qui est nécessaire pour l'obtention d'une croissance auto-entretenu. Dans ce cas, la rentabilité marginale du capital, qu'elle soit privée ou sociale, ne dépend plus du niveau du capital.

Remarquons que dans ce cas précis nous retrouvons le problème de « fil de rasoir » posé par Harrod, c'est-à-dire toute variation de aussi minime soit-elle, conduit soit à l'état stationnaire, soit à une croissance explosive.

3.2.2. Les externalités technologiques :

On a soulevé précédemment que dans la contribution de Romer, la croissance s'expliquait par la présence d'une externalité dévirée de l'investissement en capital physique et amenant les rendements d'échelle croissants. En 1990, le même auteur propose un deuxième modèle qui est venu enrichir le précédent, en le modifiant sur plusieurs points essentiels et dans un cadre multisectoriel.

A cet effet, Romer a met l'accent sur le rôle particulier de l'innovation technologique et sur l'importance consacrée à la recherche et développement comme une activité spécifique dont

le résultat est une augmentation de la variété de bien de consommation (Grossman et Helpman 1989) ou la variété de bien de capital (Aghion et Howitt 1992)²⁴.

S'appuyant sur ces théories, Romer décrit des mécanismes de concurrence dynamique qui régulent l'investissement des entreprises en recherche et développement et le rythme macroéconomique de l'innovation. Il propose alors de caractériser la connaissance technologique comme un bien particulier dont les lois d'usage se distinguent de celles des biens économiques courants.

Ainsi d'après Romer, les connaissances technologiques ont deux caractéristiques importantes qui contribuent à l'explication de la croissance :

La première est la non rivalité des connaissances. La conséquence majeure de cette caractéristique est que la production de connaissances ne peut être totalement soumise aux lois du marché parce que l'utilisation d'une connaissance par un individu supplémentaire est gratuite. Si le marché est inadapté, le secteur public peut s'y substituer.

L'exclusivité est la seconde caractéristique des connaissances. Elle se concrétise par des brevets qui confèrent à un inventeur le droit d'utiliser seul sa découverte. Cette possibilité est importante pour la recherche et développement parce que le brevet permet de rentabiliser les dépenses de recherche et d'en engager de nouvelles. Les connaissances qui ne sont pas exclusives, par exemple celles qui sont produites par les universités ou des organismes publics de recherche, ont des effets externes positifs.

Ces connaissances sont diffusées sans coût à tous les individus et elles favorisent la croissance de la production en permettant, par exemple, l'apparition de procédés ou de produits nouveaux. Les connaissances non exclusives doivent donc être subventionnées par les collectivités publiques.

Se fondant sur une telle caractérisation, le modèle proposé par Romer comporte trois secteurs. Dans le secteur de la recherche, la connaissance est non rivale et non exclusive, donc elle est, un bien public pur. Chaque chercheur peut utiliser l'ensemble des connaissances existantes pour produire des inventions :

$$\dot{A} = \delta H_A \cdot A(11)$$

Où A est le stock des connaissances à un instant t (nombre des technologies disponibles), \dot{A} sa variation, H_A le nombre des chercheurs (quantité de main-d'œuvre affectée à la recherche) et δ un

²⁴ Ouvrage collectif, « Innovation, croissance et crise Tome 2 », éd : L'Harmattan, 1996, p.24.

paramètre d'échelle et de productivité. Par une telle formulation, chaque unité supplémentaire de main-d'œuvre affectée à la recherche augmente le taux de croissance de la technologie et pas seulement son niveau.

Une première externalité (inter-agents et inter-temporelle) est présente ici, les découvertes de tous les chercheurs et à toutes les époques antérieures bénéficient à tout chercheur aujourd'hui en augmentant sa productivité.

On peut aussi remarquer que la linéarité du progrès des connaissances \dot{A} dans le nombre de chercheurs H_A n'est pas une condition nécessaire à la croissance auto-entretenu, seule compte la linéarité dans le stock des connaissances A .

Chaque découverte permet la production d'une machine ou d'un bien intermédiaire nouveau. Le capital est alors représenté non comme un agrégat indifférencié mais comme la somme d'un ensemble de biens différents. La technologie des entreprises produisant ce bien final est donnée par une fonction de production à rendements d'échelle constants, avec du capital humain H_y , du travail non qualifié et un capital physique en forme de biens physiques intermédiaires :

$$Y = H_y^\alpha L^\beta \int_0^A (X(i))^{1-\alpha-\beta} di \quad (12)$$

Par cette fonction, Romer suppose que tous les biens intermédiaires, du secteur de la recherche, soient produits dans les mêmes conditions, ils ne sont pas véritablement différents puisque ils sont utilisés dans une même proportion et ils ont les mêmes prix. Il vient donc poser un équilibre symétrique par rapport aux biens intermédiaires ($x_i = \bar{X}$) pour tout i :

$$Y = H_y^\alpha L^\beta A \bar{X}^{(1-\alpha-\beta)} \quad (13)$$

Il faut remarquer que \bar{X} n'est pas un facteur mais une constante, alors que A (stock des connaissances) n'est pas une constante mais constitue le véritable moteur de la croissance endogène.

La résolution du modèle consiste en l'allocation de la main-d'œuvre totale entre les activités de recherche et les activités de production et en l'allocation du produit entre consommation et investissement. Le secteur de la recherche notamment l'innovation détermine le taux de croissance du produit, le capital physique intervient sur son niveau. On obtient alors les taux de croissance d'équilibre décentralisé g_e et d'optimum social (g^*) :

$$g = \frac{\delta H - \Phi \rho}{\Phi \sigma + 1} \quad (14)$$

$$\text{Où } \Phi = \alpha / (1 - \alpha - \beta)(\alpha + \beta) \quad (14.1)$$

$$g^* = \frac{\delta H - \Xi \rho}{\Xi \sigma + (1 - \Xi)} \quad (15)$$

Du fait que $g < g^*$, et que $\beta < 1$. On remarque, encore une fois, que l'équilibre concurrentiel n'est donc pas pareto-optimal²⁵. Les agents privés ne prennent pas en compte les externalités engendrées par leur activité.

Ceci justifie pleinement l'intervention des pouvoirs publics pour accélérer la croissance. Cette intervention pourrait prendre la forme d'une subvention des activités de recherche et développement dont les découvertes seraient mises à la disposition de tous.

3.2.3. Le capital humain :

Le capital humain est une notion dans le sens ne se limite pas à l'accumulation des connaissances. « Le capital humain d'un individu ou d'une population regroupe les connaissances théoriques, les capacités et les qualifications ainsi que l'état de santé de cet individu ou de cette population »²⁶.

L'intégration du capital humain au sein des facteurs de croissance endogène a été proposée pour la première fois par Robert E. Lucas en 1988, même si, des études sur la production du capital humain ont été développées par des théories antérieures. Il suffit de voir les travaux qui ont été entrepris à partir des années cinquante et soixante. Solow (1957) étudiait comment la croissance économique et la formation du capital humain étaient liées, tandis que Becker (1964) se penchait sur les raisons économiques de l'accumulation du capital humain, pour sa part Madisson (1987) souligne l'importance de la qualité de la main d'œuvre pour les taux sur la croissance et de productivité des différents pays.

En reliant ces trois approches, on trouve naturellement un modèle de croissance économique endogène, où le capital humain joue un rôle fondamental. Ce nouveau modèle est mis en évidence par Lucas (1988). L'hypothèse de ce dernier tient fondamentalement sur une fonction constante du rendement marginal du capital humain dans la formation du capital humain. Si ce rendement est décroissant, il n'y aura pas de croissance à long terme. S'il est croissant, il y aura une croissance explosive. Aussi bien, Lucas, montre que le taux de croissance

²⁵ Rémy HERRERA, op.cit, page 45.

²⁶ Bernard BERNIER & Yves SIMON, « Initiation à la macroéconomie », éd : DUNOD n°7, 1998, Paris, p.532.

d'une économie dépend de l'efficacité de l'investissement en capital humain respectivement dans l'éducation et la recherche et développement²⁷.

Le modèle de croissance endogène avec capital humain est construit au tour des principaux points suivants :

L'économie est considérée en deux secteurs. Dans le premier, chaque individu produit le bien de consommation à partir de son capital physique et d'une fraction de son capital humain. Dans le second, le capital humain est formé à partir de lui-même. L'hypothèse est que la compétence d'un individu et le temps qu'il consacre à l'étude déterminent son rythme d'apprentissage. De plus tous les individus sont identiques.

On peut donc écrire une fonction de production sous une forme intensive :

$$Y_i = AK_i^\beta (uH_i)^{1-\beta} \quad (16)$$

$$\dot{H}_i = B(1-u)^\alpha H_i \quad (17)$$

Où A , B , α et β sont des paramètres positifs, y_i est la production de l'individu i , K son stock de capital physique, H le stock de capital humain et u la production du capital humain affecté à la production, $1-u$ est une sorte de taux d'investissement en formation de chaque individu puisque le temps consacré à celle-ci n'est pas consacré à produire aujourd'hui, mais permet d'accroître la production demain.

L'équation (16) représente une fonction de Cobb Douglas à rendements d'échelle constants. Quant à l'activité de formation, elle est telle que le rendement marginal du capital humain y est constant. Cette hypothèse est essentielle car elle assure le caractère auto-entretenu de la croissance. On signale également que l'investissement en capital physique est considéré dans le modèle de Lucas comme la fraction non consommée de la production :

$$k_i = y_i - c_i \quad (18)$$

Dans les situations où u est constant, il vient immédiatement que :

$$\frac{\dot{H}_i}{H_i} = B(1-u)^\alpha \quad (19)$$

Et que dans les sentiers de croissance équilibrée (Y et K augmente au même rythme) :

$$\frac{\dot{y}_i}{y_i} = \frac{\dot{H}_i}{H_i} + (\dot{A}/A)/(1-\beta) \quad (20)$$

²⁷ Robert E. Lucas, « On the mechanics of economic development », Journal Monetary Economics, n°22, p42.

Ainsi une économie aura une croissance du capital humain d'autant plus forte qu'elle consacre une part importante de ses effectifs à la formation (est donc une faible part à la production). Quant au taux de croissance de la production, il est lui aussi fonction de l'effort de formation.

Cependant, bien que l'externalité créée par le niveau du capital humain sur l'activité de la production ne soit pas nécessaire pour assurer une croissance endogène. Lucas justifie cela par l'hypothèse selon laquelle un individu quelque soit son propre niveau de capital humain, peut être efficace s'il est entouré de personnes efficaces. Lucas prend comme exemple le cas des grandes villes où l'intensité des externalités du capital humain fait croître Y et modifie sensiblement la fonction de production.

Cela suppose qu'en augmentant le niveau général de compétence, l'individu développe non seulement son efficacité propre, mais aussi celle des autres. Dans ce cas les taux de croissance de l'équilibre décentralisé et de l'optimum sont donnés par les expressions suivantes :

$$g = (1 - \beta + \gamma/1 - \beta)\sigma(B - \varphi) \quad (21)$$

$$g^* = \sigma \left[\frac{1-\beta-\gamma}{1-\beta} B - \varphi \right] \quad (22)$$

Où g et g^* sont les taux de croissance du capital humain aux deux équilibres. On remarque que le taux de croissance d'équilibre centralisé est supérieur à celui d'équilibre décentralisé : $g^* > g$. Ce que justifie l'intervention des pouvoirs publics via le budget de l'Etat, par exemple la prise en charge de l'éducation, de la formation professionnelle ou par des subventions aux entreprises qui veulent s'investir davantage dans la formation.

Cette importance du rôle de l'Etat dans l'apparition d'une croissance endogène nous fait revenir sur la distinction conceptuelle séparant les dépenses productives et non productives et sur l'impact différencié du capital public notamment des infrastructures sur le processus de la croissance.

3.2.4. Le capital public :

Les dépenses de l'Etat en recherche et développement ; en éducation et formation ; ou son soutien de la recherche privée ne sont pas les seules formes d'intervention publique dans la croissance économique. En outre, la fourniture par l'Etat de services collectifs aurait des effets d'échelle parce que de nouveaux agents économiques peuvent en bénéficier sans coût supplémentaire.

Les partisans de la croissance endogène estiment que les dépenses d'infrastructures ou la garantie des droits de propriété sont des facteurs qui influencent positivement la croissance. Le modèle de Robert Barro (1990), concernant les liens entre capital public et croissance économique constitue aujourd'hui le cadre de référence. Ce modèle a été développé autour de l'idée selon laquelle la disponibilité des dépenses des infrastructures augmente la productivité marginale du capital privé.

Pour développer cette idée, Barro part du principe selon lequel des dépenses visant à créer des infrastructures telles qu'une autoroute, une ligne de chemin de fer ou encore un réseau de télécommunication rendent plus efficace l'activité des entreprises privées. Cependant, ces biens sont supposés être un investissement public pur, c'est-à-dire d'usage non rival et non exclusif. Il se pose alors le problème traditionnel de leur financement par secteur privé.

En présence d'un tel type de défaillance de marché du bien collectif compte tenu du prix élevé de ces infrastructures, le secteur privé ne peut se substituer au gouvernement pour le financer, c'est la raison pour laquelle l'Etat prélève un impôt proportionnel de façon à produire ce type de bien collectif. Ainsi, deux remarques se dégagent :

- Le capital privé a des priorités usuelles : il connaît des rendements décroissants. A dépenses publiques constantes, sa productivité marginale décroît. On est dans le cas classique d'un modèle à Solow où un seul facteur est accumulable et où la croissance s'étouffe ;
- Le capital public est en fait une dépense financée par l'Etat, mais il n'est pas nécessaire que les biens produits le soient à partir du capital productif nationalisé. Les dépenses sont intégralement financées par un impôt que l'on suppose proportionne au revenu.

Suite à ces deux remarques, Barro défend l'idée d'une dépense publique avec deux effets opposés : le premier est que le capital public rend le capital privé plus productif et évite que sa productivité marginale s'annule quand le revenu augmente. Par contre, l'impôt a un effet dépressif sur cette productivité, puisqu'il réduit son rendement privé en retirant aux entreprises une part du revenu tiré de leur activité.

Mais pour Barro, le premier effet l'emportera. Avec un niveau constant du taux d'imposition on peut déterminer une dépense publique optimale qui fait augmenter le niveau de capital public et la productivité du capital privé d'où un impact cette fois positif sur la croissance économique.

Sur ce point, le modèle de Barro illustre l'arbitrage entre les externalités engendrées par les dépenses publiques productives totales (G) et le stock de capital privé dans sa forme élargie (stock de capital et main d'œuvre des entreprises) (K). Pour ces dernières, les dépenses publiques productives sont interprétées comme un facteur externe donné et disponible sans coût préalable.

Ainsi on suppose que la fonction de production comporte deux inputs, le capital et les dépenses publiques productives :

$$y_{it} = AK_{it}^{1-\alpha} g_{it}^{\alpha} \quad (23)$$

Où y_{it} et k_{it} sont respectivement la production et le stock de capital privé dont l_{it} (la main d'œuvre) de l'entreprise i au temps donné i , g_{it} représente la dépense publique et A un paramètre technologique, et avec une normalisation de $0 < \alpha < 1$. Au niveau agrégé, cette fonction prend la forme de :

$$Y_t = AK_t^{1-\alpha} G_t^{\alpha} \quad (23.1)$$

Barro considère ici, les dépenses publiques d'infrastructure et non pas le stock d'infrastructure.

Il considère également qu'une économie où G sont financées par une recette fiscale à taux constant (τ), dont :

$$G_t = \tau Y_t \quad (24)$$

Et que le taux de croissance de la population est nul :

$$\frac{\Delta L_t}{L_t} = n = 0 \quad (25)$$

La production est une fonction à rendements constants du stock de capital physique. Le modèle est donc de type AK, il peut y avoir croissance même sans progrès technique. Cette similitude avec le modèle AK devient tout à fait claire lorsque l'on réécrit la fonction de production comme suite :

$$Y_t = A_t^{1/1-\alpha} \tau^{\alpha/1-\alpha} K_t \quad (26)$$

Pour mieux saisir la portée du modèle et son implication sur la croissance. On va mettre l'accent sur l'effet des externalités des activités de l'Etat en l'occurrence la dépense publique sur celle des autres agents (entreprises privées).

Le problème est qu'il faut déterminer la productivité marginale du capital pour connaître le taux de croissance de l'économie. Dans un premier temps Barro suppose que l'agent

représentatif détermine la productivité marginale du capital de façon à décider du taux d'imposition que devrait pratiquer l'Etat. L'agent représentatif comprend bien que s'il augmente le capital pour un niveau de dépense publique il va augmenter la production et donc le bien être.

3.2.4.1. Le capital public dans une économie centralisée :

Dans une situation d'équilibre centralisé, l'Etat choisit les entiers temporels, en matière d'imposition, qui maximisent sa fonction de bien être social. Dans ce cas, la fonction pertinente est donnée par l'expression suivante :

$$Y_t = \tau^{1-\alpha/\alpha} A^{1/\alpha} K_t^{1-\alpha/\alpha} \quad (27)$$

D'où le taux de croissance optimal :

$$g^* = \frac{(1-\tau)\tau^{1-\alpha/\alpha} A^{1/\alpha} K_t^{1-\alpha/2} - \delta - \rho}{\sigma} \quad (28)$$

Donc le taux d'imposition qui maximise le taux de croissance est :

$$\tau^* = 1 - \alpha = g^*/Y^* \quad (29)$$

Au niveau des agents économiques privés, les dépenses publiques sont considérées comme étant fixée à un certain niveau. Or l'Etat fixe non pas un niveau de dépenses publiques mais un taux d'imposition si bien que lorsque le secteur privé augmente le capital, la production augmente et donc le prélèvement fiscal augmente à taux d'imposition inchangé. Donc il faut pas raisonner toutes choses étant égales par ailleurs. Il faut prendre en considération les conséquences d'une augmentation du capital sur la production mais aussi sur l'augmentation des dépenses publiques.

Cela veut dire que, au niveau des entreprises, la fonction de production peut s'écrire de la façon suivante :

$$y_t = Ak_t^{1-\alpha} G_t^\alpha = Ak_t^{1-\alpha} (\tau y_t)^\alpha \quad (30)$$

Soit :

$$y_t = (A^{1/1-\alpha} \tau^{\alpha/1-\alpha}) k_t \quad (31)$$

Ainsi, au niveau centralisé $lpmk_t$ devient :

$$pmk_t = (A^{1/1-\alpha} \tau^{\alpha/1-\alpha}) \quad (32)$$

3.2.4.2. Le capital public dans une économie décentralisée :

Dans une situation d'équilibre décentralisé, les entreprises ne sont pas conscientes des retours de l'imposition sur la production. Alors, la fonction de production est :

$$Y_t = AK_t^{1-\alpha} G_t^\alpha \text{ la } pmk_t \text{ est donnée par :}$$

$$pmk_t = \partial y_t / \partial k_t = (1 - \alpha)A(G_t/k_t)^\alpha \quad (27)$$

Il faut maintenant remarquer que :

$$\frac{G_t}{k_t} = \frac{G_t y_t}{y_t k_t} = \frac{G_t A k_t^{1-\alpha} G_t^\alpha}{y_t k_t} \quad (27.1)$$

En simplifiant il vient :

$$\frac{G_t}{k_t} = \frac{G_t}{y_t} A(G_t/k_t)^\alpha \quad (27.2)$$

Il on sait que $G_t = \tau y_t$ donc que $G_t/y_t = \tau$, ainsi il vient :

$$\frac{G_t}{k_t} = \tau A \left(\frac{G_t}{k_t}\right)^\alpha \quad (27.3)$$

Il peut en déduire la valeur de G_t/k_t :

$$\frac{G_t}{k_t} = (\tau A)^{1/1-\alpha} \quad (27.4)$$

En remplaçant cette valeur dans l'expression de la pmk il vient :

$$pmk_t = (1 - \alpha)A(\tau A)^{\alpha/1-\alpha} \quad (28)$$

En arrangeant cette expression on trouve :

$$pmk_t = (1 - \alpha)A^{1/1-\alpha} \tau^{\alpha/1-\alpha} \quad (28.1)$$

Si une part du revenu est captée par l'Etat, alors l'agent économique privé ne dispose que d'une part $(1 - \tau)$ pour pouvoir investir et consommer. Donc l'équation dynamique du capital est donnée par :

$$\Delta k_t = (1 - \tau)y_t - c_t \quad (29)$$

L'investissement par tête est donc la part du revenu net d'impôt non affecté à la consommation.

Ainsi le taux de croissance de l'économie est :

$$\Delta y_t / y_t = 1/\sigma [(1 - \tau)(1 - \alpha)A^{1/1-\alpha} \tau^{\alpha/1-\alpha} - \rho] \quad (30)$$

Où c'est la constance du terme $(\tau^\alpha)^{1/1-\alpha}$ qui empêche l'annulation de la productivité marginale du capital. En d'autre terme si τ est constant alors le rendement marginal conjoint du capital privé et des dépenses publiques est également constant.

Une augmentation de la taille de l'Etat (τ) a deux effets :

- Une est négatif, plus d'impôts réduit l'accumulation du capital ;
- L'autre est positif, l'augmentation des dépenses publiques rend le capital privé plus productif.

Ainsi, l'agent représentatif aimerait que l'Etat fixe un taux d'imposition de façon à maximiser le taux de croissance de l'économie. Ce niveau optimal de dépense publique qui maximise la croissance est atteint si :

$$G^*/y^* = \tau^* = \alpha(31)$$

Ce résultat justifie largement l'intervention du pouvoir public pour permettre au taux de croissance dans une économie décentralisée d'atteindre l'optimum.

L'effet net de l'intervention publique dépend de la différence entre le taux marginale de prélèvement public τ et l'élasticité du produit par rapport aux dépenses publiques $1-\alpha$. Dès lors, si l'Etat adopte la maximisation de la croissance pour objectif de sa politique fiscale, il choisira un taux d'imposition égal à l'élasticité des dépenses publiques, ou au taux d'investissement public.

On en déduit que le taux d'imposition optimal doit d'être égal à l'élasticité de production du capital public dans la fonction de production macroéconomique. L'interprétation est assez simple : l'élasticité de production du capital public est la variation du taux de croissance de la production consécutivement à la variation de 1% du taux de croissance du capital public. Si $\tau < \alpha$, le secteur privé, de façon à rendre son capital plus productif, aimerait voir le taux d'imposition τ augmenter. En revanche, si $\tau > \alpha$, il serait plus efficace, en terme de production, que le secteur privé augmente son capital plutôt que le secteur public.

A partir de la fonction de production de Barro, on peut comprendre le concept d'élasticité de production du capital public par l'expression suivante :

$$\frac{\Delta Y}{y} = (1 - \alpha) \frac{\Delta K}{K} + \alpha \frac{\Delta G}{G} \quad (32)$$

On voit bien que si le capital privé n'évolue pas $\frac{\Delta K}{K} = 0$, une variation de 1 unité de $\frac{\Delta G}{G}$ entraîne une variation de (α) unité de la croissance $\Delta Y/Y$.

3.2.4.3. Les limite du modèle de R. Barro :

Le modèle de Barro a le mérite d'insister sur les relations qui existent entre le niveau des prélèvements et la croissance économique et de démontrer également qu'il existe, par le biais des dépenses publiques, une taille optimale de l'Etat qui maximise cette économique.

Cependant, deux critiques principales peuvent lui être adressées, l'une d'ordre externe et l'autre d'ordre interne : la première est Barro s'interroge sur le caractère public de la dépense. Ainsi, les services rendus par les dépenses publiques ne pourraient-ils pas être fournis par des entreprises privées ? Tout en sachant que certaines infrastructures sont fournies ou financées par le secteur privé. Plutôt que d'entrer dans ce débat, Barro pose l'hypothèse qu'il existe une partie du capital total qui doit être publique.

La deuxième critique, d'ordre interne, est que le caractère auto-entretenu de la croissance observe que des valeurs très particulières des paramètres : le rendement total du capital public doit être unitaire. Cette hypothèse est sans doute très importante car même si elle n'est pas vérifiée, le capital public influe la productivité privée.

Section.4 : Travaux empiriques sur les liens entre dépense publique et croissance économique :

Les différents raisonnements relatifs aux liens qui peuvent existaient entre la dépense publique et la croissance économique et que nous venons d'enchaîner ont été appréhendés jusqu'à présent dans le seul élément de la théorie. Dès lors, afin de confirmer ou d'infirmier les idées soutenues dans les débats théoriques, plusieurs études empiriques ont essayé d'analyser les effets de la dépenses publiques sur la croissance.

Ces études empiriques sont majoritairement en coupe transversale²⁸ et presque toutes utilisent la base de données construites par Heston et Summers (1984-1988)²⁹. On peut distinguer deux groupes d'étude :

²⁸ En économétrie, on appelle donnée en coupe ou donnée transversale des données pour lesquelles on observe les unités statistiques à une date donné. Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Donn%C3%A9es_en_coupe.

²⁹ L'ensemble de données de Summers-Heston, ou Penn World Table, constitue la base de la plupart des recherches empiriques sur la croissance depuis le milieu des années 1980. L'ensemble de données a été discuté dans Heston et Summers (1996) et décrit plus en détail en (1988,1991). Voir aussi Nuxoll (1994). Source : <http://www.bris.ac.uk/Depts/Economics/Growth/summers.htm>.

- Le premier groupe s'interroge sur l'impact de l'accroissement de la taille de l'Etat sur le processus de croissance, l'idée de cette interrogation est de vouloir montrer que dans les pays à faible revenu l'Etat exerce un effet positif tandis que dans les pays développés l'accroissement de l'Etat explique les faibles performances en matière de croissance.
- Le deuxième groupe s'intéresse à une analyse plus structurelle, il cherche l'impact du niveau des composantes des dépenses publiques sur les facteurs de la croissance économique.

4.1. Les études empiriques sur les effets de taille des dépenses publiques sur la croissance :

Les résultats empiriques sur les liens entre la dépense publique et la croissance économique constituent l'objet d'un débat animé dont les résultats empiriques varient d'un pays à l'autre. Alors que certaines études mettent en évidence une relation linéaire dans un seul sens, d'autres établissent au contraire une relation non linéaire. De plus, toutes les dépenses publiques n'ont pas les mêmes effets. Si certains ont un effet de court terme, d'autres ont au contraire un effet de long terme voire aucun effet.

Ram (1986) analyse l'impact de l'accroissement de la taille de l'Etat en considérant que les productivités des facteurs de production (travail et capital) sont différentes dans le secteur public et dans le secteur privé et que le secteur public exerce un effet d'externalité positif ou négatif sur le reste de l'économie. Il construit son modèle de croissance sur deux fonctions de production spécifique à chaque secteur public et privé dans lequel la production publique est un facteur de production.

Le modèle est testé sur les données de Summers-Heston de 1960 à 1980, sur un ensemble de pays développés et en développement ainsi qu'en séries temporelles pour certains pays. Les principaux résultats montrent un effet global positif de l'accroissement de la taille de l'Etat, effet plus fort dans les pays à faible revenu, une externalité généralement positive et enfin une productivité des facteurs de production dans le secteur public supérieure à celle du reste de l'économie. Ses résultats très largement positifs ont suscité de nombreuses critiques.

Ainsi, dans l'*American Economic Review* de mars 1989, un débat s'est ouvert sur ces hypothèses et sur leur méthode d'estimation. Parmi les acteurs de ce débat, Rao (1989), qui ne reconnaît ni la validation ni la justification du modèle de Ram. Par exemple, le fait de supposer une même différence de productivité pour le capital et le travail entre secteur public et privé est non justifiée et non fondée. En plus, vouloir séparer les effets d'externalité de ceux de la différence de productivité est intéressant d'un point de vue théorique mais il n'est pas possible

d'un point de vue empirique étant donné la limite des statistiques concernant les opérations utilisées par l'Etat.

En effet, selon la conception de la comptabilité nationale la mesure de l'Etat et de son action sont appréhendées uniquement par la production de biens publics. Ce principe comptable dégage trois critiques du modèle de Ram :

Premièrement, cette unique source d'information ne permet d'évaluer qu'un seul coefficient lié à la variable ($\Delta G/Y$), cela signifie que l'effet est constant à travers le temps, de pays à pays et quelque soit l'accroissement de la dépense publique ($\Delta G/G$). Deuxièmement, Carr (1989) souligne le fait que cette conception de l'Etat, issue de la nomenclature de la comptabilité nationale, mesure la production publique au coût de production (et non au prix du marché étant donné la difficulté d'apprécier un prix de marché pour un bien public) et donc ne peut être utilisée pour rendre compte de la différence d'efficacité avec le secteur privé: si l'Etat produit un bien dont la valeur ajoutée ex-post est nulle le PIB ne sera pas affecté tandis que si c'est le cas pour le secteur privé alors le PIB sera inférieur. Troisièmement Carr montre également, que la comptabilité nationale considère tous les biens publics comme des biens finaux. De ce fait la mesure du PIB est biaisée dans le sens où ces biens intermédiaires, s'ils sont produits par l'Etat font accroître le PIB alors que lorsqu'ils sont produit par le privé ils ne sont pas comptabilisé dans le PIB. Ce biais augmente plus $\Delta G/G$ est grand.

Par ailleurs, et dans un premier temps, d'autres travaux³⁰ proposent des approches alternatives de celle proposées par Ram. Cependant, il ressort que le modèle de Ram (1986) repose sur des hypothèses trop fortes et que ses résultats positifs proviennent avant tout de la spécification de son modèle. L'alternative de Bairam (1990) semble plus solide quant à l'appréciation de l'effet d'externalité mais ne permet pas de conclure de manière précise sur ce thème-là. Enfin les études effectuées sur les pays de l'OCDE de Marlow (1986), Saunders (1988) et Marlow (1988) ne s'inscrivent même pas dans un modèle de croissance et ne permettent pas non plus de conclure. Seule l'étude de Scully (1989) semble produire des résultats concluants sur l'effet négatif de l'accroissement de la place de l'Etat dans l'économie bien que son évaluation de l'efficacité des systèmes de production et de sa liaison causale avec la hausse des dépenses publiques dans le PIB soient assez sommaires. Donc d'une manière générale toutes ces analyses, avant tout économétriques, sont décevantes et ne peuvent apporter de réponse précise sur le lien entre variation de la dépense publique et croissance économique.

³⁰ Sandrine MESPLE-SOMPS, « Dépenses publiques et croissance économique : revue de littérature », éd : Développement des investigations sur ajustement à long terme, n°94005, décembre 1993.

Cette conception du problème s'explique par le fait qu'aucune de ces études ne s'inscrivent réellement dans un modèle de croissance économique. Landau (1983 et 1986) puis Kormendi et Meguire (1985), Aschauer (1989), Barro (1989) et Artus (1991) tentent d'intégrer le rôle de l'Etat dans un processus de croissance. Cela les amène premièrement à considérer le niveau des dépenses publiques dans le PIB et non pas son accroissement et deuxièmement à mieux réaliser les interactions possibles entre les deux secteurs. Dans le cadre de ces modèles, les dépenses publiques sont saisies comme un facteur de production à part entière, au même titre que le capital physique ou le capital humain (théorie de croissance endogène).

Pour Landau (1986), qui a développé un modèle estimé sur un panel de 104 pays, la corrélation entre le taux de croissance du revenu par tête et la part des consommations publiques dans le produit intérieur brut était négative. Kormendi et Meguire (1985), en travaillant sur 47 pays sur la période (1950-1987), ont obtenu un impact de la consommation publique sur la croissance positif, faible et non significatif d'un point de vue économétrique.

L'article d'Aschauer (1989), a donné une nouvelle vision du capital public à travers une démonstration scientifique importante du point de vue quantitatif et qualitatif. En effet, il postule une fonction de production de type Cobb-Douglas augmentée du stock de capital public non militaire. Appliquée sur des données américaines de la période (1949-1985), Aschauer a obtenu une élasticité de la productivité globale des facteurs au stock de capital public de l'ordre de 0,4. Il en conclut que la décélération du stock de capital public au cours des deux décennies précédentes (1,6% en moyenne par année durant la période 1971-1985 contre 4,1% sur la période 1950-1970). Les résultats obtenus par Aschauer sont confirmés par beaucoup d'auteur tel que Munell (1990), Fernald (1990), Rubin (1991) etc.

Barro (1991), en travaillant sur 98 pays sur la période (1980-1985) trouve un impact négatif de la consommation publique sur la croissance : une augmentation de 1 point de la part de cette dépense, dont le revenu national se traduit par une répression de 0,12 point du taux de croissance annuel moyen du revenu par tête. Par contre l'investissement public, principalement les infrastructures, a un impact positif sur la croissance. Une hausse de 1 point du ratio $\Delta G/Y$ stimule de 0,1 le taux de croissance du revenu par tête.

Pour Artus (1991), il n'y a pas d'effet des dépenses publiques totales sur la croissance. Le résultat obtenu sur un panel de 21 pays de l'OCDE sur la période (1980-1989) ne signifie guerre pour l'auteur une absence totale d'un tel impact. En effet, il met en avance un aspect particulier

de la dépense publique qui a un effet positif sur la croissance du PIB, il s'agit des dépenses publiques de recherche et développement (élasticité estimée est de l'ordre de 0,02).

Sattar (1993), distingue les pays en développement des pays développés en affirmant que l'Etat joue un rôle différent dans le processus de développement d'un pays développé d'un pays en développement. Alors que dans un pays industrialisés les dépenses publiques sont essentiellement constituées de consommation publique dont les effets sur la croissance sont incertains, dans un pays à faible revenu le budget de l'Etat est essentiellement constitué d'investissement public pour lesquels on s'attend à des effets positifs significatifs. Ainsi, Sattar, teste cette hypothèse à travers le modèle de croissance de Solow auquel il ajoute les dépenses publiques. Ses résultats confirment un effet positif des dépenses publiques dans les pays en développement et un effet non significatif sur les pays industrialisés.

4.2. Les études empiriques sur les liens structurels des dépenses publiques et la croissance économique :

Diverses études économétriques ont essayé de montrer la pertinence de la théorie relative à l'efficacité des composantes des dépenses publiques dans l'évolution de la production sur une longue période. A ce sujet, les modèles de croissance endogène ont fait preuve d'une nette dominance à partir des années 90, à la suite des travaux de Barro (1990) et de Romer (1990), où ils montrent que la politique budgétaire peut impacter de façon permanente ou d'une manière plus ou moins persistante la croissance.

A la suite de ces auteurs, plusieurs études ont vu le jour concernant l'importance des dépenses publiques en tant qu'input. Ainsi, Alesina et Perotti (1995) examinent un échantillon de 20 pays de l'OCDE de la période (1960-1992). Ils calculent l'impulsion fiscale, c'est-à-dire la variation du solde primaire entre deux années ($\Delta \text{ primaire} = (g_1 - t_1) - (g_{t-1} - t_{t-1})$) avec g et t représentant respectivement les dépenses publiques et les recettes publiques par rapport au PIB. Suivant l'intervalle où se situe la valeur de l'impulsion budgétaire³¹, l'orientation de la politique budgétaire est considérée selon le cas comme fortement ou faiblement expansionniste ou restrictive. Leur principal résultat suggère qu'une politique budgétaire restrictive, via une baisse des dépenses de transferts et de rémunération, favorise une amélioration permanente du solde budgétaire.

Devarajan, Swaroop et Heng-fu Zou (1996), s'intéressent à 43 pays en voie de développement de la période (1970-1990) à travers la méthode des moindres carrés pour

³¹ L'impulsion budgétaire : représente la variation du solde primaire entre deux années.

vérifier l'hypothèse théorique selon laquelle l'impact économique de chaque type de dépenses pourrait dépendre de la part qui lui est allouée. Le modèle peut s'écrire comme :

$$GRPCGDP(t + 1, t + 5)_i = \sum \alpha_j DJ_j 5_i \\ = 1 + \alpha_6 (TE/GDP)_t i + \alpha_7 BMPT_i + \alpha_8 SHOCK_t i + \sum_k \alpha_6 (Gk/TE)_t i + \mu t i$$

Où GDP , le produit réel par tête moyenne mobile ; DJ , les variables muettes spécifiant chaque continent ; $(TE/GDP)_t i$, la part des dépenses publiques totales dans le PIB pour le pays i au temps t ; $BMPT_i$, la prime en devises étrangères sur le marché informel pour le pays i au temps t (cette prime est liée à la différence entre le taux de change officiel et celui exercé sur le marché informel) ; $SHOCK_t i$, représente le poids moyen des variations du taux d'intérêt mondial et du prix exportateur et du prix importateur du pays i au temps t ; $(Gk/TE)_t i$, représente le vecteur des différents ratios de dépenses publiques du pays à l'instant t . Leur résultat suggère qu'une augmentation de 1% du ratio des dépenses publiques courantes (nettes des dépenses d'intérêt) par rapport au PIB, augmente le PIB réel par tête de 0,05%.

Suite à des travaux économétriques, Alesina et Adragna (1998) montrent que, sur l'ensemble des pays de l'OCDE de (1960-1994), les politiques d'ajustement basées sur une hausse des impôts sont non favorables à la croissance alors que celles basées sur une coupe des dépenses (salaires et transferts) sont favorables à l'activité économique.

Kneller, Bleaney et Gemmell (1999), ont travaillé sur un panel de 22 pays de l'OCDE de (1970 à 1995). Les auteurs utilisent d'abord, la méthode des moindres carrés pondérées (pour capter l'effet fixe), la méthode des moindres carrés généralisés pour capter l'effet aléatoire, ensuite la méthode à effet fixe et la méthode à effet aléatoire pour tenir compte de la spécialisation de chaque pays et du temps. Le modèle théorique suppose que l'impact de la politique budgétaire sur la croissance dépend de la structure et du niveau des impôts et des dépenses publiques. Après les tests du modèle, les résultats montrent que :

- Les dépenses de consommation en biens et services publics nuisent à la croissance alors que les salaires sont favorables à la croissance ;
- Les dépenses de services généraux et celles de la défense impactent négativement l'activité alors que les dépenses d'éducation, de transports et de communication soutiennent la croissance.

Gupta, Clements, Baldacci et Mulas-Granados (2005), se sont intéressées à un échantillon de trente-neuf pays en développement sur la période allant de (1990-2000). Ils utilisent un

modèle à effet fixe dont les résultats montrent que la composition des dépenses est importante : les pays dans lesquels les dépenses de l'Etat sont concentrées sur les salaires, ont un faible taux de croissance, alors que les pays qui se consacrent davantage à des dépenses en capital, en biens et services non salariales, ont des taux de croissance plus élevés.

De manière générale, ces études présentent une diversité et des points parfois très opposés mais permettent d'avoir une idée sur le nombre important d'approches théorique et empiriques relatives à l'impact des dépenses de l'Etat et de leurs composantes sur l'activité économique.

Section.5 : Cadre théorique des effets de la Dépense publique sur emploi :

L'intervention de l'Etat en matière d'emploi se situe entre la sphère économique et celle du sociale, ce qui lui donne une certaine complexité au niveau des méthodes de fonctionnement. Dans ce contexte, l'Etat prend deux principales formes d'intervention :

- Une forme légale ou réglementaire : en tant que garant de l'ordre social, l'Etat joue un rôle spécifique par rapport aux autres acteurs en fixant les modalités générales de formation, d'emploi et de licenciement.
- Une forme budgétaire sur le volume d'emploi : l'Etat utilise la politique budgétaire pour exercer des effets directs et indirects sur la production et l'emploi. D'une part, il applique des ajustements fondés sur les recettes notamment la baisse des prélèvements obligatoires, et d'autre part, des ajustements basés sur l'augmentation des dépenses publiques. Seule cette deuxième forme est traitée dans cette section.

Dans un contexte de ralentissement de la croissance auquel est associé la croissance du chômage, une politique d'emploi couvrant aussi bien la réforme du marché de travail et soutenue par une demande effective bien orientée représente le modèle fondamentale le mieux adapter pour faire face à une situation de crise conjoncturelle.

Ainsi, Keynes note en effet que la demande de travail des entreprises n'est pas déterminée par le niveau des salaires (idée néoclassique), mais par celui de la demande des biens et services. En d'autre terme, il est question de mettre en place une politique pour l'emploi est non pas une politique d'emploi basée uniquement sur des actions structurelles. La politique pour l'emploi comprend l'ensemble des interventions publiques sur les différents marchés (marché des biens et services, marché des capitaux, marché du travail...).

Lors d'une crise conjoncturelle, la baisse du pouvoir d'achat des ménages entraîne une contraction de la demande et donc une baisse de la production et du niveau de l'emploi. Pour combattre le chômage, les keynésiens proposent de soutenir la demande effective par des politiques de relance budgétaires où seules les dépenses de consommation et les dépenses d'investissement peuvent relancer l'emploi.

Il importe donc de favoriser la consommation par un pouvoir d'achat maintenu voire croissant, en agissant prioritairement sur les ménages modestes qui ont la propension moyenne à consommer la plus élevée. Ainsi, que de privilégier l'investissement grâce à l'apport de l'investissement public venant renforcer l'investissement privé.

Ces mesures conjoncturelles relatives à la relance d'emploi sont caractérisées par l'utilisation des dépenses publiques. Ces dernières financent l'emploi de trois manières principales :

- L'emploi direct des travailleurs du service public ;
- L'emploi indirect des travailleurs par l'intermédiaire de sous-traitants qui fournissent des biens et des services ;
- L'emploi des travailleurs dans le cadre de projets d'infrastructure.

Les dépenses publiques génèrent donc des effets directs et des effets indirects sur la production et l'emploi :

5.1. Les effets directs de la dépense publique sur l'emploi :

Les effets directs des dépenses publiques liées aux programmes du marché du travail s'entendent des dépenses afférentes aux services publics de l'emploi, à la formation, aux aides à la création d'emplois directs dans le secteur public ainsi qu'aux allocations de chômage.

Pour la création d'emplois publics, les dépenses publiques agissent directement sur le fonctionnement du marché du travail à travers plusieurs effets³² :

- Il s'agit d'une situation où le secteur public produit des biens qui ne sont pas substituables à ceux produits par le secteur privé. On peut songer, par exemple, à la justice, la police ou encore à certains transports publics. Or si le secteur public produit des biens substituables à ceux du secteur privé, une expansion de l'emploi public diminue la rentabilité des emplois privés et freine donc leur création.

³² Yann ALGAN, Pierre CAHUC et André ZYLBERBERG, «L'Emploi public : un remède au chômage », éd : revue économique, 2002/3, volume 53, pp. 589-598.

- Dans certains cas, la hausse des salaires des emplois publics peut se traduire par la disparition de certains emplois privés qui ne sont plus rentables³³. Cet effet d'éviction croît avec les qualités et les avantages des emplois publics proposés. Ainsi, les emplois publics plus attractifs (offrant des hauts salaires et des bonnes conditions de travail) évincent plus d'emplois.
- La création d'emplois publics risque d'agir à l'augmentation sur le taux de chômage dès lors que les avantages qu'ils procurent sont importants. Cela ne signifie pas que de tels avantages sont nécessairement contre-productifs. En pratique, ils peuvent permettre d'attirer les travailleurs les plus efficaces dans ce secteur, et donc d'accroître l'efficacité globale de l'économie si la production de bien publics favorise la production de biens privés.
- Le financement d'emplois publics supplémentaires impose une modification d'un niveau de la dépense publique vers la hausse. Cela va dégager un effet de compensation. Dans un premier temps, une pression fiscale pouvant dégrader la rentabilité des entreprises privées. Et dans un deuxième temps, une réduction de la dépense des investissements notamment des infrastructures publics, ce qui va affecter d'une manière négative la productivité du secteur privé ainsi que son emploi.

L'analyse précédente suggère que les effets directs des dépenses publiques sur le chômage et le niveau global de l'emploi dépendent principalement de deux éléments : le degré de substitution entre la production du secteur public et celle du secteur privé, et l'ampleur de la rente offerte aux salariés du secteur public.

Cependant, sur le plan économique la plupart des travaux théoriques et empiriques³⁴ qui se sont intéressés à cette question, n'ont pas fait cas d'une relation directe entre dépenses publiques et emploi. L'emploi est considéré plutôt comme une réponse naturelle consécutive à tout accroissement du produit intérieur brut.

³³ Ces possibilités sont analysées en détail dans Holmlund. B et Linden. J (1993) et Holmlund. B (1997). Source : Yann ALGAN, « Créer des emplois publics crée-t-il des emplois », éd : Dalloz : Revue d'économie politique, 2012/6, volume 122, p.6.

³⁴ Sur le plan théorique, voir : Théorie générale de J.M. Keynes (1936), L'Essor de la macroéconomie de Michel KALECKI (chapitre 3, 1944), Le cycle économique de N. KALDOR (1940), Le multiplicateur de l'emploi de Richard Kahn (suite à une étude sur les effets du programme de grands travaux publics sur l'emploi de 1931), Les hypothèses de rationalité estimatrice des firmes de J.M. GRANDMONT (1985), Les trois fonctions économiques de l'Etat de R. MUSGRAVE (La théorie des finances publiques 1959), Le principe de l'effet indirect de l'investissement sur l'emploi (Le théorème de SCHMIDT 1974). Sur le plan empirique, on trouve les travaux : de Gray BECKER (1960) sur le principe des dépenses en capital humain comme source de politique d'emploi, de R. Barro (1990) l'impact des dépenses productives sur la croissance et l'emploi, Fisher et Turnovsky (1998) il existe une forte corrélation entre le niveau d'emploi et l'augmentation des dépenses publiques sous formes de flux.

5.2. Les effets indirects de la dépense publique sur l'emploi :

A la différence d'une politique structurelle d'emploi, une politique pour l'emploi rentre dans le cadre d'une politique économique globale où la réalisation des objectifs doit être ordonnée et simultanée. Cela nous renvoie à la théorie du cycle économique de N. Kaldor, qui se résume en quatre objectifs : croissance économique, plein emploi, stabilité des prix et l'équilibre des échanges extérieurs.

En sachant que cette théorie est difficilement réalisable, les économistes d'inspiration keynésienne estiment que les dépenses publiques sont un levier à la disposition des pouvoirs publics pour agir de manière indirecte sur l'activité économique d'abord et ensuite l'emploi (le niveau d'emploi dépend du niveau de production). Ce mécanisme de relance rentre dans une politique économique globale dont les phases sont multiples et les termes ne sont pas nécessairement explicites.

Ainsi, pour étudier les effets indirects de la dépense publique sur l'emploi nous allons nous contenter de développer l'approche keynésienne et post-keynésienne. Le regard keynésien sur le plein emploi se situe dans une logique d'équilibre entre la consommation et l'investissement. C'est ce que montre la relation du multiplicateur des dépenses publiques.

Comme le montrait initialement Richard Kahn³⁵, le multiplicateur d'emploi est un mécanisme suivant lequel la création d'un nombre donné d'emplois entraîne, grâce aux revenus ainsi distribués, la création d'autres emplois, comme une politique de grands travaux publics par exemple. L'important ici est l'emploi primaire, les premiers emplois créés qui, selon leur nombre et leur rémunération, vont entraîner une variation amplifiée de l'emploi global.

On voit que le multiplicateur d'emploi est souvent confondu avec le multiplicateur d'investissement car celui-ci n'entraîne pas qu'une augmentation du revenu national, mais aussi une multiplication de l'emploi.

Par ailleurs, pour Michal Kalecki³⁶, la question de l'impact des dépenses publiques et leur répartition sur l'activité, et plus précisément sur l'emploi, est un sujet de préoccupation majeure. Suivant cet auteur, l'Etat à travers un accroissement des dépenses peut accroître indirectement le niveau d'emploi. En effet, si l'Etat entreprend des dépenses d'investissement ou de subvention et

³⁵ Richard Kahn, l'un des premiers étudiants de J.M.Keynes. en 1931, il décrit dans un article intitulé : « la relation entre l'investissement intérieur et le chômage », le fonctionnement du multiplicateur d'emploi. Keynes reconnaît par la suite d'avoir emprunté l'idée du multiplicateur pour en faire un des concepts majeurs de sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.

³⁶ Michal Kalecki, fait partie des auteurs postkeynésiens qui ont centré leur réflexion sur l'idée que la variable causale dans les fluctuations économiques est l'investissement.

si ces dépenses sont financées par emprunt et non par taxation (qui pourrait impacter la consommation et l'investissement privés) alors la demande effective de biens et services pourrait augmenter jusqu'à permettre la réalisation de l'objectif de plein-emploi. Ainsi, une augmentation de la production et de l'emploi via la dépense publique est bénéfique non seulement pour les travailleurs mais favorise également l'accroissement des profits des entrepreneurs³⁷, d'autant qu'elle n'entraîne pas d'impôt supplémentaire.

Kalecki expose l'importance des titres publics en infirmant l'idée selon la quelle les titres publics émis par l'Etat et achetés par les ménages freinent la consommation et l'investissement. Si l'Etat effectue des dépenses pour payer ses fournisseurs par exemple ; ces derniers en général n'épargneront pas cette somme mais la mettront en circulation via l'investissement ou par le biais de l'achat de biens et services. Finalement, les titres publics vont participer à l'enrichissement des personnes et des firmes et les détenteurs d'actifs bénéficieront des rendements de leurs avoirs. En revanche, si les managers et les agents économique refusent d'acheter l'ensemble des obligataires d'Etat, alors les autorités publiques se tourneront vers la banque centrale pour obtenir des liquidités.

Si la banque centrale refuse de racheter les titres publics, l'Etat peut recourir à l'emprunt ce qui le met dans une situation de risque de déficit public. A partir de là, Kalecki s'intéresse à l'impact du déficit public sur le profit des entrepreneurs à travers un modèle statistique du type $P = Ck + I - Sw + (G - T) + (X - M)$ ³⁸, avec P le profit total perçu par les capitalistes, Ck la consommation des capitalistes, $Sw = W - Cw$ l'épargne nette des travailleurs, $(G - T)$ le déficit public (solde budgétaire), $(X - M)$ l'excédent commercial (solde extérieur).

Dans le cas d'une économie fermée, l'équation devient $P = Ck + I$, c'est-à-dire que les salariés dépensent ce qu'ils gagnent et les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent. A partir de cette équation, il détermine l'impact du déficit budgétaire et de l'excédent de la balance commerciale sur le profit total des entrepreneurs. Dès lors, un déficit budgétaire et un excédent commercial permettent aux capitalistes de percevoir des profits supérieurs à leur consommation et à leur investissement, ce qui les pousse à anticiper plus d'investissement et plus d'emploi.

³⁷ Béraud. A & Faccarello. G, « Michal Kalecki et l'essor de la macroéconomie », éd : L'Harmattan, chapitre 3, 2000, Paris, p.417.

³⁸ Modèle de Michal Kalecki, voir : « Théorie de la dynamique économique : essai sur les variations cyclique et à long terme de l'économie capitaliste », éditeur version française: Gautier Villars, 1966, Original provenant de l'université de Michigan, pp. 34-50.

En effet, ce modèle affirme que le surplus de profit du secteur privé est financé grâce aux prêts de l'Etat induisant une augmentation de la dette publique et d'une manière générale la dépense publique.

De sa part, Kaldor note que « l'hypothèse de plein emploi implique que le niveau des prix par rapport aux salaires monétaires est déterminé par la demande : une augmentation de l'investissement, et donc de la demande globale, augmente les prix et les marges bénéficiaires et entraîne ainsi une baisse de la consommation réelle, tandis qu'une réduction de l'investissement, et donc de la demande globale, provoquera une baisse des prix (relativement au niveau des salaires) et entraînera ainsi une hausse compensatoire de la consommation réelle »³⁹.

On doit donc imaginer que si l'investissement excède l'épargne les prix augmenteront non seulement par rapport à la monnaie mais par rapport aux salaires. La baisse des salaires réels et la hausse corrélative des profits entraîneront une hausse de l'épargne et une baisse de la consommation. On est, évidemment, loin du mécanisme de Kalecki où une augmentation de l'investissement accroît certes les profits mais de toute autre façon en suscitant une hausse de la production, les prix restant dans un premier temps inchangés.

Le théorème de Schmidt⁴⁰, explique que les dépenses publiques seraient favorables à la création d'emplois puisque « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, lesquels font les emplois d'après-demain ». Ce théorème est donc séparer en deux relations : profits-dépenses publiques et dépenses publiques-emplois. On voit donc les fondements de la croyance selon laquelle les dépenses publiques, même avec une relation indirecte, ont un effet positif sur l'emploi.

Cependant, la littérature théorique keynésienne, traitant du lien entre les dépenses publiques et l'emploi, est un peu paradoxale : la problématique keynésienne met au centre de ses préoccupations l'objectif du plein emploi (donc la lutte contre le chômage), par contre, elle ne propose pas une analyse spécifique du marché du travail. Plusieurs limites sont donc apparues :
Première limite : la politique de relance peut se heurter à la contrainte budgétaire. Dans ce cas, l'Etat est contraint de diminuer, voir d'annuler son déficit budgétaire, en diminuant les dépenses publiques et en augmentant les recettes fiscales. Ces politiques d'austérité mènent à une récession et un ralentissement de la croissance qui ont des effets négatifs sur l'emploi ;

³⁹ Alain Béraud, « Kaldor et la théorie keynésienne de la répartition », éd : cahiers d'économie politique, L'Harmattan, 2012 n°61, p.11.

⁴⁰ Le théorème de Schmidt est un slogan politique devenu célèbre dans les fondements des politiques économiques. Enoncé par le chancelier allemand Helmut Schmidt le 03 novembre 1974. « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

Deuxième limite : une augmentation de dépense publique n'entraîne pas toujours une augmentation des emplois. A court terme, il n'y a pas un lien direct entre la dépense publique et la création d'emploi. En effet, lorsque la croissance redémarre grâce à une politique de relance, les entreprises se contentent, parfois, d'augmenter la productivité de leurs salariés sans embaucher.

Troisième limite : la politique de relance économique par la demande peut être freinée par des contraintes extérieures. Si l'appareil productif national n'est pas compétitif en matière de prix ou mal adapté à la demande des consommateurs, toute relance de la demande par l'augmentation de la dépense publique va se traduire par une hausse des importations et par un déficit extérieur, ce qui forcément va augmenter le chômage et diminuer l'emploi.

Quatrième limite : la création d'emploi ne diminue pas nécessairement le chômage. En effet, deux cas peuvent se présenter :

- La création nette d'emploi peut être inférieure au nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail (génération pleine). Dans ce cas, la croissance de l'emploi n'empêchera pas le chômage ;
- Les emplois créés peuvent ne pas correspondre aux compétences et aux qualifications des chômeurs. Ceci explique les offres d'emplois non satisfaites et la pénurie de travailleurs dans certains secteurs d'activité. Ainsi, les plans de relance ont pour objectif de combattre le chômage conjoncturel mais ils ne sont pas adaptés pour le chômage structurel qui résulte d'une mauvaise adéquation entre l'offre et la demande de travail.

Ces limites ont fait apparaître des théories qui avaient pour mission de présenter de nouvelles approches en matière d'intervention de l'Etat sur emploi. L'objectif était de traiter la question de l'emploi, non pas par des mesures générales d'ordre keynésiennes, mais par des mesures plus récentes de l'économie du travail et qui touchent les problèmes de qualification, la segmentation du marché du travail, le ciblage de la population active, la négociation des salaires, etc.

Ces nouvelles approches traitent la question de l'emploi par rapport à la particularité des conditions de la croissance économique. Nous allons aborder ces nouvelles approches, d'une part, à travers une revue des travaux théoriques qui résume la théorie d'Okun⁴¹ et ses extensions

⁴¹Arthur Okun (1928-1980) était un économiste de l'école Keynésienne. Sa théorie mesure, dans un pays donné, l'évolution du monde d'emplois pour un point de croissance en plus ou en moins, ce qui permet d'en déduire dans ce pays le taux de croissance économique minimum pour que le chômage recule. Il s'agit donc moins d'une loi que d'une mesure. Voir : Revue Alternatives Economique, N°04 du 09/2016.

jusqu'à celle de Alfred Sauvy⁴² ainsi que les théories de croissance endogène (Romer, Lucas et Barro). Et d'autre part, les travaux empiriques auxquelles se combinent toutes les analyses de relation croissance-emploi.

5.3. Les travaux théoriques contemporains de la relation dépense publique-croissance-emploi :

Il existe deux approches théoriques majeures mettant en relation la croissance et l'emploi : les travaux fondateurs d'Okun et la théorie de la croissance endogène.

5.3.1. La loi d'Okun et ses extensions :

Beaucoup de travaux postkeynésiens s'intéressaient sur la légitimité d'une politique pour l'emploi. Parmi ces travaux on trouve l'article d'Arthur Okun (1962)⁴³, qui en se servant des données trimestrielles de l'économie Américaine sur la période (1947-1960), Okun parvient à montrer qu'il existe entre le taux de chômage et le taux de croissance une relation inverse d'approximativement 1 pour 3. En d'autre terme, il faut une croissance du PIB égale ou supérieur à 3% en moyenne pour faire baisser le chômage de 1%. Ce taux varie selon les pays, car il dépend de deux facteurs : l'évolution de la population active et de la productivité du travail.

Ainsi pour un niveau stable de la population active, une augmentation de la production induit un accroissement de l'emploi (car la démographie de la production a un impact direct sur la demande d'emplois). A l'identique, la productivité du travail s'accroît normalement chaque année (progrès techniques, formation du personnel, management de plus en plus efficace...) si cette productivité augmente de +0,5%, il faut que la croissance augmente de la même valeur pour stabiliser le chômage.

Pour parvenir à ce résultat, Okun se propose initialement de mesurer le produit potentiel comme concept de court terme et essentiel dans la formulation des politiques budgétaires. Pour ce faire Okun utilise les trois spécifications⁴⁴ suivantes :

⁴² Alfred Sauvy (1898-1990), était un économiste et un démographe. A travers sa théorie de déversement, il indique que le progrès technique en améliorant la productivité engendre un transfert des emplois d'un secteur d'activité vers un autre. Voir : Alfred Sauvy, « La machine et le chômage », éd : DUNOD, 1980.

⁴³ Gaëtan Stephan, « La loi d'Okun est-elle toujours d'actualité ? », éd : La découverte/ Regards croisés sur l'économie, 2013/1, n°13, p.133-134.

⁴⁴ Arthur Okun, « Potential GNP : Its measurement and significance », édition : Business and economic statistics section of the American statistical association, 1962, pp. 98-103.

5.3.1.1. La méthode des différences premières :

Cette méthode consiste à régresser les variations du chômage (Y) sur les variations de la production nationale (X) en pourcentage : $Y = \hat{a} + \hat{a}X + \hat{a}$.

En utilisant des données trimestrielles de 1947 à 1960, Okun obtient la relation ajustée suivante : $Y=0,30 -0,30X$ $R^2=0,79$.

Ainsi sur la base de cette estimation, le chômage croîtra d'un trimestre à l'autre de 0,3 point si le produit national demeure inchangé. De la même manière, une augmentation d'un point du produit national entraîne une baisse de 0,3 points du chômage. Ainsi à chaque point du temps, en prenant le trimestre précédent comme donné, un point supplémentaire du chômage génère une baisse de 3,3% du produit national.

5.3.1.2. La méthode du triple écart :

Cette méthode consiste à sélectionner et à tester certains sentiers exponentiels du produit potentiel. Les critères ici sont la qualité d'ajustement, l'absence de tendance dans les résidus, et le principe selon lequel le produit potentiel devrait évaluer le produit effectif pour un taux de chômage de 4%. On a la spécification suivante : $U = a + b(gap) + \hat{a}$. La relation ajustée est la suivante : $U = 3,72 + 0,36 (gap)$.

Selon cette approche, un accroissement du taux de chômage de 1% est associé à une perte de produit potentiel de 2,8%, ou un peu plus s'agissant du produit effectif si celui-ci est en dessous du produit potentiel.

5.3.1.3. La méthode de la tendance ajustée et de l'élasticité :

La première méthode décrite utilisait les variations du chômage et du produit. La seconde méthode utilisait des variables à niveau, mais supposait la tendance de croissance du produit pour un niveau constant de taux de chômage. Il est cependant également possible de dériver le coefficient emploi produit des données à niveau sans supposer de tendance. Le présent modèle permet ce type de calcul : $Log (N_t) = Log (\frac{N_f}{P_0^a}) + a Log(A_t) - (ar)_t$.

Où : N est l'emploi total à la période t, P_0 le niveau initial du produit potentiel, r le taux de croissance du produit potentiel, A le produit effectif, a l'élasticité constante du taux de sous-emploi au taux d'utilisation des capacités de production.

Il émerge de cette spécification que le coefficient d'élasticité estimé varie entre 0,35 et 0,40, suggérant qu'une augmentation d'un point du produit effectif impliquerait un glissement

légèrement inférieur à 3% de l'emploi vers le haut. L'uniformité qui résulte de ces différentes méthodes est l'existence d'un rapport de 3 pour 1 entre la croissance du produit et l'emploi.

Cette uniformité s'explique par le fait que la modification du produit, et donc de la croissance, induit une baisse du taux d'intérêt, un accroissement des investissements et du nombre de postes de travail disponibles. Par ailleurs, la croissance modifie la structure de la population active, en accroissant le nombre d'heures ouvrées du fait d'une préférence accrue pour le marché du travail, elle-même relative à l'accroissement des opportunités de gain.

Cette relation appelée de loi d'Okun a véritablement gagnée la conviction des économistes à en croire Gordon (1984) : « cette relation est devenue populaire en macroéconomie parce que d'une part, elle s'est avérée suffisamment stable et fiable durant ces vingt dernières années pour être érigée en loi, et d'autre part, elle a court-circuité toutes les autres études les unes aussi complexes que les autres, qui ont analysé et expliqué la relation croissance économique - chômage »⁴⁵.

Au total, l'analyse d'Okun donne une part importante à la croissance dans la dynamique de l'emploi. Cependant, des économistes comme Sauvy (1980), Courtney (1991), Palley (1993), et Lee (2000), lui reprochent de ne pas être trop statistique sur les relations emplois et taux de croissance par secteur d'activité.

C'est sur la base de cette critique qu'en 1980 Alfred Sauvy, un économiste passionné par l'action publique, formule la théorie du déversement. Il montre que sous l'effet des gains de productivité dégagés par le progrès technique, un facteur de transfert (ou déversement) de la population active du secteur primaire vers le secteur secondaire puis vers le secteur tertiaire augmente.

D'après l'auteur, les gains de productivité peuvent créer au moins autant d'emplois qu'ils en éliminent, il y'aurait ainsi un déversement des emplois depuis les secteurs d'activité qui en perdent vers ceux qui embauchent. Cela est réalisable si le taux de croissance du PIB dépasse celui de la productivité apparente du travail.

La substitution du capital au travail dans une branche génère des emplois dans les branches produisant les biens de production. Mais la compensation est en général incomplète, sinon les gains seraient annulés au niveau global. Si les gains sont répercutés en partie sur les prix, la baisse de ces derniers devrait générer un surplus de croissance favorable à l'emploi.

⁴⁵ Cité par D.T Mortensen & C.A. Pissarides, « Job Creation, Job destruction, in the theory of unemployment », Review of economics studies, 1994, vol. 8 n°17, pp. 33-47.

Cependant, la création de l'emploi dépend du résultat de l'élasticité de la demande globale par rapport au prix. Sous cette contrainte, Sauvy exige l'utilisation de la dépense publique d'une manière ciblée afin d'augmenter le pouvoir d'achat et une demande favorable au contenu en emploi du supplément de croissance. Ainsi, l'intervention des pouvoirs publics ne s'exprime que si les conditions d'offre sont favorables (les pouvoirs publics doivent supprimer ou réduire les rigidités défavorables à l'emploi : un coût de travail trop élevé, un système d'indemnisation du chômage trop généreux, une dualisation du marché du travail, une formation et un apprentissage insuffisant pour les jeunes).

5.3.2. L'approche de l'emploi en termes de croissance endogène :

L'intensité de la concurrence des années 1990, a fait stimuler l'innovation et les gains de productivité notamment dans les secteurs peu concurrentiels, à long terme elle devrait améliorer le niveau de l'emploi en favorisant l'acceptation des réformes structurelle ; mais à court terme l'effet sur l'emploi peut être négatif.

Ces principales évolutions relatives au progrès techniques, à l'innovation et aux gains de productivité ont fait que les analyses d'Okun et de déversement ne peuvent expliquer qu'une partie de la relation croissance-emploi. Les apports des théories de la croissance endogène permettront d'actualiser ces analyses en mettant en évidence le caractère endogène du progrès technique et les externalités positives qu'il génère ; les effets de l'accumulation des connaissances qui font une place importante à la recherche et développement; le rôle de la dépense publique en matière d'éducation, d'infrastructures de transports et de communication...

Pour souligner l'interaction entre dépenses publiques, croissance et emploi. Les économistes de la croissance endogène s'intéressent en particulier aux rôles que jouent les dépenses publiques à travers leurs externalités d'éducation, de formation, de recherche et développement et d'investissement public dans l'accroissement de la productivité des facteurs privés et donc comme moteur de création d'emploi.

Les premiers modèles se sont centrés sur la connaissance (Romer 1986, 1990) et la formation (Lucas 1988). Pour ces modèles, l'intervention de l'Etat dans la croissance est en grande partie légitimée par le besoin d'atteindre une demande de travail positive. L'existence d'externalités positives due à la connaissance, à la recherche fondamentale et à la formation professionnelle et que l'ensemble des agents peuvent bénéficier gratuitement peut avoir un effet indirect sur le coût de productivité (une diminution du coût de travail ou une augmentation de la productivité du travail).

Ainsi, dans sa célèbre théorie du capital humain Lucas montre que la politique de l'emploi a donc tout intérêt à la mise en place de politique de formation afin de lutter contre la dépréciation du capital humain qui peut résulter du chômage et de limiter le chômage d'inadéquation, résultant d'un niveau insuffisant de formation de la main-d'œuvre.

Par ailleurs, Barro (1990), évoque la question des dépenses publique-croissance-emploi en mettant en avant la nécessité de la production public de certains services sources d'externalité. En outre, la fourniture par l'Etat de services collectifs aurait des effets d'échelle par ce que de nouveaux agents économiques peuvent en bénéficier sans coût supplémentaire ce qui provoque un effet positive pour la croissance et par la suite pour l'emploi.

En s'inspirant des travaux de Barro (1990) et dans l'objectif de trouver une relation entre les dépenses publiques et l'emploi dans les pays en voie de développement, Fisher et Turnovsky (1998)⁴⁶ développent un modèle dans lequel la fonction de production est augmentée des dépenses publiques sous forme de flux. Le résultat issu des estimations montre une forte corrélation entre l'accroissement des dépenses publiques et le niveau d'emploi.

5.4. Les travaux empiriques de la relation dépense publique-croissance-emploi :

La relation entre les dépenses publiques, croissance et emploi a fait plusieurs études théoriques. Toutefois, ces études théoriques n'ont pas connu beaucoup d'application sur le plan empirique.

En 1983, Norman Gemmill a fait construire son modèle de croissance sur une opposition du secteur marchand au secteur non marchand. Le premier étant défini comme tous les secteurs dont les produits sont vendus sur un marché, le second désigne les biens tels que la défense, l'enseignement public. L'auteur exprime l'impact de l'accroissement de l'Etat par uniquement l'augmentation de l'emploi dans le secteur non marchand qui, s'il est plus fort que la croissance de la production marchande, implique une baisse de croissance de la consommation de produits marchands et/ou de investissement et/ou du surplus de la balance courante.

Ces estimations empiriques montrent des résultats variables selon les pays. Cependant, en Grande Bretagne, en Egypte au Phillipine et en Syrie l'expansion de l'emploi public aurait freiné la consommation, l'investissement et le solde positif de la balance de paiement. Cette méthode est loin d'être exhaustive quant aux conséquences de l'expansion de l'Etat puisque l'emploi public

⁴⁶ Fisher W.H. & Turnovsky S.J., « The Composition of Government Expenditure and its Consequences for Macroeconomic Performance », éd : Journal of economic dynamics and control, vol 19, n°04, pp. 747-786. Sources versions françaises : Léon-Amath DIONE, thèse de doctorat sur les compositions des dépenses publiques et impact sur la croissance économique, Université de Bourgogne Franche-Comté, septembre 2016.

n'est qu'un aspect de ce phénomène et puisque aucune externalité du secteur public vers le privé n'est pris en compte. De plus, du fait de la faible disponibilité des statistiques, les variables telles que l'emploi public, la production non marchande sont évalués de manière très approximatives ce qui rend d'autant moins robustes les résultats obtenus.

Par la suite, premièrement, toutes les études sur le rôle de l'Etat dans le processus de croissance retiennent comme variable représentative de l'accroissement de la taille de l'Etat l'augmentation du ratio des dépenses publiques sur le PIB et non plus l'emploi et, deuxièmement, ont pour principale hypothèse une différence de productivité des facteurs de production entre les deux secteurs public et privé ce qui admet que le revenu total est à la fois constitué du produit marchand et non marchand et non pas uniquement du produit marchand.

Par ailleurs, en 2009, une enquête⁴⁷ de l'organisation internationale du travail sur les mesures de protection sociale et d'emploi prises par 54 pays, a confirmé l'importance des infrastructures dans les plans de relance budgétaire : 87% des pays ont affecté des dépenses budgétaires supplémentaires aux infrastructures. Parmi ceux-ci, un tiers avaient un volet spécifique pour l'emploi, ciblant souvent des groupes défavorisés. Ainsi, tandis qu'il est bien reconnu que les infrastructures sont source de création d'emplois, on admet moins souvent l'attention qu'il convient de porter au nombre d'emploi et à l'objectif des emplois lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de ces plans.

Une évaluation modélisée de l'impact des dépenses d'infrastructures sur l'emploi a conclu qu'un milliard de dollars dépensé dans de grands projets dans les pays développés génère environ 28 000 emplois directs ou indirects, en proportions sensiblement égales. Les dépenses d'infrastructures ont un impact sensiblement plus important dans les pays en développement : ainsi un milliard de dollars dépensé en Amérique latine peut générer jusqu'à 200 000 emplois directs ; la même dépense dans les projets ruraux à fort coefficient de main-d'œuvre peut générer jusqu'à 500 000 emplois directs. Toutefois, ces estimations approximatives doivent être utilisées avec précaution.

L'Indonésie a lancé un plan de relance budgétaire de 73,3 billions de roupies indonésiennes, soit 7,6 milliards de dollars, visant à stimuler la demande globale. De ce montant 12,2 billions de roupies indonésiennes, soit 17% ont été consacrés au développement des infrastructures, notamment à l'amélioration des grands axes, des ports, des ponts et des systèmes

⁴⁷ Organisation internationale de travail (OIT), « Investissement dans les infrastructures : un outil efficace pour la création de travail décent » Notes de synthèse du pacte mondial pour l'emploi, 2009 n°01.

d'irrigation. L'objectif de création de plus d'un million d'emplois, fixé par le gouvernement, a donc été dépassé.

Globalement, la littérature empirique, traitant du lien entre les dépenses publiques et l'emploi n'est pas très riche, contrairement à celui avec la croissance économique. Il s'agit donc le plus souvent d'une relation indirecte.

Conclusion :

Ce chapitre a étudié le cadre théorique des effets de la dépense publique sur la croissance économique et sur l'emploi. Au terme de déduire cette relation, il convient de signaler que nous avons structuré ce chapitre en cinq sections dont voici les principales conclusions :

La première section a été consacrée à la présentation conceptuelle de la croissance économique. Mesurer en termes de produit intérieure brut en valeur ou en volume, la croissance économique constitue le critère principal du progrès d'une société, elle est aujourd'hui et restera sans doute l'élément important de ce progrès. L'analyse de ses facteurs et de ses ressources représente une étape importante en direction d'une meilleure connaissance du phénomène tant dans sa forme extensive que dans sa forme intensive. Ainsi, la fonction de production de Cobb-Douglas est le modèle le plus utilisé pour dégager les facteurs explicatifs de la croissance, en particulier parce qu'elle permet de repérer les économies d'échelle.

La deuxième section s'est présentée comme une revue de littérature sur les modèles traditionnels de la croissance dont on a montré la diversité du développement des théories de la croissance par opposition entre les deux grands modèles de croissance : d'abord le modèle keynésien de Harrod-Domar fondateurs de la croissance cyclique et qui mettent en avant une situation instable de la croissance à long terme. Puis le modèle de Solow, basé sur des hypothèses néoclassique, qui conclut à une situation de convergence des économies à un état de croissance stationnaire.

Le modèle de Harrod et celui de Domar sont proches, même si leurs problématiques ne sont pas identiques. Le modèle de Domar ne cherchait qu'à attirer l'attention des keynésiens en prolongeant l'effet du multiplicateur d'investissement sur le plein emploi au-delà de la courte période. Tandis que Harrod visait à dynamiser la théorie keynésienne pour en faire un modèle de croissance de long terme basé sur trois principaux points : l'existence de l'équilibre et le taux de croissance garanti, l'unicité de l'équilibre et ses propriétés et enfin le problème de la stabilité de l'équilibre à long terme, point qui fait la différence avec Domar.

Les deux auteurs accordent à l'Etat un rôle essentiel de régulateur de la demande globale. Pour Domar, la dépense publique peut stimuler la demande et atteindre l'équilibre de plein emploi avec ou sans l'augmentation de l'investissement. Les effets du multiplicateur de la dépense publique productive augmentent l'investissement dans le secteur privé. Par contre, la dépense non productive restaure l'équilibre de plein emploi sans accroître les capacités d'offre.

Pour Harrod, la poursuite du plein emploi exige que la production augmente au taux de croissance de la population, et de la technologie, pour qu'il n'y ait pas capacité inemployées. A l'équilibre il faudra donc l'égalité des trois taux de croissance. Selon Harrod, il est très difficile d'atteindre cette égalité sans l'intervention des pouvoirs publics, du fait que ces taux dépendent de paramètres exogènes.

Le modèle de croissance de Solow montre comment l'épargne, la croissance démographique et le progrès technologique interagissent pour déterminer le niveau de la croissance économique. Toutefois, la plus grande part de la croissance est expliquée par le progrès technique, considéré par Solow comme facteur résiduel exogène dont on ne connaît pas l'origine.

Contrairement aux modèles postkeynésiens, Solow suppose que la croissance est en équilibre stable : à long terme, l'économie tend vers un état stationnaire où l'activité économique évolue au même rythme que le taux de croissance de la population. Il suppose également que si des pays ont des caractéristiques similaires, on devrait observer un phénomène de convergence (avoir les mêmes trajectoires d'une croissance équilibrée).

Par rapport à la question de l'intervention de l'Etat pour la croissance, Solow considère que ce dernier peut jouer un rôle utile sous certaines conditions pertinentes. En travaillant sur le principe de la règle d'or, les pouvoirs publics peuvent influencer le comportement d'épargne des ménages qui à l'état stationnaire permet de maximiser la consommation. Cependant, Solow reste attaché aux conséquences du financement de la dépense publique, plutôt qu'à l'étude de son impact sur la croissance.

La troisième section s'est réservée à expliquer les nouvelles théories de la croissance qui ont pour objet d'étudier la croissance économique à travers un processus auto-entretenu qui dépend d'un comportement endogène et non pas de facteurs exogènes comme le soutenait la théorie de croissance de Solow. Ceci montre la variété considérable de modèles qui tentent d'analyser le degré de contribution de certains facteurs, tels que le savoir scientifique et technique ; l'apprentissage par la pratique (Romer 1986), le capital humain (Lucas 1988) et les infrastructures (Barro 1990).

Ces modèles de croissance endogène ont permis une réhabilitation économique du rôle de l'Etat et plus particulièrement de la dépense publique. Cette dernière est fondée à intervenir du fait de l'existence d'externalités positives. En effet, beaucoup de dépenses d'infrastructures sont facteurs de croissance et ne peuvent être supportées que par des

collectivités publiques. Cependant, les modèles de croissance endogène établissent une distinction entre les dépenses publiques de consommation (non productives) et les dépenses publiques d'investissement (productives), en confirmant que l'excès de la première catégorie nuit à la croissance et provoque un ralentir de l'activité économique, or que l'augmentation de la deuxième catégorie a un effet positif pour la croissance.

Dans la quatrième section, il s'agissait de présenter quelques résultats des travaux empiriques relatifs aux effets de la dépense publique sur la croissance économique en posant deux interrogations : La première a été sur l'impact de l'accroissement de la taille du budget de l'Etat sur le processus de croissance. La deuxième s'intéressée à l'impact du niveau des différentes composantes de la dépense publique sur les facteurs de croissance.

De manière générale, les résultats de ces travaux empiriques ont montré que les dépenses publiques sont positivement liées à l'activité économique sur le panel global. Par contre, les effets de ces dépenses diffèrent quand le panel est réparti par niveau de revenu. Ainsi, les dépenses publiques sont positivement liées à l'activité dans les pays à faibles revenus et ceux à revenu intermédiaire et négativement liées dans les pays à haut revenu. Les résultats qui regroupent l'ensemble des trois panels ont laissé apparaître que les Etats devraient favoriser les dépenses de subventions, de transferts et d'investissement au détriment des dépenses de consommation et d'intérêts de la dette.

La cinquième section a fait l'objet d'une étude basée sur des fondements théoriques à travers lesquels on a pu développer la deuxième hypothèse de cette thèse à savoir, les effets des dépenses publiques sur la création d'emploi. Cette relation génère deux types d'effets : un effet direct qu'on peut le classer dans l'unique objectif d'optimum social et un effet indirect lié à la variation des différentes activités économiques.

En mettant l'accent sur l'effet indirect, nous constatons que la plus par des littératures théoriques et empiriques (keynésiens et postkeynésiens) traitent la question de la relation entre la dépense publique et l'emploi par rapport à la particularité des conditions de la croissance économique. Il s'agit donc plutôt d'une relation dépenses publiques-croissance-emploi, que l'on peut traiter de deux manières : Soit par une approche, plus généraliste, celle du multiplicateur des dépenses budgétaire, ou par une approche plus récente, celles des modèles de la croissance endogène qui touchent les problèmes de qualification, de segmentation du marché du travail et de ciblage de la population active.

***Troisième Chapitre :
Analyse de l'impact de la dépense
publique sur la croissance
économique et l'emploi en Algérie***

Introduction :

Dans un régime rentier comme celui caractérisant l'économie Algérienne, la circulation de la rente, sur le plan interne, passe essentiellement par les dépenses publiques. L'intervention de l'Etat dans l'économie doit être alors appréciée principalement à travers la modification et la conduite de sa politique budgétaire.

Plusieurs raisons justifient le rôle de la politique budgétaire comme élément stabilisateur de l'activité économique de l'Algérie. Parmi les principales raisons, on cite la forte capacité de financement de l'Etat, grâce au monopole qu'il exerce sur les ressources naturelles et qui lui donne la place d'acteur principal dans la formation du capital mais également dans la dynamique économique en générale en raison de la faiblesse du stock du capital du secteur privé Algérien.

Depuis les années 2000, l'avantage budgétaire créée par l'avènement d'une manne pétrolière prolongée a permis à l'Algérie d'entreprendre d'important programmes de relance économique afin d'impulser une dynamique de croissance et de création d'emploi.

Ces programmes traduisent clairement l'effort consenti par les pouvoirs publics à augmenter les dépenses publiques à un niveau sans précédent, dans le but de revitaliser la production agricole, à développer le réseau public de distribution d'eau, à améliorer l'infrastructure et les services de transport, à rehausser le niveau de vie et à encourager le secteur privé pour la réalisation des projets locaux de mise en valeur.

A cet égard, nous vison lors de ce chapitre de mesuré l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie durant la période 2000 et 2016. Pour ce faire, on a scindé ce chapitre en quatre sections. Dans la première section nous abordons le rôle qui a été joué par l'Etat dans la mise en place de l'économie de l'Algérie indépendante à travers les principales étapes dont à fait l'objet cette économie.

La deuxième section va traite l'évolution des dépenses publiques ainsi que celle de la croissance économique en Algérie. Elle se subdivise donc en deux grands points, le premier rend compte des spécificités des dépenses publiques entre deux périodes marquantes (1970-1999 et 2000-2016) de l'histoire de l'économie Algérienne et le second examine les principales caractéristiques de la croissance économique.

La troisième section va se consacrer à l'étude de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique en utilisant un modèle économétrique de régression linéaire simple. Tandis que dans la quatrième section nous allons analyser l'effet de la dépense publique sur

l'emploi par l'intermédiaire de la croissance du produit intérieur brut durant la période 2000-20016.

Section.1 : Etat des faits des principales étapes de la politique économique Algérienne :

Afin de mettre en valeur notre étude empirique, il nous est apparu nécessaire de commencer par un bref rappel historique en retenant les principales périodes charnières de l'évolution du système économique et social Algérien.

Comme l'a souligné l'économiste algérien H. TEMMAR¹, l'évolution économique de l'Algérie a connue quatre transformations majeures, dans le sens où ses dernières marquent la séparation entre plusieurs périodes distinctes de l'histoire de cette économie depuis l'indépendance (1962) :

- La première (1962-1988), que l'on peut qualifier de période socialiste, orientée vers un projet de développement autocentré², est caractérisée par une prégnance de l'Etat et de l'administration sur l'économie et une répression des mécanismes du marché ainsi que par une rupture avec l'économie mondiale capitaliste ;
- La deuxième (1989-1993), se résume dans la période de processus des formes de libéralisation économique et politique qui vise à rétablir les lois du marché dans le fonctionnement de l'économie est en particulier à restaurer la contrainte financière sur les banques et les entreprises publiques ;
- La troisième (1994-1999), est la période de l'ajustement structurel dont son principal objet est le rééchelonnement de la dette extérieure, la restructuration et la privatisation du secteur public et la libéralisation du commerce extérieur.
- La quatrième (depuis les années 2000), marquée par une ouverture à la fois en interne et en externe : sur le marché et ses institutions, ainsi qu'à travers la recherche d'une intégration à l'économie régionale et mondiale.

¹ Hamid TEMMAR, « La lecture économique du programme de Tripoli et la rente pétrolière ont maintenu l'économie dans la trappe de transition », Publié par Algérie Economique, mai 2016.

² On trouve aussi dans la littérature l'appellation « développementiste » : Se dit un développement d'un pays, fondé sur ses propres ressources matérielles, humaines et ne faisant pas appel à l'extérieur, notamment à l'échange international. Pour l'Algérie, ce concept est caractérisé dans les projets de développement accéléré à travers les plans triennal et quinquennal (voir les pages : 129-131).

1.1. La période de l'économie socialiste et de la planification centralisée (1962-1988) :

A l'indépendance, l'économie algérienne était insérée dans un pacte impérialiste notamment français. Alors il fallait couper avec cette situation, ce qui signifie que l'indépendance devait être totale non seulement politique mais aussi économique. Cependant, l'Algérie avait peu de lignes directrices concernant le devenir de l'économie du pays, néanmoins un certain nombre d'idées apparaissaient déjà dans le programme de Tripoli³ visant un objectif global qui est celui de la réalisation de développement indépendant qui donnait la priorité à la dominance du secteur d'Etat, comme fer de relance de l'économie nationale.

En effet, parmi les objectifs intermédiaires arrêtés dans ce programme, on trouve la nationalisation de toutes les ressources naturelles, du commerce étranger, des banques et en général de toutes les institutions financières. L'opinion du libéralisme et du développement basé sur l'économie de marché était rejeté dès le départ et la planification était considérée comme l'alternative nécessaire.

Après que les bases matérielles et organisationnelles d'une économie socialiste étaient définies, l'Algérie place sa première stratégie économique, d'abord par un plan triennal (1967-1969) dont l'objectif était la préparation des moyens matériels pour la réalisation des futurs plans et la nationalisation du secteur des hydrocarbures (24 février 1971). Ensuite, par les deux plans quadriennaux (1970-1973) et (1974-1977), qui traduits la volonté des pouvoirs publics de passer à une étape supérieure celle de réaliser deux grands défis, à savoir : la révolution industrielle et la révolution agraire.

Quant à la première, était caractérisée par des investissements planifiés doté d'un système productif moderne à travers un processus particulier d'industrialisation dont il convient de dégager les grandes lignes du développement économique et social.

Le programme d'industrialisation préconisé par les plans de développement devait reposer sur un triple paradigme⁴ :

- L'industrialisation s'appuie sur la formation accélérée de capital fixe (FACF) selon les techniques les plus modernes. La FACF couvre l'ensemble des branches industrielles

³ Le programme de Tripoli a été adopté en juin 1962 par le conseil national de la révolution algérienne (CNRA). Ce programme d'inspiration marxiste donne un double objectif économique à l'Algérie : d'une part, une réforme agraire authentique permettant d'augmenter le pouvoir d'achat des algériens, et d'autre part, le développement des industries de base qui fournissent l'assise au développement à long terme.

⁴ Idem, pp : 532-533.

comme la mécanique, les constructions métalliques et électriques qui devraient constituer la trame du tissu industriel à mettre en place ;

- L'industrialisation conduit à l'établissement d'une relation harmonieuse entre l'industrie et l'agriculture car d'un côté l'industrie entraîne la modernisation et l'industrialisation de l'agriculture en lui fournissant les éléments de la formation de capital fixe. Et de l'autre, elle offre à l'agriculture une vaste sphère de réalisation des produits agricoles. Globalement, l'industrie devait être un secteur au service de l'agriculture ;
- L'industrialisation, par la création d'emploi, met en œuvre un processus de développement qui permet le renforcement et la consolidation de la classe ouvrière qui prend en main la transformation des rapports sociaux.

L'ampleur de ces investissements était marquée par une priorité à l'industrie lourde, ou aux industries industrialisantes développées dans le cadre de la théorie des pôles de développement de François Perroux et de Gérard Destanne de Bernis⁵, par rapport aux industries légères retenues comme option d'industrialisation dans la période qui a précédé. Cette priorité a correspondu en fait à une concentration de l'investissement public dans les branches d'activités en matière premières et en énergie telles que le pétrole, le gaz et le minerai de fer.

A cet effet, l'investissement brut planifié des entreprises publiques est passé de 7,561 milliards de DA en 1967 à 44,4 milliards de DA en 1977 pour atteindre un niveau impressionnant de 57,7 milliards de DA en 1978.

Le tableau suivant retrace l'évolution de l'investissement brut d'origine publique (investissement budgétaire de l'Etat et investissement planifié des entreprises publiques) depuis 1967 jusqu'à la fin de 1977. Sur cette période les investissements sont particulièrement élevés dans le second plan quadriennal, quel que soit le taux d'inflation et quel que soit aussi les surcoûts qui les affectent.

⁵ Christian PALLOIX, « Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux (1970-1977) », In : Tiers-monde, Tome 21, N°83, 1980, Alger, pp : 532.

Tableau n° 1 : Part de l'industrie dans le montant cumulé (prévu, réalisé) des investissements planifiés (1967-1977).

U : En millions de DA

Plans de développement (1967-1977)	Prévisions			Réalizations		
	Montan		%	Montan		%
	Industrie	Total		Industrie	Total	
Triennal (1967-1969)	5168	10559	48,90	6057	7651	79,20
Plan quadriennal (1970-1973)	10118	24400	41,50	19015	35906	53,00
Plan quadriennal (1974-1977)	48000	110000	43,60	65314	110612	59,00

Source : DSCN, mémorandum Banque mondiale 1978.

A l'instar du secteur de l'industrie, les actions initiées en direction du secteur d'agriculture, dès les premières années de l'indépendance, sont motivées par la volonté de mise sous la coupe étatique du secteur agraire et du monde rural. L'analyse des différents réaménagements de ce secteur (de l'autogestion à la révolution agraire) montre clairement qu'il était au centre des préoccupations des pouvoirs publics.

Sur le plan économique, il y a lieu de rappeler que le mouvement d'autogestion a impulsé une dynamique importante permettant à la fois à la production agricole de continuer malgré le départ massif des européens et aux paysans de disposer d'un pouvoir économique indépendant de l'Etat.

La réduction de la demande locale suite au départ de la population européenne a laissé apparaître d'importants excédents agricoles. L'agriculture assura ainsi, le financement d'une partie des importations ce qui constituait aux yeux des dirigeants algériens un pouvoir qu'il fallait maîtriser pour empêcher une constitution d'une classe de propriétaires terriens ou d'une bourgeoisie au détriment des paysans pauvres. Par ailleurs, il est important de rappeler que le mouvement d'autogestion était porteur d'une dynamique politique dont les principes sont contradictoires avec ceux de l'idéologie étatique de cette période.

Du coup l'objectif affiché était le lancement de la révolution agraire en 1971, une action qui n'était pas considérée comme une simple phase préparatoire au développement, elle était plutôt une action globale et intégrale sur l'ensemble des facteurs qui conditionnent la vie et le

travail dans les campagnes dont l'objectif était d'assurer l'indépendance alimentaire, l'école et la santé pour tous.

La période 1971-1978, caractérisée par l'aisance financière de l'Etat due principalement à l'évolution des marchés pétroliers a fait passer les problèmes de l'autogestion au second plan, au profit de la question de la modernisation des exploitations agricoles.

Ainsi, le tableau ci-dessus retrace l'évolution des dépenses budgétaires dans l'investissement des infrastructures agraires. Ces dernières constituent un moyen de satisfaction des besoins des groupements de production afin de leur assurer un développement harmonieux, ainsi que la mise en valeur des terres, la protection des sols et l'irrigation.

Tableau n 2 : Investissements planifiés en agriculture

U : En milliard de DA / %

	Pré-Paln (1967-1969)	Plan Quadriennal (1970-1973)	Plan Quadriennal (1974-1977)
Investissements en agriculture	1,9	4,1	12
Programme total d'investissement	10,3	30,6	109,4
Allocation de l'agriculture en %	17%	14,5%	15%

Source : H.Temmar, la stratégie algérienne de développement, ENAL Alger 1986.

Lorsqu'on examine le volume des investissements agricoles inscrits dans les différents plans et leur part dans le total des investissements planifiés, il apparaît clairement que, durant ces périodes les moyens accordés au secteur agricole étaient peu importants comparativement au secteur industriel. Par contre, cette position marginale de l'agriculture dans les priorités du planificateur n'enlève en rien au poids de l'investissement étatique dans le secteur agricole qui reste dominant durant toute la période de la planification centralisée.

Il faut noter qu'il a fallu attendre la période du second plan quadriennal, pour enregistré des augmentations remarquables en matière des dépenses d'équipements et de fonctionnement publiques. Cet effort considérable en dépenses publiques était soutenu par une évolution positive des recettes publiques qui a pris son essor avec le premier choc pétrolier de 1973-1974, et cela jusqu'au début des années 1980.

Ainsi, si l'on regarde l'évolution des grandes masses du budget de 1974 à 1978 (tableau n°), on constate que les dépenses d'équipement ont progressé régulièrement, en passant de 8685 millions de DA en 1975 à 14300 millions de DA en 1978 (40% du total des dépenses en 1975,

contre 44% en 1978). Par contre, les dépenses de fonctionnement qui représentaient 65% du budget total en 1970, se stabilisent et représentent 56% des dépenses prévues en 1978. Comme nous l'avons expliqué auparavant, ceci est le résultat d'une gestion publique rigoureuse appliquée au fil du temps.

Tableau n 3 : Evolution des grandes masses du budget en Algérie (1975-1978)

	1975			1976			1977			1978	
	P	R	%	P	R	%	P	R	%	P	%
Recettes	21995	25053	100%	24190	25660	100%	27910	33479	100%	32565	100%
Fiscalité Ordinaire	7265	9732	38%	8280	8381	32%	10260	13260	40%	11186	36,40%
Fiscalité Pétrolière	1300	13462	54%	15000	14237	56%	16500	18019	54%	18200	56%
Autres Fiscalités	1730	1856	80%	9200	3042	12%	1150	2200	6%	2500	7,60%
Dépenses	21854	19136	100%	23285	22280	100%	27750	25472	100%	32465	100%
Dépenses de Fonctionnements	13169	13659	60%	14600	14410	62%	15860	15281	60%	18165	56%
Dépenses d'équipement	8685	5480	40%	8685	7870	38%	11900	10191	40%	14300	44%
Soldes	+141	+5917		+915	+3380		+160	+8000		+100	

Source : Construit d'après les lois de finance 1975-1978. P : prévisions ; R : réalisation.

Cependant, quelque soit les aspects sous lesquels apparaît la politique des dépenses en investissement de cette période, il n'en demeure pas moins qu'elle est intrinsèquement caractérisée par une incohérence comme l'ont très bien signalé beaucoup d'auteurs⁶. En effet, la cohérence du modèle était plus apparente que réelle, et ce pour au moins trois raisons majeures :

- L'investissement dans l'industrie était déterminé par des ressources financières liées à l'exploitation des hydrocarbures sur lesquelles le planificateur n'a pas de prise ;
- La stratégie de développement avait pour objectif la construction d'une industrie autonome et intégrée capable de s'auto reproduire mais elle a oublié de consentir autant d'effort dans le développement de la formation et de la recherche technique et la fabrication et le rendement des moyens de production, qui ont été la base des industries dans les pays développés ;
- L'absence d'une vision lointaine de la tendance de l'industrie dans le monde et les changements rapides intervenant sans cesse dans les procédés techniques, ont fait que le

⁶ F. YACHIR (1996), H. BENISSAD (1994), A. BRAHIMI (1991), A. BOUZIDI (1999), H. TEMMAR (1983). Voir Ahmed ZAKANE, op.cit, p.122.

planificateur ne s'est jamais préoccupés des moyens d'assurer en longue période la disponibilité des équipements et des procédés techniques importés.

Effectivement, l'importance de ces raisons était sentie dès l'année 1986. Une année marquée par deux événements économiques majeurs : d'un côté, la chute des recettes budgétaires de plus de 50%, provoquée par la baisse brutale des prix des hydrocarbures, et de l'autre côté, la montée en puissance des importations de biens de consommation. Sur le plan financier, cette crise s'est traduite par l'accumulation des déficits budgétaires causant l'amplification de la dette publique intérieure et extérieure.

La faillite du bilan économique de la fin des années 1980, plus les tensions politiques et sociales ont poussé l'Etat algérien à prendre des réformes de libéralisation économique et politique qui vise à rétablir les lois du marché dans le fonctionnement de l'économie est en particulier à restaurer la contrainte financière sur les banques et les entreprises publiques.

1.2. La période des réformes de libéralisation économique (1989-1993) :

Le contre-choc du marché pétrolier de 1986 a eu une influence négative sur une économie Algérienne quasiment rentière. Cet événement a remis en question la capacité de l'Etat à financer les projets d'investissement public et à poursuivre son modèle de développement soutenue principalement par les dépenses publiques. Outre, la fourniture gratuite du service public d'éducation, de formation et de santé.

Les autorités étaient donc dans l'obligation de se retourner vers un processus de réformes économiques que l'on désignera plus tard comme une transition à l'économie de marché. Pour cela, depuis 1987 elles ont adoptées une certaine réforme présentait dans la prise d'un ensemble de lois économiques, qui a mis l'accent sur la décentralisation de la gestion, l'utilisation optimale des revenus dans les domaines productifs, libéralisation de l'économie de l'emprise de l'administration et de la bureaucratie, l'adoption des plans annuels dès 1990, ainsi que l'annulation des plans à caractère général (exemple : plan triennal et quadriennal).

Au début, l'Algérie a jugé qu'elle pouvait réaliser sa propre transition sans être assisté ni par la banque mondiale et ni par le fond monétaire international. Des lois ont été promulguées visant notamment : abolition de la réforme agraire (loi n°87/190 du 3-12-1987) ; abolition du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur (loi n°88/29 du 19-07-1988) ; autonomie des entreprises (loi n°88/01 à 88/06 du 12-01-1988).

Ces réformes sont complétées, de 1989 à 1991, par un second train de mesures d'une portée majeure, prises dans le cadre d'un premier accord Stand-by⁷ (mai 89-mai 90) qui n'impliquait pas de conditionnalités : loi sur la libéralisation des prix (juillet 1989) ; loi sur la monnaie et le crédit (avril 1990) et loi sur les relations de travail.

Cependant, la politique menée à travers ces réformes durant cette période (1989-1993), n'a pas pu atteindre l'objectif escompté, celui de la stabilisation des équilibres macroéconomiques. Les principales raisons de cette défaillance sont les suivantes :

- Le passage soudain, du jour au lendemain, à un nouveau cadre institutionnel qui dépasse largement les compétences des administrations et des entreprises publiques ;
- A partir de 1992, le contexte politique et social était dramatique car l'Algérie vivait une tragédie nationale de grande ampleur ;
- Sur le plan économique : le taux de croissance moyen de la période était de (-1,6%), le taux d'inflation moyen qui dépasse les 20%, le taux de chômage était entre 25 et 30%, la dette publique augmentait de plus en plus jusqu'à elle va atteindre en 1993 un taux d'environ 98% du PIB ;
- De plus, sur cette période on enregistre une baisse simultanée des dépenses et des recettes, avec une chute significative du taux de couverture⁸. Ce dernier a passé de 106% en 1985 à 66% seulement en 1993⁹.
- Sur le plan social : la pauvreté qui touchait en 1987 environ 5,6 millions de personnes, concernait environ 12 millions de personnes durant la fin de 1993.

Face à cette situation complexe, l'Etat se trouvait obliger de s'engager dans un plan d'ajustement structurel orienté par le FMI, visant à stabiliser l'économie nationale et rééchelonner la dette extérieure. Cet engagement a signé la fin du mythe de la souveraineté économique de l'Etat et marque une rupture avec les périodes précédentes.

⁷ Le Stand-By Arrangement ou Accord de confirmation du Fonds monétaire international est une facilité de prêt créée en 1952, qui permet d'apporter une aide financière sous conditions à un pays qui en fait la demande, souvent pour sortir d'une crise économique. Le pays doit satisfaire à certains critères et doit notamment atteindre des objectifs, monétaires et budgétaires, fixés par le FMI, en mettant en place les réformes (libérales) conseillées par le FMI, qui ont pour objectif de rétablir dans le pays emprunteur une situation de stabilité financière et de viabilité économique. Source : Site du FMI « <http://www.imf.org/~/media/Files/Factsheets/French/sbaf.ashx>.

⁸ Le taux de couverture permet de comparer, pour un budget d'Etat, les recettes budgétaires et les dépenses budgétaires. Celles-ci étant mesurées en valeur et en s'exprimant en pourcentage :

Taux de couverture = $\frac{\text{Recettes}}{\text{Dépenses}} \times 100$. Source : Dictionnaire d'Economie et des sciences sociales, éd : Hatier, p.70.

⁹ Calculé à partir des données ONS (Rétrospective statistique 1996-2011).

1.3. La période de l'ajustement structurel (1994-1998) :

En 1994, l'Algérie se trouve en face d'une situation d'insolvabilité financière et d'échec économique accompagnée d'une rupture de la cohésion sociale. Le gouvernement algérien demande alors le rééchelonnement de sa dette extérieure et doit négocier un plan d'ajustement structurel (PAS) avec le FMI et la Banque mondiale (1994-1998).

Les instructions de ce PAS ont été portées sur des questions de la restructuration du secteur public et de sa privatisation, de la diminution du prix de la conversion du dinar, de l'annulation du monopole et du renforcement des produits de premières nécessités, ainsi que du recule du rôle de l'Etat dans le cautionnement des problèmes sociaux et l'ouverture de l'exportation. Ces mesures ont engendrées une deuxième restructuration notamment dans le secteur industriel en touchant à la décomposition de plusieurs unités et au renvoi des travailleurs, ce qui a augmenté le taux du chômage qui arrivait en 1995 à 2,1 millions personnes¹⁰.

Les accords de rééchelonnement conclus avec les clubs de Paris (1994) et de Londres (1995) ont apportés de 20 à 22 milliards de dollars entre 1994 et 1998¹¹. Ces accords ont effectivement allégé la situation économique dès les premiers mois de 1996. Ainsi, le rééchelonnement a permis le report d'une partie des échéances de la période, ce qui a rendu possible le financement de certains projets et a réduit substantiellement le service de la dette qui est passée de pratiquement 100% en 1994 à environ 29,8% en 1997. Sur ce domaine, l'ajustement structurel débouche sur des résultats allant au-delà des engagements contractés.

En revanche, dans le domaine de croissance économique et de création d'emploi, le PAS a eu des effets récessifs qui ont touchés certains secteurs, dont celui de l'industrie. En effet, selon le ministère de l'industrie l'indice de productivité a chuté d'un peu plus de 11 points entre 1994 et 1997. Ce sont surtout les industries manufacturières qui ont été le plus affectées par la récession, puisque leur production a chuté de plus de 21 points entre les deux dates¹².

Cette aggravation de la situation des entreprises nationales est due au désengagement de l'Etat de la sphère économique en décidant de ne pas les protéger, comme dans le passé. Ces dernières devaient, sans y être préparées, faire face à un environnement issu des décisions macro-économiques, par exemple : la forte corrélation, remarquée, entre la dévaluation de dinars et le gonflement des découverts bancaires.

¹⁰ Idem

¹¹ Fatiha TALAHITE, « Réformes et transitions économiques en Algérie », Economie et Finance-Université Paris Nord, 2010, p.16.

¹² Bulletin d'informations statistiques (2000), Ministère de l'industrie et de la restructuration.

En parallèle, la finance publique a supporté un coût social, politique et principalement sécuritaire très lourd à cause du conflit national vécue depuis 1992. Le gouvernement a dû présenter, en urgence, un programme accés sur l'augmentation des dépenses militaires et sécuritaires, de 12% en 1994 à 25% à 1998¹³, ce qui a aggravé le budget de l'Etat et au même temps a affecté fortement la part des dépenses consacrées à la restructuration des entreprises nationales.

Cette situation a mis les entreprises publiques dans une tendance de stagnation marquée par les opérations d'assainissement financier de ces dernières, plutôt que dans des opérations de relance d'activité productive et de libéralisation de marché.

Toutefois, l'objectif de désengagement de l'Etat de l'investissement, processus inhérent à l'ajustement structurel, n'a pas été totalement respecté car on remarque que le secteur public a continué à s'accaparer de la grande part dans la distribution des crédits, comme l'indiquent les pourcentages du tableau suivant :

Tableau n 4 : Evolution de la part des crédits dans le secteur public (1993-1999)

Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
% Total	64,5	68,0	81,7	82,1	85,3	82,3	82,2

Source : calculés d'après les chiffres de la banque d'Algérie.

Après avoir fléchi au-dessous de 70% au début des années 1990, en liaison d'ailleurs avec une régression du volume total des crédits à l'économie, cette part remonte à un niveau dépassant les 80% durant les années correspondant au PAS. « Mais ces pourcentages ne doivent pas faire illusion, car, comme la part des crédits à long terme est tout à fait négligeable (moins de 1%), il est très probable que ces opérations ne correspondent pas à des investissements, mais à des avance de trésorerie, qui servaient, dans le cas du secteur public, notamment à s'acquitter des impôts, et qui donc ne seraient pas remboursées. Une telle situation aboutirait à une déviation fiscale lourde de conséquences »¹⁴.

Quoi qu'il en soit, pour cette période, la place de l'investissement public dans l'économie reste incontestable. Le problème est que le capital privé, qui a connu une importance majeure dans le programme d'ajustement structurel, n'a pas pu prendre la relève de l'Etat. Dans ces

¹³ Calculé à partir des affectations des budgets ministériels des lois de finance (1994-1998).

¹⁴ Mustapha Baba Ahmed, « diagnostic d'un non-développement », éd : L'Harmattan, 1999, p.52.

conditions le taux d'investissement global ne fait que régresser, comme on le montre dans le tableau suivant :

Tableau n 5 : Evolution du taux global d'investissement (1993-1999)

Années	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
% PIB	27,1	29,0	29,5	24,9	24,7	26,6	25,9

Source : FMI

Il convient de souligner que, durant la période 1993-1999, le taux d'investissement a connu une baisse continue. La plus importante est celle des années 1996-1997, qui ramène le taux à 24-25%, soit une baisse de 5 points par rapport aux deux années précédentes. Les variations d'une année à l'autre mettent en évidence cette crise de l'investissement des années 1990.

Les difficultés de l'investissement du secteur privé, la fermeture des entreprises et licenciement massif des salariés ainsi que la persistance de l'Etat à consacrer des sommes importantes à ce qui est techniquement appelé l'assainissement des entreprises publiques sans grands résultats, montre que le fonctionnement rentier de l'économie n'a pas été radicalement transformé.

« Les experts du FMI eux-mêmes concluent une étude sur le bilan des programmes d'ajustement structurel menés au cours de la décennie 1990 en estimant que si les résultats macro-économiques sont dans l'ensemble satisfaisants, les résultats enregistrés au plan intérieur ont été moins impressionnants »¹⁵. Il en résulte que le programme d'ajustement structurel, aussi nécessaire soit-il, ne peut pas remplacer un programme de développement.

1.4. La période de la transition vers l'économie de marché (depuis l'année 2000) :

Après une longue décennie marquée par une crise politique et sécuritaire extrême et par des difficultés économiques et sociales excessives. L'économie algérienne a opéré un véritable redressement depuis le début des années 2000, et cela grâce à l'augmentation rapide des recettes budgétaires et à l'accumulation des réserves de change, à un niveau sans précédent.

Ces recettes budgétaires reflètent la domination des recettes pétrolières par rapport aux recettes de la fiscalité ordinaire. Sur la base de cette réalité et dans le but de mieux orienter l'augmentation des recettes budgétaires, l'Etat a mis en place un fonds de régulation des recettes

¹⁵ Ahmed BOUYACOU, « L'économie Algérienne et le programme d'ajustement structurel », Confluences, 1997, p.82.

(FRR). C'est un fonds souverain algérien créé en 2000 afin de gérer les excédents budgétaires liés aux exportations d'hydrocarbures (en fixant un prix de référence de 19 dollars le baril).

Le tableau suivant est une représentation chiffrée de l'évolution des recettes budgétaires durant la période 2000-2016 :

Tableau n° 6 : Les recettes budgétaires (hydrocarbures et hors-hydrocarbures)

U : En milliard de dinars

Années	Total des Recettes Budgétaires	Recettes des Hydrocarbures	Recettes hors-Hydrocarbures
2000	1 578,1	1 213,2	364,9
2001	1 505,5	1 001,4	488,5
2002	1 603,2	1 007,9	595,1
2003	1 966,6	1 350	616,4
2004	2 226,2	1 570,7	649
2005	3 082,6	2 352,7	724,2
2006	3 639,8	2 799	840,5
2007	3 687,8	2 796,8	883,1
2008	5 111	4 088,6	1 022,1
2009	3 676	2 412,7	1 263,3
2010	4 392,9	2 905	1 487,8
2011	5 790,1	3 979,7	1 810,4
2012	6 339,3	4 184,3	2 155
2013	5 940,9	3 678,1	2 282,8
2014	5 719	3 388,3	2 330,6
2015	5 103,1	2 373,5	2 708,2
2016	5 042,2	1 781,6	3 261,1

Source : Les rapports annuels de la banque d'Algérie (2000-2016)

A partir du tableau n°, l'année 2012, a enregistré le plus haut niveau des recettes budgétaires de 6339,3 milliard de dinars et c'est en 2009 qu'on enregistre le plus bas niveau des recettes budgétaires au seuil de 3676 milliard de dinars. Pour l'ensemble de la période 2000-2016, nous remarquons que le total des recettes budgétaires a connu une tendance à la hausse durant la période 2000-2008 (une hausse totale de 3532,9 milliard de dinars). Cette augmentation est expliquée par une forte exportation des hydrocarbures et une hausse des prix du baril de pétrole.

Durant cette période, l'Algérie se lance dans un vaste programme d'investissement public. D'abord, un premier programme de soutien à la relance économique (PSRE) de 2001 à 2004, avec un budget estimé à 7 milliard de dollars qui visait à revitaliser la production agricole, à développer le réseau public de distribution d'eau, à améliorer l'infrastructure et les services de transport, à rehausser le niveau de vie et à encourager les projets locaux de mise en valeur.

La manne pétrolière continue d'augmenter est fait de l'Algérie un créancier net vis-à-vis des partenaires étrangers. Les réserves de change ont atteint fin décembre 2004, environ 43,11 milliards de dollars (pouvant couvrir 2 ans d'importation)¹⁶.

Ces performances financières ont encouragées les pouvoirs publics d'entamer un deuxième programme intitulé « programme de redressement économique » de 2005 à 2009. Un programme qui est estimé à 193 milliards de dollars¹⁷ lors de son achèvement. Englobant tous les secteurs, ce programme était motivé par une volonté de booster l'économie algérienne et crée les conditions pour relancer l'économie qui, juste pour la première année de son lancement, a permis une impulsion de croissance économique qui a atteint 5,1%. De plus, on remarque une forte corrélation entre l'augmentation des recettes budgétaires qui été multipliées par près de 3,3, notamment celles provenant des hydrocarbures, et le trend haussier de l'investissement public multiplié par plus de 5,8.

Ainsi, le logement ; les travaux publics ; les infrastructures et suivi ; les services publics ; la production agricole et les crédits aux petites et moyennes entreprises constitués les secteurs névralgiques du programme 2005-2009.

En parallèle, la dette publique affiche une situation acceptable dans le long terme, sa composante extérieure apparue avec les rééchelonnements de 1994-1995, tendant à disparaître

¹⁶ Rapport annuel de la banque d'Algérie 2005, p.64.

¹⁷ Il faut noter que, dans l'absence d'un bilan détaillé des dépenses relatives au programme de redressement économique 2005-2009. Le montant affiché ci-dessus, d'après certains articles journalistiques, est calculé sur la base des budgets communiqués par la banque d'Algérie.

suite à sa réduction en 2006 tirée par les importants remboursements par anticipation, qui ont constitué un élément appréciable pour l'économie nationale notamment face à la crise financière internationale de 2008.

L'année 2009 a connu une tendance à la baisse de l'activité économique en enregistrant un taux de PIB de 1,6%¹⁸, le plus faible de la période étudiée (2000-2016). Cela peut être expliqué par la diminution des recettes des hydrocarbures (comme l'indique le tableau n°, une baisse de 1676 milliard de dinars) par rapport à l'année 2008 et par la crise financière qui a frappée principalement l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique, sachant que ces derniers sont les premiers clients de l'Algérie.

Par contre, l'activité économique est restée dynamique durant la période 2010-2013, tirée par la croissance hors hydrocarbures bien répartie entre les secteurs, en situation de consolidation budgétaire. Cependant, la vulnérabilité des finances publiques à la volatilité des prix des hydrocarbures et la faiblesse de la marge de manœuvre de la sphère budgétaire dans l'allocation des ressources à la croissance, ont fait que le FMI s'est montré attentif à l'égard de l'Algérie. Dans ses rapports¹⁹, il a présenté des conclusions positives sur les tendances macroéconomiques de l'Algérie, mais avec la persistance de la crise financière internationale, le FMI a préconisé une rationalisation des dépenses publiques et une mobilisation plus efficace des recettes fiscales hors hydrocarbures.

C'est pourquoi l'Algérie a adopté une formulation budgétaire prudente, tout en gérant bien ses ressources pétrolières. Malgré les prix pétroliers élevés, le gouvernement a adhéré à une pratique conservatrice : le prix pétrolier de référence du budget a été de 37 dollars le baril alors que les prix pétroliers moyens ont été supérieurs à 112 dollars le baril entre 2010 et 2013. Ces recettes excédentaires alimentent le fond de régulation des recettes qui finance le déficit et les mesures de dépense de régulation économique. D'autant plus que, ce fond a atteint une limite au niveau de sa capacité de financement du remboursement anticipé de la dette et devrait être converti en un compte d'épargne et de financement totalement intégré au budget.

Au total, entre 2000 et 2013, l'Algérie a réussi à préserver son économie des retombées des crises internationales, à augmenter le volume des investissements productifs et à améliorer la prise en charge de la demande sociale et terminer cette période avec des réserves de change considérables de 194 milliards de dollars.

¹⁸ Office nationale des statistiques, « Rétrospective des comptes économiques de 1963 à 2014 », N° 197/2016 série E.

¹⁹ Fonds monétaire international, les notes d'information sur l'examen par le Conseil d'administration et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie. Rapports du FMI : N°11/10 Algérie, N°11/39 Algérie, N°13/10 Algérie,

Tous les indicateurs macroéconomiques de l'Algérie sont pratiquement positifs avec une position extérieure extrêmement confortable, comparativement aux économies de la région maghrébine et du Moyen-Orient. Ainsi, dans son rapport de 2013, le FMI a classé l'Algérie comme le pays le moins endetté de la région MENA et second plus gros détenteur de réserve de change après l'Arabie Saoudite.

Avec une croissance moyenne du PIB de 3,5% à 4% (2000-2013), dont un pic de 5,9%, l'Algérie a pratiquement amélioré substantiellement tous ses agrégats économiques, en premier la réduction à un niveau insignifiant de la dette extérieure publique à un peu plus de 300 millions de dollars comparativement aux 30 milliards de dollars de la fin des années 1990, selon des chiffres de la banque d'Algérie.

Depuis le deuxième semestre de 2014, la conjoncture économique et sociale est marquée par la poursuite des cours bas des hydrocarbures qui ont fortement impactés les indicateurs fondamentaux de l'économie nationale. Cet impact s'est creusé de plus en plus dans les années 2015-2016, en diminuant la capacité des finances publiques notamment le fond de régulation des recettes, les réserves de change (voir les tableaux de l'évolution du FRR et des réserve de change en annexe) et la balance commerciale.

Dans son rapport²⁰, la banque mondiale note qu'en raison de la forte dépendance des hydrocarbures pour les exportations et les recettes publiques, à hauteur de 95%, le déficit budgétaire de l'Algérie s'est aggravé de 1,4% du PIB en 2013 à 15,7% du PIB en 2016. Les réserves de change ont chuté de 194 milliards de dollars en 2013 à un montant estimé de 108 milliards de dollars en 2016 et devraient se réduire davantage à 70 milliards de dollars en 2018. La détérioration des termes de change de l'Algérie à entraîner une dépréciation nominale de 20% du dinar depuis la mi-2014 et une augmentation de l'inflation à 4,8% en 2015.

En dépit de ces contre performances causées principalement par la politique de dépendance vis-à-vis des recettes en hydrocarbures et à la merci de leur variation dans les marchés internationaux. L'Algérie est restée toujours fidèle à une politique économique et sociale fondée sur le principe de la rente, car c'est un pays qui sur le plan historique est à domination public et en plus, il cumule de très importants problèmes sociaux. Dans de telles conditions, le fait que le pays dispose de très importantes réserves en devises crée d'énormes attentes au tour de la population et des agents économiques.

²⁰ Banque mondiale, « Réaction de l'Algérie à l'effondrement des prix de pétrole ». <http://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-brief-july-2016>.

Ces attentes traduisent parfaitement le modèle économique et social Algérien qui est un modèle unique au monde. Outre la fourniture gratuite du service public d'éducation, de formation et de santé, la population reçoit des prestations sociales diverses en provenance du budget, notamment pour le soutien des prix des produits alimentaires et pour l'accès au logement, mais aussi, des infrastructures économiques, des subventions implicites à travers les prix des biens et services, notamment les produits énergétiques et l'eau, dont le coût est énorme pour la collectivité et les générations futures. Ainsi, ces actions montrent le poids de l'intervention de l'Etat dans différents secteurs.

En finalité, il est évident qu'il ne s'agit là que d'un bref aperçu historique présenté dans le but de rappeler l'importance du rôle joué par l'Etat en utilisant sa politique budgétaire comme principal levier de la politique économique afin d'assurer la stabilité de l'activité économique et la distribution des ressources entre générations et à l'intérieur même d'une génération donnée.

Section.2 : Evolution des dépenses publiques et de croissance économique en Algérie :

La visée de cette section porte sur l'analyse de l'évolution et de la structure des faits stylisés de la dépense publique et de la croissance économique en Algérie, afin de donner un aperçu global sur leurs progressions accomplies et leurs récessions constatées. Elle se subdivise en deux grands points, le premier rend compte des spécificités des dépenses publiques entre deux périodes marquantes de l'histoire de l'économie Algérienne et le second examine les principales caractéristiques de la croissance économique.

Toutefois, nous nous sommes basés sur les données statistiques recueillies auprès d'organismes nationaux et internationaux : l'office national des statistiques, la banque d'Algérie, les rapports du ministère des finances Algérien, le fond monétaire international et la banque mondiale.

2.1. Evolution des dépenses publiques en Algérie :

Ce qui est important à retenir de la première section, c'est que dans les différentes phases de l'évolution économique et sociale de l'Algérie indépendante, la dépense publique constitue le principal canal de l'allocation des ressources, générées majoritairement par les hydrocarbures.

A partir de là, nous nous intéressons sur l'évolution de la politique des dépenses publiques en mettant l'accent sur le rôle qui lui a été adressée dans le processus de développement économique et social durant les deux étapes singulières de l'histoire économique Algérienne. La première est celle de 1970-1999, la deuxième concerne la période 2000-2016.

2.1.1. Les dépenses publiques en Algérie durant la période 1970-1999 :

Depuis son indépendance, l'idée principale de la politique Algérienne consistait surtout à recourir aux dépenses publiques pour développer l'économie, améliorer les conditions de vie des couches sociales les plus défavorisées et créer des emplois pour sa population en pleine croissance.

Ainsi, l'évolution de cette politique est mesurée à travers l'évolution de ses dépenses publiques. Le tableau suivant montre les principales périodes de cette évolution, durant les trois décennies 1970-1999 :

Tableau n° 7 : Evolution des dépenses publiques entre 1970-1999 :

	U : En Millions DA					
	1970	1979	1985	1990	1994	1999
Dettes publiques	282	1992	6221	14200	46453	126432
Pouvoirs publics	65	442	1023		661	5099
Moyens des services	2943	13638	37328	55200	154740	331708
Interventions publiques	961	4017	10088	19400	128549	311456
Total Dépenses de Fonctionnement	4251	20089	54660	88800	330403	774695
Total Dépenses en Equipements	1623	13425	45181	47700	235926	186987
Total Dépenses Publiques	5874	33514	99841	136500	566329	961682
% des dépenses publiques Du Total des Recettes budgétaires	93%	72%	94%	89%	118%	101%

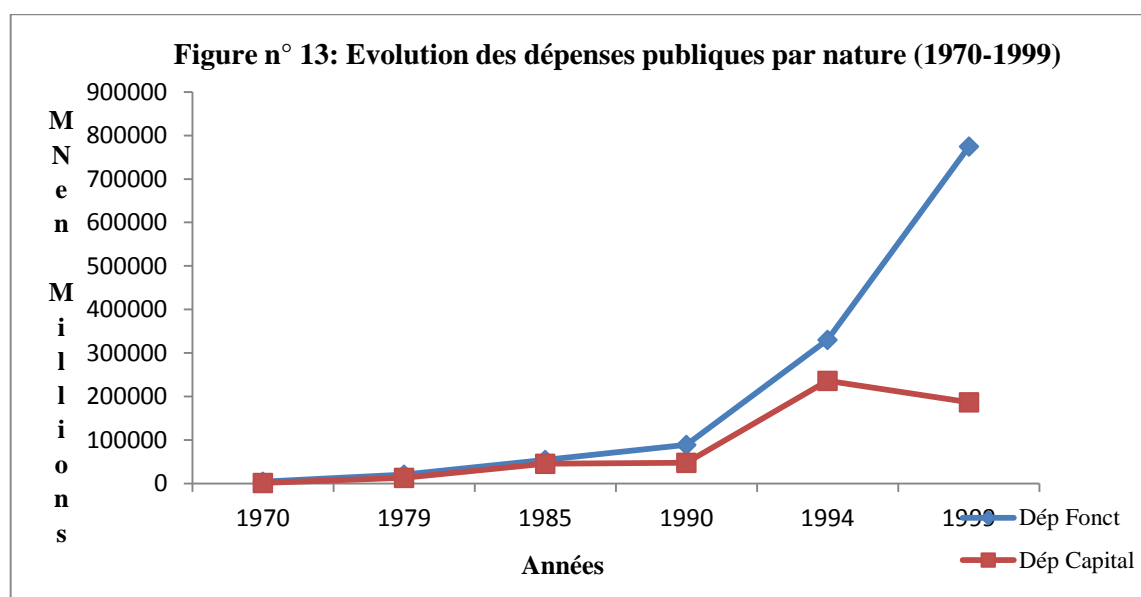
Source : Construit à partir de rétrospective statistique, ONS 2011

NB/ : A partir de 1988 : Moyens des Services = dépenses de personnel + matériels, fournitures et entretien. Les subventions de fonctionnement et les pouvoirs publics sont compris dans interventions publiques.

La valeur totale des dépenses publiques à prix constant²¹ est passée de 5,8 milliards de DA en 1970 à 99,8 milliards DA en 1985 à plus de 961 milliards de DA en 1999. Une telle augmentation illustre l'existence d'une dynamique interventionniste publique dans l'activité économique en Algérie. Cependant, ce tableau montre une certaine irrégularité au niveau du ratio des dépenses publiques par rapport aux recettes budgétaires. Cela est provoqué surtout par l'instabilité des recettes budgétaires suite à la perturbation du marché pétrolier durant ces années, et non pas par l'évolution des dépenses budgétaires qui enregistrent une croissance régulière.

Sur le plan économique, la priorité a été accordée à l'industrie au détriment de l'agriculture. Dès lors, durant la période 1970-1985, les pouvoirs publics s'engagent dans des actions et des mesures à caractère obligatoire qui permettent de réaliser un ensemble de grandes unités de production qui se sont traduites naturellement par une augmentation des dépenses publiques de fonctionnement et d'équipements, comme le montre le graphique suivant :

²¹ La valeur à prix constant = (prix en monnaie courante / indice des prix) * 100.



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel

Ce graphique exprime de manière plus claire, une augmentation constante du budget des dépenses de fonctionnement ainsi que celui d'équipement. Il est à noter que le volume du budget des dépenses de fonctionnement reste durant toute la période supérieure à celui d'équipement. Cet écart en faveur des dépenses de fonctionnement est due essentiellement au changement démographique et à l'accélération des besoins sociaux, se qui à fait rajuster la structure des dépenses pour mieux prendre en charge les dépenses de l'éducation, de la santé ainsi que celles de l'administration.

Les dépenses en moyens et services (salaires de personnels + matériels et fournitures), réalisent un taux moyen de 65% ce qui leur permettent de prendre la part la plus importante des dépenses de fonctionnement durant la période 1970-1985, au moment où les dépenses d'intervention publique, constituées en grande partie par les dépenses de transferts sociaux et de subventions économiques, enregistre une moyenne de 25% des dépenses de fonctionnement.

Parmi les dépenses dominants en moyens et services, ont trouve celles de la prise en charge de la formation et de l'avancement des personnels déjà en place, les augmentations des salaires décidées en fin des années 1970, la prise en compte totale par les banques publiques de certains matériels et fournitures de production importés, et cela malgré la hausse des prix dans le marché international. De plus, des organismes de distribution des biens de consommation de base pour les calasses les plus défavorisés sont créés.

Par ailleurs, depuis l'année du véritable démarrage du secteur public (1970), l'enveloppe du budget des dépenses en équipements enregistrent d'importante évolution qui s'élèvent à

13425 millions de dinars à la fin du deuxième plan quinquennal (1979) et à 45181 millions de dinars en 1985, soit une augmentation respective de plus de 7 fois et de plus 27 fois par rapport à l'année 1970.

La majeure partie de ces dépenses se trouvent dans des programmes d'investissement public destinés en premier lieu, aux infrastructures économiques prononcées en industrie, au secteur des hydrocarbures et à l'agriculture. Ensuite, aux secteurs des services à caractère social comme l'éducation et la santé. Le tableau suivant illustre l'accélération des principaux investissements publics :

Tableau n° 8 : L'effort des investissements publics durant les plans de développement :

Secteurs	U : Millions de dinars		
	1967-1969	1970-1973	1974-1978
Agricultures	1 394	2 940	8 316
Hydraulique	491	1 344	4 644
Industrie	2 391	11 027	55 955
Hydrocarbures	2 521	9 776	50 704
Habitat	240	1 537	13 485
Education et Formation	838	3 036	8 914
Total	9 164	36 297	173 898

Source : Ministère de la Planification et de l'Aménagement du territoire. Bilans 1967-1978, 1980.

L'accélération de l'investissement à partir de 1970 s'est multipliée par 4 entre 1970-1973 par rapport à la période 1967-1969, puis de nouveau par quatre au cours des cinq années suivantes. Cet investissement public a profité massivement à l'industrie et au secteur des hydrocarbures et son financement a été en grande partie par les dépenses budgétaires mais aussi par la dette extérieure, un endettement étant rendu possible par les recettes anticipées des hydrocarbures.

Cet effort d'investissement et son mode de financement reflètent les choix politiques et sociaux de l'époque car ils étaient considérés comme porteurs d'accumulation économique et technologique, qui produit à terme une fiscalité ordinaire et des profits conséquents pour remplacer progressivement la rente pétrolière qui doit être préservée pour les générations futures.

L'effort d'investissement public a été partiellement poursuivi pendant la période 1985-1999 selon les moyens dont a disposé l'Etat. Précisément entre 1994-1999, on a remarqué une baisse des dépenses en capital de -21%. Cette dégradation a commencé à partir de 1985, l'année où l'Etat a été obligé de faire face à un service très lourd de la dette extérieure, au financement du

déficit du budget global et de celui des entreprises publiques puis aux contraintes de l'ajustement structurel des années 1990.

Pour dépasser ces contraintes budgétaires qui se sont transformées à une véritable crise économique à partir de 1992, l'Etat a mis en place une politique économique avec deux objectifs majeures : la réduction des dépenses publiques en plafonnant les dépenses d'équipement et la lutte contre l'inflation. Certains économistes Algériens indiquent que « le déficit budgétaire qui fait sa réapparition en 1992, est dû à l'évolution dangereuses du rapport entre les dépenses de fonctionnement et les recettes totales ». ²² Les dépenses de fonctionnement ont été couvertes par 62% des recettes totales en 1991, 89% en 1992, 93% en 1993 et de 69% en 1994. Cela signifie que le budget de l'Etat était en voie de perdre sa fonction de principal épargnant dans l'économie et que les dépenses d'équipement allaient être totalement financées par déficit budgétaire.

C'est une situation totalement différente à celle vécue dans les années 1970 où l'épargne budgétaire suffisait à financer complètement les dépenses d'équipement et permettait également un surplus budgétaire global qui servait à financer en partie les investissements productifs des entreprises publiques.

Au-delà de 1994, les dépenses de fonctionnement et d'équipement ont connues une évolution totalement opposée, comme l'indique le graphique ci-dessus. Le budget de fonctionnement augmente continuellement sous l'effet, d'une part, des réformes économiques engagées par l'Algérie notamment le rééchelonnement de la dette public et l'ouverture du commerce qui a fait augmenter la facture d'approvisionnement extérieur en biens de consommation des ménages ²³. Et d'autre part, des mesures sécuritaires vis-à-vis de la situation politique vécue depuis 1992, ce qui a accentué les dépenses d'intervention publique de 20% en 1990 à plus de 40% en 1999 par rapport au total des dépenses de fonctionnement, sachant que ces dépenses ont générées des productions et des services sans utilité économique.

Par contre le segment du budget d'équipement a connu un ralentissement à compter de l'exercice 1995, allant jusqu'à un léger recul en 1999. La conjoncture défavorable de cette période a enclenché un effort de restructuration pour redynamiser le secteur productif, ce qui a fait qu'une part importante du budget d'équipement était destinée à l'assainissement des entreprises publiques. Sauf que ces dernières étaient déjà noyées dans une situation

²² A. BENBITOUR, « l'Algérie au troisième millénaire, défis et potentialités », éd : Marinoor, 1998, p.76.

²³ Larbi TALHA, « l'économie Algérienne au milieu du gué : le régime rentier à l'épreuve de la transition institutionnelle », éd : IREMAM (Institution de recherche sur le monde arabe et musulman), 2001, p.10.

d'insolvabilité, même jusqu'au lendemain de l'ajustement structurel, sans qu'elle puisse réaliser leurs objectifs.

En parallèle, il y eût désistement du trésor public par rapport aux projets d'investissements qui se sont pris en charge par les crédits octroyés par les banques, ce qui donne à la banque centrale un mécanisme de financement plus élaboré et mieux adapté pour contrôler la politique budgétaire.

On peut dire qu'à la fin de cette période, munie des restrictions budgétaires et d'un programme d'ajustement structurel dans le but est de réorganisé l'économie. L'Algérie s'est sortie avec des résultats macroéconomiques conjoncturels acceptables, en matière de lutte contre l'inflation, d'équilibre budgétaire relatif, d'équilibre extérieur temporaire et de plus de libéralisation du commerce extérieur.

Cependant, ces réformes en raison de leur impact limité sur les formes d'organisation et de régulation économique, ils ont plutôt donnée des effets complexes en matière de croissance économique, d'emploi et de pouvoir d'achat.

2.1.2. L'évolution des dépenses publiques en Algérie durant la période 2000-2016 :

Dès le début des années 2000, l'Algérie enregistre de bonnes performances des recettes budgétaires (voire le tableau n°) suite à l'affermissement des prix des hydrocarbures. Ces performances budgétaires on poussées les autorités à accroître les dépenses publiques, tout en adoptant une formulation budgétaire prudente car après sa sortie de la crise d'endettement des années 1990, l'Etat s'est mis à revoir à la baisse son rôle d'opérateur économique, pour se concentrer sur ses missions régaliennes et son rôle de régulateur.

Le tableau suivant, récapitule l'évolution par nature des dépenses publiques durant la période étudiée :

Tableau n° 9 : Evolution des dépenses budgétaires par nature entre 2000-2016

U : En Milliards de DA

Evolution des Dépenses Budgétaires par Nature (2000-2016)					
Années	Dépenses de fonctionnements	Transferts courants	Services sur la dette publique	Dépenses en Capital	TOTAL
2000	376,8	300,4	161,7	339,2	1 178,1
2001	404	247,1	147,5	522,4	1 321
2002	444,9	387,7	143	575	1 550,6
2003	451,9	556,9	114	567,4	1 690,2
2004	532,3	633,6	85,2	640,7	1 891,8
2005	574,3	597,6	73,2	806,9	2 052
2006	628,6	739,1	68,6	992,2	2 428,5
2007	721,6	871,8	80,5	1434,6	3 108,5
2008	925,7	1230,6	61,4	1973,3	4 191
2009	989,8	1272,8	37,4	1946,3	4 246,3
2010	1485,6	1140,2	33,2	1807,9	4 466,9
2011	2067,6	1773,9	37,7	1974,4	5 853,6
2012	2308,9	2431,7	42	2275,5	7 058,1
2013	2230,9	1856,4	44,2	1892,6	6 024,1
2014	2343,8	2102,9	39,6	2493,9	6 980,2
2015	2573,6	2000,8	42,6	3039,3	7 656,3
2016	2641,47	1885,89	40,57	2729,57	7 297,5

Sources : les rapports annuels de la banque d'Algérie 2000-2016

L'évolution de ce tableau tire notre attention sur trois périodes marquantes :

2.1.2.1. Période de 2001 à 2005 : Dans cette période les dépenses budgétaires totales ont progressé de 55,3% et de façon consécutive pour s'élever à 2 052 milliards en 2005. Sur la même période, les dépenses courantes (dépenses de fonctionnement, de transferts sociaux et d'intérêt sur la dette) ont augmenté de 54% alors que les dépenses en capital ont progressé de 104%.

Les années 2004-2005, sont les années d'une stabilisation relative de l'évolution des dépenses courantes et la poursuite d'une tendance à l'augmentation des dépenses en capital. En effet, les dépenses courantes ont progressé de 3,3% contre une moyenne de 16,2% sur la période 2001-2004, alors que les dépenses en capital ont évolué en une année de 8,4%, taux très proche de la moyenne enregistrée sur la période 2001-2004, soit 7,2%. Ces évolutions marquent le début

de la mise en œuvre du nouveau programme de consolidation et de soutien à la croissance économique (PCSC : concept que nous allons développer dans la 3^{ème} section) 2005-2009.

Le ralentissement des dépenses courantes en 2005 par rapport à 2004 résulte d'une faible progression des dépenses de personnels qui n'ont augmenté que de 0,8% pour s'établir à 394,4 milliards de dinars en 2005 et du recul des dépenses relatives aux matériels et fournitures qui passent de 17,7 milliards de dinars en 2004 à 65 milliards de dinars en 2005²⁴.

Au-delà de ces raisons, le ralentissement des dépenses courantes est due à la stabilisation des services de la dette publique qui s'élèvent à 85,6 milliards de dinars en 2005, après avoir procédé à son paiement anticipé.

Compte tenu des importantes recettes budgétaires au titre des exportations d'hydrocarbures, l'Algérie a remboursée par anticipation entre 2004-2005 plus de 3,3 milliards de dollars, notamment à ses créanciers multilatéraux dont le FMI et la Russie qui a annulé des créances de l'époque soviétique totalisant 4,7 milliards de dollars en échange avec des contrats d'importation des biens et services russes d'une valeur équivalente sur une période non définie. Après ces opérations, le ratio de la dette par rapport au PIB de l'Algérie est passé de 34% à la fin de 2003 à moins de 16% en 2005 et 4,5% à la fin de 2006.

Par ailleurs, les évolutions des dépenses en capital indiquent l'ampleur de l'impulsion budgétaire à la stimulation de l'activité économique, à la réalisation du programme de développement agricole et du programme de reconstruction des infrastructures détruites par les séismes d'Aïn Temouchent en 1999 et de Boumerdes en 2003.

Entre 2004 et 2005, les dépenses d'équipement global ont augmentée à un rythme soutenu de 8,4%. Le tableau ci-dessous, affiche la croissance des dépenses des investissements les plus dominants dans le budget global. Il montre une certaines irrégularité dans l'évolution de ces dernières, à l'exception de l'année 2005 où les secteurs d'infrastructures économiques et administratives ; d'habitat ; d'éducation et formation ; et des services productifs réalisent des taux d'accroissements exceptionnels dépassant parfois les 400%. Par contre, le secteur des mines et énergies enregistré en hors hydrocarbure a connu un fléchissement très bas par rapport à l'année 2002.

²⁴ Rapport de la banque d'Algérie de l'année 2005, P.82.

Tableau n° 10 : L'accroissement des dépenses d'équipements par secteur d'activité entre 2000-2005

U : En %

Dépenses par Secteurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Mines et énergie	-11,49	-27,27	44,64	2,47	///	////
Agricultures et Hydrauliques	2,83	30,40	32,90	24,86	39,79	23,99
Infrastructures économiques et administratives	22,35	45,38	22,23	11,28	3,28	475,14
Habitat	-6,84	45,50	5,61	0,80	6,52	65,84
Education et formation	10,60	34,13	17,34	8,55	8,95	92,49
Infrastructures socioculturelles	-2,14	87,56	36,28	47,59	38,79	11,48
Services productifs	-13,87	38,34	196,54	42,82	-26,93	129,75

Sources : Ministère des finances (calculé à partir des récapitulatifs définitifs des dépenses d'équipements des lois de finances 2000-2005).

Cependant, il faut signaler que les dépenses effectives d'investissement sont inférieures aux allocations budgétaires. Le taux d'exécution des dépenses d'investissement était d'environ 74% en 2003-2005. Les sommes donc allouées pour les investissements publics qui ne sont pas dépensées à la fin de l'exercice peuvent être dépensées aux cours des exercices suivants à travers les comptes spéciaux pluriannuels du trésor rattachés à des projets spécifiques.

C'est pour cette raison que, le rapport de la banque mondiale de 2007²⁵ met en lumière les défis complexes auxquels sont confrontées les autorités algériennes au moment où elles mettent en œuvre leurs ambitieux programmes d'investissement : « le programme de réforme via les dépenses publique implique une priorité et un échelonnement précis, en commençant par des mesures qui auront un impact à court terme sur le budget. Dans le cas où il y non respect des normes minimales dans l'analyse du ratio coûts-avantages, rentabilité sociale et profits des projets, il y'aurait de graves conséquences en terme de ressources gaspillées, de duplication des activités et de problèmes de passations de marchés ».

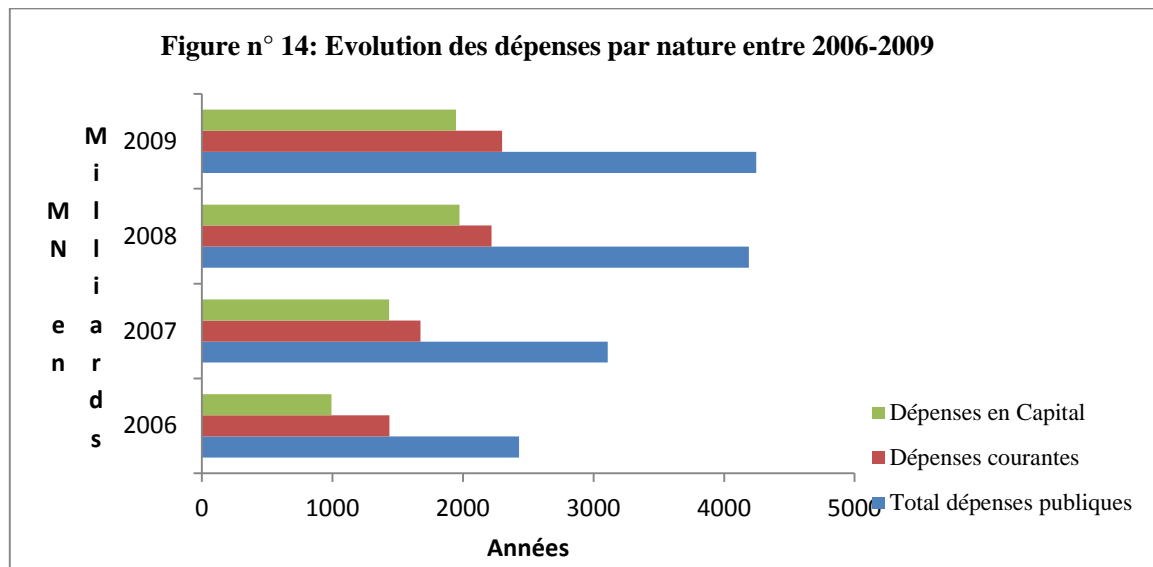
2.1.2.2. Période 2006-2009 : La deuxième période remarquée, était centrée sur un programme de gros projets d'investissement public. Ainsi, l'effort budgétaire consenti entre 2000 et 2005 pour la relance de l'activité économique à travers les différents programmes de dépenses publiques s'était traduit par un accroissement plus rapide des dépenses d'investissement que des

²⁵ Rapport de la banque mondiale N°36270-DZ, « A la recherche d'un investissement public de qualité », Volume 1 groupe pour le développement socioéconomique région Moyen Orient et Afrique du Nord, 2007, p. vi-vii (pages du résumé),

dépenses courantes malgré que celles-ci, en termes de volume sur la période, dépassent nettement les dépenses en capital.

En 2009, les dépenses en capital s'établissent à 1 946,3 milliards de dinars contre 992,2 milliards de dinars en 2006, soit une augmentation de 96,16% et par rapport à l'année 2005, elles se sont accrues de 141%. Sur les mêmes périodes l'augmentation des dépenses courantes résulte successivement pour 60,13% et 84,72%. En revanche, pour l'année 2009, les dépenses en capital étant en baisse de 2,7% et le taux de croissance des dépenses courantes est plus élevé que celui des dépenses d'investissement.

A travers l'histogramme suivant, on peut remarquer que ces dernières ont atteint leur pic de croissance durant les années 2008 et 2009 :



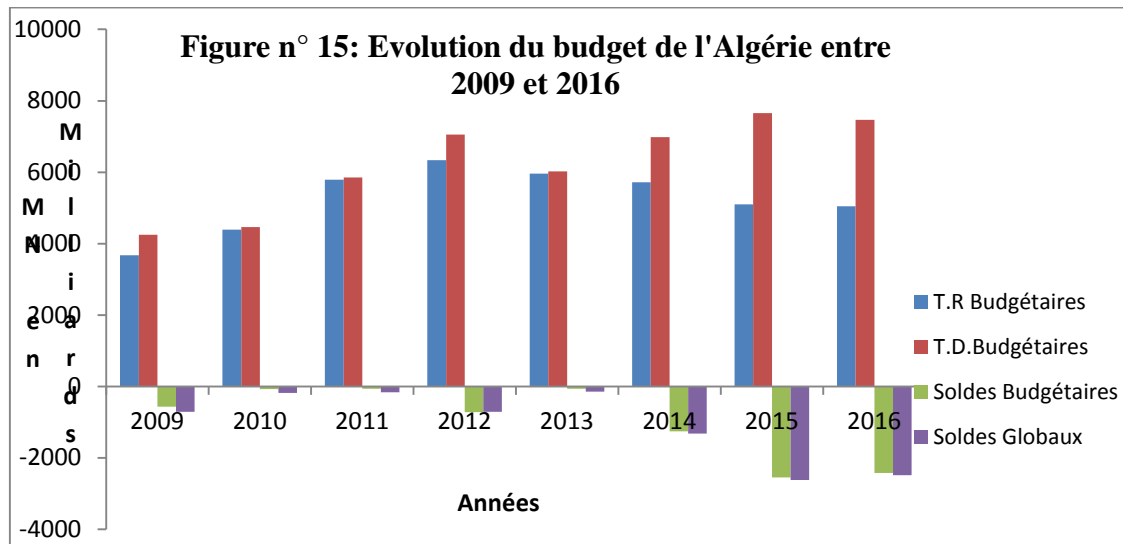
La tendance de la part sectoriel des dépenses d'équipement en forte progression depuis l'année 2005 a connu en 2009 un affaiblissement notamment dans les budgets des activités économiques. Les dépenses d'infrastructures économiques et administratives, de loin les plus importantes avec 40,1% en 2008, ont régressé de 23,3% en 2009. Toutes les autres dépenses ayant un poids significatif dans le total des dépenses d'équipement ont quasiment stagné, à l'image des dépenses au profit de l'agriculture et de l'hydraulique, ou diminué comme les dépenses pour l'éducation et la formation et les dépenses de soutien à l'habitat.

Seulement le maintien à un niveau élevé des budgets des investissements publics, en dépit de la diminution des recettes budgétaires, a été possible grâce à la solidarité du stock d'épargne financières en contexte de viabilité à moyen terme des finances publiques.

En effet, après une forte hausse en 2008 qui s'arrête à 906,9 milliards de dinars, soit 8,2% du produit intérieur brut, le solde global des opérations du trésor a enregistré, en 2009, un important déficit qui a atteint 668,8 milliards de dinars. Il s'agit là du premier déficit au titre de la décennie qui résulte principalement de la forte baisse des recettes des hydrocarbures induite par la baisse, à la fois, des prix à l'exportation d'hydrocarbures et des quantités exportées.

2.1.2.3. Période de 2010 à 2016 : Cette période est caractérisée par trois défis majeurs, à savoir : prolongement des programmes des investissements publics, révision vers la hausse de la politique salariale et sur une rationalisation budgétaire face aux enjeux de la conjoncture des recettes pétrolières.

Cependant, la tendance générale du budget au cours de cette période passe par une évolution complètement opposée, comme il est venu dans la figure suivante :



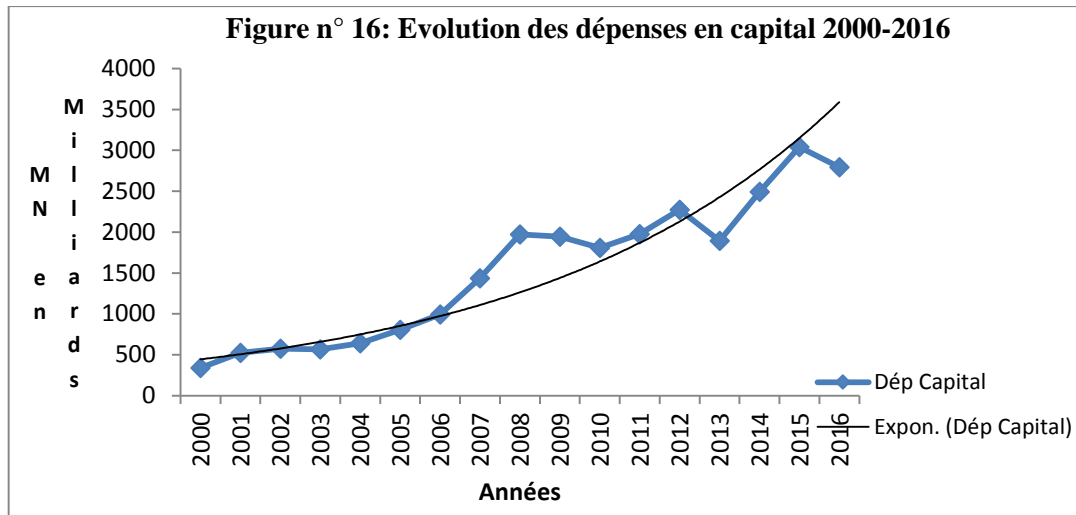
Sources : Rapport de la banque d'Algérie et du FMI

Il est noté que depuis 2009, la situation des finances publiques enregistre un déficit budgétaire consécutif, marquée par une tendance baissière de près de 30% des recettes fiscales des hydrocarbures, de près de 47% du prix moyen du pétrole et d'une hausse significative des dépenses publiques notamment d'équipement.

En effet, malgré le déficit budgétaire et l'épuisement du fond de régulation des recettes, l'investissement d'équipement public a été massif au cours de cette période. Outre les infrastructures économiques et sociales pour doter l'administration, les secteurs de la santé et de l'éducation, le budget a financé massivement l'hydraulique, les infrastructures autoroutières et l'habitat. De plus, le trésor public prend à sa charge, l'investissement de l'entreprise Sonelgaz

pour faire face à une demande croissante d'électricité boostée par les équipements des ménages et moins par la demande des entreprises.

Le graphique suivant confirme l'expansion des dépenses d'équipement de l'Etat par une évolution exponentielle qui consomme une proportion croissante de la richesse produite par la nation.



Source : Calculé à partir des données de la banque d'Algérie

Le financement des investissements en infrastructures publiques à l'instar des autoroutes et de la modernisation des chemins de fer, s'est multiplié par trois fois et demie depuis 2005, puisque les décaissements sont passés de 806,9 milliards de dinars à 1946,3 milliards en 2009 et ils s'accroissent en 2014 et 2016 pour atteindre les 2792,41 milliards de dinars.

Au pan des dépenses courantes, la période 2010-2016 a été marquée par une forte progression des dépenses de fonctionnement découlant de la prise en charge financière des mesures gouvernementales visant à sauvegarder le pouvoir d'achat des ménages dans un contexte de tensions sociales régionale.

Compte tenu de ces mesures, l'Etat a fait augmenter les dépenses courantes de l'exercice 2010 et 2011, qui en résulte principalement des dépenses de personnel (revalorisation des régimes indemnitaires de la fonction publique avec un effet rétroactif à janvier 2008) et des transferts courants dont la part la plus importante est celle des dépenses en services des administrations (hôpitaux et établissements publics à caractère administratif).

En 2011, au moment où le budget connaît un très léger déficit de 28 milliards de dinars, les dépenses de personnel marque un pic positif en atteignent la somme de 1757,7 milliards de dinars, soit une augmentation de 45% par rapport à l'année 2010 et de 93% par rapport à l'année 2009. Depuis, les dépenses de personnel affichent des volumes relativement stables.

En parallèle, dans le cadre du maintien de la politique sociale de l'Etat, les dépenses de transferts sociaux ont toujours gardé la première part des dépenses courantes. Nous précisons que les dépenses de ces transferts sociaux sont destinées notamment « au soutien aux familles, aux services relatives à l'habitat, à la santé ainsi qu'aux subventions des prix des produits de première nécessité ». Le tableau suivant distingue l'évolution des dépenses des transferts sociaux par rapport aux restes des dépenses courantes :

Tableau n 11 : Evolution de la part des principaux postes des dépenses courantes entre 2010-2016.

Dépenses Courantes	U : en %						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses des transferts sociaux	42,88	46,28	50,84	50	47	43,35	42
Dépenses de personnels	45,6	45	41,57	45	44,28	47	49,64
Autres dépenses courantes	11,52	8,72	7,59	5	8,72	9,65	8,36
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Ministère des Finances

Il est clair que les transferts sociaux et les dépenses de personnel dominent largement les dépenses courantes, elles s'approchent même à la barre des 100% dans les années 2012 et 2013. Ces chiffres résultent presque totalement de l'augmentation des transferts courants qui y ont contribué à hauteur de 80,1% pour atteindre 2620,3 milliard de dinars contre 1773,9 milliards de dinars en 2011, et dans une moindre mesure, des dépenses de personnel.

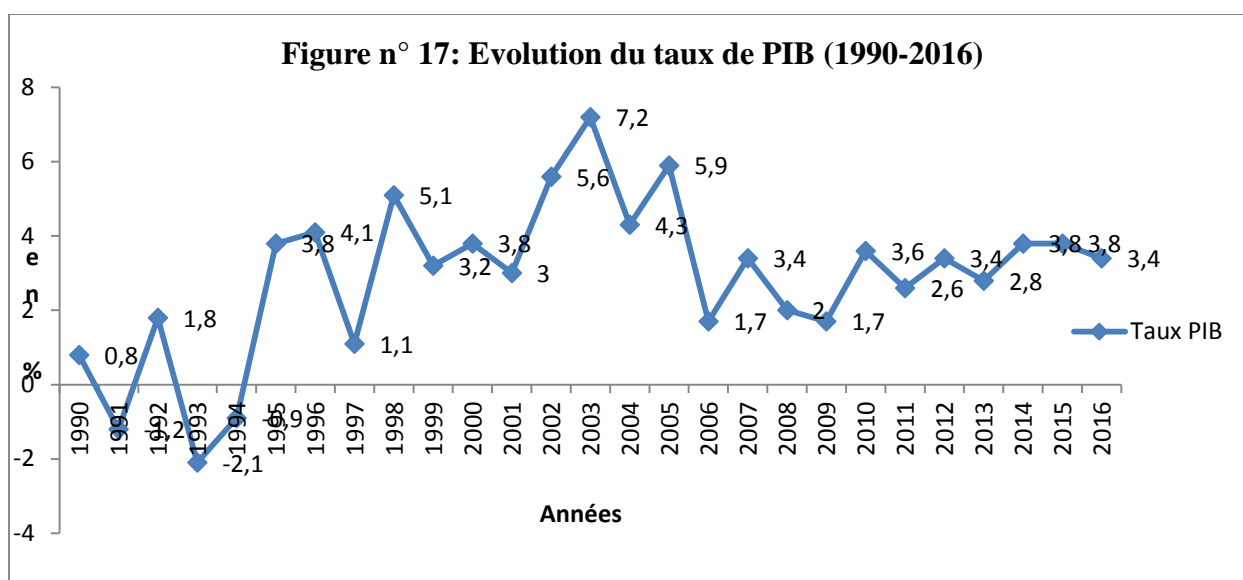
Entre 2014 et 2016, tout de même que les dépenses de transferts sociaux persistent à prendre des pourcentages très importants dans les dépenses budgétaires, le déficit budgétaire continu à s'élever en mettant d'avantage l'équilibre budgétaire du pays aux évolutions des facteurs exogènes principalement le marché des hydrocarbures.

En gardant le niveau des dépenses des transferts sociaux très élevé nous permettent de dire que l'interventionnisme de l'Etat Algérien dans le système économique et social a fait de sorte que son objectif principal est de combattre toute disparité dans la société. Cela laisse à dire également que la place actuelle des dépenses publiques dans la politique économique Algérienne n'est pas justifiée que par des raisons purement économiques, plusieurs autres raisons justifient cette importance : historique, idéologique, politique, culturel et social.

2.2. Evolution et sources de la croissance économique en Algérie :

Dans cette section il s'agit de présenter, de manière générale, l'évolution quantitative du principal indicateur qui permet une évaluation globale de l'activité économique en Algérie ; et ce, depuis la période des réformes structurelles de 1990. Ainsi le développement ci-dessus retrace l'évolution de la croissance économique.

L'évolution de la croissance économique a connue durant les vingt-cinq dernières années d'importantes fluctuations allant d'un taux de croissance très bas au début des années 1990 à une progression, parfois importante, durant la période 1995-2007, ensuite une stagnation relative entre 2008 et 2016, selon le tableau suivant :



Source : Calculé à partir des données de la Banque mondiale sur l'Algérie.

L'analyse des performances du produit intérieur brut sur cette longue période, relève plusieurs caractéristiques importantes. La première qui se dégage de ce tableau est la non-homogénéité du rythme de croissance observée car entre 1990 et 1994 la croissance du PIB a enregistré un taux moyen de -0,32%. Cette faiblesse est due aux programmes de rééchelonnement de l'endettement extérieur et à la baisse de l'activité productive causée par la compression de la main-d'œuvre des sociétés nationales et les mesures d'assainissements des entreprises publiques.

A partir de la deuxième moitié des années 1990, et suite aux accords avec les institutions internationales qui lui ont permis de connaître une situation financière moins contraignante que par le passé, l'activité économique commence à trouver son chemin de croissance. Ceci s'est

traduit par un taux de croissance annuel moyen de 3,46% sur toute la période 1995-1999, avec une année qui a connue une croissance du PIB très intéressante, soit 5,1% est celle de 1998.

De 2000 à 2007, malgré une certaine incohérence d'évolution, l'Algérie réalise ses meilleurs taux de croissance de la période de transition vers l'économie de marché. Le taux moyen du PIB dans ces années été de 4,36% et cela grâce aux performances en PIB des années 2002 (5,6%), 2003 (7,2%) et 2005 (5,9%). Ces pics positifs de croissance s'expliquent par le renouvellement de la part des dépenses publiques dans l'activité économique et sociale suite la hausse des recettes pétrolières et une politique macroéconomique généralement prudente, en l'occurrence la création des réserves de change et une épargne budgétaire importante (FRR).

De même, le lancement de deux programmes économiques de grandes envergures. Le plan de soutien à la relance économique (PSRE) de 2002 à 2004 et le plan complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) de 2005 à 2009, qui se sont donnés pour objectifs de financer, sur les deux périodes, de grands projets pourvoyeur d'emploi et d'externalités et d'accélérer les réformes structurelles. Ils doivent également tenir compte des capacités d'absorption insuffisantes de l'économie.

La dernière période remarquée (2008-2016) a connu une stagnation de la croissance économique avec un taux moyen du PIB qui s'élève à 3,1%, ce qui lui donne un niveau acceptable par rapport au contexte de récession économique mondiale et d'instabilité sociopolitique régionale. L'Algérie a continué donc d'enregistrer une croissance économique solide, mais sa position budgétaire commencée à s'affaiblir en 2009 en réalisant un déficit budgétaire que le trésor public n'a pas comptabilisé depuis l'année 1999.

En 2014, l'activité économique est restée dynamique et réalise un taux du PIB de 3,8%, tirée par la croissance hors hydrocarbures (selon la banque d'Algérie) quoiqu'à un rythme en recul par rapport aux années 2012 et 2013. Cette performance est atteinte à l'aide du creusement du déficit budgétaire (-7,3% du PIB, contre -0,4 du PIB en 2013), et aussi de la vulnérabilité des prix des hydrocarbures, ce qui a rendu la marge de manœuvre des finances publiques difficile dans l'allocation des ressources pour les années 2015-2016.

2.2.1. Les sources sectorielles de la croissance économique en Algérie :

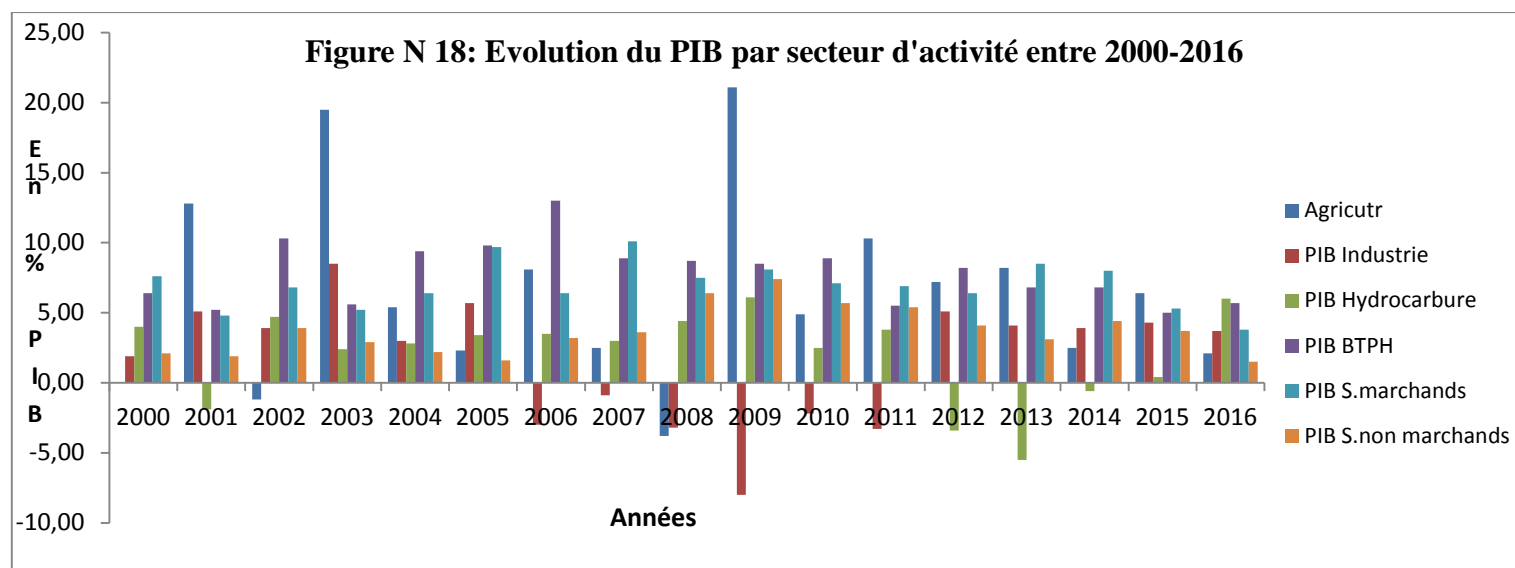
Le modèle Algérien d'accumulation de croissance économique est un modèle basé sur la rente tirée des hydrocarbures, alors que la volatilité de la croissance du secteur des hydrocarbures est largement liée au marché mondial et aux difficultés techniques internes. Avec l'augmentation des investissements productif entre 2000 et 2013, d'autres secteurs ont connus une amélioration

de leur croissance et ce en relation avec la mise en œuvre des plans de soutien à la croissance (PSRE et PCSC). Le tableau suivant retrace l'évolution de la croissance, la croissance hors hydrocarbures et hors agricultures ainsi que la croissance des performances sectorielles durant la période 2000-2016 :

Chapitre III : Analyse de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie

Indicateurs	Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture		-4,6	12,80	1,20	11,50	5,40	2,30	8,10	2,50	-3,80	21,10	4,90	10,30	7,20	8,20	2,50	6,40	2,10
Industrie		1,90	5,10	3,90	8,50	3,00	5,70	-3,00	-0,90	-3,20	-8,00	-2,20	-3,30	5,10	4,10	3,90	4,30	3,70
Hydrocarbures		4,00	-1,90	4,70	2,40	2,80	3,40	3,50	3,00	4,40	6,10	2,50	3,80	-3,40	-5,50	-0,60	0,40	6,00
BTPH y compris services pétroliers		6,40	5,20	10,30	5,60	9,40	9,80	13,00	8,90	8,70	8,50	8,90	5,50	8,20	6,80	6,80	5,00	5,70
Services marchands		7,60	4,80	6,80	5,20	6,40	9,70	6,40	10,10	7,50	8,10	7,10	6,90	6,40	8,50	8,00	5,30	3,80
Services non marchands		2,10	1,90	3,90	2,90	2,20	1,60	3,20	3,60	6,40	7,40	5,70	5,40	4,10	3,10	4,40	3,70	1,50
Le Produit intérieur brut (PIB)		3,80	3,00	5,60	7,20	4,30	5,90	1,70	3,40	2,00	1,70	3,60	2,60	3,40	2,80	3,80	3,80	3,40
Le PIB hors hydrocarbures (HH)		3,80	6,20	6,50	6,60	5,00	6,00	5,40	7,00	6,10	9,60	6,30	5,70	7,20	7,10	5,60	5,00	2,80
Le PIB hors agriculture (HA)		4,90	2,10	6,30	6,00	4,20	6,30	1,10	3,50	2,50	0,30	3,50	1,90	3,00	2,30	3,90	3,50	3,60
Le PIB HH et HA		5,30	5,10	7,80	4,50	5,00	6,70	5,00	7,70	7,60	8,00	6,50	5,00	7,20	7,00	6,10	5,60	4,20

Source : Office national des statistiques, N°710 et N°782 (les comptes économiques en volumes 2000-2016) Unité : En %



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel.

Globalement, l'évolution de la croissance économique par secteur d'activité de la période traitée dans le graphique ci-dessus, montre que cette croissance est poussée vers le haut par le secteur de bâtiments travaux publics hydrauliques (BTPH) et par celui de l'agriculture. Par contre, la croissance est poussée vers le bas par les faibles performances du secteur de l'industrie manufacturière. Les deux secteurs moteurs de la croissance sont eux-mêmes dépendants de la dépense publique, celui de la construction par le financement public du logement et des équipements administratifs et sociaux ; et celui de l'agriculture par les subventions d'équipement accordées aux agriculteurs.

2.2.1.1. Le secteur de l'agriculture :

Les deux dernières décennies ont marqué le secteur de l'agriculture par plusieurs réformes à travers les mécanismes nécessaires pour son développement afin de faire face aux défis concernant la demande nationale croissante des produits agricoles.

La part de l'agriculture dans la production totale a été de 12,8% en 2001 alors qu'il été en décroissance de 4,6% en 2000. Cette augmentation est provoquée par les premiers effets du plan national du développement agricole et rural (PNDA) pour la période 200-2004 ; l'assurance de la sécurité alimentaire ; l'aide aux agriculteurs et la modernisation du secteur agricole. De 2006 à 2009, la tendance linéaire sur le graphe montre en fait que le taux de croissance potentiel ou le taux de croissance moyen annuel est proche de 7% et que depuis 2009, nous assistons à une décélération du rythme de croissance après le pic de production enregistré en 2009 (21,10%) qui peut être considéré comme le pic absolu après celui de 2001.

Entre 2014-2016, la croissance de la production agricole a enregistré une baisse d'une moyenne de 55% par rapport à l'année 2013. Cette régression est fortement affectée par la forte baisse de la production céréalière (-30% en 2014 et -35% en 2016, selon ONS), après celle enregistrée en 2013 (-4%)²⁶. Il faut noter également que cette période a connue une insuffisance pluviométrique notamment sur la production céréalière.

2.2.1.2. Le secteur des hydrocarbures :

Avec une part moyenne annuelle de 97% des exportations, le secteur des hydrocarbures représente la première source de financement de la croissance économique Algérienne. L'évolution réelle de la valeur ajoutée des hydrocarbures commence depuis 2002 où elle enregistre une augmentation d'environ de 4,7% après une baisse de 1,9% en 2001.

²⁶ Selon l'Office national des statistiques, rapport N°710 « les comptes économiques en volume 2000-2014 ».

Entre 2002 et 2010, avec une croissance annuelle moyenne de 5%, le secteur des hydrocarbures a consolidé en termes de recette sa position prédominante dans l'économie et cela grâce à l'entrée en production de nouveaux gisements (les progressions des branches de pétrole brut et de liquéfaction du gaz naturel ont été), ce qui a permis son amélioration dans la production et la commercialisation de sorte que la production de pétrole est passée de 800 milles à 1,3 million de baril par jour.

En 2010, en dépit de la contraction de la demande mondiale d'hydrocarbures observée depuis 2008, le secteur croît de 2,5% contre 6,10% en 2009, au même temps où le taux de PIB a connu une nette amélioration, à savoir 3,60% contre 1,70% en 2009 et 2% en 2008. Depuis 2012, la récession du secteur des hydrocarbures se poursuit pour la cinquième année consécutive à un rythme plus lent que les années précédentes. Sa valeur ajoutée a diminué de (-3,4%) en 2012 et (-5,5%) en 2013 à (-0,6%) en 2015.

Cependant, le taux du PIB hors hydrocarbures durant cette période enregistre des performances assez appréciables ce qui a permis au marché intérieur de prendre une part importante de la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures. Cette croissance de la production, notamment celle destinée au marché intérieur a bien entendu des impacts moins importants en termes de croissance globale du secteur du fait du différentiel important existant entre les prix sur le marché intérieur et les prix sur les marchés extérieurs.

Au total, le secteur des hydrocarbures bénéficie du regain d'activité interne enregistrée grâce aux programmes de soutien à la croissance économique, mais les impacts sur le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée sont minorées.

2.2.1.3. Le secteur de l'industrie :

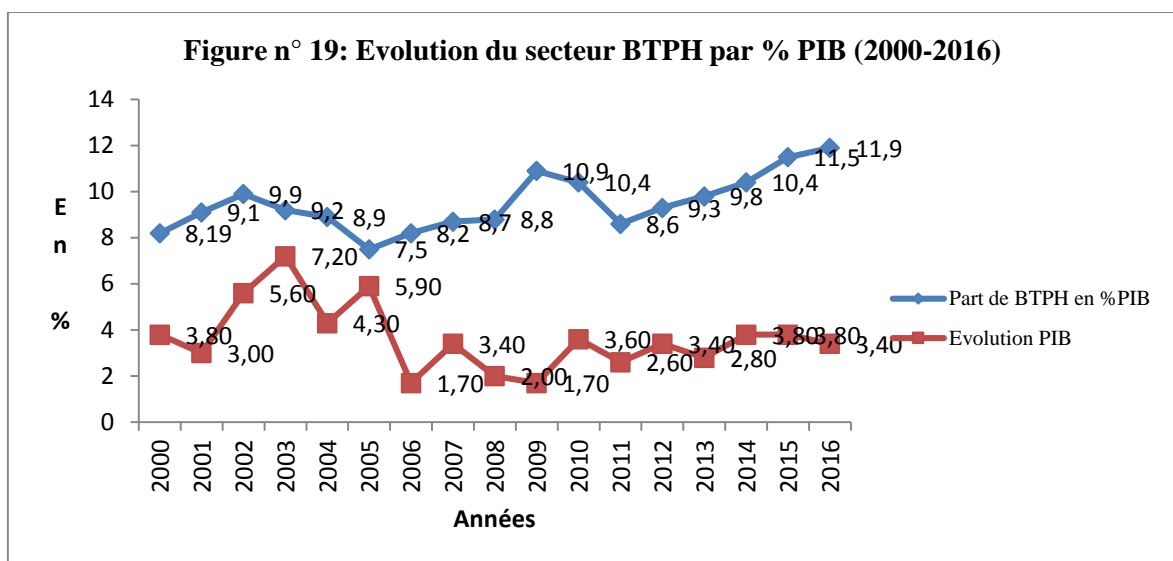
Dans l'ensemble, ce secteur est confronté à plusieurs difficultés qui ont été cumulées par le passé en particulier la décennie 1990. Les taux de croissance enregistré pendant la durée 2000-2016, montre une forte irrégularité et une insuffisance compte tenu du fait que l'industrie dans le PIB hors hydrocarbure ne représente qu'une infime part, comme exemple de l'année 2006 où elle progresse de 0,8% de la valeur ajoutée, la plus faible hausse de tous les secteurs hors hydrocarbures.

De plus, contrairement aux autres secteurs hors hydrocarbures qui ont tous progressés au cours des programmes de développement PSRE et PCSC lancés par les pouvoirs publics, le secteur de l'industrie connaît, d'une manière successive, les années 2006-2011 par un décroissement qui s'élève à 3% en 2006, 8% en 2009 et à 3,3% en 2011. En 2012, quoique

modérée, le secteur gagne 8,40 point de pourcentage et marque à la clôture un taux de 5,10%. Mais sa contribution à la formation de la richesse nationale, y compris hors hydrocarbures, recule d'année en année.

2.2.1.4. Le secteur bâtiments travaux publics hydraulique (BTPH) :

Tout au long de la période étudiée, on a remarqué que le secteur BTPH, fortement influencé par le budget de l'Etat, confirme son dynamisme sur une tendance linéaire en réalisant des taux de croissance très appréciables, à l'instar de l'année 2006 où la croissance en volume a accompli un record à hauteur de 13% et une part de 8,2% dans le PIB. Le graphe suivant illustre l'évolution de la part du secteur BTPH dans le PIB entre 2000-2016 :



Source : Calculs personnels à partir des données de la banque d'Algérie.

Globalement, il est clair que la contribution du secteur BTPH au PIB avait connue entre les années 2005 et 2016 une tendance positive. Ces performances résultent essentiellement de l'augmentation des dépenses d'équipement de l'Etat qui se sont multipliées par plus de 3,5 fois lors des plans de soutien à la croissance.

En effet, entre 2000 et 2004 le budget des dépenses d'équipement a été estimé à 10% du PIB²⁷, ce qui a permis le lancement des projets neufs et des programmes de reconstruction des infrastructures économiques et sociales, telles que les logements, les administrations et particulièrement l'extension des travaux publics pétroliers liées à l'accroissement des capacités d'extraction.

Le BTPH affiche une croissance nette de 9,4% en 2004 après celle de 2003 qui est moins importante (5,6%). Cette importante augmentation a tirée vers la hausse le produit intérieur brut

²⁷ Estimation des rapports annuels (2000-2004) de la banque d'Algérie.

hors hydrocarbures (5%) qui été plus élevé que le taux du PIB (4,30) y compris hydrocarbures. Ceci explique l'impact qu'a eu le secteur BTPH sur l'expansion de toutes les branches d'activité comme : la production de ciment et de matériaux de constructions, ainsi que les services marchands relatives à la construction des logements...

Cependant, les pouvoirs publics se trouvaient en face d'un nombre insuffisant d'entreprises de taille et de compétences adéquates pour la réalisation de grands projets. Ainsi, le taux d'absorptions du secteur n'était que de 53% du budget d'équipement.

Au cours de la période 2005-2014, en dépit de la réduction des importations des produits rattachés au secteur BPTH, de l'augmentation des commandes publics et des dépenses d'équipement, ainsi que la montée du nombre des entreprises privées et étrangères dans la participation aux projets de construction, le secteur a réalisé ses meilleures performances de croissance, soit un taux moyen de 8,6% contre un taux moyen de 7,38% durant la période 2000-2004.

Depuis 2009, contrairement aux autres secteurs affectés par la baisse des recettes pétrolières, le secteur BTPH continu a surpassé ses performances en raison de la montée en puissance de l'investissement en infrastructure. Le secteur se place dans le 3^{ème} rang en matière de contribution à la richesse nationale, après le secteur des hydrocarbures et le secteur de services, soit une contribution de 10,9% du PIB et de 15,8% du PIB hors hydrocarbures, ce qui à fait limiter une forte baisse d'activité de l'économie nationale.

Ce résultat a été boosté par la construction et la livraison de logements, l'activité la plus dynamique du secteur. Au cours du plan quinquennat 2010-2014 : 1,23 million de logements ont été mis sur le marché (247 000 par an en moyenne) dont 30,3 % en logement public locatif et 47,8 % d'habitat rural²⁸. De même, en plein crise budgétaire des deux dernières années, le secteur BTPH augmente encore une fois ses performances en apportant sa part en PIB à 11,5% en 2015 et 11,9% en 2016.

2.2.1.5. Le secteur des services :

Le secteur tertiaire connu par son indispensabilité pour les autres secteurs économique comprend : l'ensemble des administrations, l'ensemble des activités commerciales, la totalité des services marchands telle la restauration ou les transports parmi tant d'autres, ou non marchands comme la fonction publique, les travailleurs de l'éducation nationale, de la justice ou aux différents corps de sécurité sinon de la santé et une multitude de prestataires de service.

²⁸ Selon le Ministère de l'Habitat, rapporté par le rapport annuel de la banque d'Algérie de 2015.

Selon les statistiques dégagées par la banque d'Algérie sur la période 2000-2016, le secteur des services représente une part active très importante dans le calcul de la croissance économique. Pourtant, en termes d'affectation de budget de l'Etat, ce secteur est moins considéré que le secteur de l'agriculture et de l'industrie.

Entre 2000 et 2004, le secteur des services marchands (hors administration), a enregistré un taux moyen de croissance de 6,16%, soit la deuxième performance des secteurs hors hydrocarbures après celle du secteur BTPH. En revanche, il réalise la meilleure performance dans la contribution du PIB, soit un taux moyen de 22,28%. Les branches les plus importantes de ce secteur, les transports, la communication et le commerce de distribution, souffraient d'une situation de crise financière et organisationnelle. Le plan de soutien à la relance économique prévoyait un vaste plan d'action pour la modernisation de ce secteur à travers le développement de partenariats, la gestion par concession, et un important plan d'investissement.

En effet, lors du PCSC (2005-2009) le secteur des services dont la valeur ajoutée été constituée à près de 85% par les activités de transport-communication et de commerce-distribution a connu une croissance de 9,70% en 2005 et même une deuxième à deux chiffres en 2007, soit 10,10%. Cette performance a été principalement générée par l'expansion du commerce extérieur et la création de nouvelles entreprises qui représentent, rien qu'en 2009, 73% des entreprises créées. Durant cette période, le secteur a également contribué de par son poids dans le PIB à une moyenne de 22,2% et de 40,14% dans le PIB hors hydrocarbures.

Dès 2010, un ralentissement de l'activité s'est manifesté dans le secteur des services marchands et perd 1,9 point de croissance à 7,10%, ensuite 9,90 en 2011 pour arriver à 3,8% en 2016. Malgré la diminution de leur croissance, les services marchands reste, après les hydrocarbures, le secteur qui contribue le plus aux flux de richesses produites annuellement.

Récemment, les pouvoirs publics algériens ont axé leurs préoccupations pour pallier aux déficiences des recettes pétrolières depuis le deuxième trimestre 2014 sur une stratégie de croissance reposant essentiellement et prioritairement sur la diversification des produits industriels et sur une agriculture pour assurer, au moins, dans le moyen terme l'autosuffisance de la demande locale.

Cependant, l'Etat dans ses perspectives théoriques de la relance économique, met toujours dans une moindre mesure le secteur tertiaire qu'aux deux autres secteurs fondamentaux. Pourtant, parmi les secteurs d'activité hors hydrocarbures, le secteur des services est le secteur

Chapitre III : Analyse de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie

qui contribue le plus dans la croissance économique, comme le montre clairement le tableau suivant :

Tableau n° 13: Evolution statistique de la contribution des secteurs d'activité dans le PIB entre 2000 et 2016

Unité : en % PIB

Secteurs	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture	9,4	10,67	10,1	10,6	10,2	8,2	8	8	7	10	9	8,6	9,11	10,54	10,3	11,59	12,3
Hydrocarbures	39,2	33,9	35,6	38,5	40,7	47,4	48,4	46,3	47,9	33,5	37	38,3	39	31,93	27	18,76	17,38
Industrie	7,05	7,4	8,1	7,3	6,8	5,9	5,6	5,4	5	6,2	5,5	4,9	5,55	4,96	4,86	5,42	5,61
BTPH	8,12	9,42	9,9	9,2	8,9	8	8,4	9,3	9,2	11,8	11,1	9,8	9,3	10,46	10,4	11,5	11,9
Services Marchands	20,44	19,3	24,2	22,9	22,9	21,5	21,2	21,9	20,6	25,6	23,3	21,1	20,1	24,74	24,3	27,22	27,8
Services Non Marchands	ND	5,33	12	11,4	10,6	8,9	8,4	9	10,3	12,9	14,1	17,3	16,3	16,4	16	17,43	17,34
Le PIB	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Calculé sur la base des rapports (2002, 2013 et 2017) de l'ONS sur les résultats d'activité.

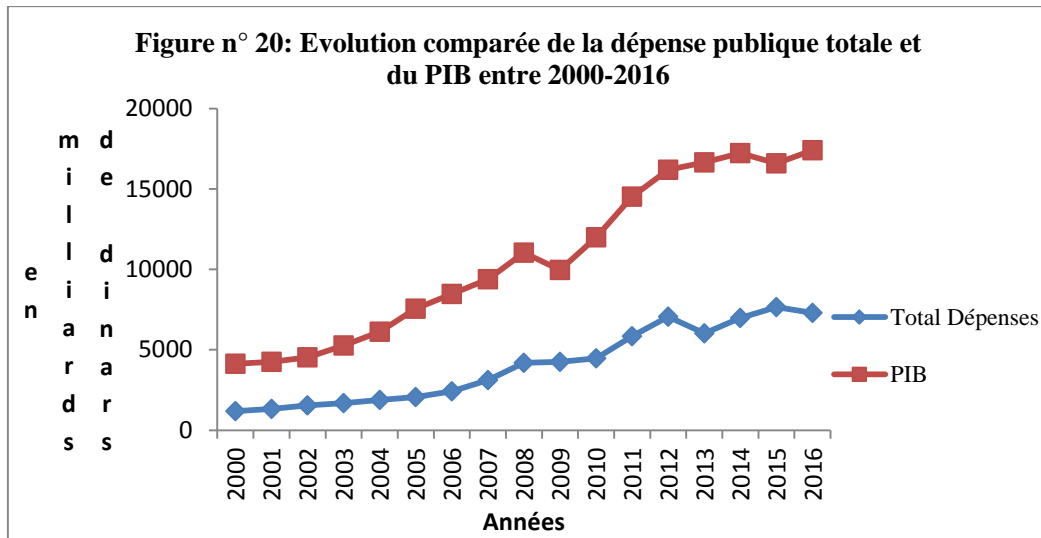
2.2.2. Evolution comparée du taux de croissance PIB et des dépenses publiques :

Le poids d'un Etat dans une économie peut se mesurer par sa part de ses dépenses publiques dans le produit intérieur brut. Cependant, une utilisation efficace des dépenses publiques exige une connaissance précise de leurs répercussions économiques. Le choix de l'allocation des dépenses de l'Etat en faveur des dépenses courantes ou des dépenses en capital peut donc s'avérer déterminant dans la relance de la croissance. Ainsi, le tableau et le graphique suivants présentent une évolution comparée des dépenses publiques totales et/ou en nature et celle du produit intérieur brut de l'Algérie au cours de la période 2000-2016.

Tableau n° 14 : Evolution comparée des dépenses publiques et du PIB entre 2000-2016

Années	PIB en Milliards	Dépenses Courantes en Milliards	Dépenses Courantes en %PIB	Dépenses en Capital en Milliards	Dépenses en capital en %PIB	Total Dépenses en Milliards	Total Dépenses en %PIB	PIB en %
2000	4123,50	838,90	20,34	339,20	8,23	1178,1	28,57	3,80
2001	4260,80	798,60	18,74	522,40	12,26	1321	31,00	3
2002	4537,70	975,60	21,50	575,00	12,67	1550,6	34,17	5,60
2003	5264,20	1122,80	21,33	567,40	10,78	1690,2	32,11	7,20
2004	6126,70	1251,10	20,42	640,70	10,46	1891,8	30,88	4,30
2005	7564,60	1245,10	16,46	806,90	10,67	2052	27,13	5,90
2006	8463,50	1436,30	16,97	992,20	11,72	2428,5	28,69	1,70
2007	9389,60	1673,90	17,83	1434,60	15,28	3108,5	33,11	3,40
2008	11042,80	2217,70	20,08	1973,30	17,87	4191	37,95	2
2009	9968,00	2300,00	23,07	1946,30	19,53	4246,3	42,60	1,70
2010	11991,60	2659,00	22,17	1807,90	15,08	4466,9	37,25	3,60
2011	14519,80	3879,20	26,72	1974,40	13,60	5853,6	40,31	2,60
2012	16208,70	4782,60	29,51	2275,50	14,04	7058,1	43,55	3,40
2013	16650,20	4131,50	24,81	1892,60	11,37	6024,1	36,18	2,80
2014	17242,50	4486,30	26,02	2493,90	14,46	6980,2	40,48	3,80
2015	16591,90	4617,00	27,83	3039,30	18,32	7656,3	46,14	3,80
2016	17406,83	4567,92	26,24	2729,57	15,68	7297,5	41,92	3,40

Source : Calculé sur la base des données de l'ONS



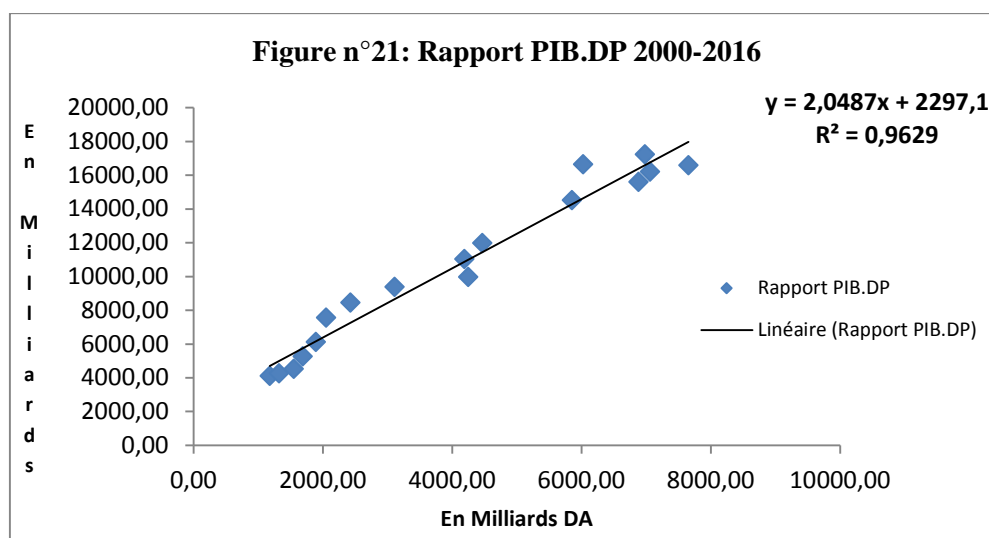
Source : réalisé sur la base des données de l'ONS

On peut observer sur ce graphe une concordance positive entre les deux courbes (total dépenses publiques et produit intérieur brut), caractérisées par une nette tendance à la hausse. Cependant, la courbe d'évolution du PIB semble croître plus rapidement que celle des dépenses publiques totales. En effet, bien que les deux courbes évoluent dans le même sens, la distance entre les deux courbes augmente progressivement.

La période d'avant 2002 a enregistré des taux d'évolution très long par rapport à la suite de l'évolution car c'est une période où l'Algérie vient juste de sortir des ajustements structurels. A parti de 2003, l'année dont le taux de PIB a atteint le pic de 7,20%, la croissance économique a pris une évolution remarquable suite à la mise en place des plans PSRE et PCSC et à l'augmentation des dépenses publiques qui avaient pour rôle de soutenir la croissance à travers les projets d'investissement public.

En effet, la contribution des dépenses publiques dans la croissance avaient enregistré des taux très important, même dans les périodes où la croissance à nettement reculée, à l'instar de l'année 2009, soit un taux de PIB de 1,7% et une contribution des dépenses publiques de 42,60% dont près de 20% de dépenses en capital. Toutefois, la croissance s'est améliorée en 2010 en réalisant un taux de 3,60%, alors qu'en parallèle, le taux des dépenses publiques en PIB à baisser à 37,25%. Cet exemple laisse supposer que la dépense publique n'a pas un effet instantané sur la croissance mais plutôt un effet retardataire.

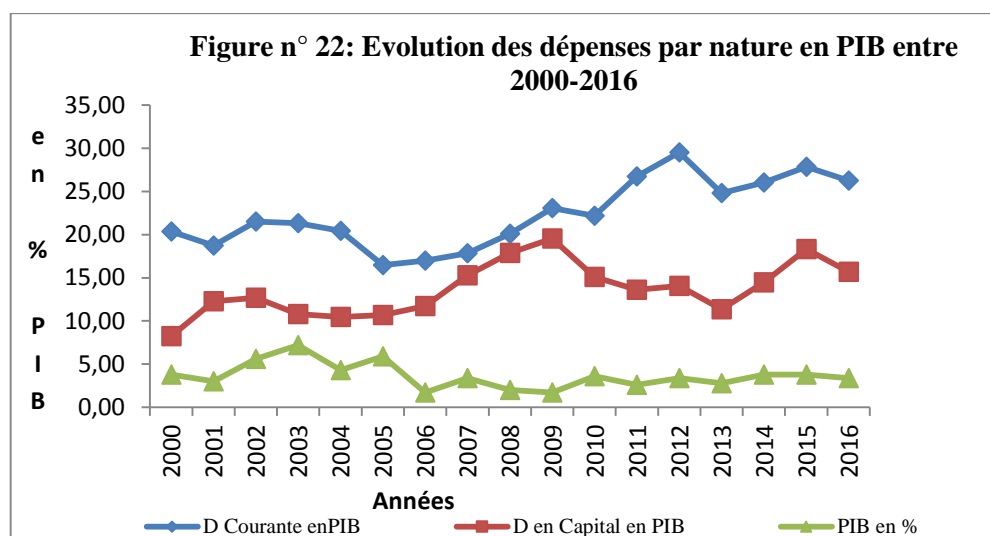
Afin de mieux apprécier le rapport des dépenses publiques avec le produit intérieur brut, il convient de comparer leurs performances durant la période 2000-2016, à travers une représentation du nuage de points faisant apparaître le niveau de la droite de régression entre les deux variables.



L'observation du nuage de points reliant les données des dépenses publiques au PIB témoigne une forte similitude d'évolution entre ces deux variables dans la mesure où le coefficient de la pente de la droite de régression correspondante est de 0,9629. Ainsi, la remarque qui peut être faite est que, pour un niveau de croissance de dépenses publiques donné, le PIB affiche un taux de croissance proche à celui du taux de croissance des dépenses publiques.

Par ailleurs, l'idée de l'effet des dépenses publiques par structure sur la croissance est largement répandue dans la littérature. Cet effet est d'autant plus profitable quand la part des dépenses d'investissement est importante. Cependant, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation des dépenses courantes entraîne de facto une baisse des dépenses consacrées au financement de l'investissement public. Cette contraction des investissements publics est de nature à influencer négativement sur la croissance, en raison de la relation positive entre l'investissement et la croissance économique.

L'analyse graphique n° permet d'illustrer la comparaison des évolutions de la contribution des dépenses publique par nature (dépenses courantes, dépenses d'investissement) dans le produit intérieur brut :



Source : réalisé par l'auteur à parti d'Excel

Ce graphique montre clairement que la contribution de la dépense publique par catégorie dans la réalisation de la croissance reste dominée par les dépenses courantes. Elles sont représentées en moyenne d'un taux de 22,36% du PIB, contre 13,65% du PIB pour les dépenses en capitales. De plus, les années de pic et de creux de la courbe de taux des dépenses d'investissement en PIB ne correspondent pas à ceux de la courbe de taux de croissance du PIB.

En confortant le taux d'accroissement des deux courbes, on constate que la courbe d'évolution de la part des dépenses d'investissement en PIB fluctue beaucoup plus que celle du taux de croissance du PIB. Pendant que le taux de croissance du PIB fluctue entre 3,8% et 3,4% sur la période 2000-2016, le taux de croissance de la part des dépenses en capital dans le PIB fluctue entre 8,23% et 15,68%.

La période 2005-2009 a enregistré une évolution à contre sens entre la part des dépenses en capital dans le PIB et le taux de croissance de PIB (voir l'évolution des taux dans le tableau n°). Pourtant, cette période a été marquée par le renforcement des programmes de croissance et par l'expansion des investissements en infrastructures générant l'augmentation des facteurs de productivité notamment dans le secteur privé.

Cela peut être expliqué par l'insuffisance de l'effort d'investissement consacré aux infrastructures notamment aux infrastructures économiques. La croissance est donc tirée, dans cette période, beaucoup plus par le contexte favorable des cours pétrolières et l'augmentation des dépenses improductives que par les dépenses productives.

Enfin, en partant des résultats de l'analyse descriptive, qui montre qu'en Algérie les dépenses publiques jouent un rôle moteur dans la croissance économique à long terme. Nous

allons dans la section suivante approfondir notre analyse à travers une démonstration économétrique dont l'objet est de mesurer l'impact réel de la dépense publique sur la croissance économique, et enfin de savoir si la dépense publique permet des performances meilleures en matière de croissance économique.

Section.3 : Etude de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique en Algérie :

Depuis la contribution de Barro en 1990, il y a eu un certain nombre d'études empiriques mettant en relation l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique, d'où la question centrale est de savoir si les dépenses publiques ont un effet positif et/ou négatif sur le taux de croissance de l'économie.

En Algérie, cette relation a été évalué par quelques travaux comme celui de : « A. Zakane (2004) qui établit une faible élasticité de la production par rapport aux infrastructures (0,07), qu'il explique par l'insuffisance de l'effort d'investissement consacré aux infrastructures notamment aux infrastructures économiques. Dans le même sens, Benabdallah (2008) relève aussi une faiblesse du stock d'infrastructures et note son effet négatif sur la croissance. Cependant, le rapport du FMI (2006) établit une relation positive et significative de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique »²⁹.

Toutefois, vu la place de l'Etat dans le système économique Algérien, même s'il a été difficile pour ces travaux de mettre en évidence les différents canaux par lesquels la dépense publique peut influencer sur la croissance, il existe des raisons fortes pour que l'évolution de la dépense publique dans sa globalité représente une variable importante qui influe sur la croissance. Par contre, le débat sur son degré réel d'influence reste ouvert.

Ainsi, la plupart des études travaillant sur l'évaluation globale de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique ont souvent basé leurs études sur le modèle de causalité de Granger (1969). Selon cette méthode, une variable X cause une variable Y si l'introduction des valeurs passées de X améliore la qualité statistique de la régression de Y sur ses propres valeurs passées. Les résultats du modèle de causalité de Granger peuvent être classés en deux approches :

La première, trouve une relation de causalité à double sens de la croissance vers les dépenses publiques. La deuxième, est une approche de causalité unidirectionnelle des dépenses

²⁹ Saïd KACI and Mohamed ACHOUCHE, « Dépenses publiques et croissance économique en Algérie : approche par un modèle de contrôle optimal », MPRA paper N°68499, décembre 2015, p.3.

publiques vers la croissance économique, ce qui lui permet de ce trouvé dans la vision keynésienne.

D'autres travaux sur série temporelle, en particulier ceux d'Aschauer (1989)³⁰, sont parvenus à confirmer le modèle de causalité unidirectionnel en termes de corrélation positive entre dépenses publiques et croissance. L'interprétation présentée par cet auteur consiste à confirmer l'existence d'une externalité des dépenses publiques induisant des rendements d'échelle croissants³¹ dans la fonction de production des agents privés.

Pour sa part, Taoufik Rajhi (1996)³² développe un modèle qui tient compte des dépenses publiques comme input de la fonction de production, mais abandonne les deux principales hypothèses de Barro (1991), à savoir l'existence d'un seul secteur de production et les rendements d'échelle constants³³. En outre, les dépenses publiques introduites sont supposées accroître la productivité aussi bien dans le secteur des biens de consommation que dans le secteur éducatif et culturel et elles sont financées d'une manière forfaitaire.

Dans la perspective d'estimer l'impact de la dépense publique sur la croissance économique en Algérie entre 2000 et 2016, il a été choisi de s'inscrire dans la lignée des études utilisant les modèles de régressions linaires simples. Pour ce faire, la démarche adoptée est la suivante :

- Spécification du modèle choisi au regard des hypothèses théoriques ;
- Présentation des données, de la méthode d'estimation utilisée dans le modèle et des résultats ;
- Une fois que la fonction du modèle est estimée et les résultats sont dégagés, nous allons procéder à des testes pour vérifier si les hypothèses qui sous-tendent le modèle sont respectées ;
- Commentaire des résultats en fonction des testes paramétriques du modèle ;
- Présentation d'un essai de prévision en se basant sur l'approche positive afin d'analyser les perspectives.

³⁰ Christophe HURLIN, « La production du capital public à la productivité des facteurs privés : une estimation sur panel sectoriel pour dix pays de l'OCDE », Revue : économie & prévision n°137, année 1999, P.49.

³¹ Les rendements d'échelle sont croissants : lorsque la production varie de façon plus importante que la variation des acteurs de production utilisés.

³² Kako NUBUKPO, « Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union économique et monétaire ouest-Africaine (UEMOA), revue : Afrique contemporaine n°222, 2007/2, p.225.

³³ Les rendements d'échelle sont constants lorsque la production varie dans la même proportion que celle des facteurs de production utilisés. Le coût reste lui aussi constant.

3.1. Les critères de choix du modèle :

Pour mesurer l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique, nous proposons une application d'un modèle de régression linéaire simple. Ce modèle explique la variable dépendante (croissance économique) par une fonction affine de la variable indépendante (dépenses publiques), après avoir explicité les hypothèses nécessaires et les termes du modèle, à savoirs : les notions d'estimation des paramètres du modèle, la signification des tests d'hypothèse et enfin une attention particulière est faite aux outils de diagnostics disponibles en particulier, les valeurs influentes, et surtout le graphe des résidus.

Le choix de ce modèle a été porté par les trois raisons suivantes :

- Les modèles de régression linéaires autorisent les variables explicatives à intervenir avec un décalage temporel, cela permet de capter l'idée que les dépenses publiques affectent le revenu et donc la croissance puis l'emploi avec un certain retard. Cela paraît être une hypothèse plus raisonnable qu'un effet instantané des dépenses publiques sur la croissance. On sait que suite à un impact sur les dépenses publiques, l'amélioration du revenu s'inscrit dans un processus cumulatif de moyen et long terme ;
- La spécification sous forme régression linéaire permet d'échapper à la critique de l'approche endogène relative aux modèles structurels ainsi que celui du choix des variables ;
- La modélisation de régression linéaire permet de réaliser l'analyse d'impact en termes de causalité unidirectionnelle de Granger. Le modèle autorise les séries des variables dépendantes et indépendantes d'avoir ou non une relation de corrélation durant les périodes, les tendances et les points de retournement dans lesquelles elles évoluent. C'est cette approche de causalité des dépenses publiques envers la croissance économique qui sera retenue dans ce travail.

Il est cependant, utile de rappeler que l'objet de notre étude n'est pas de vérifier l'impact de la variable explicative sur la variable expliquée à travers plusieurs modèles, mais plutôt à mesurer cet impact par un seul modèle conforme.

3.2. Présentation du modèle et définition des variables :

Le modèle de régression linéaire qu'on va utiliser est un modèle avec une équation unique à deux variables comportant un décalage temporel de 4 trimestres sur la variable explicative, délai qui nous semble approprié pour ce type de modèle, notamment pour la nature

de l'impact qui peut exister entre la dépense publique et la croissance économique. Ainsi, l'équation de ce modèle s'écrit comme suite : $Y_t = \beta + \alpha X_{t-4} + \varepsilon_t$

Où,

Y_t : représente la variable dépendante ou expliquée à la période t. Dans notre modèle il représente les performances en terme de PIB ;

X_{t-4} : représente la variable indépendante exogène ou explicative à une période à décalage t-4. Dans notre modèle il représente les performances en terme de dépense publique (G) ;

α : Vecteur de paramètre (ou coefficient du modèle) ;

β : La constante du modèle ;

ε : Une erreur d'estimation aléatoire indépendante et non corrélée.

En appliquant ces variables dans le modèle, on obtient l'équation suivante :

$$PIB_t = \beta + \alpha G_{t-4} + \varepsilon_t$$

Les paramètres α et β correspondes aux coefficients qui permettent de réduire l'erreur ε . Elles n'ont pas de données observables, puisque les données statistiques de ces deux n'existent pas, nous devons donc estimer leurs valeurs. Pour ce faire nous devons nous assurer de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO).

Avant de passer à l'évolution des variables du modèle, à ses hypothèses et à son estimation, nous allons vous proposer une bref présentation sur les critères d'évaluation des MCO. Ils permettent d'obtenir l'équation de la meilleure droite d'ajustement possible :

$\hat{Y}_t = \hat{\beta} + \hat{\alpha}X_t$, appelé également droite des moindres carrés. Le travail qui permet d'obtenir cette droite, consiste à choisir les paramètres $\hat{\beta}$ et $\hat{\alpha}$, en utilisant les informations apportées par l'échantillon, de manière à rendre minimale la somme des carrés des écarts (résidus) entre les valeurs observées de Y et ses valeurs prédites par le modèle.

Mathématiquement, le critère des MCO se présente comme suite :

$$\begin{aligned} \text{Min } S &= \sum_{t=1}^n e_t^2 = \sum_{t=1}^n [Y_t - (\hat{\beta} + \hat{\alpha}X_t)]^2 \\ &= \sum_{t=1}^n [Y_t - \hat{\beta} - \hat{\alpha}X_t]^2 \end{aligned}$$

La détermination de $\hat{\beta}$ et $\hat{\alpha}$ se fait en appliquant les conditions du premier ordre :

$$\begin{cases} \frac{\delta s}{\delta \hat{\beta}} = 0 & (1) \\ \frac{\delta s}{\delta \hat{\alpha}} = 0 & (2) \end{cases}$$

En appliquant ces dérivées partielles, on obtient les équations normales, à partir des quelles sont tirés les estimateurs des MCO :

$$\begin{cases} \sum Y = n\hat{\beta} + \hat{\alpha}\sum X & (3) \\ \sum XY = \hat{\beta}\sum X + \hat{\alpha}\sum X^2 & (4) \end{cases}$$

A partir de (3), en divisant toutes la relation par n, on détermine l'estimation de β :

$$\hat{\beta} = \bar{Y} - \hat{\alpha} \bar{x} \quad (5)$$

Après substitution de $\hat{\beta}$ dans la deuxième équation normale (4), on tire l'estimation de α :

$$\alpha = \frac{\sum X_t Y_t - n\bar{x}\bar{y}}{\sum X_t^2 - n\bar{x}^2} \quad (6)$$

Un développement mathématique simple permet d'exprimer $\hat{\alpha}$ par le produit de la covariance empirique entre X et Y et de la variance empirique de X.

$$\hat{\alpha} = \frac{cov(X,Y)}{\sigma_x^2} = \frac{\sum(X_t - \bar{x})(Y_t - \bar{y})}{\sum(X_t - \bar{x})^2} \quad (7)$$

En utilisant les variables centrées, $\hat{\alpha}$ est donnée par le rapport :

$$\hat{\alpha} = \frac{\sum X_t Y_t}{\sum X_t^2} \quad (8)$$

$\hat{\beta}$ et $\hat{\alpha}$ sont donc les estimateurs des moindres carrés ordinaires. $\hat{\alpha}$ Est le paramètre d'intérêt qui capture entièrement la dépendance linéaire de Y (PIB) envers X (G).

Les hypothèses sur lesquelles repose ce modèle sont les suivantes :

H1 : Il existe une relation de corrélation entre la variable dépendante PIB(Y) et la variable explicative G(X). Le type de liaison le plus simple dans cette hypothèse est la relation affine où les paramètres α et β ne dépendent pas de G.

H2 : Cette relation de linéarité doit rester constante.

H3 : Les variables G et PIB sont observées sans erreur. PIB est aléatoire par l'intermédiaire de ε_t , c'est-à-dire que la seule erreur possible sur PIB provient des insuffisances de G à expliquer ses valeurs dans le modèle.

H4 : Hypothèse d'indépendance entre la partie systématique et la partie aléatoire $cov(X_t, \varepsilon) = 0$, cette hypothèse signifie que l'erreur et les variables explicatives G ont une influence séparée sur la variable endogène Y .

Lorsque toutes les hypothèses sous-tendant la méthode des MCO sont remplies, le théorème de Gauss-Markov³⁴ avance que ses estimateurs sont BLUE (Best Linear Unbiased Estimator), c'est-à-dire qu'ils sont les meilleurs estimateurs linéaires, non biaisés et à variance minimale.

3.3. La période étudiée :

Quand à la période étudiée, le modèle utilise un échantillon de données à tendance trimestrielle couvrant la période d'estimation de 2000Q1 à 2016Q4, soit 68 observations et d'un prolongement pour essai de prévision de 16 trimestres (de 2017Q1 à 2020Q4). Ces données ont été découpées en périodes trimestrielles uniquement dans le but d'avoir plus de précision au niveau des tests et de robustesse au niveau des résultats.

Ainsi, compte tenu des exigences de l'économétrie des séries temporelles, les données collectées sont testées avant et après l'estimation du modèle d'analyse. C'est à juste titre que des tests de diagnostic concernant la stationnarité des séries, ainsi que la normalité, l'autocorrélation des résidus et l'homoscédasticité soient systématiquement effectués.

3.4. Etude de la stationnarité des séries :

Préalablement à l'estimation du modèle cité plus haut, il convient d'étudier la stationnarité des séries sous une forme logarithmique sur une tendance périodique trimestrielle de 2000Q1 à 2016Q4. L'équation du modèle de régression linéaire devienne alors :

$$\text{LogPIB} = \beta + a \log G_{t-4} + \varepsilon$$

Le but d'une étude de stationnarité étant la détection d'une relation de cointégration entre les variables, ce qui garantit l'existence d'une relation à long terme et évite les estimations trempées. Pour ce faire, nous allons appliquer le test de racine unitaire (test de Dickey-Fuller) qui détermine la stationnarité des séries et de préciser si le processus non stationnaire est de type DS (differency stationary) ou TS (trend stationary).

Pour vérifier que la série est affectée d'une racine unitaire de la méthode de test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), on applique la règle de décision suivante :

H0 : il existe une racine unitaire ; $\emptyset = 1$

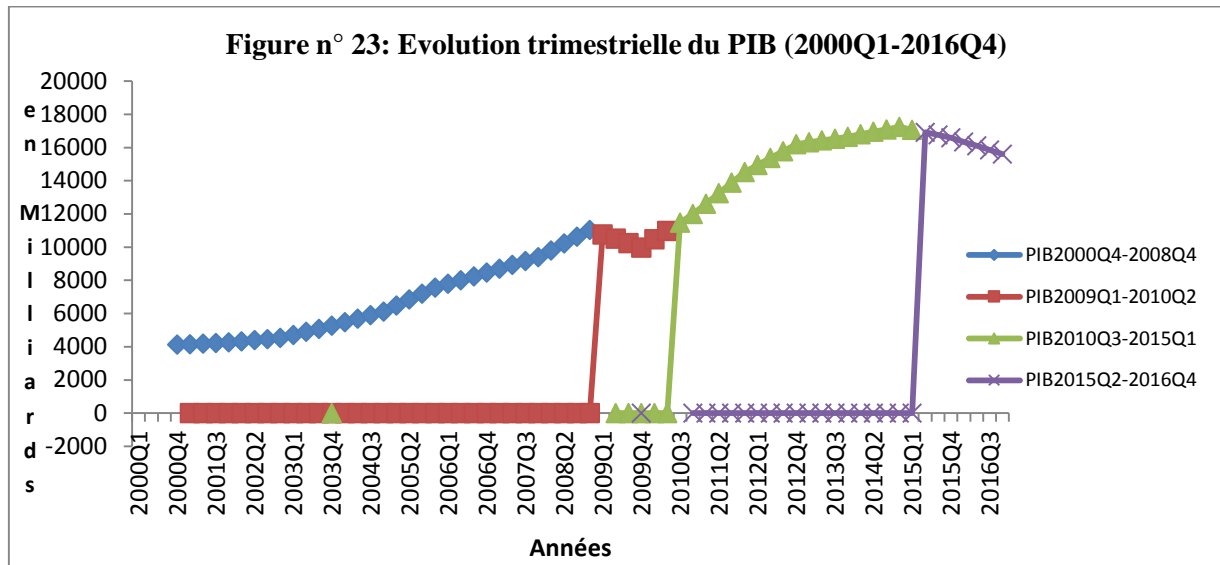
³⁴ Le théorème de Gauss-Markov, nommé ainsi d'après Carl Friedrich Gauss et Andrei Markov : En statistique, les estimations non corrélées et dont les variances sont égales, représentent le meilleur estimateur linéaire non biaisé des coefficients à savoir l'estimateur des moindres carrés. Bruno CREPON, Econométrie linéaire, novembre 2005, p.18.

H1 : absence de racine unitaire ; $\emptyset \neq 0$

Si la valeur absolue d'ADF est inférieure à la valeur critique, on accepte H1. Et si la valeur absolue d'ADF est supérieure à la valeur critique, on accepte H0.

3.4.1. La stationnarité de la série PIB :

Les données de la série produit intérieur brut s'étendent sur une période de 17 ans. Les observations sont trimestrielles allant de 2000Q1 à 2016Q4.



Sources : réalisé sur Excel après le trend des données à partir du logiciel Eviews.07

Durant la série statistique citée dans le graphique ci-dessus, on remarque que l'évolution trimestrielle du PIB a connue des fluctuations allant d'un taux de croissance positif de 3% en moyenne par trimestre sur la période 2000Q4-2008Q4 à une période de régression avec un taux négatif de 0,5% entre 2009Q1 et 2010Q2. Ensuite, le PIB reprend le chemin de croissance à partir de 2010Q3 en réalisant une moyenne de 2,24% pour connaître encore une fois une baisse de croissance d'une moyenne de 1,3% sur la période 2015Q2 et 2016Q4.

A l'exception de la deuxième période (2009Q1-2010Q2), on observe sur l'ensemble des données de la série PIB une variation de croissance positive et régulière, même si elle est parfois faible et souvent dépendante des facteurs exogènes, à savoir les cours du marché pétrolier (voir le tableau n° de la deuxième section).

Il est donc clair que la tendance de la série PIB durant la période 2000Q4-2016Q4 n'est pas stationnaire. Pour confirmer la non stationnarité de la série, nous allons passer au test de Dickey-Fuller, à travers le tableaux suivant. Les variations de la série sont prise en données logarithmique LPIB.

Tableau n° 15 : Les résultats du test de Dickey-Fuller sur la série LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1,948636	0,3085
Test critical values: 1% level	-3,538362	
5% level	-2,908420	
10% level	-2,591799	

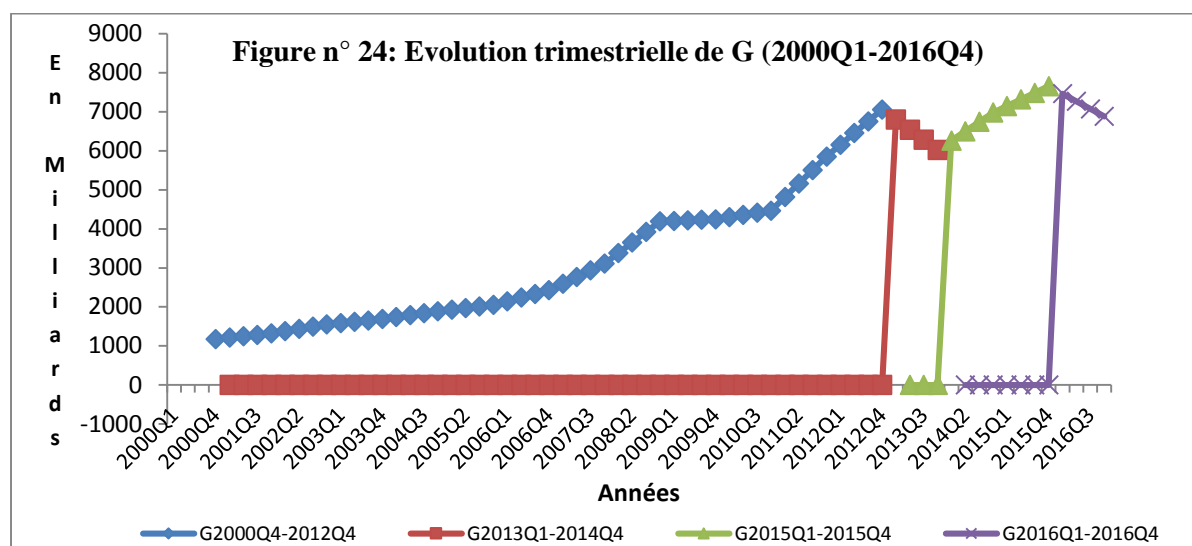
MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Source : Résultats calculés à partir d'Eviews.07 (Voir A)

L'analyse des résultats du test ADF montre que toutes les valeurs critiques prévues par les tables statistiques de MacKinnon³⁵ aux risques de 1% (-3.54), 5% (-2.91) et 10% (-2.59) sont inférieures à la statistique ADF (-1.95). Ceci implique l'acceptation de l'hypothèse nulle (H0), c'est-à-dire que la variable possède une racine unitaire. Elle est donc non stationnaire, ce qui est important pour l'application de notre modèle.

3.4.2. La stationnarité de la série G :

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution de la série dépenses publiques qui s'étend sur une période de 17 ans. Les observations sont trimestrielles allant de 2000Q1 à 2016Q4.



Source : réalisé sur Excel après le trend des données à partir du logiciel Eviews.07

³⁵ Mackinnon.J.G, « Numerical distribution functions for unit root and cointegration tests », Journal of Applied Econometrics, 1996, pp. 601-618.

On remarque que la série des dépenses publiques a une tendance généralement haussière, durant toute la période étudiée. L'évolution de ce graphique peut être subdivisée en trois périodes. Dans la première (2000Q1-2012Q4), on observe une forte augmentation d'une année à l'autre, qui s'accroît surtout à partir du premier trimestre 2005, la date du lancement des plans de soutien à la croissance économique, notamment ceux des investissements publics engagés sur le moyen terme.

Entre 2013Q1 et 2014Q4, l'évolution de la série G a connue une légère régression qui est due principalement à l'accumulation des déficits budgétaires qui a commencée depuis 2009, à la tendance baissière du marché des hydrocarbures et surtout à la faiblesse du taux d'absorption des budgets réservés aux grands projets publics. Cependant, il faut noter que la série G a été dominée par les dépenses courantes durant toute cette période. A partir du premier trimestre 2015, malgré le recule des recettes budgétaires, les dépenses publiques et en particulier les transferts courants se sont relancées vers une forte progression.

De manière globale, le graphique ci-dessus indique que l'évolution de la série G n'est pas stationnaire. Nous allons maintenant vérifier cette indication dans le test ADF.

Tableau n° 16 : Les résultats du test de Dickey-Fuller sur la série LG

Null Hypothesis: LG has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 9 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.623852	0.4638
Test critical values: 1% level	-3.555023	
5% level	-2.915522	
10% level	-2.595565	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Source : Résultats calculés à partir d'Eviews.07 (Voir annexe A)

L'analyse des résultats de la stationnarité de la série LG montre que la valeur statistique calculée par le test ADF (-1.62) est supérieure aux valeurs critiques et significatives au seuil de 1% (-3.55), 5% (-2.91), 10% (-2.59), soit une probabilité de 0.46. On en déduit donc l'acceptation de l'hypothèse H0, c'est-à-dire que la série des données de la variable explicative est non stationnaire.

En parallèle, nous rappelons que jusque là, il existe une combinaison linéaire des séries intégrées (LPIB et LG) d'ordre inférieure à 0. Par conséquent, toutes les conditions préalables étant vérifiées, il est donc possible d'estimer une régression pertinente et statistiquement viable.

3.5. Estimation et validation des résultats du modèle :

Afin d'effectuer une analyse détaillée sur le pourcentage de la variation totale de la variable dépendante PIB qui est expliquée par la variable indépendante G avec décalage temporel (G_{t-4}), nous allons estimer ce modèle par la méthode des moindres carrés ordinaires. L'estimation ainsi que les tests de validation des résultats et les prévisions seront réalisés à l'aide du logiciel Eviews.07.

L'équation de la régression à estimer est la suivante :

$$LPIB = \beta + \alpha LG_{t-4} + \varepsilon .$$

Où β et α , sont respectivement la constante et le coefficient du modèle. Les résultats issus de cette estimation sont synthétisés dans le tableau suivant :

Tableau n° 17 : Estimation du modèle entre 2000Q1 et 2016Q4

Dépendent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Date: 11/22/17 Time: 13:47

Sample (adjusted): 2001Q4 2016Q4

Included observations: 61 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.300775	0.183131	18.02409	0.0000
LG(-4)	0.731695	0.022604	32.36972	0.0000
R-squared	0.946693	Mean dependent var		9.212168
Adjusted R-squared	0.945790	S.D. dependent var		0.458259
S.E. of regression	0.106697	Akaike info criterion		-1.605411
Sum squared resid	0.671670	Schwarz criterion		-1.536202
Log likelihood	50.96503	Hannan-Quinn criter.		-1.578287
F-statistic	1047.799	Durbin-Watson stat		0.099813
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : calculer par l'auteur à partir du logiciel Eviews.07

Après l'estimation de 61 observations de dépenses en proportion du PIB, ce tableau présente les principaux résultats suivants :

Le résultat de l'équation du modèle nous donne : $LPIB = 3.300775 + 0.731695LG_{-4}$

Où :

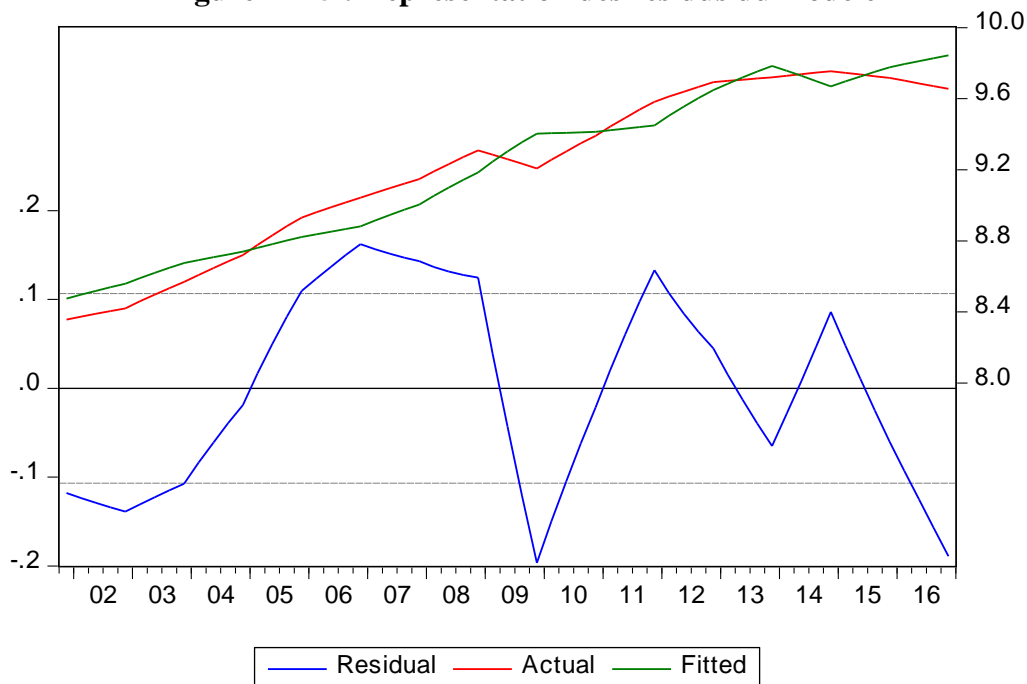
3.300775 est la constante du modèle et 0.731695 est le coefficient naturel qui fait augmenter le PIB à l'instant t à chaque fois que la dépenses publiques (G) augmente de 1 point en t-4. Cet impact positif de la dépense publique sur la croissance économique avec décalage temporel, nous mène à dire que notre modèle est conforté par la théorie du multiplicateur keynésien.

Ainsi, le coefficient de régression centrée R^2 est très élevé soit, 0.946693. Il indique que 94% des fluctuations du logarithme du produit intérieur brut sont expliquées à long terme par la variable explicative du modèle. On peut donc conclure que la régression est de très bonne qualité.

La probabilité de non signification de la régression dans l'ensemble est nulle comme le confirme la statistique de Fischer. La statistique de Durbin-Watson confirme cette hypothèse quelque soit le risque d'autocorrélation des erreurs.

D'un point de vue économétrique, ce modèle est robuste car tous les paramètres sont significativement différents de 0. Ainsi, la représentation graphique ci-dessus des résidus en fonction de la variable déterminante, montre qu'en moyenne les résidus son dispersés autours de la valeur nulle. Ceci nous permet de nous rendre compte de la bonne qualité de la régression.

Figure n° 25 : Représentation des résidus du modèle



Source : Réaliser à partir du logiciel Eviews.07

Cependant, pour mieux interpréter et analyser les résultats nous allons se référer à l'utilisation des tests d'Hétéroscédasticité des erreurs, de la normalité des erreurs ainsi que le test de stabilité de Cusum.

Les tests de validation des résultats du modèle, on fait ressortir les constatations suivants :

3.5.1. Test d'Hétéroscédasticité des erreurs :

Tableau n° 18 : Test d'Hétéroscédasticité des résidus du modèle.

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

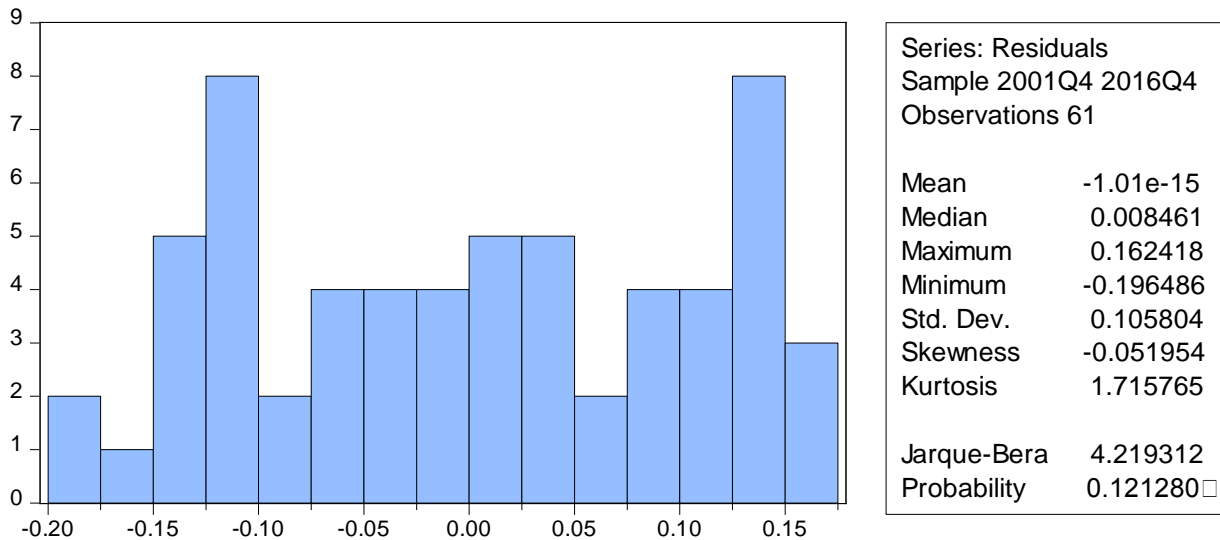
F-statistic	4.524240	Prob. F(1,59)	0.0376
Obs*R-squared	4.344462	Prob. Chi-Square(1)	0.0371
Scaled explained SS	1.454523	Prob. Chi-Square(1)	0.2278

Source : calculer à partir d'Eviews.07 (voir annexe A :)

La probabilité du test est de 0,2278, elle est donc supérieure à 0,05. Ce qui veut dire qu'on accepte l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des résidus ou termes d'erreurs. Ainsi, la régression du modèle est très acceptable.

3.5.2. Test de la normalité des erreurs (Jarque-Bera) :

Le test de normalité effectué sur les résidus nous permet de valider l'hypothèse de normalité. Le test de Jarque-Bera sur notre modèle a une probabilité de 0,12 qui est supérieure à 0,05, ce qui veut dire qu'on accepte l'hypothèse nulle de normalité des résidus. On conclut par là, que les résidus sont normalement distribués.

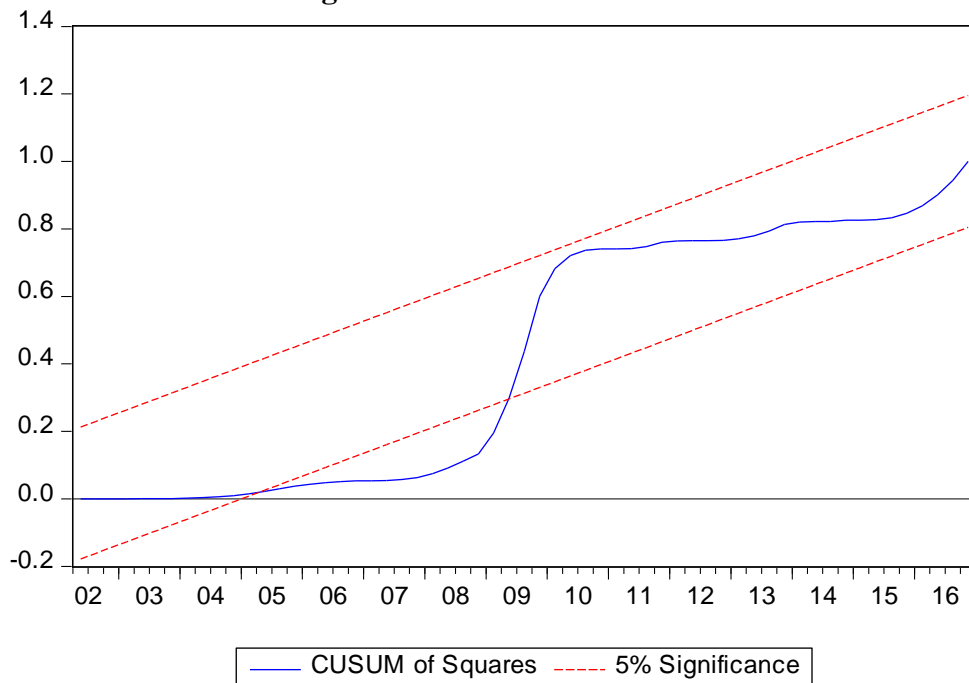


Source : Réalisé à partir d'Eviews.07

3.5.3. Test de stabilité de CUSUM :

Le test du CUSUM est fréquemment représenté sous une forme graphique. La valeur de la statistique doit évoluer sous l'hypothèse nulle de stabilité de la relation, entre deux droites représentant les bornes de l'intervalle. Ce test est donc réalisé pour tester l'hypothèse de stabilité de la relation estimée entre les séries LPIB et LG durant la période 2000Q1-2016Q4 :

Figure n 26 : Test de CUSUM



Le graphique ci-dessus montre que l'hypothèse de stabilité de la relation LPIB-LG ne peut être totalement acceptée au seuil de 5%. Il souligne une durée d'instabilité de la relation au cours de la période d'observation 2005Q2 à 2009Q2, soit 16 trimestres sur 68 étudiés. La forte

instabilité est remarquée à la fin de l'année 2009. Les facteurs de cette instabilité, me semble-t-il sont en nombre de deux : Le premier est d'ordre conjoncturel car il a été provoqué par l'instabilité des recettes d'exportation des hydrocarbures notamment en 2009 suite à la crise financière mondiale.

Le deuxième facteur est d'ordre structurel. Il peut être expliqué par la faiblesse du taux de productivité par rapport au taux de croissance des dépenses publiques, d'autant plus que cette instabilité est remarquée pour la période des plans de soutiens à la croissance économique (2005-2009). Ce facteur est expliqué également par la part improductive de la dépense publique caractérisée par le poids de la masse salariale du secteur public et par l'expansion des dépenses de transferts courants (voir le graphique n°).

La période de rupture est également confirmée par le test de Chow (voir annexe A :)

Par contre, à l'exception de la courte période d'instabilité relever par le test de CUSUM. Les résultats de l'estimation de la relation unidirectionnelle au sens de Granger, obtenus dans le cadre du modèle de la régression linéaire simple, conduisent à conclure que sur le long terme, il y a un impact positif entre la dépense publique et la croissance économique en Algérie.

Cependant, il faut prendre garde de ne pas aller trop loin dans l'interprétation des résultats tirés par des analyses à caractère largement quantitative notamment lorsqu'il s'agit des analyses de long terme. Rappelons encore une fois, la période instable du test de CUSUM dans un modèle où le coefficient R^2 semble très élevé et significatif. De ce fait, nous pensons qu'un approfondissement de l'étude par rapport à la fragilité de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique est indispensable.

3.6. Analyse de la fragilité de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique :

Les résultats du modèle utilisé dans l'estimation de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique entre les années 2000 et 2016, démontre un taux de corrélation significative, même si sur le long terme cette impact est fragile.

Les tests de validation de résultat de l'estimation de l'impact, en l'occurrence l'instabilité du test de CUSUM et la faiblesse de l'écart de probabilité du test de normalité, montre que l'impact étudié est de nature conjoncturelle. La politique de relance économique basée sur l'accroissement des dépenses publique, ne parvienne pas à sortir du cycle de la rente pétrolière.

Les programmes de croissance se sont focalisés essentiellement sur les infrastructures économiques et sociales qui, comme on le sait, ne libéreront tout leur potentiel d'externalité que

sur le très long terme. C'est ce qui expliquerait en partie la faiblesse de la croissance par rapport au niveau de l'investissement consenti (voir figure N°19).

L'autre partie de l'explication de la fragilité de la croissance durant cette période réside dans le niveau très insuffisant d'investissement productif hors énergie qui freine l'évolution technologique et l'apprentissage social (voir figure N°18). L'essentiel de la rente a été dépensé en subventions et en équipements publics peu performants.

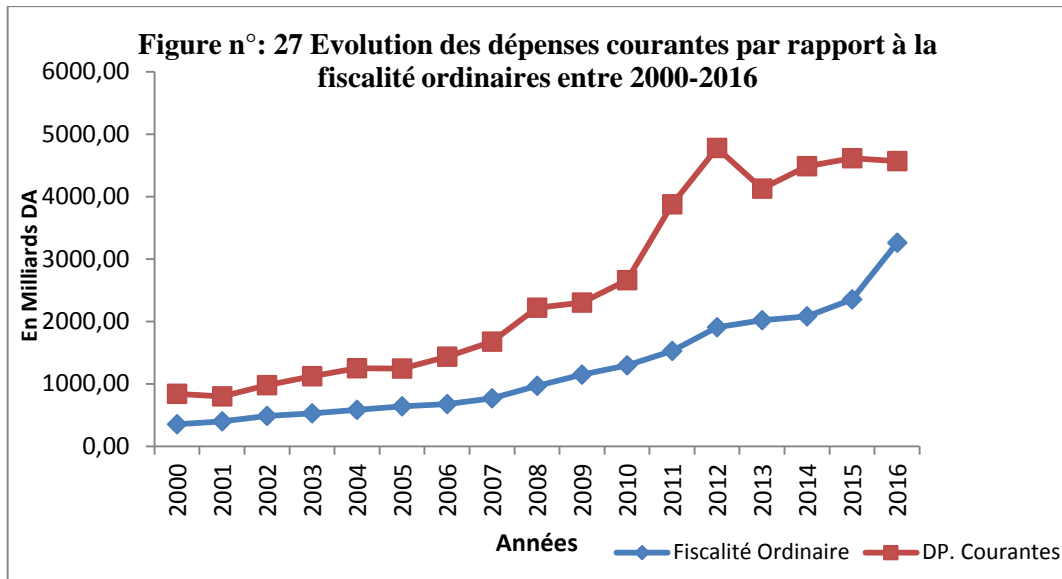
Ainsi, sur le plan sectoriel, la croissance a été tirée par le secteur des hydrocarbures jusqu'en 2006, date à partir de laquelle le secteur entre dans une période de croissance négative (voir tableau N°12). Les secteurs de BTPH et des services génèrent l'essentiel de la croissance depuis cette date.

Mais les deux secteurs moteurs de la croissance sont eux-mêmes dépendants de la dépense publique, celui de la construction par le financement public du logement et des équipements administratifs et sociaux et celui de l'agriculture par les subventions d'équipement accordées aux agriculteurs. Cette croissance induite de la finance publique est donc dépendante de la fiscalité pétrolière.

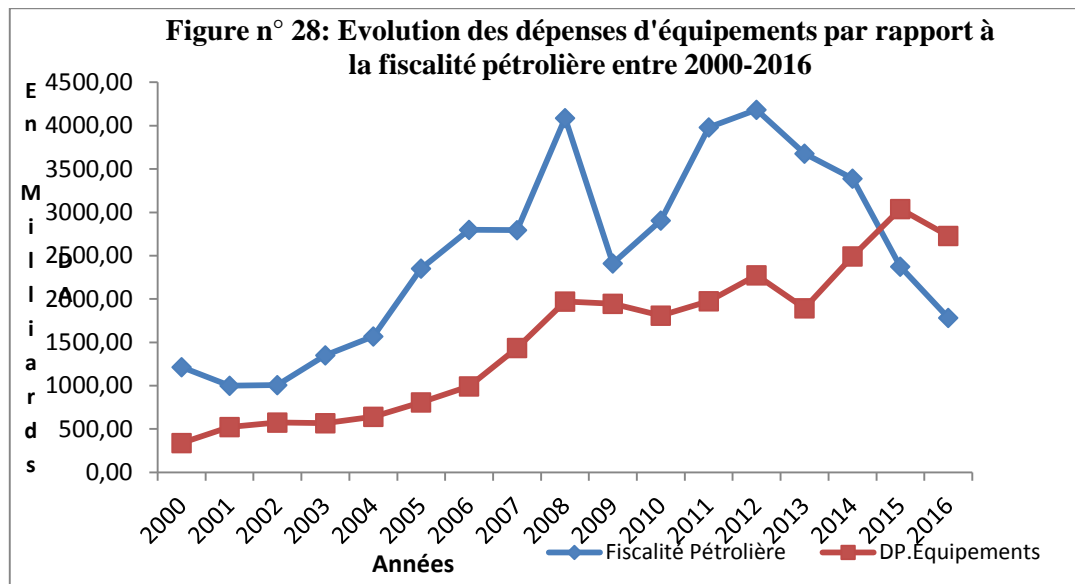
La fragilité du modèle de croissance est d'autant plus critique que le secteur des hydrocarbures lui-même rentre en crise commerciale depuis l'année 2014. La configuration sectorielle de l'économie algérienne est de type « Syndrome Hollandais »³⁶.

Les graphiques ci-dessus montrent le déséquilibre budgétaire par catégorie des dépenses et des recettes :

³⁶ Le Syndrome Hollandais : Les modèles de syndrome hollandais montrent que l'évolution du secteur des ressources naturelles conditionne fortement les dynamiques de croissance des *autres* secteurs. Ces modèles permettent de cerner les effets multiplicateurs présents à l'échelle nationale, à partir d'impulsions liées à ces exportations, en tenant compte des aspects d'offre et de demande. Ce constat a donné naissance à un corpus théorique dénommé syndrome hollandais (*Dutch disease*). Marie-Pierre ARZELIER, « Les modèles de syndrome Hollandais. Analyse et perspectives de recherche », éd : Presse de l'IFPO, 2016.p.4.



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel

Sur ces graphiques, on constate que durant toute la période 2000-2016, la fiscalité ordinaire finance de moins en moins les dépenses courantes et la fiscalité pétrolière ne finance pas que les équipements.

La fiscalité courante ne couvre en moyenne que près de 50% des dépenses courantes de l'Etat qui ont doublé seulement entre 2008 et 2012. Les subventions et les transferts sociaux sont coûteux, mal ciblés et génèrent une forte demande d'importations du fait de l'insuffisance de l'offre locale, produisant des rentes pour les importateurs et pour les économies des pays des fournisseurs.

Par ailleurs, à l'exception des deux dernières années où la fiscalité pétrolière a connue une décroissance, les dépenses d'équipement n'ont absorbé en moyenne que 50% de la fiscalité pétrolière. Les versements nets au fonds de régulation des recettes ont été de 18%. Ceci signifie que 32% des recettes de la fiscalité pétrolières ont été utilisées à des fins de consommation durant la période. L'Etat a utilisé plus du tiers des revenus des hydrocarbures à consommer et non pas à investir. Il s'est donc appauvri en termes de patrimoine global et de performance en PIB, à supposer que son investissement public a été totalement efficace.

De plus, les dépenses d'équipement ont été multipliées par 2,5 entre 2006 et 2014, entraînant une explosion des importations de biens et services mais avec un impact très limité sur l'économie nationale. Ceci confirme notre analyse antérieure sur la fragilité de l'effet de la dépense publique sur la croissance économique.

Section.4 : Etude des effets de la dépense publique sur l'emploi en Algérie :

Les sections précédentes de ce chapitre ont permis de mettre en évidence la relation empirique entre la dépense publique et la croissance économique en Algérie à partir d'une politique budgétaire expansionniste adoptée depuis l'année 2000.

Cette politique de soutien à la croissance laisse espérer une amélioration notable du marché du travail. Ainsi, pour réduire le taux de chômage et créer de l'emploi, l'Etat s'est appuyé sur une politique d'emploi à trois formes :

- Les emplois directs et permanents créés au sein des différentes administrations centrales, des collectivités locales et des établissements publics ;
- Les emplois directs et temporaires créés dans le cadre de programmes spécifiques tels que le dispositif de promotion de l'emploi des jeunes ;
- Les emplois indirects générés dans le secteur économique, public et privé, par les besoins de fonctionnement des administrations et la réalisation des investissements publics, notamment dans les projets d'infrastructure.

Nous signalons que la troisième forme de cette politique d'emploi se rapporte à l'approche keynésienne qui se caractérise par l'effet multiplicateur, à travers l'application d'une politique de relance par la demande globale.

Pour analyser les effets de la dépense publique sur l'emploi en Algérie, nous allons d'abord présenter un état des lieux sur la situation du marché de travail durant la période 2000-2016 en mobilisant des données statistiques relatives aux dispositifs de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage. Ensuite, nous allons évaluer les facteurs susceptibles qui génèrent la création d'emploi dans le cadre du budget de l'Etat. A cette fin, nous utilisons la méthode

d'estimation par élasticité sur la relation des effets directs dépenses publiques-emplois et des effets indirects dépenses publiques-croissance-emploi.

4.1. Evolution du marché de travail en Algérie entre 2000-2016 :

En Algérie, à l'instar des pays en développement, le problème de l'emploi et la dégradation du marché du travail figure parmi les questions les plus délicats qu'ont connus les pouvoirs publics depuis les ajustements structurelles. La crise actuelle de l'emploi trouve donc son origine dans la situation économique, sociale et sécuritaire des années 1990. Une situation où le pays a souffert d'un chômage grave et endémique, n'épargnant aucune couche de la population, le taux de chômage s'élève à plus de 19% en 1990 pour atteindre 30% en 2000³⁷.

Sous l'effet de cette crise nationale, le marché du travail a enregistré de profondes mutations qui ont modifiées la structure de la population active et de son comportement d'activité. Ces changements ont ainsi concerné :

- La population en général dont le taux d'accroissement a décliné de 2,5% en 1990 à une moyenne de 1,6% durant la période 2000-2016 avec pour conséquence la position du pic des arrivants sur le marché du travail ;
- La venue en nombre croissant des femmes sur le marché du travail ;
- L'important chômage des jeunes en général ;
- Le chômage croissant des diplômés ;
- Le retour des retraités sur le marché du travail ;
- L'accroissement de l'emploi dans un secteur informel en pleine expansion et dont l'émergence remonte à la fin des années 1980 en réponse aux multiples rigidités du système économique.

Depuis l'année 2000, la situation financière de l'Algérie s'est améliorée, ce qui a permis une évolution appréciable du marché de travail, de manière générale. Les principales caractéristiques de cette évolution peuvent être relevées à partir des données des enquêtes de l'ONS, que nous avons regroupé dans le tableau et la figure suivants :

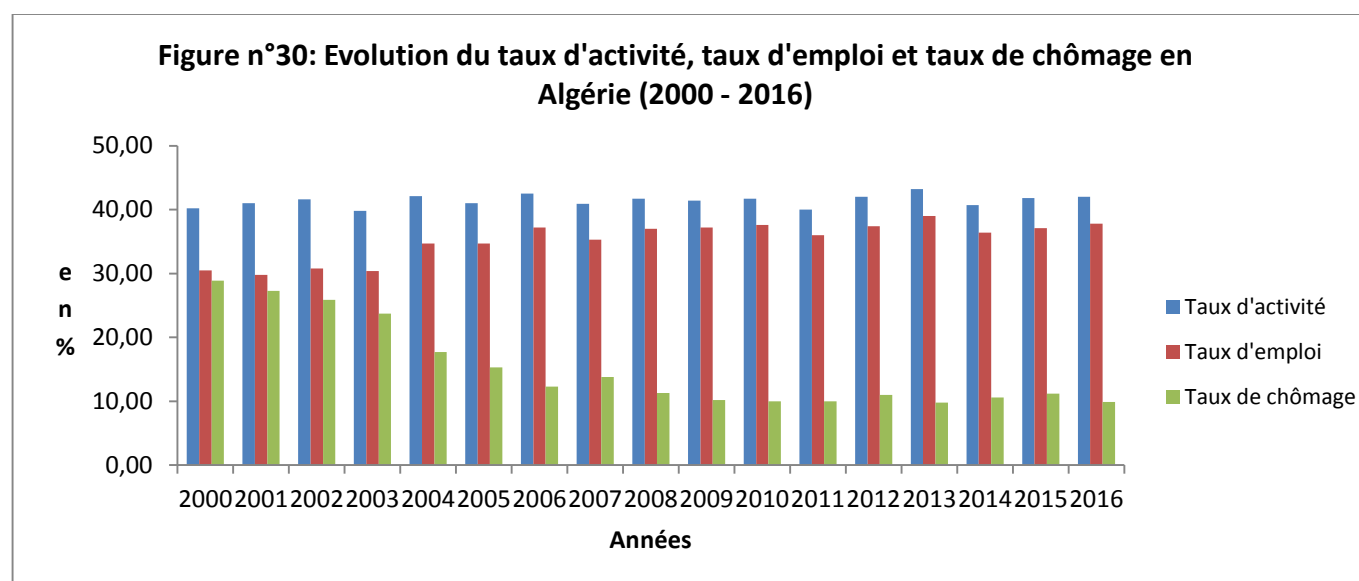
³⁷ Office national des statistique, rétrospectives statistiques 1962-2011 : Emploi, page.72.

Tableau n°19 : Evolution synoptique de la population active de 2000 à 2016

(en milliers)

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Indicateurs																	
Population occupée	6180	6229	6379	6684	7798	8044	8869	8594	9145	9472	9735	9599	10170	10788	10239	10594	10895
Employeurs & indépendants	1730	1744	1786	1855	2472	2183	2846	2516	2655	2762	2847	2963	2882	3117	2811	3042	3108
Salariés permanents	2596	2616	2679	2829	2902	3076	2901	2909	3198	3136	3208	3456	3675	3878	3640	4542	4473
Salariés non permanents	1421	1433	1467	1516	1785	2203	2430	2680	2815	3101	3250	2978	3396	3562	3623	2855	3122
Aides familiaux	433	436	447	484	640	582	692	489	477	473	404	202	217	231	165	155	192
Population en chômage	2511	2339	2388	2078	1672	1448	1241	1375	1170	1072	1076	1062	1253	1175	1214	1337	1198
Population active	8691	8568	8767	8762	9470	9493	10110	9969	10315	10544	10812	10661	11423	11964	11453	11932	12092
Taux d'emploi %	30,50	29,80	30,80	30,40	34,70	34,70	37,20	35,30	37,00	37,20	37,60	36,00	37,40	39,00	36,40	37,10	37,80
Taux de chômage %	28,89	27,30	25,90	23,70	17,70	15,30	12,30	13,80	11,30	10,20	10,00	10,00	11,00	9,80	10,60	11,20	9,90
Taux d'activité %	40,20	41,00	41,60	39,80	42,10	41,00	42,50	40,90	41,70	41,40	41,70	40,00	42,00	43,20	40,70	41,80	42,00

Source : - Enquête sur l'emploi et chômage 2003-2011 ONS n° 386-411 (version révisée). – ONS n° 726/2015 et n° 748/2016



A partir de ces données, il apparaît clairement que le taux de chômage global a beaucoup diminué depuis plus d'une quinzaine d'années, passant de près de 29% en 2000 à seulement moins de 10% en 2016. Les facteurs démographiques ont joué un rôle important dans cette dynamique. Depuis trois décennies, l'Algérie connaît une transition démographique rapide vers une faible fécondité. En baisse constante, le taux de fécondité est passé de 5,8% en 1985 à 2,4% en 2007. De ce fait, le rythme de croissance de la population a fléchi dans le même temps de 3,1% à 1,5%³⁸.

En dépit du repli du taux de chômage global depuis 2000, les rapports annuels de l'ONS indique que la proportion moyenne des jeunes chômeurs par rapport au chômage total reste élevée, avec 38,8% des chômeurs. Les inégalités économiques territoriales et la polarisation des ressources au profit des métropoles aggravent le chômage des jeunes dans les régions défavorisées du pays : hauts plateaux et régions sahariennes, en particulier.

En parallèle, l'analyse du taux d'emploi³⁹ durant cette période, peut être scindée en deux sous périodes. La première (2000-2005) constitue un prolongement des années de crise (1990), elle a connue une variation du taux d'emploi de 30,50% en 2000 à 34,70% en 2005, ce qui traduit une croissance d'environ 3% seulement en moyenne par année. Cette croissance correspond à une création annuelle de 80.000 emplois, ce qui est très peu compte tenu de l'âge de la population algérienne qui compte plus de 500.000 nouveaux demandeurs d'emploi chaque année.

La deuxième période (2006-2016), a connue une reprise de création d'emploi soutenue par des programmes d'emploi de jeunes et de croissance économique. En effet, 2.851.000 emplois ont été créés pendant cette période, soit plus de 259.000 emplois en moyenne par année. Cependant, la réalité de l'augmentation du volume de la population occupée est essentiellement attribuée à un accroissement significatif de l'auto emploi (les employeurs et les indépendants). En 2013, cette catégorie a connue un pic positif de 235 000 emplois par rapport à l'année précédente, soit un taux d'accroissement de 8,15%.

Cette constatation confirme la domination du secteur privé du marché de travail, qui a pris le relais du secteur public depuis la fin des années 1990. Une domination avec des offres d'emploi temporaires, insuffisantes, précaires et surtout ne donnent pas naissance à beaucoup d'emplois stables et rémunérateurs contrairement à la fonction publique.

³⁸ Rapport du fond monétaire international sur l'Algérie, 2012, n° 12/22, p.23.

³⁹ Le taux d'emploi est le ratio qui définit le rapport entre la population occupée et la population âgée de 15 ans et plus.

De plus, le poids du secteur informel dans l'emploi est croissant car la contribution de ce secteur à l'offre d'emplois, généralement non qualifiés, n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années. Selon le sens du bureau international du travail (BIT) : en Algérie, l'emploi non agricole est estimé en 2010 à 3.921.000 occupés qui déclarent ne pas être affiliés au régime de la sécurité sociale, ce qui constitue 45,6% de la main d'œuvre totale non agricole⁴⁰. Ce qui fait qu'en dix années, l'évolution de l'emploi informel croît à un rythme nettement plus rapide que celui de l'emploi structuré.

Par ailleurs, le taux d'activité⁴¹ connaît depuis dix ans une stagnation de performance, générant moins de nouvelles entrées sur le marché du travail et contribuant à la baisse du chômage. Il s'élève à un taux moyen de 42% entre 2006 et 2016, alors que ce taux s'élève à 64% au niveau mondial, a atteint 65% en Amérique latine, 69% en Asie du Sud-Est, et 73% en Asie de l'Est. Au Maghreb, comme le montre le tableau suivant, le taux d'activité de l'Algérie est plus faible que celui du Maroc et de la Tunisie.

⁴⁰ ONS : la direction technique chargée des statistiques de la population et de l'emploi, « Enquête emploi 2010 », N°170/2012, p.11.

⁴¹ Le taux d'activité est défini comme étant le rapport entre la population active du moment et la population potentiellement active (âgée de 15 ans et plus), exprimé en pourcentage.

Tableau n°20 : Evolution du taux d'activité du marché de travail des pays du Maghreb

Pays	En (%)		
	Algérie	Maroc	Tunisie
Années & Indicateurs			
2001			
Taux d'activité	41,00	51,30	51,00
Taux d'emploi	29,80	43,80	46,20
Taux de chômage	27,30	12,30	15,10
PIB %	3,00	7,32	3,80
2005			
Taux d'activité	41,00	51,50	46,30
Taux d'emploi	34,70	45,00	45,30
Taux de chômage	15,30	11,10	15,68
PIB %	5,90	3,29	3,49
2008			
Taux d'activité	41,40	50,60	46,90
Taux d'emploi	37,00	44,80	48,70
Taux de chômage	11,30	9,60	12,40
PIB %	2,00	5,92	4,24
2013			
Taux d'activité	43,20	48,30	47,00
Taux d'emploi	39,00	43,60	60,80
Taux de chômage	9,80	9,20	15,93
PIB %	2,80	4,54	2,87
2016			
Taux d'activité	42,00	46,40	46,80
Taux d'emploi	37,80	42,00	59,80
Taux de chômage	9,90	9,40	14,79
PIB %	3,40	1,60	1,17

Source : réalisé par l'auteur à partir des données de l'office national des statistiques Algérien, le Haut commissariat au plan du Maroc et l'Institut national des statistiques de Tunisie.

En comparaison avec les deux pays voisins de la région, on remarque que malgré sa supériorité en termes de moyens de l'Etat providence, le taux d'activité du marché de travail reste faible pour l'Algérie. Bien évidemment, le niveau de la productivité du travail des pays voisins et leur perception des revenus se ressentent, par rapport aux Algériens qui ont reçu par les subventions ce qu'ils n'ont pas gagné par la croissance. Ainsi, les pouvoirs publics ont lancé plusieurs programmes d'aide à l'emploi dans le but de stimuler l'activité du marché de travail et diminuer le chômage.

4.2. L'emploi dans le cadre du budget de l'Etat :

Dans une politique d'emploi, le budget de l'Etat est considéré comme un indicateur de la capacité des pouvoirs publics à intervenir sur le marché du travail pour corriger les déséquilibres ou bien limiter les effets néfastes.

Le budget de l'Etat intervient directement par le paiement des fonctionnaires de la fonction publique et par le soutien à l'emploi à travers des primes et des subventions, ou bien il intervient indirectement en favorisant la relance de la consommation, donc de la production et de l'emploi.

4.2.1. L'emploi dans les administrations et les établissements publics :

L'emploi dans les administrations et les établissements publics (présenté dans les tableaux statistiques de l'ONS sous la rubrique : services non marchands) comporte deux catégories : les emplois de la fonction publique et les emplois relatifs au service national et à la sécurité.

Les emplois de la fonction publique ont connus depuis l'indépendance deux grandes phases. La première, de 1962 à 1985, a été celle du recrutement aux postes de travail nécessités par les différentes structures administratives et les fonctions techniques et sociales d'un Etat en construction. La seconde phase, depuis une vingtaine d'années, a porté sur le renouvellement des agents partant en retraite et le renforcement dans certaines fonctions. En 2014, la fonction publique compte 1,83 million agents, soit 30% de l'emploi structuré, après avoir atteint 25% en 2001, soit 1,45 million de fonctionnaires.

Les perspectives de l'emploi dans l'administration et les établissements publics sont à considérer au regard de deux tendances opposées. La première est constituée par, d'une part, le nécessaire renouvellement du personnel arrivant à l'âge de la retraite, et d'autre part, le besoin ressenti de renforcer l'encadrement des collectivités locales. La seconde tendance apparaît, d'abord, dans la réduction possible de l'emploi que la réforme de la fonction publique peut entraîner par la rationalité des effectifs et le recours aux techniques modernes de gestion et de communication, ensuite, dans l'investissement privé qui a commencé à prendre des parts considérables dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

4.2.2. Les emplois dans les dispositifs de soutien de l'Etat :

A partir de 1986, le chômage commence à se manifester de manière sensible en concernant particulièrement la population jeune. Les pouvoirs publics consacrent alors une

politique de promotion de l'emploi avec le soutien financier de l'Etat et ciblant les jeunes demandeurs d'emploi. Cette politique allait se développer dans le cadre d'un dispositif de promotion et de préservation de l'emploi de plus en plus diversifié et dont la mise en œuvre et le développement se poursuit à ce jour.

Les ressources consacrées à ce dispositif prennent trois formes d'interventions :

- Soit directement par le canal des programmes des ministères (ministère de l'emploi et le ministère de la solidarité nationale) et des agences comme : l'agence nationale de l'emploi (ANEM) et l'agence de développement social (ADS) ;
- Soit par la création des activités d'entrepreneuriat : micro-entreprise avec l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et micro-crédit avec l'agence nationale de gestion des micro-crédits (ANGEM) ;
- Soit indirectement par un important programme d'investissement public avec l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Selon le docteur Mohamed Saïb Musette⁴², chercheur au CREAD, chacun de ces dispositifs pour la promotion de l'emploi aura duré une décennie :

La première génération (1989-1997), venue juste après les événements d'octobre 1988, a donné naissance à une série de mesures visant à atténuer les effets négatifs du programme d'Ajustement structurel sur le marché du travail, avec ces cohortes de pertes d'emploi pour raison économique. C'est à partir de 1994, avec la création d'institutions nouvelles (CNAC, ADS, ANSEJ) et leurs dispositifs d'aides publiques que cette première génération a commencé à réduire les effets négatifs des réformes économiques sur l'emploi.

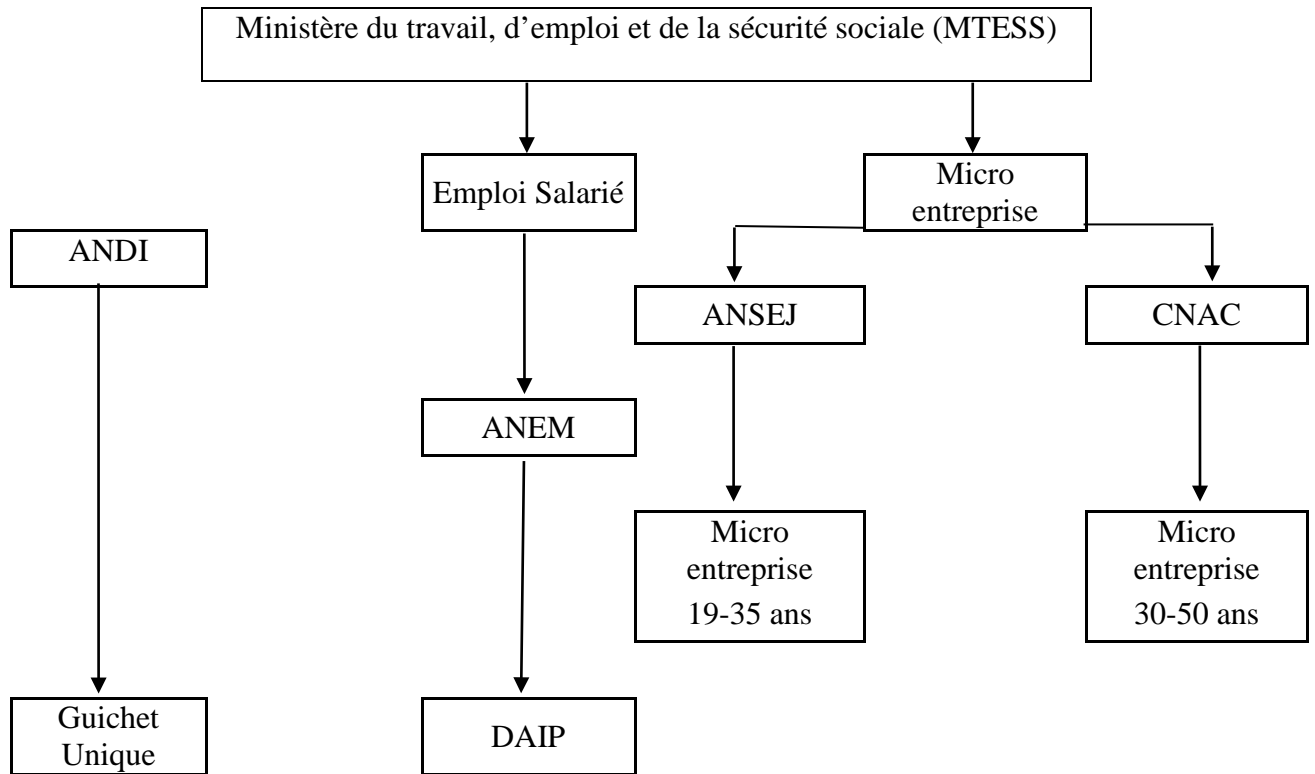
La deuxième génération (1998-2007) est la phase de maturation de certaines mesures et c'est à partir de 1998 que l'ensemble des dispositifs est revu et corrigé. Le niveau du chômage des jeunes reste encore important, malgré la baisse de la moyenne nationale.

La troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour. Les mesures préconisées s'inscrivent par une rupture partielle avec les emplois d'attente sans incidence sur la sphère économique, ni sur l'insertion durable des jeunes. La nouvelle approche fait du contrat à durée déterminée une obligation pour l'employeur.

⁴² Mouloud Med MEZIANI, « L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes », juillet 2013, <http://m.meziani.m.over-blog.com>.

Ce dispositif public d'emploi est présenté à travers ses différents programmes dans le schéma suivant :

Figure n°31 : Les programmes du dispositif public de promotion de l'emploi.



Source : emploi des jeunes en Algérie, Friedrich Ebert Stiftung, 2012, p10.

4.2.3. Estimation de l'effet direct de la dépense publique sur l'emploi :

Le financement direct de l'emploi supplémentaire impose une hausse ou un redéploiement de la dépense publique. L'analyse précédente suggère cependant que les effets de l'intervention directe des pouvoirs publics sur le chômage et le niveau global de l'emploi dépendent principalement de deux éléments :

- L'ampleur des avantages offerts aux salariés du secteur public notamment ceux de la fonction publique. Ces avantages sont enregistrés dans les comptes du trésor public sous la rubrique dépenses de personnels ;
- L'augmentation des dépenses d'investissements ou d'infrastructures publics, ce qui peut avoir, dans un premier temps, un impact positif sur la productivité et la création d'emploi public. Et dans un deuxième temps, une influence positive sur la productivité et la rentabilité des emplois privés.

Pour estimer l'effet direct de la dépense publique sur l'emploi, nous allons utiliser la méthode d'élasticité en faisons référence aux travaux de Kapsos (2005)⁴³ qui propose une méthodologie de calcul de l'élasticité emploi et a fait par la suite une analyse des déterminants de cette élasticité. Il présente deux approches de calcul de l'élasticité non équivalentes, notamment l'élasticité point et l'élasticité arc. Dans notre étude nous utilisons la deuxième approche (élasticité arc), qui mesure l'élasticité de l'emploi par rapport à la dépense publique non en un point unique, mais sur toute la tendance de la période 2000-2016.

4.2.3.1. Méthodologie de l'estimation :

L'élasticité se calcule comme le rapport en pourcentage des variations relatives. Soit, E_1 , E_0 , G_1 , G_0 et ε respectivement le niveau de l'emploi à la date t_1 , le niveau de l'emploi à la date t_0 , le niveau de la dépense publique à la date t_1 , le niveau de la dépense publique à la date t_0 , l'élasticité de l'emploi à la dépense publique. La relation suivante définit l'élasticité arc de ces variables :

$$\varepsilon = \frac{(E_1 - E_0)/E_0}{(G_1 - G_0)/G_0} = \frac{\Delta E/E}{\Delta G/G}$$

Cette méthode exprimée dans sa relation est relativement simple. Pour pallier c'est limite, nous procédons à l'estimation d'un modèle économétrique log linéaire, avec l'introduction d'une variable muette pour saisir les spécificités liées aux périodes étudiées. La nouvelle forme de l'estimation devient la suivante :

$$\log(E_t) = \alpha + \beta \log G_t$$

La valeur de l'élasticité est égale à la somme du coefficient β lorsque celui ci est significatif.

4.2.3.2. Résultat et analyse de l'estimation :

L'estimation de l'équation ci-dessus à l'aide de la méthode d'élasticité arc a permis d'obtenir les valeurs que nous démontrons dans le tableau n°20. Il faut signaler, qu'afin de mieux apprécier la part des dépenses publiques créatrices d'emploi, nous n'avons pas pris en considération les dépenses de transferts sociaux en raison de leur rôle de prestation sociale qui est concentré beaucoup plus sur des subventions des prix des biens et services. Par contre, nous avons mis en examen les dépenses de personnels, en faisons référence aux emplois des administrations et des établissements publics, ainsi que les dépenses d'investissements relatives aux emplois du secteur public économique.

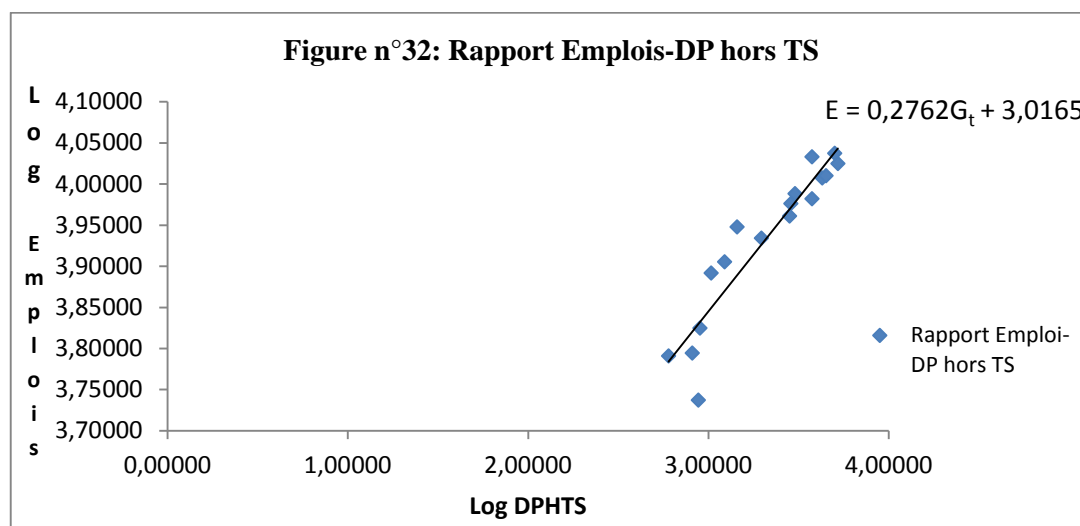
⁴³ KAPSOS Steven : Economiste à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « The employment intensity of growth: Trend and macroeconomic determinant », ILO, 2005.

Tableau n°21 : Synthèse de calcul des élasticités Emplois-Dépenses publiques hors transfert sociaux (DPHTD) entre 2000 et 2016

Années	Dépenses de Personnels	Dépenses En Capital	Dépense Hors transferts sociaux (DHTS)	Emplois	Log DHTS	Log Emplois	Dif Log DHTS	Dif Log Emplois	Elasticités (E)
2000	261,60	339,20	600,80	6180	2,77873	3,79099	0,04693	0,00090	0,019280
2001	288,80	522,40	811,20	6229	2,90913	3,79442	0,01149	-0,01504	-1,308937
2002	301,10	575,00	876,10	5462	2,94255	3,73735	0,00353	0,02346	6,648449
2003	329,90	567,40	897,30	6684	2,95294	3,82504	0,02058	0,01750	0,850273
2004	391,40	640,70	1032,10	7798	3,01372	3,89198	0,02474	0,00347	0,140095
2005	418,50	806,90	1225,40	8044	3,08828	3,90547	0,02269	0,01086	0,478424
2006	447,80	992,20	1440,00	8869	3,15836	3,94787	0,04245	-0,00346	-0,081626
2007	526,20	1434,60	1960,80	8594	3,29243	3,93420	0,04756	0,00686	0,144243
2008	838,70	1973,30	2812,00	9145	3,44902	3,96118	0,00201	0,00385	1,918346
2009	910,90	1946,30	2857,20	9472	3,45594	3,97644	0,00698	0,00299	0,428257
2010	1212,60	1807,90	3020,50	9735	3,48008	3,98834	0,02697	-0,00153	-0,056808
2011	1774,70	1974,40	3749,10	9599	3,57393	3,98223	0,01564	0,00630	0,403042
2012	1988,40	2275,50	4263,90	10170	3,62981	4,00732	-0,01543	0,00639	-0,414260
2013	1855,30	1892,60	3747,90	10788	3,57379	4,03294	0,02170	-0,00562	-0,259237
2014	1986,60	2493,90	4480,50	10239	3,65133	4,01026	0,01795	0,00369	0,205650
2015	2171,00	3039,30	5210,30	10594	3,71686	4,02506	-0,00460	0,00302	-0,656838
2016	2279,50	2729,57	5009,07	10895	3,69976	4,03723	-1,00000	-1,00000	1,000000

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de l'ONS.

Ce tableau rapporte la somme logarithmique des élasticités associées aux différentes variables, à savoir l'emploi et la dépense publique hors transferts sociaux. Afin d'en faciliter la lecture et l'interprétation de la valeur des élasticités α et β durant toute la période étudiée, nous présentons la figure suivante qui est plus aisée à lire et à commenter :



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel.

Le résultat de l'équation du rapport entre l'emploi et la dépense publique hors transferts sociaux nous donne : $\log E = 3.0165 + 0.2762Gt$. On constate alors que l'élasticité globale de E à la DPHTS est de l'ordre de 0,27. En d'autres termes, une augmentation de 1% de DPHTS entraîne une augmentation de 0,27% de l'emploi total en Algérie durant la période 2000-2016.

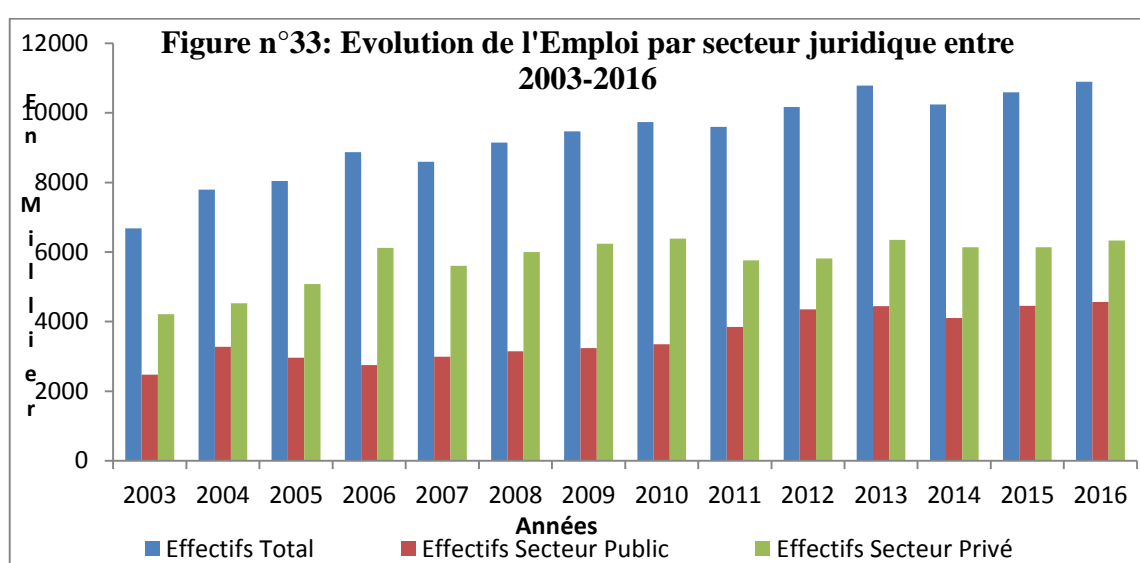
La faiblesse de cette élasticité traduit le fait que la variable G hors transferts sociaux a peu d'effet direct sur l'emploi. A l'exception de la fonction publique qui emploie à plein temps plus de 45% des salariés permanents. On peut donc conclure qu'en matière d'impact sur le niveau d'emploi, la tendance croissante des dépenses de personnels a eu un effet plus grand que celui des dépenses relatives aux investissements publics.

Effectivement, depuis les ajustements structurels on enregistre une dégradation de la part du secteur public économique dans l'emploi total. Le déclin de la création directe d'emploi dans le secteur public est attribué aux raisons suivantes :

- Le ralentissement de l'investissement industriel public, avec les compressions d'effectifs (licenciements pour raisons économiques et départs en retraite anticipée) ;
- La situation difficile des entreprises publiques confrontées aux nouvelles réalités du marché national ouvert aux produits concurrents provenant du secteur privé national et étranger ;

- La dégradation progressive des entreprises publiques, en termes des performances reflétée par le taux moyen d'utilisation des capacités qui passe de 70% en 1980 à 40% au début des années 2000 ;
- La dissolution d'un grand nombre d'entreprise de services (transport aérien, maritime, routier et ferroviaire et gestion des ports et des aéroports), les banques et les assurances. L'emploi dans ce secteur est limité dans l'avenir si on observe la pénétration rapide de ses activités par l'investisseur privé.

La dynamique de l'emploi sur toute la période d'étude est donc liée à l'évolution de la part du secteur privé dans le marché du travail, comme le montre la figure suivante :



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données des rapports annuels de l'ONS sur l'activité, l'emploi et chômage : rétrospectives statistiques 1962-2011, rapports n° 726, 748.

Depuis les années 2000, le marché du travail est caractérisé par la prédominance de l'emploi dans le secteur privé. Ce dernier dépasse le secteur public en enregistrant des taux qui atteignent les 69% (2006) et 65% (2010). Cependant, la plupart des salariés du secteur privé occupent des emplois temporaires (79,5% en 2011)⁴⁴, qui répondent à la conjoncture économique.

En sachant, que le modèle de relance économique algérien est tiré par la dépense publique, qui est financée à son tour par les recettes pétrolières, l'évolution de l'emploi privé durant ces dernières années est due certainement au lancement par les pouvoirs publics des différents programmes de soutien à la croissance économique et à l'emploi.

⁴⁴ Données ONS, Rapport de activité, emplois et chômage 2011.

Ceci nous renvoie à ce qui a été développé auparavant (voire chapitre 2, section 5), où la plupart des travaux théoriques et empiriques qui se sont intéressés à la question de l'effet des dépenses publiques sur l'emploi, n'ont pas fait cas d'une relation directe. L'emploi est considéré plutôt comme une réponse naturelle consécutive à tout accroissement de la production nationale.

C'est à partir de ces travaux qu'on va examiner le cas de l'Algérie en estimant et analysant l'effet indirect de la dépense publique sur l'emploi par le biais de son effet sur la croissance économique.

4.3. Les emplois dans le cadre du programme de soutien à la croissance économique :

En s'inspirant des travaux de Barro (1990), de Fisher et Turnovsky (1998) et de Canning (2000) dont l'objectif est de trouver une relation entre l'emploi et la croissance économique augmentée par les dépenses publiques sous forme de flux, dans les pays en voie de développement. Nous allons dans cette partie du chapitre, estimer l'effet de la croissance économique sur l'emploi en Algérie (2000-2016), en se référant au résultat, déjà dégagé, de la relation entre la dépense publique et la croissance, à savoir un coefficient de corrélation de très bonne qualité ($R^2 : 0.946693$).

4.3.1. Evolution de l'emploi dans les branches d'activité :

En Algérie, depuis la fin des années 1990, l'emploi ne réagit pas aux fluctuations conjoncturelles positives de la même manière dans toutes les branches d'activité. Celles dites de marché ou sensiblement à la conjoncture regroupent l'agriculture, la construction, l'industrie et les services marchands. Les services non marchands incluent l'administration publique et l'enseignement ainsi que la santé, l'action sociale et autres activités de services non marchands.

La part des emplois dans les secteurs marchands s'est caractérisée par une profonde restructuration depuis que le secteur public économique a enregistré au cours de cette décennie d'importantes pertes d'emplois dans des branches dites productives (industrie, hydrocarbures, bâtiment et travaux publics). Cette perte d'emploi productif a été à la faveur d'un solide secteur des services dominé principalement par le secteur privé. Le tableau suivant illustre l'évolution de l'emploi intersectoriel durant la période 2000-2016.

Tableau n°22 : Evolution de l'emploi par secteurs d'activités hors hydrocarbures entre 2000-2016 :

Années	Emplois par Secteurs d'Activités Hors Hydrocarbures									
	Agricultures		Industries		BTPH		Commerce et Services		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
2000	873	14,13	826	13,37	617	9,98	3864	62,52	6180	100
2001	1312	21,06	861	13,82	650	10,44	3406	54,68	6229	100
2002	1398	21,92	901	14,12	725	11,37	3355	52,59	6379	100
2003	1413	21,14	804	12,03	799	11,95	3668	54,88	6684	100
2004	1617	20,74	1061	13,61	967	12,40	4153	53,26	7798	100
2005	1381	17,17	1059	13,17	1212	15,07	4393	54,61	8044	100
2006	1610	18,15	1264	14,25	1258	14,18	4738	53,42	8869	100
2007	1171	13,63	1028	11,96	1524	17,73	4872	56,69	8594	100
2008	1252	13,69	1141	12,48	1575	17,22	5178	56,62	9145	100
2009	1242	13,11	1194	12,61	1718	18,14	5318	56,14	9472	100
2010	1136	11,67	1337	13,73	1886	19,37	5377	55,23	9735	100
2011	1034	10,77	1367	14,24	1595	16,62	5603	58,37	9599	100
2012	912	8,97	1335	13,13	1663	16,35	6260	61,55	10170	100
2013	1141	10,58	1407	13,04	1791	16,60	6449	59,78	10788	100
2014	899	8,78	1290	12,60	1826	17,83	6224	60,79	10239	100
2015	917	8,66	1377	13,00	1776	16,76	6524	61,58	10594	100
2016	949	8,71	1414	12,98	1813	16,64	6718	61,66	10895	100

Source : Calculé par l'auteur à partir des données de l'ONS (rapport annuel sur l'activité, emploi et chômage N°726/2015, N°748/2016, rétrospectives statistiques 1962-2011).

Avec un taux moyen de 57,32% sur tout la période étudiée, le secteur de commerce et des services représente la branche d'activité la plus créatrice d'emploi dans l'économie algérienne. Ce secteur a bénéficié d'un large subventionnement de la part des pouvoirs publics, qui ont permis de limiter les pertes d'emplois durant les années de récession. Viennent ensuite les secteurs de la construction (BTPH) avec 15,21 des emplois, de l'agriculture avec 14,28% et enfin de l'industrie avec seulement 12,18% de la main-d'œuvre.

L'évolution de l'emploi par secteur entre 2001 à 2016, montre une baisse importante d'au moins 12 points de pourcentage dans l'agriculture et une augmentation importante dans les secteurs de commerce et des services, soit respectivement 6,98% et 6,20%, alors que le secteur de l'industrie stagne durant toute la période. Globalement les résultats extraits de ce tableau

indique clairement une faiblesse du système productif hors hydrocarbures, contrairement à l'activité du commerce et services.

4.3.2. Estimation et analyse de la relation entre l'activité et l'emploi :

L'estimation de l'élasticité de l'emploi par rapport à la production est un indicateur utile pour comprendre l'évolution des résultats du marché du travail. Il donne des informations sur l'intensité en emplois de la croissance, tout en montrant le mode de corrélation entre l'emploi et la progression du PIB.

Cependant, il faut interpréter avec prudence les estimations des élasticités arc, car elles sont en général très volatiles et extrêmement sensibles à des fortes fluctuations de l'emploi et de la production. Pour remédier à cette difficulté, on estime une mesure de l'élasticité au moyen d'une spécification dynamique temporelle de l'emploi et du PIB :

$$E_t - E_t^* = \beta(y_t - y_t^*) + \varepsilon_t, \quad \beta > 0.$$

Où :

E_t , représente le logarithme népérien de l'emploi en personnes. Y_t , le logarithme népérien du PIB réel. Et E_t^* et Y_t^* , la valeur tendancielle de ces variables.

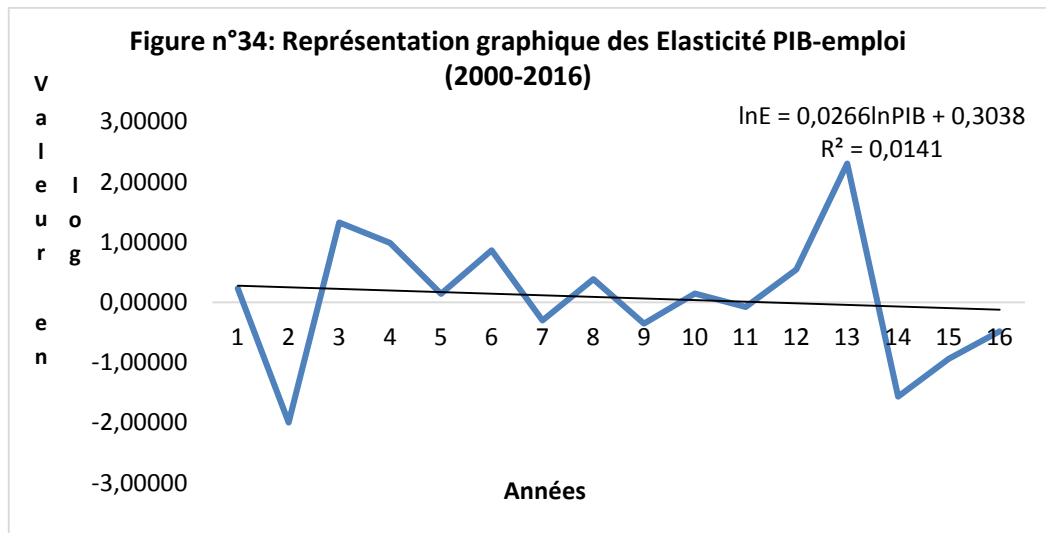
En outre, l'équation permet de connaître la réactivité de l'emploi à la production à différents horizons temporels. Ainsi, pour chaque période t , la réaction cumulée à t périodes en avant de l'emploi à la production peut être calculée comme suit :

Tableau n°23 : Evolution des variables en Log et en Elasticités :

Années	Emplois	PIB	Log Emplois	Log PIB	Dif Emplois	Dif PIB	Elasticités
2000	6180	4123,50	3,79099	3,61527	0,00090	0,00393	0,22994
2001	6229	4260,80	3,79442	3,62949	-0,01504	0,00753	-1,99623
2002	5462	4537,70	3,73735	3,65684	0,02346	0,01764	1,33024
2003	6684	5264,20	3,82504	3,72133	0,01750	0,01771	0,98843
2004	7798	6126,70	3,89198	3,78723	0,00347	0,02418	0,14336
2005	8044	7564,60	3,90547	3,87879	0,01086	0,01257	0,86360
2006	8869	8463,50	3,94787	3,92755	-0,00346	0,01148	-0,30177
2007	8594	9389,60	3,93420	3,97265	0,00686	0,01773	0,38693
2008	9145	11042,80	3,96118	4,04308	0,00385	-0,01100	-0,35019
2009	9472	9968,00	3,97644	3,99861	0,00299	0,02007	0,14901
2010	9735	11991,60	3,98834	4,07888	-0,00153	0,02037	-0,07521
2011	9599	14519,80	3,98223	4,16196	0,00630	0,01148	0,54884
2012	10170	16208,70	4,00732	4,20975	0,00639	0,00277	2,30602
2013	10788	16650,20	4,03294	4,22142	-0,00562	0,00360	-1,56405
2014	10239	17242,50	4,01026	4,23660	0,00369	-0,00394	-0,93617
2015	10594	16591,90	4,02506	4,21990	0,00302	-0,00629	-0,48048
2016	10895	15608,00	4,03723	4,19335	-1,00000	-1,00000	1,00000

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de l'ONS.

Il ressort de ces résultats qu'au cours de la période étudiée, la plupart des élasticités arc de l'intensité de l'emploi par rapport à la croissance du PIB sont inférieures à la moyenne. Il reste à interpréter l'élasticité globale obtenu avec l'équation pour savoir s'il y a corrélation ou non entre la production et l'emploi. Comme le montre la figure suivante :



Les résultats de l'estimation globale sont les suivants : $\ln E_t = 0.0266 \ln PIB_{hh_t} + 0.3038$. Le R^2 associé étant de 0,0141.

On constate, à travers la faiblesse de ces résultats que la proportion de la population active est restée quasiment insensible à la fluctuation du produit intérieur brut. Donc en Algérie, la croissance ne crée pas de l'emploi à long terme, malgré la tendance positive des deux variables. Afin de confirmer ces résultats, nous allons prolonger notre analyse par l'étude de la productivité du travail dans les secteurs hors hydrocarbures. La figure n°33, illustre l'évolution de cette étude :

Analysant la situation du marché du travail, en se référant aux rapports de l'ONS, on constate la faiblesse de l'évolution du taux d'activité global, soit 4,5% entre 2000 et 2016, par rapport à l'évolution des budgets destinés aux programmes de relance économique et qui ont été multipliés par 5 durant la même période.

La dépendance de l'économie algérienne à un seul secteur (hydrocarbure) a causé des problèmes liés à l'absorption d'une main-d'œuvre potentielle, notamment dans les secteurs de l'agriculture et d'industrie. Par contre, les secteurs de commerce et services et de constructions connaissent une certaine dynamique d'emploi, même si la plupart des petites et moyennes entreprises qui activent dans ces secteurs pratique largement l'emploi informel où la productivité et les revenus y sont faibles.

La difficulté de ces entreprises à décrocher des contrats formels avec ces employés est due essentiellement au régime fiscal qui s'appuie sur des mesures institutionnelles avec négligence des mesures économiques, ce qui bloque parfois le déroulement des procédures de

création de nouvelles entreprises et delà l'emploi. Cette perte en termes de fiscalité ordinaires est composée justement par une fiscalité pétrolière qui représente une moyenne annuelle de 67% du PIB.

En parallèle, en faisant état de 10,8 millions d'emplois occupés (dont 7,5 de salariés en 2016), sur un potentiel de 27 millions de main-d'œuvre potentielle et une population de 40 millions d'habitants en 2016. Certes, le taux de chômage a baissé alors à 9,90% en 2016, contre presque 29% en 2000, mais il demeure élevé notamment chez les femmes et les jeunes diplômés.

Le chômage des diplômés et leur déqualification dans le marché du travail se sont aggravés⁴⁵ dans les années 2000, en raison de la nature de la croissance économique, à savoir, le recul de l'industrie manufacturière et la montée du secteur informel, les salariés permanents ont massivement reculés : le secteur public économique réduit ses effectifs et le secteur privé recrute peu de travailleurs permanents. Seule la fonction publique conforte le salarié permanent mais à un faible niveau de productivité, ce qui rend la relation entre l'emploi et le PIB presque indifférente.

En effet, le tableau n°23, indique qu'en termes de création d'emploi, la relation dépenses publiques-emplois est plus forte que celle du PIB-Emplois. Cela résulte de la nature même de la dépense publique qui gonfle les effectifs de la fonction publique, élargit la commande publique dans la construction et les services et dans tous secteurs à faible productivité dans l'économie Algérienne.

Le tout dans une croissance extensive, à faible productivité du travail, à faibles salaires et tirée par la dépense publique qui est le moteur principal de la sphère socioéconomique.

Tableau n°23 : Résultat des élasticités globales DP-PIB, DP-Emploi, PIB-Emploi

Période	Elasticité		Elasticité		Elasticité	
	Dépense publique-PIB		Dépense publique-Emploi		PIB-Emploi	
	α	R ²	ϵ	R ²	β	R ²
2000-2016	0,731	0,946	0,276	0,871	0,026	0,014

Source : Réalisé par l'auteur

Globalement, en Algérie, l'évolution des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance. A court terme, les dépenses courantes, composées essentiellement des salaires et traitement, exercent une influence négative sur la croissance au

⁴⁵ Mohamed Saïb Musette, Moundhir Lassassi et Mouloud Mohamed Meziane, « Politiques de l'emploi et marché du travail en Algérie », CREAD, septembre 2013.

profit des emplois publics directs. Les dépenses publiques d'investissement influencent, à court terme et à la fois, positivement le niveau de la croissance et de l'emploi. Cependant, sur le long terme les dépenses d'investissement ont montré des limites d'impact sur la croissance et l'emploi, en raison de leur dépendance aux fluctuations des recettes pétrolières.

En plus, les différents dispositifs de soutien à l'emploi qui sont financés par les dépenses publiques dans le cadre d'une relance économique, ont également trouvés leur limite. Même s'ils permettent à leurs bénéficiaires de disposer d'une première expérience professionnelle, ces dispositifs apparaissent insuffisants pour atténuer le problème du chômage. Ils n'offrent pas de solution durable aux demandeurs d'emplois. Ils proposent un traitement social plutôt qu'économique de la question d'emploi.

Conclusion :

Au cours de ce chapitre, nous avons tenté de vérifier empiriquement les effets de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie entre la période 2000-2016. Etant donné cet objectif, il nous est tout d'abord apparu nécessaire d'insister sur le rôle qu'ont joué les dépenses publiques dans le développement économique et social durant les principales phases de l'histoire de l'économie algérienne.

A partir de cette première section, deux constatations apparaissent. La première, montre que la dépense publique été toujours considérée comme le principale levier de la politique économique afin d'assurait la stabilité de l'activité économique et la distribution des ressources entre générations et à l'intérieure même d'une génération donnée. La seconde, c'est que ce rôle de la dépense publique ne peut être joué que grâce à l'évolution des recettes pétrolières.

La deuxième section été consacré à l'analyse descriptive de l'évolution des variables formant la relation de notre première hypothèse, à savoirs l'impact de la dépense publique totale sur la croissance économique.

Il ressort de cette analyse, une forte progression des dépenses publiques qui ont été multiplié par 5 entre la période 2000 et 2016, en liaison avec la volonté des pouvoirs publics d'accroître les investissements dans les secteurs économiques et sociaux de base notamment des infrastructures. Il est remarqué également que, sur toute la période étudiée, les dépenses coutantes sont en supériorité par rapport aux dépenses des investissements, en raison de l'importance des dépenses de transferts sociaux.

En parallèle, la croissance a connu un taux d'évolution très important entre 2000 et 2008 par rapport à la suite de la période où ce taux été plus au moins stable. Les secteurs qui contribuent le plus à la croissance économique sont respectivement les hydrocarbures avec un taux moyen de 36,51%, ensuite viennent les secteurs de services marchands à 22,82% et bâtiments travaux publics hydrauliques avec 9,08%.

Dans la troisième section, nous avons estimé l'impact de la dépense publique sur la croissance à travers l'utilisation d'un modèle économétrique dite régression linéaire simple, ce qui a donné la possibilité de tester la fiabilité des variables, l'estimation et la validation des résultats ainsi que de donner une analyse économique sur cette impact.

Les résultats dégagés de cette étude nous ont permis de tirer les conclusions suivantes :

- Le taux de corrélation entre l'accroissement des dépenses publiques et la croissance du produit intérieur brut est très élevé sur le court et moyen terme, or que sur le long terme l'incidence est faible. Cette faiblesse est due à l'instabilité des recettes pétrolières d'exportation. Ceci confirme d'avantage l'analyse de la croissance par secteur d'activité où la participation de la production hydrocarbures constitue le principal facteur de la croissance ;
- En termes d'évolution comparée, le taux de croissance des dépenses publiques évolue plus rapidement que celui de la croissance économique. Ceci est en particulier avéré pour les dépenses d'investissement. Ce rapport d'évolution est en deçà des résultats obtenus par certains pays ayant les mêmes caractéristiques économiques que l'Algérie ;

Enfin, dans la quatrième section nous avons tenté de vérifier notre deuxième hypothèse qui est celle d'estimer l'influence des dépenses publiques sur l'emploi par le biais de leur impact sur la croissance. Il ressort de cette dernière partie de l'étude que, en Algérie, l'augmentation des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance.

A court terme, la hausse des dépenses courantes composées essentiellement des salaires et traitements de la fonction publique ou de subventions relatives aux dispositifs de soutien à l'emploi de jeune, exercent une influence négative sur la croissance au profit de l'emploi. Par contre, la hausse des dépenses d'investissement ne s'est pas traduite par une progression sensible de l'emploi dans les secteurs économiques, mesuré par le ratio emploi des secteurs économiques-population active.

A partir de là, nous constatons que l'impact de la dépense publique sur la croissance ne traduit pas une création significative d'emploi. Ce dernier est plutôt influencé directement par les dépenses improductives.

Globalement, nous pouvons conclure que l'Algérie à travers ses dépenses publiques a mené beaucoup d'effort pour atteindre des objectifs de croissance économique et d'emploi. Cependant, le poursuivi de sa politique de relance économique a donné des résultats considérables sur le court terme, mais il a trouvé des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme. A raison de plusieurs facteurs liés essentiellement à l'instabilité des prix des hydrocarbures sur le marché mondiale, l'irrationalité dans les dépenses publiques et la fragilité des secteurs économiques.

Conclusion Générale

Conclusion Générale :

Au terme de ce travail de recherche, il apparaît nécessaire de faire le point sur les conclusions relevées des différentes contributions proposées dans les chapitres composant cette thèse et les resituer par rapport aux objectifs initiaux. Ainsi, nous rappelons la préoccupation majeure de ce travail qui a été celle d'estimer et analyser l'effet de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie entre la période 2000-2016.

Pour mieux orienter le traitement de cette problématique, nous sommes partis avec les hypothèses selon lesquelles les dépenses publiques exercent d'abord un impact positif sur la croissance économique et ensuite permettent une augmentation de l'emploi par le biais de leur impact sur la croissance. Afin de vérifier ses hypothèses, nous avons organisé notre thèse en trois chapitres où il a été constaté les principales conclusions suivantes :

Dans le premier chapitre, il a été question de concevoir les différents apports théoriques traitant la notion de l'intervention de l'Etat dans l'économie et du rôle qu'il peut jouer à travers l'utilisation de ses dépenses publiques. Le rôle économique et social de l'Etat demeure sujet de discussion dans la théorie économique et particulièrement entre les libéraux et les interventionnistes. Ces controverses étaient d'autant plus intenses lors des crises économiques et financières qui ont marqué le temps.

Nous avons pu relever dans cette partie du travail, trois points de vue sur ce que doit être la place de l'Etat au sein de l'économie d'après les connaissances théoriques actuelles.

D'abord la théorie libérale des classique et des néoclassiques qui soutient l'idée de l'improductivité de l'Etat et qui insiste sur les problèmes inhérents à l'utilisation des dépenses publiques dans l'activité économique. D'après cette théorie, les dépenses publiques créent des externalités négatives sur l'impôt, l'emprunt public, les intérêts individuels et des groupes ainsi que sur les anticipations rationnelles des agents économiques.

Ensuite, l'approche keynésienne qui reste convaincus de la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'économie, à la fois en tant qu'agent économique productif et régulateur d'un marché dicté par l'imperfection des mécanismes de la concurrence. A fin de faire rapprocher l'état d'équilibre concurrentiel de l'optimum social, l'Etat utilise ses mécanismes budgétaires en espérant atteindre des objectifs comme : réparer les échecs du marché, redistribuer le revenu et

fournir une assurance sociale contre des risques comme le chômage ou les coûts des soins médicaux, ainsi que des pensions de retraite, d'invalidité et de vieillesse.

Enfin, même si la conception et la portée de l'Etat font souvent l'objet de controverses, il y a un certain consensus quant à l'importance du rôle de ce dernier dans l'économie. Ainsi, qu'une littérature émergente montre, qu'entre ces deux points de vue opposés, on trouve une « théorie de synthèse » dont les principaux économistes sont Samuelson (1958), Mundell et Fleming (1962) ainsi que les néo-keynésiens et la nouvelle génération des classiques, à l'instar de Barro (1990).

Leur objectif est de renouer avec certaines idées de la pensée keynésienne telles que la production des biens publics, les déficits budgétaires et de la dette, la défaillance du marché, l'efficacité de la dépense publique dans la relance économique d'où la croissance endogène.

Etant donné la reconnaissance de l'importance de l'action socioéconomique de l'Etat par la plupart des nouvelles théories économiques, nous avons tenté dans un deuxième chapitre, de présenter d'une manière théorique les différents modèles économiques exhibant les liens de relation de la dépense publique avec celle de la croissance économique et de la création de l'emploi.

Le premier enseignement tiré avec la venue des nouvelles théories de croissance est d'abord le retour de l'Etat. En effet, ces nouvelles théories de la croissance semblent parfois redécouvrir des conclusions déjà établies. Ainsi, il n'y a que les libéraux les plus qui pensent que la seule politique économique souhaitable est celle qui préconise « le moins d'Etat » possible. Le reste n'ont jamais oublié que l'Etat devait construire des routes, former des jeunes, aider la recherche etc.

Les modèles de croissance endogène contribuent à revaloriser le rôle de l'Etat. Il est, tout à fait, intéressant de voir que parmi les chercheurs ayant construit ces modèles, se trouvent des partisans convaincus de l'offre comme R.Barro et R.E.Lucas. Le deuxième enseignement, montre que d'un point de vue quantitatif, dans les nouvelles théories, la politique économique influence le taux de croissance d'une économie et non seulement le niveau de la production, comme dans les théories traditionnelles.

Ceci montre la variété considérable des modèles qui tentent d'analyser le degré de contribution de certains facteurs, tels que le savoir scientifique et technique ; l'apprentissage par la pratique (Romer 1986), le capital humain (Lucas 1988) et les infrastructures (Barro 1990).

Ces modèles de croissance endogène ont permis une réhabilitation économique du rôle de l'Etat et plus particulièrement de la dépense publique. Cette dernière est fondée à intervenir du fait de l'existence d'externalités positives. En effet, beaucoup de dépenses d'infrastructures sont facteurs de croissance et ne peuvent être supportées que par des collectivités publiques.

Afin d'approfondir la lecture de cette affirmation, on a présenté les résultats de quelques travaux empiriques relatifs aux effets de la dépense publique sur la croissance économique en posant deux interrogations : La première a été sur l'impact de l'accroissement de la taille du budget de l'Etat sur le processus de croissance. La deuxième s'intéresse à l'impact du niveau des différentes composantes de la dépense publique sur les facteurs de croissance.

Ces travaux empiriques ont conclu à une distinction entre les dépenses publiques de consommation (non productives) et les dépenses publiques d'investissement (productives), en confirmant que l'excès de la première catégorie nuit à la croissance et provoque un ralentissement de l'activité économique, or que l'augmentation de la deuxième catégorie a un effet positif pour la croissance.

De manière générale, les résultats de ces travaux empiriques ont montré que les dépenses publiques sont positivement liées à l'activité économique sur le panel global. Par contre, les effets de ces dépenses diffèrent quand le panel est réparti par niveau de revenu. Ainsi, les dépenses publiques sont positivement liées à l'activité dans les pays à faibles revenus et ceux à revenu intermédiaire et négativement liées dans les pays à haut revenu. Les résultats qui regroupent l'ensemble des trois panels ont permis d'apparaître que les Etats devraient favoriser les dépenses de subventions, de transferts et d'investissement au détriment des dépenses de consommation et d'intérêts de la dette.

Dans le but d'étudier les fondements théoriques à travers lesquels on a pu développer la deuxième hypothèse de cette thèse à savoir, les effets des dépenses publiques sur la création d'emploi, on a pris quelques littératures théoriques et empiriques (keynésiens et postkeynésiens).

La relation entre les dépenses publiques et l'emploi génère deux types d'effets : un effet direct qu'on peut le classer dans l'unique objectif d'optimum social et un effet indirect lié à la variation des différentes activités économiques.

En mettant l'accent sur l'effet indirect, nous constatons que la plus part des travaux traitent cette question par rapport à la particularité des conditions de la croissance économique. Il s'agit donc plutôt d'une relation dépenses publiques-croissance-emploi, que l'on peut traiter de deux manières : Soit par une approche, plus généraliste, celle du multiplicateur des dépenses budgétaire, ou par une approche plus récente, celles des modèles de la croissance endogène qui touchent les problèmes de qualification, de segmentation du marché du travail et de ciblage de la population active.

Sur le plan empirique, le troisième chapitre s'est fixé comme objectif d'estimer et analyser l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie durant la période 2000-2016. Pour ce faire, nous avons utilisé un modèle économétrique dite régression linéaire simple, ce qui a donné la possibilité de tester la fiabilité des variables, l'estimation et la validation des résultats ainsi que de donner une analyse économique sur cette impact.

Les résultats auxquels nous sommes parvenus sont les suivants :

- Le taux de corrélation entre l'accroissement des dépenses publiques et la croissance du produit intérieur brut est très élevé sur le court et moyen terme, or que sur le long terme l'incidence est faible. Cette faiblesse est due à l'instabilité des recettes pétrolières d'exportation. Ceci confirme d'avantage l'analyse de la croissance par secteur d'activité où la participation de la production hydrocarbures constitue le principal facteur de la croissance, suivi par les secteurs de service et de bâtiment travaux public hydraulique. Par contre, le secteur de l'industrie participe presque de manière insignifiante dans la croissance ;
- En termes d'évolution comparée, le taux de croissance des dépenses publiques évolue plus rapidement que celui de la croissance économique. Ceci est en particulier avéré pour les dépenses d'investissement. Ce rapport d'évolution est en deçà des résultats obtenus par certains pays ayant les mêmes caractéristiques économiques que l'Algérie ;
- Il ressort également de cette étude, qu'en Algérie, l'augmentation des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance. A partir de là, nous constatons que l'impact de la dépense publique sur la croissance ne traduit pas une création significative d'emploi. Ce dernier est plutôt influencé directement par les dépenses improductives.

Globalement, nous pouvons conclure que l'Algérie à travers ses dépenses publiques a mené beaucoup d'effort pour atteindre des objectifs de croissance économique et d'emploi. Cependant, le poursuivi de sa politique de relance économique a donné des résultats considérables sur le court terme, mais il a trouvé des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme.

Les limites du rôle de la dépense publique sur le long terme sont provoquées par leur dépendance à l'évolution des recettes pétrolières. Ceci, nous l'avons signalé, est directement lié aux choix de politique économique qui ont fait de l'économie algérienne une économie fort dépendante d'un certain nombre de facteurs exogènes qui échappent à son contrôle.

En effet, contrairement à ce qu'on dit et répète beaucoup, le problème économique de l'Algérie n'est pas l'existence de la rente pétrolière mais l'usage qui en a été fait depuis la nationalisation des hydrocarbures. Des pays comme la Norvège aujourd'hui, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Hollande dans le passé, ont utilisé les dépenses issues de la rente pétrolière pour accroître leur économie et moderniser le niveau de vie de leur société.

Dans ces pays, les revenus pétroliers ou gaziers sont apparus à un moment où le revenu par tête était déjà élevé, ce qui a évité des dépenses massives de redistribution, contrairement à l'Algérie qui a connu la rente avant la croissance économique.

Ainsi, pour une meilleure rationalité des dépenses publiques dans les programmes de relance économique en Algérie au vu des principales conclusions de cette étude, nous allons se projeter dans une perspective de recherche qui consiste à la vérification de l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques par composante sur le développement économique et la croissance en particulier.

Liste des Tableaux et Figures

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES :

1. Liste des Tableaux :

Tableau n° 1 : Part de l'industrie et des investissements planifiés (1967-1977)	131
Tableau n° 2 : Investissements planifiés en agriculture	132
Tableau n° 3 : Evolution des grandes masses du budget en Algérie (1975-1978)	133
Tableau n° 4 : Evolution de la part des crédits dans le secteur public (1993-1999)	137
Tableau n° 5 : Evolution du taux global d'investissement (1993-1999)	138
Tableau n° 6 : Les recettes budgétaires (hydrocarbures et hors-hydrocarbures)	139
Tableau n° 7 : Evolution des dépenses publiques entre 1970-1999	144
Tableau n° 8 : L'effort des investissements publics durant les plans de développement	146
Tableau n° 9 : Evolution des dépenses budgétaires par nature entre 2000-2016	149
Tableau n° 10 : L'accroissement des dépenses d'équipements par secteur d'activité entre 2000-2005	151
Tableau n° 11 : Evolution de la part des principaux postes des dépenses courantes entre 2010-2016	155
Tableau n° 12 : Evolution du PIB par secteur d'activité entre 2000-2016	159
Tableau n° 13: Evolution de la contribution des secteurs d'activité dans le PIB entre 2000-2016	166
Tableau n° 14 : Evolution comparée des dépenses publiques et du PIB entre 2000-2016	167
Tableau n° 15 : Les résultats du test de Dickey-Fuller sur la série LPIB	178
Tableau n° 16 : Les résultats du test de Dickey-Fuller sur la série LG	179
Tableau n° 17 : Estimation du modèle entre 2000Q1 et 2016Q4	180
Tableau n° 18 : Test d'Hétéroscédasticité des résidus du modèle	182
Tableau n° 19 : Evolution synoptique de la population active de 2000 à 2016	189
Tableau n° 20 : Evolution du taux d'activité du marché de travail des pays du Maghreb	192
Tableau n°21 : Synthèse de calcul des élasticités Emplois-Dépenses publiques HTS entre2000-2016	197
Tableau n°22 : Evolution de l'emploi par secteurs d'activités hors hydrocarbures entre 2000-2016	201
Tableau n°23 : Evolution des variables en Log et en Elasticités	203
Tableau n°24 : Résultat des élasticités globales DP-PIB, DP-Emploi, PIB-Emploi	205

2. Liste des Figures :

Figure n° 1 : Le carré magique de Nicholas Kaldor	14
Figure n° 2 : L'Intervention des pouvoirs publics par ses grandes fonctions	29
Figure n° 3 : Dépenses publiques et l'équilibre keynésien	47
Figure n° 4 : Schéma du modèle de Domar	66
Figure n° 5 : Taux d'épargne, consommation et investissement	74
Figure n° 6 : Sentier de la croissance équilibrée	75
Figure n° 7 : Hausse du taux d'épargne	77
Figure n° 8 : Hausse du taux de croissance de la population	78
Figure n° 9 : Le taux d'épargne et la règle d'Or	80
Figure n° 10 : Le progrès technologique et le modèle de Solow	82
Figure n° 11 : Les composants de la croissance endogène	87
Figure n° 12 : Représentation graphique du modèle de croissance AK	89
Figure n° 13 : Evolution des dépenses publiques par nature entre 1970-1999	145
Figure n° 14 : Evolution des dépenses publiques par nature entre 2006-2009	152
Figure n° 15 : Evolution du budget de l'Algérie entre 2009-2016	153
Figure n° 16 : Evolution des dépenses en capital 2000-2016	154
Figure n° 17 : Evolution du taux de PIB 2000-2016	156
Figure n° 18 : Evolution du PIB par secteur d'activité entre 2000-2016	159
Figure n° 19 : Evolution du secteur BTPH par % PIB (2000-2016)	162
Figure n° 20 : Evolution comparée de la dépense publique total et du PIB	168
Figure n° 21 : Rapport PIB-dépenses publiques entre 2000-2016	169
Figure n° 22 : Evolution des dépenses publiques par nature en PIB entre 2000-2016	170
Figure n° 23 : Evolution trimestrielle du PIB entre 2000Q1 à 2016Q4	177
Figure n° 24 : Evolution trimestrielle de la variable G entre 2000Q1 à 2016Q4	178
Figure n° 25 : Représentation des résidus du modèle	181
Figure n° 26 : Représentation de normalité des erreurs (Jarque-Bera)	183
Figure n° 27 : Représentation de Test de CUSUM	183
Figure n° 28 : Evolution des dépenses courantes par rapport à la fiscalité ordinaires	186
Figure n° 29 : Evolution des dépenses d'équipement par rapport à la fiscalité pétrolières	186
Figure n° 30 : Evolution du taux d'activité, taux d'emploi et du taux de chômage en Algérie	189
Figure n° 31 : Les programmes du dispositif public de promotion de l'emploi	195
Figure n° 32 : Rapport emplois-dépenses publique hors transferts sociaux	198

Figure n° 33 : Evolution de l'emploi par secteurs juridiques entre 2003-2016	199
Figure n° 34 : Représentation graphique des élasticités PIB-Emploi entre 2000-2016	204

Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE :

1. Adam Smith, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », Version française : deuxième Edition par le Marquis Garnier, Tome quatrième, Paris, 1822, pp. 495-554.
2. Ahmed BOUYACOUB, « L'économie Algérienne et le programme d'ajustement structurel », Confluences, 1997, p.82
3. Ahmed SILEM et J-M ALBERTINI, Lexique d'Economie, éd : Dalloz, 2004, Paris, p.349
4. Ahmed ZAKANE, « L'Impact des dépenses d'infrastructures sur la croissance en Algérie : Une approche en séries temporelle multi variées VAR », Les cahiers du CREAD n°87/2009.
5. Alain BARRERE, Economie et institutions financières : Tome I, éd : Dalloz, 1965, Paris, p. 137.
6. Alain Béraud, « Kaldor et la théorie keynésienne de la répartition », éd : cahiers d'économie politique, L'Harmattan, 2012 n°61, p.11.
7. Alain EUZEBY & Marie-Luise HERSCHTEL, « Finances Publiques : Une approche économique », éd : Dunod, Paris, 1990, P31.
8. Alexis JACQUEMIN et Henry TULKENS, « Fondements d'économie politique », De Boeck 2^{ème} édition, Bruxelles, 1996, p.213.
9. Alfred Sauvy (1898-1990), « La machine et le chômage », éd : DUNOD, 1980.
10. Alternatives économiques : Loi des rendements décroissants. Référence : <https://www.alternatives-economiques.fr/loi-rendements-decroissants/00068037>.
11. Arthur Okun (1928-1980), Economique, N°04 du 09/2016.
12. Arthur Okun, « Potential GNP : Its measurement and significance », édition : Business and economic statistics section of the American statistical association, 1962, pp. 98-103
13. B. DIROU et JP.TESTENOIRE, « Approche néoclassique, approche keynésienne : effet d'éviction est une baisse de l'investissement et de la consommation privée qui est provoquée par une hausse des dépenses publiques », Site Etudier, 2014.
14. Banque mondiale, « Réaction de l'Algérie à l'effondrement des prix de pétrole ». <http://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-brief-july-2016>.
15. BENBITOUR. A, « l'Algérie au troisième millénaire, défis et potentialités », éd : Marinoor, 1998, p.76.

16. Béraud. A & Faccarello. G, « Michal Kalecki et l'essor de la macroéconomie », éd : L'Harmattan, chapitre 3, 2000, Paris, p.417.
17. Bernard BERNIER & Yves SIMON, « Initiation à la macroéconomie », éd : DUNOD n°7, 1998, Paris, p.532
18. Bernard Chantebout, « Le pouvoir et l'Etat dans l'œuvre de Georges Burdeau », éd : Economica, 1993, P.51.
19. Bulletin d'informations statistiques (2000), Ministère de l'industrie et de la restructuration.
20. Christian Deblock et Afef Benesaïeh, « L'Economie », dans Pierre P. Tremblay, (L'Etat administrateur, modes et émergences), presse de l'Université de Québec, Québec, 1997, p.246.
21. Christian PALLOIX, « Industrialisation et financement lors des deux plans quadriennaux (1970-1977) », In : Tiers-monde, Tome 21, N°83, 1980, Alger, pp : 532
22. Christophe Dormans, «L'Indispensable de la pensée économique », éd : Studyrama, Paris, 2002, p.100
23. Christophe HURLIN, « La production du capital public à la productivité des facteurs privés : une estimation sur panel sectoriel pour dix pays de l'OCDE », Revue : économie & prévision n°137, année 1999, P.49. Les rendements d'échelle sont croissants : lorsque la production varie de façon plus importante que la variation des acteurs de production utilisés.
24. D.T Mortensen & C.A. Pissarides, «Job Creation, Job destruction, in the theory of unemployment », Review of economics studies, 1994, vol. 8 n°17, pp. 33-47
25. Dominique GUELLEC & Pierre RALLE, « Les nouvelles théories de la croissance », éd : La découverte, 2003, Paris, p.30. Source : Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. J.M.Keynes
26. Dwight H.PERKINS, Steven RADELET et David L. LINDAUER, « Economie de développement », Traduction de la sixième édition américaine par Bruno Baron-Renault, éd : Ouvertures économiques, Paris 2008, p. 149. éd : Développement des investigations sur ajustement à long terme, n°94005, décembre 1993.
27. Edmund PHELPS, « The Golden Rule of Accumulation : A fable for Growthmen », éd : American Economic Review, 51 (septembre 1961), pp.638-643.
28. Eric OLIVA, « Finance publique », 3^{ème} Ed : Sirey, 2015, Paris, p.18
29. F. YACHIR (1996), H. BENISSAD (1994), A. BRAHIMI (1991), A. BOUZIDI (1999), H. TEMMAR (1983). Voir Ahmed ZAKANE, op.cit, p.122

30. Fatiha TALAHITE, « Réformes et transitions économiques en Algérie », Economie et Finance-Université Paris Nord, 2010, p.16.
31. Fisher W.H. & Turnovsky S.J., « The Composition of Government Expenditure and its Consequences for Macroeconomic Performance », éd : Journal of economic dynamics and control, vol 19, n°04, pp. 747-786. Sources versions françaises : Léon-Amath DIONE, thèse de doctorat sur les compositions des dépenses publiques et impact sur la croissance économique, Université de Bourgogne Franche-Comté, septembre 2016.
32. FMI, Mai 2006
33. Fonds monétaire international, les notes d'information sur l'examen par le Conseil d'administration et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie. Rapports du FMI : N°11/10 Algérie, N°11/39 Algérie, N°13/10 Algérie
34. Gaëtan Stephan, « La loi d'Okun est-elle toujours d'actualité ? », éd : La découverte/ Regards croisés sur l'économie, 2013/1, n°13, p.133-134
35. Gilles de TRUCHIS, « La croissance et le modèle de Solow », 2014, p.13, www.Varennes-ecofin.com/materials
36. Hamid TEMMAR, « La lecture économique du programme de Tripoli et la rente pétrolière ont maintenu l'économie dans la trappe de transition », Publié par Algérie Economique, mai 2016.
37. Holmlund. B et Linden. J (1993) et Holmlund. B (1997). Source : Yann ALGAN, « Créer des emplois publics crée-t-il des emplois », éd : Dalloz : Revue d'économie politique, 2012/6, volume 122, p.6.
38. J. de LARGENTAYE, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, version Française, éd : Payot, 1942, Paris.
39. J. Saint-Geours, « La politique économique des principaux pays de l'occident », dans Christian de Boissieu, (Principe de politique économique), deuxième édition : Economica, 1980.
40. Jacques Généreux, Revue Alternatives Economiques, N°219, novembre 2003, Paris.
41. Jean Paul Fitoussi, « La démocratie et le marché », éd : Grasset, 2004, p.59.
42. Jean-Louis COMBES, Lavinia MUSTEA, « Une analyse des multiplicateurs budgétaires : Quelles leçons pour les pays en développement et émergents ?, éd : monde en développement Vol.42-2014/3-n°167.

43. Jean-Marc HUART, « Croissance et développement », éd : Bréal, Paris, 2003, P. 12. Définition prise de François Perroux en 1961.
44. Jean-Yves CAPUL & Olivier GARNIER, « Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales », éd : Hatier, 2011, p.202.
45. Jean-Yves CAPUL et Oliver GARNIER, op.cit, « Le multiplicateur est un processus économique général montrant que l'augmentation d'une grandeur économique entraîne l'accroissement plus important d'une autre grandeur. L'effet multiplicateur est un élément fondamental de la théorie économique keynésienne ». p.328.
46. Jean-Yves CAPUL et Olivier GARNIER, Dictionnaire d'économie et des sciences sociales, éd : Hatier, 2008, p 27.
47. Joan.ROBINSON, « L'Accumulation de capital », éd : Macmillan & Co, 1969, p.99
48. Kako NUBUKPO, « Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union économique et monétaire ouest-Africaine (UEMOA), revue : Afrique contemporaine n°222, 2007/2, p.225.
49. KAPSOS Steven : Economiste à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « The employment intensity of growth: Trend and macroeconomic determinant », ILO, 2005.
50. KIICHIRO Chris, KOGIKU, « Introduction aux modèles macroéconomiques », Sirey, paris, 1971, P.157
51. La loi de Wagner, éd : Alternatives économiques du 01/09/2016 N°004. Voir : <https://www.alternatives-economiques.fr>.
52. Larbi TALHA, « l'économie Algérienne au milieu du gué : le régime rentier à l'épreuve de la transition institutionnelle », éd : IREMAM (Institution de recherche sur le monde arabe et musulman), 2001, p.10.
53. Louis de Fur, « Etat fédéral et confédération d'Etats », 1896, p.443. Ouvrage disponible sur le site Internet Archive. Reproduction par la bibliothèque nationale de France (BNF), 2015.
54. Mackinnon.J.G, « Numerical distribution functions for unit root and cointegration tests », Journal of Applied Econometrics, 1996, pp. 601-618.
55. MALTHUS Thomas Robert, « Essai sur le principe de la population », Ed : Gonthier. Bibliothèque médiations, 1963, Paris, p.236.
56. Marc Leroy, « Pareto, fondateur à redécouvrir de la sociologie des finances publiques », éd : Sociologie (théories et recherches), novembre 2004. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4859>.

57. Marc Montoussé et Dominique Chamblay, 100 fiches pour comprendre les sciences économiques, éd : Bréal, 2005, Paris.
58. Marc MONTOUSSE, Analyse économique et histoire des sociétés contemporaines, éd : Bréal, 2007, p.180.
59. Maurice DUVERGER, « Finance publique », Ed : PUF, 1978, Paris, p. 46
60. Max weber, « Economie et Société », éd : University of California press, 1922, p.97.
61. Modèle de Michal Kalecki, voir : « Théorie de la dynamique économique : essai sur les variations cyclique et à long terme de l'économie capitalistique », éditeur version française: Gautier Villars, 1966, Original provenant de l'université de Michigan, pp. 34-50.
62. Mohamed Saïb Musette, Moundhir Lassassi et Mouloud Mohamed Meziane, « Politiques de l'emploi et marché du travail en Algérie », CREAD, septembre 2013.
63. Mouloud Med MEZIANI, « L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes », juillet 2013, <http://m.meziani.m.over-blog.com>
64. Mustapha Baba Ahmed, « diagnostic d'un non-développement », éd : L'Harmattan, 1999, p.52
65. Nancy CHURCHMAN, « David Ricardo on Public Dept », éd : Palgrave Macmillan, 2001, pp.129-135.
66. Office national des statistique, rétrospectives statistiques 1962-2011 : Emploi, page.72
67. Office national des statistiques, rapport N°710 « les comptes économiques en volume 2000-2014.
68. Office nationale des statistiques, « Rétrospective des comptes économiques de 1963 à 2014 », N° 197/2016 série E.
69. ONS (Rétrospective statistique 1996-2011).
70. ONS : la direction technique chargée des statistiques de la population et de l'emploi, « Enquête emploi 2010 », N°170/2012, p.11.
71. Organisation internationale de travail (OIT), « Investissement dans les infrastructures : un outil efficace pour la création de travail décent » Notes de synthèse du pacte mondial pour l'emploi, 2009 n°01.
72. Ouvrage collectif, « Innovation, croissance et crise Tome 2», éd : L'Harmattan, 1996, p.24
73. Paul SAMUELSON & William NORDHAUS, « Economie », Chapitre 17 : Le processus de croissance économique, éd : Economica, 2000, Paris, pp.521-524.

74. Pierre Rosanvallon, la crise de l'Etat-providence, édition le seuil, 1981, Paris.
75. R. Carré de Malberg, « Contribution à la théorie générale de l'Etat », reproduit au recueil de textes, p.32-36 (Behrendt.C, Bouhon.F, Introduction à la théorie générale de l'Etat, Bruxelles, Faculté de droit de l'Université de Liège, 2^{ème} édition, 2009, p. 76).
76. R.A. MUSGRAVE, The theory of public finance, a study in public economy, New York, Mc Graw Hill, 1959
77. R.Barro & Sala I.Martin (1990), Quah (1990 et 1990b), R.E.Lucas (1990), King & Rebelo (1989), Summers & Heston (1984). Source : Patrick Artus, « Croissance endogène : revue des modèles et tentatives de synthèse », édition : revue économique, année 1993, pp. 189-1990.
78. Rapport annuel de la banque d'Algérie 2005, p.64
79. Rapport de la banque mondiale N°36270-DZ, « A la recherche d'un investissement public de qualité », Volume 1 groupe pour le développement socioéconomique région Moyen Orient et Afrique du Nord, 2007, p. vi-vii (pages du résumé).
80. Rapport du fond monétaire international sur l'Algérie, 2012, n° 12/22, p.23
81. Rémy HERRERA, « Dépenses publiques et croissance économique pour sortir de la science-fiction néoclassique », éd : L'Harmattan, Paris, 2010, p.32.
82. RICARDO David, « Des principes de l'économie politique et de l'impôt », Ed : Flammarion, Pris, Traduit en français par MM. Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud en 1847 sur le texte de la 3e édition anglaise de 1821.
83. Robert E. Lucas, « On the mechanics of economic development », Journal Monetary Economics, n°22, p42.
84. Robert E. Lucas, 1988, sur la base des contributions de Becker 1964 et Uzawa 1965, considère l'accumulation de capital humain comme le déterminant essentiel de la croissance économique. Source : Rapport OCDE, 2010, sur « Evaluation de l'impact des principaux déterminants de la croissance régionale », p.87.
85. Saïd KACI and Mohamed ACHOUCHE, « Dépenses publiques et croissance économique en Algérie : approche par un modèle de contrôle optimal », MPRA paper N°68499, décembre 2015, p.3
86. Sandrine MESPLE-SOMPS, « Dépenses publiques et croissance économique : revue de littérature »,

87. Simon KUZNETS, croissance économique moderne : conclusion et réflexion, conférence de prix Nobel. Source : <http://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/1971/kuznets-lecture.html.
88. W.BEVERIDGE, B.HANSEN, J.HICKS, T.HAAVELMO, N.KALDOR, M.EVANS et beaucoup d'autres... Sur ce point, voir X.GREFFE, Economie publique, éd : Economica, Paris, 1975.
89. Xavier Greffe, Comprendre la politique économique, éd : Economica, Paris, 1993, Page 36.
90. Y. BENABDELLAH, « Le développement des infrastructures en Algérie : quel effets sur la croissance économiques et l'environnement de l'entreprise », Les cahiers du CREAD, 2008.
91. Yann ALGAN, Pierre CAHUC et André ZYLBERBERG, «L'Emploi public : un remède au chômage », éd : revue économique, 2002/3, volume 53, pp. 589-598.

Annexes

Annexe 1 : Les faits stylisés de l'évolution de la structure des dépenses budgétaires en Algérie 2000-2016:

Années	Dépenses de fonctionnements	Transferts courants	Intérêts sur la dette publique	dépenses en capital
2000	376,80	300,40	161,70	339,20
2001	404,00	247,10	147,50	522,40
2002	444,90	387,70	143,00	575,00
2003	451,90	556,90	114,00	567,40
2004	532,30	633,60	85,20	640,70
2005	574,30	597,60	73,20	806,90
2006	628,60	739,10	68,60	992,20
2007	721,60	871,80	80,50	1434,60
2008	925,70	1230,60	61,40	1973,30
2009	989,80	1272,80	37,40	1946,30
2010	1485,60	1140,20	33,20	1807,90
2011	2067,60	1773,90	37,70	1974,40
2012	2308,90	2431,70	42,00	2275,50
2013	2230,90	1856,40	44,20	1892,60
2014	2343,80	2102,90	39,60	2493,90
2015	2573,60	2000,80	42,60	3039,30
2016	2641,47	1885,89	40,57	2729,57

Annexe 2 : Statistiques descriptives des faits stylisés de l'évolution de la structure des dépenses budgétaires en Algérie 2000-2016:

<i>dépense de fonctionnement</i>		<i>Transferts courants</i>	
Moyenne	1191,26875	Moyenne	1133,96875
Erreur-type	206,8993664	Erreur-type	176,4040411
Médiane	823,65	Médiane	1006
Mode	#N/A	Mode	#N/A
Écart-type	827,5974655	Écart-type	705,6161645
Variance de l'échantillon	684917,565	Variance de l'échantillon	497894,1716
Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	-1,44392889	Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	-1,128617872
Coefficient d'asymétrie	0,633450151	Coefficient d'asymétrie	0,465287787
Plage	2196,8	Plage	2184,6
Minimum	376,8	Minimum	247,1
Maximum	2573,6	Maximum	2431,7
Somme	19060,3	Somme	18143,5
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

<i>intérêt sur la dette publique</i>		<i>dépense en capital</i>	
Moyenne	75,7375	Moyenne	1455,1
Erreur-type	10,83315465	Erreur-type	207,495614
Médiane	65	Médiane	1621,25
Mode	#N/A	Mode	#N/A
Écart-type	43,33261858	Écart-type	829,982456
Variance de l'échantillon	1877,715833	Variance de l'échantillon	688870,8773
Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	-0,416250829	Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	-1,113332534
Coefficient d'asymétrie	0,956097385	Coefficient d'asymétrie	0,223941232
Plage	128,5	Plage	2700,1
Minimum	33,2	Minimum	339,2
Maximum	161,7	Maximum	3039,3
Somme	1211,8	Somme	23281,6
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

Annexe 3 : Les faits stylisés de l'évolution des grands secteurs d'activités de la croissance économique en Algérie 2000-2016

Années	Agriculture	Industrie	Hydrocarbures	BTPH y compris	Services	Services non marchands	PIB	PIB	PIB	PIB
				services pétroliers	marchands	non marchands		HH	HA	HH et HA
2000	-4,6	1,90	4,00	6,40	7,60	2,10	3,80	3,80	4,90	5,30
2001	12,80	5,10	-1,90	5,20	4,80	1,90	3,00	6,20	2,10	5,10
2002	-1,20	3,90	4,70	10,30	6,80	3,90	5,60	6,50	6,30	7,80
2003	19,50	8,50	2,40	5,60	5,20	2,90	7,20	6,60	6,00	4,50
2004	5,40	3,00	2,80	9,40	6,40	2,20	4,30	5,00	4,20	5,00
2005	2,30	5,70	3,40	9,80	9,70	1,60	5,90	6,00	6,30	6,70
2006	8,10	-3,00	3,50	13,00	6,40	3,20	1,70	5,40	1,10	5,00
2007	2,50	-0,90	3,00	8,90	10,10	3,60	3,40	7,00	3,50	7,70
2008	-3,80	-3,20	4,40	8,70	7,50	6,40	2,00	6,10	2,50	7,60
2009	21,10	-8,00	6,10	8,50	8,10	7,40	1,70	9,60	0,30	8,00
2010	4,90	-2,20	2,50	8,90	7,10	5,70	3,60	6,30	3,50	6,50
2011	10,30	-3,30	3,80	5,50	6,90	5,40	2,60	5,70	1,90	5,00
2012	7,20	5,10	-3,40	8,20	6,40	4,10	3,40	7,20	3,00	7,20
2013	8,20	4,10	-5,50	6,80	8,50	3,10	2,80	7,10	2,30	7,00
2014	2,50	3,90	-0,60	6,80	8,00	4,40	3,80	5,60	3,90	6,10
2015	6,40	4,30	0,40	5,00	5,30	3,70	3,80	5,00	3,50	5,60
2016	2,10	3,70	6,00	5,70	3,80	1,50	3,40	2,80	3,60	4,20

Annexe 4 : Statistiques descriptives des faits stylisés de l'évolution des grands secteurs d'activités de la croissance économique en Algérie 2000-2016

<i>Stat,Agriculture</i>		<i>Stat,Industrie</i>	
Moyenne	6,76875	Moyenne	1,66875
Erreur-type	1,68230295	Erreur-type	1,118768622
Médiane	5,9	Médiane	3,8
Mode	2,5	Mode	5,1
Écart-type	6,72921182	Écart-type	4,475074487
Variance de l'échantillon	45,2822917	Variance de l'échantillon	20,02629167
Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	0,56730357	Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	-0,34872883
Coefficient d'asymétrie	0,80850266	Coefficient d'asymétrie	-0,66987772
Plage	24,9	Plage	16,5
Minimum	-3,8	Minimum	-8
Maximum	21,1	Maximum	8,5
Somme	108,3	Somme	26,7
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

<i>Stat, Hydrocarbures</i>		<i>Stat,BTPH et SP</i>	
Moyenne	1,975	Moyenne	7,89375
Erreur-type	0,82988453	Erreur-type	0,5580075
Médiane	2,9	Médiane	8,35
Mode	#N/A	Mode	8,9
Écart-type	3,31953812	Écart-type	2,2320301
Variance de l'échantillon	11,01933333	Variance de l'échantillon	4,9819583
Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	0,308825986	Kurstosis (Coefficient d'aplatissement)	0,0792586
Coefficient d'asymétrie	0,974489414	Coefficient d'asymétrie	0,5309559
Plage	11,6	Plage	8
Minimum	-5,5	Minimum	5
Maximum	6,1	Maximum	13
Somme	31,6	Somme	126,3
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

<i>Stat, service Marchands</i>		<i>Stat, service non Marchands</i>	
Moyenne	6,9375	Moyenne	3,8125
Erreur-type	0,427675403	Erreur-type	0,429910359
Médiane	6,85	Médiane	3,65
Mode	6,4	Mode	#N/A
Écart-type	1,71070161	Écart-type	1,719641435
Variance de l'échantillon	2,9265	Variance de l'échantillon	2,957166667
			-
Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	-0,198271479	Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	0,251692986
Coefficient d'asymétrie	0,132748068	Coefficient d'asymétrie	0,57983478
Plage	6,3	Plage	5,9
Minimum	3,8	Minimum	1,5
Maximum	10,1	Maximum	7,4
Somme	111	Somme	61
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

<i>Stat, PIB</i>		<i>Stat, PIB HH</i>	
Moyenne	3,6375	Moyenne	6,13125
Erreur-type	0,380227454	Erreur-type	0,35316648
Médiane	3,4	Médiane	6,15
Mode	3,4	Mode	5
Écart-type	1,520909815	Écart-type	1,41266592
Variance de l'échantillon	2,313166667	Variance de l'échantillon	1,995625
Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	0,750852875	Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	3,15661737
Coefficient d'asymétrie	0,946646585	Coefficient d'asymétrie	0,11335161
Plage	5,5	Plage	6,8
Minimum	1,7	Minimum	2,8
Maximum	7,2	Maximum	9,6
Somme	58,2	Somme	98,1
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

<i>Stat, PIB HA</i>		<i>Stat, PIB HH et HA</i>	
Moyenne	3,375	Moyenne	6,1875
Erreur-type	0,435650854	Erreur-type	0,32130917
Médiane	3,5	Médiane	6,3
Mode	3,5	Mode	5
Écart-type	1,742603416	Écart-type	1,28523668
Variance de l'échantillon	3,036666667	Variance de l'échantillon	1,65183333
	-		
Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	0,252005556	Kurtosis (Coefficient d'aplatissement)	-1,5350871
Coefficient d'asymétrie	0,298969223	Coefficient d'asymétrie	-0,0360609
Plage	6	Plage	3,8
Minimum	0,3	Minimum	4,2
Maximum	6,3	Maximum	8
Somme	54	Somme	99
Nombre d'échantillons	16	Nombre d'échantillons	16

Annexe 5 : Résultats des Ratios dépenses publique-PIB :

Années	PIB	DP	Ratio
2000	4123,5139	1178,1	0,2857029
2001	4227,1131	1321	0,3125064
2002	4522,7733	1550,6	0,3428427
2003	5252,3211	1690,2	0,3218006
2004	6149,1167	1891,8	0,3076539
2005	7561,9844	2052	0,2713573
2006	8501,6358	2428,5	0,2856509
2007	9352,8864	3108,5	0,3323573
2008	11043,704	4191	0,3794923
2009	9968,0253	4246,3	0,4259921
2010	11991,564	4466,9	0,3725035
2011	14588,532	5853,6	0,4012467
2012	16208,698	7058,1	0,4354514
2013	16650,181	6024,1	0,3618039
2014	17242,545	6980,2	0,4048242
2015	16591,875	7656,3	0,4614487
2016	15608	6883,2	0,4410046

Annexe 6 : Les résultats détaillés des tests de stationnarités des variables : dépense publique-PIB

Null Hypothesis: LG has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 9 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.623852	0.4638
Test critical values:		
1% level	-3.555023	
5% level	-2.915522	
10% level	-2.595565	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LG)
 Method: Least Squares
 Date: 12/12/17 Time: 18:51
 Sample (adjusted): 2003Q2 2016Q4
 Included observations: 55 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LG(-1)	-0.007042	0.004337	-1.623852	0.1116
D(LG(-1))	0.885887	0.119381	7.420644	0.0000
D(LG(-2))	0.005520	0.145519	0.037934	0.9699
D(LG(-3))	0.005369	0.145520	0.036896	0.9707
D(LG(-4))	-0.535595	0.150088	-3.568529	0.0009
D(LG(-5))	0.461855	0.157643	2.929751	0.0054
D(LG(-6))	0.004891	0.151214	0.032343	0.9743
D(LG(-7))	0.005025	0.151216	0.033232	0.9736
D(LG(-8))	-0.731273	0.152365	-4.799468	0.0000
D(LG(-9))	0.621268	0.126533	4.909921	0.0000
C	0.065509	0.037679	1.738621	0.0891
R-squared	0.799471	Mean dependent var		0.026694
Adjusted R-squared	0.753896	S.D. dependent var		0.032326
S.E. of regression	0.016037	Akaike info criterion		-5.251018
Sum squared resid	0.011316	Schwarz criterion		-4.849552
Log likelihood	155.4030	Hannan-Quinn criter.		-5.095768
F-statistic	17.54197	Durbin-Watson stat		2.020132
Prob(F-statistic)	0.000000			

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.948636	0.3085
Test critical values:		
1% level	-3.538362	
5% level	-2.908420	
10% level	-2.591799	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 12/12/17 Time: 18:50
 Sample (adjusted): 2001Q2 2016Q4
 Included observations: 63 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.007201	0.003695	-1.948636	0.0560
D(LPIB(-1))	0.779081	0.078396	9.937799	0.0000
C	0.070330	0.034415	2.043600	0.0454
R-squared	0.672517	Mean dependent var		0.020997
Adjusted R-squared	0.661601	S.D. dependent var		0.023238
S.E. of regression	0.013518	Akaike info criterion		-5.723147
Sum squared resid	0.010964	Schwarz criterion		-5.621093
Log likelihood	183.2791	Hannan-Quinn criter.		-5.683008
F-statistic	61.60776	Durbin-Watson stat		1.866087
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 7 : Résultats détaillés de l'estimation du modèle :

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.300775	0.183131	18.02409	0.0000
LG(-4)	0.731695	0.022604	32.36972	0.0000
R-squared	0.946693	Mean dependent var		9.212168
Adjusted R-squared	0.945790	S.D. dependent var		0.458259
S.E. of regression	0.106697	Akaike info criterion		-1.605411
Sum squared resid	0.671670	Schwarz criterion		-1.536202
Log likelihood	50.96503	Hannan-Quinn criter.		-1.578287
F-statistic	1047.799	Durbin-Watson stat		0.099813
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 8 : Rapport détaillé sur les résultats de l'estimation :**RAPPORT DÉTAILLÉ**

<i>Statistiques de la régression</i>	
Coefficient de détermination multiple	0,98129387
Coefficient de détermination R ²	0,962937659
Coefficient de détermination R ²	0,960466836
Erreur-type	960,8410804
Observations	17

ANALYSE DE VARIANCE

	<i>Degré de liberté</i>	<i>Somme des carrés</i>	<i>Moyenne des carrés</i>	<i>F</i>	<i>Valeur critique de F</i>
Régression	1	359798794,2	359798794,2	389,723485	3,80961E-12
Résidus	15	13848233,73	923215,5818		
Total	16	373647027,9			

ANALYSE DES RÉSIDUS

<i>Observation</i>	<i>Prévisions pour Y</i>	<i>Résidus</i>
1	4710,747776	-587,2477761
2	5003,511336	-742,7113365
3	5473,899814	-936,1998142
4	5759,902565	-495,7025645
5	6172,926594	-46,22659371
6	6501,133188	1063,466812
7	7272,480148	1191,019852
8	8665,616754	723,983246
9	10883,36731	159,4326925
10	10996,66209	-1028,662093
11	11448,612	542,9880018
12	14289,58631	230,2136899
13	16757,28196	-548,5819606
14	14638,89483	2011,305173
15	16597,68587	644,81413
16	17982,83243	-1390,932428
17	16398,95903	-790,9590305

« Les effets de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie entre 2000-2016 »

Résumé :

L'objectif premier de cette thèse est l'évaluation et l'analyse de l'impact de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie durant la période 2000-2016. Pour ce faire, elle a été scindée en trois chapitres afin de vérifier l'existence ou pas d'un impact positif de l'intervention de l'Etat par le bais de ses dépenses sur la croissance économique d'une part, et le degré d'influence de la dépense publique sur le niveau d'emploi d'autre part. Les résultats empiriques montrent l'existence d'un taux de corrélation très élevé entre l'accroissement de la dépense publique et la croissance du PIB avec certaines réserves. Ils montrent également que l'impact de la dépense publique sur le PIB ne se traduit pas systématiquement par une augmentation de l'emploi.

Mots-clés : Dépenses publiques, PIB, Croissances économique, Emplois, politique de relance économique, Algérie.

« The effects of public expenditure on economic growth and employment in Algeria between 2000-2016 »

Abstract :

The first objective of this thesis is the evaluation and analyzes of the impact of the public expenditure on the economic growth and employment in Algeria during the period 2000-2016. In order to realise this research, our work was divided into three chapters to check on one hand, the existence or not of the impact positive of the intervention of the State by its expenditure on the economic growth , and the degree of influence of the public expenditure on the level of employment on the other hand. The empirical results show the existence of a correlation rate which is very high between the increase in the public expenditure and the growth of the GDP. They also show that the impact of the public expenditure on the GDP does not represent systematically an increase in employment.

Key words: Public expenditure, GDP, Economic growths, Employment, economic recovery policy, Algeria.

"أثار النفقات العامة على النمو الاقتصادي و التشغيل في الجزائر ما بين 2000-2016"

الملخص:

تهدف هذه الأطروحة إلى تقييم و تحليل أثر النفقات العامة على النمو الاقتصادي و التشغيل في الجزائر خلال الفترة الممتدة من 2000-2016. لهذا الغرض تم تقسيم هذه الأطروحة إلى ثلاث فصول من أجل التحقق من وجود أو عدم وجود أثر ايجابي للنفقات العامة على النمو الاقتصادي من جهة و مدى تأثير النفقات العامة على التشغيل من جهة أخرى. نتائج الدراسة الميدانية أثبتت وجود معامل ارتباط قوي ما بين الزيادة في النفقات العامة و النمو الاقتصادي مع تسجيل لبعض التحفظات. لوحض أيضا أن هذه الأخيرة لا تؤدي بالضرورة إلى الرفع من مستوى التشغيل.

كلمات مفتاحية: النفقات العامة-الناتج المحلي الخام- النمو الاقتصادي-التشغيل-سياسة الانتعاش الاقتصادي- الجزائر.